

AUGUSTE NICOLAÏ

Licencié ès-Lettres

Docteur en Droit



LES REMISES
DES
EMIGRANTS ITALIENS



NICE

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRIMERIE
26, rue Smolett

1935

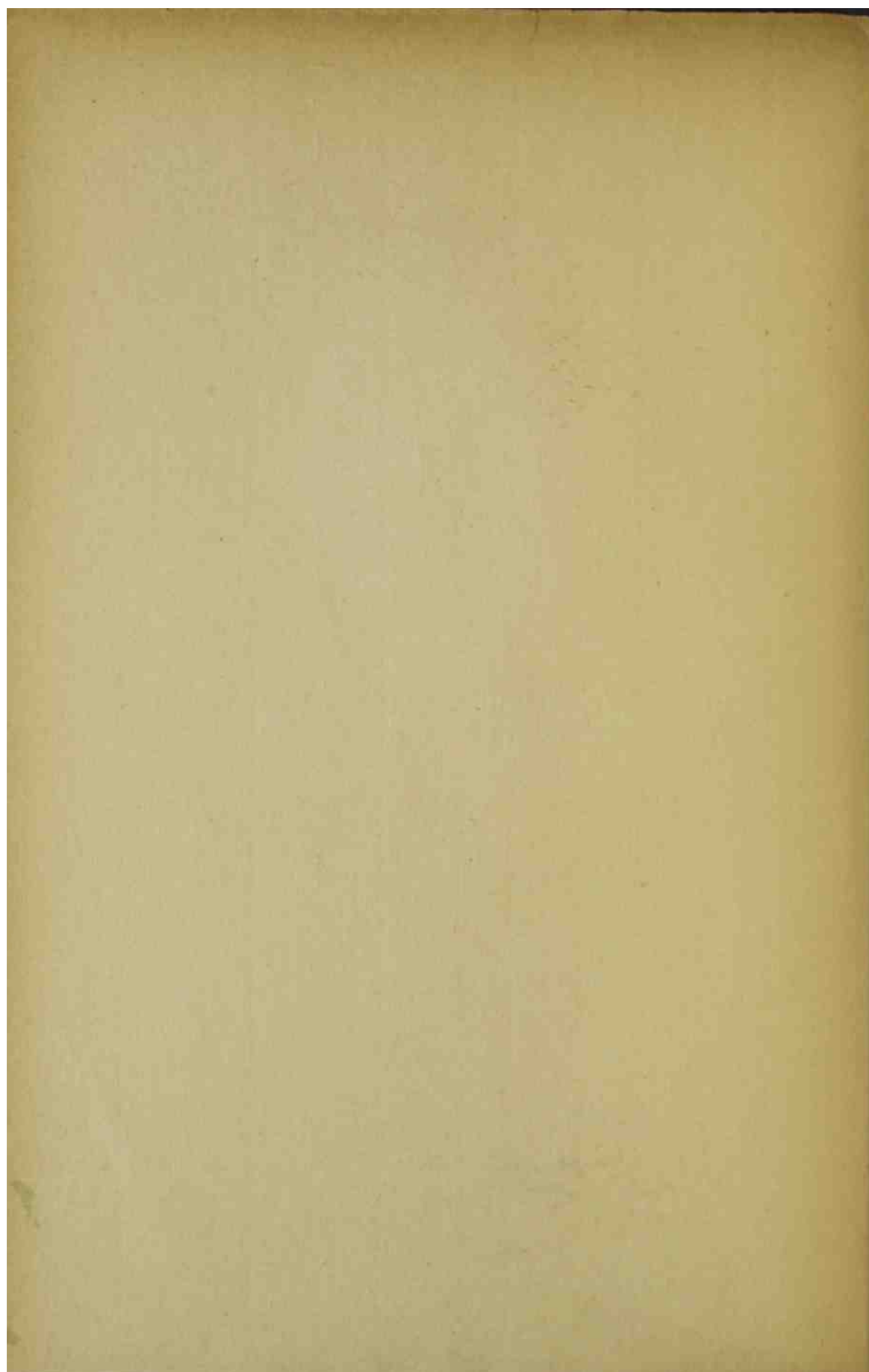
M. JANNAÇONE

Vous êtes cité dans
cet ouvrage:

Page Texte Notes

144		2
146		2
149	" et	✓
150	"	
151	" et	1
152	"	
159		4
163	" et	2
164		1&2
167		1&2
168		2
219	"	

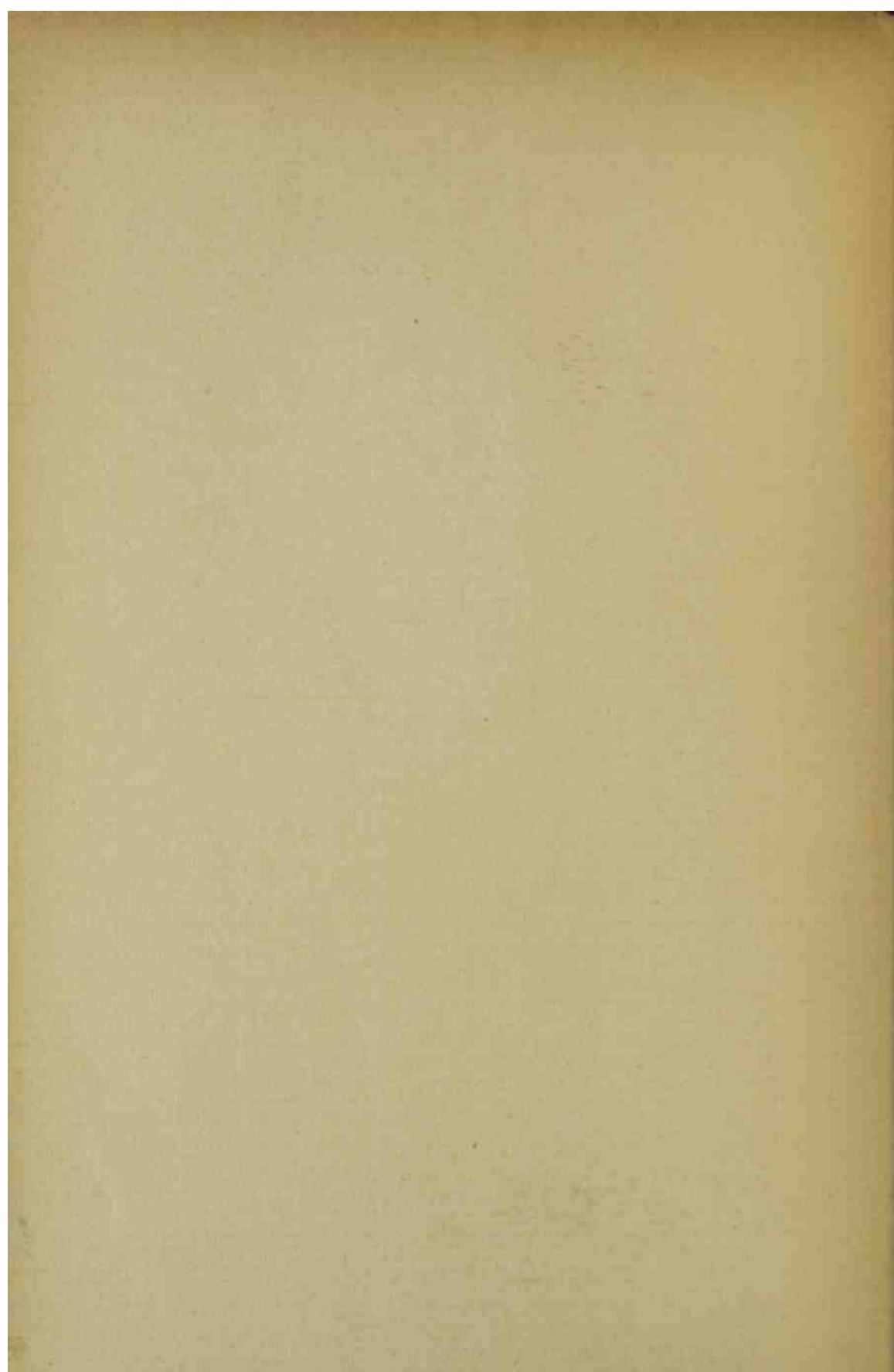
N.ro INVENTARIO PRE 16041



A

MADAME CHADWICK

HOMMAGE RESPECTUEUX



INTRODUCTION

« Aller aux Terres Neufves descouvrir certaines ysles et pays où l'on dit qu'il se doit trouver grant quantité d'or. » La consigne donnée à Jacques Cartier par François I^{er}, en 1534, n'explique pas seulement la découverte du Canada : implicite ou proclamée, elle est à l'origine des découvertes et des migrations de tous les temps. Inutile de remonter aux origines biologiques de la migration, qui nous montreraient l'animal allant chercher sa nourriture partout où il croit la trouver. Certes, les temps modernes ne connaissent plus ces expéditions guerrières d'où les conquérants revenaient chargés de butin, les bras lourds de femmes ravies... C'est pourtant le même instinct de conquête et d'aventure qui, tout près de nous, meut les armées de salariés partant à la conquête de cette Toison d'or qui, hier encore, s'exprimait en dollars. Et comme le soldat mercenaire d'autrefois, l'émigrant italien de naguère allait partout :

L'arpa al collo, son Viggianese,
Tutto il mondo è il mio paese.

Le langage populaire, désignant les remises des émigrants sous le nom de rivoli d'oro, les avait d'instinct rattachées aux produits de ces mines métalliques dont le rôle fut si important dans l'histoire économique du monde antique, et dont le produit, en un temps où l'émigration n'était pas très différente de la colonisation, formait bien déjà une remise-type. Remise-type aussi, celle qu'assuraient, au temps des conquistadores, les galions de la flotte d'argent.

Cependant, aujourd'hui encore, pour s'en tenir à l'Italie, on connaît mieux l'appoint apporté aux finances de Trajan par les mines d'or de la Dacie (1) que le rôle des remises des émigrants dans l'économie contemporaine. C'est qu'il fallait, pour que la question put devenir objet d'étude, qu'elle prît cet aspect statistique que lui ont donné les temps modernes. Dans le courant du XIX^e siècle se produit un fait nouveau. La coexistence, permise par l'ère industrielle, de migrations de masses, généralement temporaires, et de l'extension progressive du salariat, tendant à devenir la forme exclusive de rémunération des émigrants, permet la généralisation des remises. Et peu à peu, d'une économie à l'échelle de l'escarcelle naît un des postes

(1) V. Jérôme Carcopino : *Points de vue sur l'impérialisme romain* (Paris, 1934).

les plus importants des comptes internationaux. Mais, pour l'Italie au moins, le phénomène est relativement récent. Ce n'est que dans les premières années du XX^e siècle qu'elle se place au premier rang des peuples migrants : l'ère historique de l'émigration anglaise est alors close, l'émigration allemande a fait long feu, l'émigration slave commence à peine...

Mais les difficultés naissent avec le problème, et nous comprenons trop bien, pour notre part, après l'avoir déploré, que la bibliographie du sujet se réduise encore à quelques articles de revue. Quand Leroy-Beaulieu avance, gratuitement à notre avis, que ce sont les agents d'émigration qui font insérer dans les journaux les annonces de fortunes fabuleuses faites par des émigrants partis sans un sou (1) il traduit bien l'attitude de son temps en face de la question : une indifférence et une légèreté mal informées. Il est pourtant bien vrai, au moment où il écrit, qu'à l'adjectif près, des fortunes très réelles sont nées de tant de migrations heureuses. Pendant longtemps encore, les remises n'auront pas droit de cité en économie politique. Elles ne sortiront parfois du domaine de l'anecdote, fantaisiste ou non, que pour rester du ressort exclusif de l'affabulation morale (2), quand ce n'est pas de l'imagerie grossière. (3) Les remises faisaient pourtant depuis longtemps l'objet d'allusions réticentes dans les chapitres consacrés à la balance des comptes. Mais, en plus des problèmes délicats qu'elles soulevaient par leur seule présence, leur caractère d'éléments casuels, occultes, impondérables, y installait un scandale permanent, égalé seulement, non dépassé, par les « dépenses des touristes », ce dernier-né des postes de la balance, comme elles fléau de la statistique et désespoir des statisticiens.

Si, comme on l'a dit, l'émigration est l'impérialisme des nations pauvres, elle doit leur apporter autre chose et davantage que cet indispensable appoint monétaire que des pays mieux partagés ont trouvé dans d'autres formes de conquête et d'expansion. Tel ultra, tel zelante de l'émigration a pu fonder sur les remises des espoirs excessifs. S'il est vrai que, selon la maxime d'Alberti *gubernar es poblar*, il n'est pas douteux que l'émigration italienne ait un moment réuni toutes les conditions favorables par où aurait pu se vérifier la vérité de cet antique proverbe vénitien qui affirme que le monde est à qui le prend.

La guerre, parmi tant de méfaits, aura causé celui de précipiter

(1) P. Leroy-Beaulieu : *De la Colonisation chez les peuples modernes*. 5^e édit. (Paris, 1902), t. II, p. 494.

(2) A. Dauzat en fournit un exemple typique, qui écrit : « Je ne me rappelle pas sans émotion le geste spontané et touchant de ce montagnard piémontais qui, après m'avoir raconté comment il avait dû partir tout enfant de la maison paternelle pour aller gagner sa vie de l'autre côté de la frontière, se leva de sa chaise et se découvrit en déclarant : « J'aime et je respecte la France parce qu'elle m'a donné du pain ». (*L'expansion italienne*. Paris, 1914, p. 248). Nous aurons l'occasion de voir que les Italiens d'aujourd'hui tiennent un langage tout différent, non seulement quant à l'effusion sentimentale, mais du strict point de vue économique. (V. *infra*, Ch. I, § 2 et Chap. IV, § 4).

(3) R. Le Conte, dans une étude par ailleurs remarquable sur *L'émigration italienne* (Paris, 1901), écrit, à propos des émigrants italiens : « Chaque dimanche (ils) adressent à leurs femmes (restées en Italie) des mandats-postaux, ne gardant pour eux que la somme nécessaire pour s'enivrer ce jour-là ». (p. 30).

une évolution historique dont les débuts avaient été si heureux. Les restrictions aux migrations, au départ comme à l'arrivée, assimilent de plus en plus les nations contemporaines à ces prisons dont parlait Bentham. Les capitaux, affectés d'un coefficient national de plus en plus lourd à porter, perdent cette mobilité par quoi une économie plus heureuse, ou simplement plus naïve, avait cru pouvoir les définir. Dans un monde économique qui se minéralise, les remises tendent à disparaître, et si depuis plusieurs années l'émigration agonisante a permis d'ultimes envois, c'est un peu à la façon de ces étoiles éteintes dont le rayon voyage encore.

Il reste que les remises auront du moins marqué la physionomie de l'émigration italienne de ces trente dernières années, telles que ces pages essayent de la fixer. Leur apport affaibli n'a pu toutefois jouer à plein dans l'économie ébranlée de l'Italie d'après-guerre. Aussi bien ont-elles jamais été autre chose qu'une forme honteuse du mercantilisme ? L'histoire montre les déplorables erreurs amenées par la recherche exclusive des métaux précieux, et la défaillance des remises dans l'Italie d'aujourd'hui l'illustre d'une nouvelle et dure façon. *Alienum aes, acerba servitus*. Amenant l'Italie du Licteur à réfléchir sur les conditions manquées d'un avenir migratoire désormais compromis, les remises lui auront du moins permis de repenser les conditions du problème. L'infatigable génie latin sera conduit à poser de nouveaux jalons pour une expansion dont la nécessité a toujours été proclamée, et c'est par un aperçu des nouvelles directives de la politique financière de l'émigration italienne que s'achève cette étude.

Un mot, en terminant, sur le compromis adopté pour l'exposition, qui cumule les inconvénients de la monographie, de la relation historique et de l'étude statistique, sans les avantages d'aucun de ces procédés. Le sujet même nous a paru l'imposer, qui comporte l'exposé historique de formes sociales déterminées, joint à l'étude quantitative des phénomènes observés. Sans qu'il s'agisse pour autant d'apporter ici une justification aux imperfections trop évidentes de ce travail : bien plutôt s'excuserait-on d'avoir écrit ces lignes si on ne les écrivait précisément pour s'excuser d'avoir écrit le livre.

CHAPITRE I

Le phénomène des Remises dans l'émigration italienne

§ 1. *Les remises en tant que moteur de l'émigration italienne.* —
§ 2. *Les remises et la législation italienne de l'émigration.* — § 3. *L'émigration italienne, émigration-type de remises.*

§ 1. — L'émigration qui, dans d'autres pays et dans certaines circonstances, pouvait être due à des causes politiques ou religieuses, fut déterminée avant tout en Italie, pour la période que nous occupons, par des facteurs économiques. C'était pour fuir des conditions économiques défavorables que les émigrants quittaient en masse un pays aux possibilités trop restreintes, où un traditionalisme persistant perpétuait par ailleurs les conditions démographiques favorables à l'émigration. (1)

Cependant, la misère comme cause n'aurait jamais suffi, aux yeux d'excellents juges (2), à expliquer l'accroissement rapide de l'émigration, dont le maximum s'observe pendant la période 1900-1910, en même temps qu'un essor industriel et commercial remarquable. Il faut tenir compte de ces remises qu'on a tendance à reléguer au terme des études consacrées à l'émigration parce qu'elles constituent l'aboutissement, dans l'ordre chronologique, du cycle migratoire, sans prendre garde que, dans bien des cas, elles jouent un rôle moteur, qui, pour l'émigration italienne, semble bien avoir été décisif. En même temps qu'elles provoquaient une émigration toujours plus abondante, elles assuraient à la nation une prospérité jusque là sans exemple, et ceci expliquait cela, en une matière où

(1) V. Gino Arias : *La questione meridionale* (Bologne, 1921). — Fr. Coletti : *Dell' emigrazione italiana in cinquanta anni di storia italiana : 1860-1910*. (Milan, 1911), p. 100 et M. Gentile : *Il problema dell'emigrazione in Calabria* (Rome, 1921).

(2) V. R. Michels : *L'imperialismo italiano* (Milan, 1914).

la force persuasive de l'exemple est peut-être plus grande que partout ailleurs. On était parti, d'abord, par nécessité : le succès de tant d'exodes heureux provoquait l'imitation et, finalement, se créait une véritable tradition migratoire, observée en de nombreuses régions et qui devenait parfois, selon l'expression d'un intéressé, une véritable « fureur ». (1)

Emigranti o briganti : telle était, sous sa forme proverbiale, la douloureuse alternative qui se posait, dans les dernières années du XIX^e siècle, aux populations méridionales. (2) Et les remises, particulièrement celles nées de l'émigration transocéanique, l'avaient heureusement résolue, selon un processus qui donne la clef de l'émigration italienne moderne, et que nous pouvons reconstituer à travers les réponses recueillies par une commission d'enquête officielle. La fascination au départ : « On naît avec l'idée d'aller en Amérique », constate un témoin. (3) Les remises nées du séjour de l'émigrant, enregistrées par l'aveu reconnaissant d'une mère sicilienne : « Sans ce que m'envoie mon fils, je ne pourrais pas vivre ; s'il n'y avait pas l'Amérique, nous mourrions de faim. » (4) Enfin, après le retour triomphal, la satisfaction épanouie d'un paysan calabrais, génératrice de nouveaux départs : « C'est l'Amérique qui nous a fait riches... » (5) Et le cycle recommence... Selon les régions, l'Amérique est remplacée par tel ou tel pays européen, suivant la destination plus fréquente de l'émigration locale : tout le long de l'enquête, en termes plus ou moins explicites, mais toujours avec un égal degré d'évidence, c'est bien cette possibilité d'enrichissement monétaire qui apparaît l'impulsion déterminante de l'émigration.

Il ressort d'une autre enquête, se rapportant à 1888, que le « désir d'un meilleur sort » et la « misère » étaient les mobiles dominants chez 76 % des émigrants de l'année considérée. (6) On recueillit les réponses de 2.310 communes, formant une population totale de 10.401.218 habitants, dont 236.613 émigrèrent pendant l'année considérée. Les causes prévalentes de l'expatriation, telles qu'elles ressortaient des questionnaires, étaient : 1^o le « désir d'un meilleur

(1) V. *Inchiesta parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia* (Rome, 1908-1910).

(2) V. Coletti loc. cit. p. 118. V. les travaux de la *Commissione d'inchiesta sul brigantaggio*. 1863. — E. Reclus écrit : « Le mouvement d'émigration est devenu un dérivatif aux anciennes mœurs du brigandage » (*Nouv. Géogr. univers.*, t. I, p. 96).

(3) *Inch. parl.* III. V. Chap. VII, p. 96.

(4) *Ibid.* III, V, Ch. VII, p. 98.

(5) *Ibid.*

(6) Un questionnaire avait été adressé, sur l'initiative de Luigi Bodio, à tous les maires des communes ayant compté plus de 10 émigrants en 1888. V. *Statistica della emigrazione italiana per il 1888*. (Rome, 1889). Un congrès des émigrants de la Valtelline présentait, en 1914, l'émigration temporaire comme un « acte de prévoyance » (*Rivista di emigrazione*, janv.-févr. 1914, p. 2). L'importante émigration féminine, déplorée à la même époque dans la province de Bari, était attribuée à « l'avidité du gain ». (*Ibid.* mars 1914, p. 8).

sort » : 920 communes, soit 40 % du total, comprenant 4.242.757 habitants (41 %) dont 70.873 émigrants (30 %) ; 2° la « misère » : 853 communes (37 %), 3.659.244 habitants (35 %), dont 105.805 émigrants (45 %) ; 3° le « manque de travail » : 251 communes (11 %), 1.315.336 habitants (12 %), dont 28.219 émigrants (12 %) ; 4° les « mauvaises récoltes » : 133 communes (6 %), 493.820 habitants (5 %), dont 14.622 émigrants (6 %) ; 5° la « crise agricole » : 36 communes (2 %), 174.801 habitants (1 %), dont 2.625 émigrants (5 %) ; 6° les « autres causes » : 117 communes (5 %), 515.260 habitants (5 %), dont 14.469 émigrants (6 %). On voit que le « désir d'un meilleur sort » ou la « misère » viennent en tête, selon que l'on considère le chiffre total de la population des communes enquêtées ou le nombre des émigrants. Le « désir d'un meilleur sort » dominait dans les provinces septentrionales, qui sont aussi les plus peuplées et les plus riches (Ligurie 62 %, Piémont 49 % des réponses) ; la « misère » dans les provinces méridionales, les plus pauvres, celles où l'émigration était proportionnellement la plus forte (42 % des réponses en moyenne).

Il est certain que, si elle avait été poursuivie après 1900, une pareille enquête eût relevé que la proportion des départs attribuable au « désir d'un meilleur sort » s'était considérablement accrue aux dépens de l'émigration imposée par la détresse. A sa façon, la législation italienne de l'émigration devait reconnaître qu'un des plus puissants motifs d'attraction des émigrants italiens vers l'étranger, et spécialement vers les pays neufs, résidait dans cette épargne rendue facile par les conditions favorables des pays d'immigration, et qui, au retour des émigrés en Italie, ou à travers leurs envois, prenait facilement figure de richesse ou de trésor.

§ 2. — A travers l'encouragement déguisé ou les empêchements variés qu'elle consacrait, selon les périodes, à une émigration en face de laquelle elle ne pouvait rester indifférente, la législation italienne a rarement expressément visé les remises des émigrants. Une certaine pudeur gouvernementale est de règle en une matière où la réglementation unilatérale soulève de délicates questions d'intérêt international. Cet aspect de la question migratoire n'était pas pour autant négligé, encore que ce fût à l'abri de la notion plus acceptable de « protection de l'émigrant » ou dans les termes peu compromettants de « valorisation de l'émigration ».

Négligeons la loi du 13 novembre 1857 et le règlement du 11 février 1859, ces textes piémontais qui, étendus à toute l'Italie au fur et à mesure de l'unification, constituent la première réglementation de l'émigration : ils n'instituent, dans leurs dispositions essentielles, qu'une *police* de l'émigration. La loi du 18 janvier 1873, qui refuse la délivrance d'un passeport aux Italiens n'ayant pas satisfait aux obligations militaires, inaugure la législation restrictive que reprendra, malgré le libéralisme apparent de la forme, la loi du 30 décembre 1888. Ce dernier texte devait rester en vigueur jusqu'en 1901, et modérer, sans pouvoir l'empêcher tout à fait, la première

vague de l'émigration italienne des temps modernes. Inspirée par la volonté de Crispi de faire de l'Italie un pays fort, la loi du 30 décembre 1888 fait de l'interdiction d'émigrer le droit commun, et de l'émigration, subordonnée, pour tous les hommes entre 18 et 32 ans, à une autorisation expresse, l'exception.

L'érection, en 1890, d'une section « pour les Italiens résidant à l'étranger » à la Caisse d'Épargne postale, sur laquelle nous reviendrons (1), n'a pas d'autre portée que celle d'une mesure administrative, due sans doute à l'initiative d'un directeur agissant : elle reste en dehors du grand mouvement de l'émigration, qui, à cette époque, n'avait pas encore pris l'allure que nous lui verrons dans le premier quart du XX^e siècle. Elle n'en est pas moins significative de l'attention que les pouvoirs publics commencent à accorder à un phénomène qui prendra plus tard un grand développement.

La loi du 30 janvier 1901 (2) est le premier texte organique de l'émigration italienne. L'émigration est, en principe, déclarée libre (art. 1). Seule demeure interdite l'émigration des enfants de moins de 15 ans, en vue d'exercer une « profession ambulante, périlleuse ou insalubre ». Et aussi, exceptionnellement, pour des raisons d'ordre public, l'émigration que le ministre des Affaires étrangères, d'accord avec le ministre de l'Intérieur, jugerait devoir interdire pour certains pays dans des circonstances particulières. L'émigration est protégée à la fois contre les entreprises intéressées des agents d'émigration et des compagnies de navigation, et, en général, contre tous les propagateurs de fausses nouvelles. Enfin, sont créés (art. 7), en vue de la systématisation de l'émigration et d'une meilleure protection des émigrants, un Conseil de l'émigration dont le rôle est surtout consultatif, et un Commissariat de l'émigration qui devait devenir, dans les années suivantes, l'organisme de surveillance et d'exécution à travers lequel se sont exprimées les diverses directions de la politique italienne de l'émigration.

L'effet bienfaisant des remises a commencé à se faire sentir. Après les épreuves douloureuses que la terre d'Afrique avait réservées aux finances et aux armes italiennes, les sphères gouvernementales sont devenues hostiles à toutes restrictions pouvant empêcher l'afflux de ce qu'on commence à appeler les *rivoli d'oro* apportés par les émigrants. Le sens évident des dispositions générales de la loi du 30 janvier 1901 est un encouragement très net à l'émigration.

Rien, dans le texte même de la loi, n'a trait aux remises qui sont pourtant une des préoccupations dominantes des promoteurs de la nouvelle législation. « Il faut procéder avec grande prudence, parce que dans les U.S.A. — et on pourrait ajouter dans les autres États — n'importe quel office d'Etat, n'importe quelle action qui émane ou qui ait l'air d'émaner directement d'un gouvernement étranger et de représenter son ingérence, trouvera toujours dans

(1) V. *infra*. Ch. II, § 5.

(2) Devenue, par l'adjonction des lois promulguées depuis 1901, la loi du 13 novembre 1919, qui codifie l'ensemble des textes relatifs à l'émigration.

l'opinion publique et auprès des autorités des difficultés insurmontables. » (1) Il subsiste aussi dans les milieux responsables un reste de cette réserve que les gouvernements, comme les femmes, aiment parfois d'affecter à propos des questions d'argent...

Deux jours après la loi du 30 janvier 1901, est promulgué le premier texte où soit prononcé le mot « remise » : la loi du 1^{er} février 1901, « sur la protection des remises et des épargnes des émigrés italiens à l'étranger » confie au plus ancien et au plus populaire des établissements italiens de crédit, le Banco di Napoli, une mission d'ordre national, qui a survécu depuis à toutes les vicissitudes de la politique italienne de l'émigration. Il s'agissait essentiellement de mettre à la disposition des émigrés un mode de transmission pratique qui favorisât l'afflux des remises, et dût l'ordonnance de cet exposé en souffrir, nous n'aborderons l'étude détaillée des dispositions de la loi du 1^{er} février 1901 qu'au chapitre suivant. Qu'il nous suffise pour l'instant de dire que la politique financière de l'émigration italienne, qui devait pendant si longtemps graviter autour des seules remises, avait trouvé un instrument dont l'acquisition, malgré les imperfections révélées à l'usage, était définitive.

La période qui va de 1901 à 1914 est l'âge d'or des remises. La guerre, en suspendant, avec l'émigration, les envois des émigrés, remet la question au premier plan des préoccupations gouvernementales. Quelques années plus tard, l'avènement du fascisme conduit le législateur à repenser les données fondamentales du problème de l'émigration.

Quand le fascisme s'empare du pouvoir, en octobre 1922, il n'a pas encore de doctrine arrêtée quant à l'émigration. Rien n'autorise à croire (2) que, dès les premières années du régime, des mesures restrictives aient eu la faveur des dirigeants, et que seules les circonstances en aient retardé l'application.

Au contraire, des écrivains fascistes de la première heure félicitent le Gouvernement d'avoir osé supprimer les restrictions nées de la guerre (3) ; d'autres comptent sur lui pour abolir définitivement les entraves qui subsistent à la liberté d'émigrer. (4) De fait, on trouve parmi les premiers actes du nouveau gouvernement des mesures dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles sont loin de traduire une volonté ou même une arrière-pensée de restrictions. A l'inté-

(1) Discours de l'honorable Visconti Venosta. Chambre des Députés, séance du 27 novembre 1900.

(2) Comme M. Woog : *La politique d'émigration de l'Italie* (Paris, 1930), p. 117.

(3) Manlio d'Ambrosio : *Il mezzogiorno d'Italia e l'emigrazione negli Stati Uniti* (Rome, 1924), p. I. Il nous est impossible de suivre M. Morini-Comby qui a cru remarquer que « les révolutions italienne et espagnole ont suivi de près l'arrêt du courant migratoire ». (*Essai sur les conséquences économiques des migrations*, in *Revue d'économie politique* Janv.-févr. 1932) p. 84. — Au moment où éclate la révolution fasciste (octobre 1922), l'émigration italienne ne rencontre encore d'autres restrictions que celles édictées aux U.S.A. par le bill Dillingham du 19 mai 1921, qui ne devaient être aggravées que par l'acte du 16 mai 1924.

(4) Fr. Sulpizi *Il problema dell'emigrazione dopo la rivoluzione fascista* (Rome, 1923), p. IV, 312 et *passim*.

rieur du royaume est remis en vigueur le décret du 18 décembre 1919 qui instituait auprès du Commissariat de l'émigration une commission chargée de présenter les vœux des classes ouvrières et de donner des avis sur le placement des émigrants à l'étranger. Pour l'étranger, on institue au sein du Commissariat une enquête permanente sur l'état du marché international du travail. (1) Le 18 janvier 1923 voit l'extension, jusque là retardée, des lois italiennes de l'émigration aux anciens territoires autrichiens récupérés, et la déclaration de Trieste, port d'embarquement. Le 11 mars 1923, un décret modifie la composition du Conseil Supérieur de l'émigration et y introduit un nombre imposant de représentants des milieux ouvriers. M. Mussolini voit alors dans l'émigration une « incompressible nécessité démographique » (2) et déclare : « Il est inutile de discuter si l'émigration est un bien ou un mal. Elle constitue un fait, un besoin physique du peuple italien, qui ne peut être contenu tout entier dans sa terre d'origine. » (3) Enfin, en 1926 encore, étaient institués auprès des consulats italiens des « attachés à l'émigration » chargés d'informer périodiquement le gouvernement des conditions du marché du travail dans le pays de leur résidence. (Art. 58 du décret-loi du 26 mai 1926, N° 1395.)

Ce n'est que plus tard, quand le régime affermi a eu le temps de préciser ses objectifs, que se fait jour une politique radicalement différente. Déjà le décret du 18 janvier 1923, qui rattachait le Commissariat de l'émigration, jusqu'alors autonome (et à vrai dire davantage un pouvoir qu'un service) au Ministère des Affaires Etrangères ; déjà la circulaire du 22 août 1924, tendant à réprimer l'émigration clandestine, avaient un accent annonciateur faisant présager des mesures plus radicales. Brusquement, un décret-loi du 28 avril 1927 supprime le Commissariat de l'émigration et le remplace par une Direction Générale des Italiens à l'étranger, fonctionnant comme un service normal des Affaires Etrangères, et placée sous les ordres d'un fonctionnaire de la carrière consulaire et diplomatique (4). Un décret du 18 juin 1927 supprime le Fonds de l'émigration à partir de l'exercice 1927-1928 et en transfère les chapitres au budget des Affaires étrangères. Peu après le Conseil Supérieur de l'émigration, ainsi que le comité permanent constitué dans son sein, sont à leur tour supprimés par le décret-loi N° 2146 du 23 octobre 1927.

(1) Manlio d'Ambrosio (*op. cit.*), p. 319.

(2) Lettre à M. de Michelis accompagnant le décret-loi N° 3148 du 15 décembre 1923, qui créait l'I.C.L.E., publiée in *Relaz. sull'emigrazione* 1924-1925, p. 281.

(3) Discours à la séance inaugurale du cours spécial d'émigration de l'Ecole Carlo Tenca, de Milan. (*Bol. emigr.*, mai 1923).

(4) M. Woog écrit que la Direction Générale des Italiens à l'Etranger « a été tout récemment remplacée par la Direction Générale du Travail à l'Etranger. La D. G. des Italiens à l'Etranger a fusionné avec la D. G. des Ecoles italiennes à l'Etranger ». (*op. cit.* p. 121, n. 2). En réalité, c'est la D.G. des Ecoles italiennes à l'étranger qui a été absorbée en décembre 1929 par la D.G. des Italiens à l'Etranger, devenue alors la Direzione Generale degli Italiani all'Estero e Scuole (Dies). En 1932, la Dies absorba le « Lavoro all'Estero » et redevint la D. G. degli Italiani all'Estero (Die).

La circulaire ministérielle qui accompagnait le décret du 28 avril 1927 (1) ne s'exprimait encore qu'en termes généraux, qui auraient pu tout aussi bien s'entendre d'un renforcement présumé de la protection accordée à l'émigration par un Etat conscient des devoirs que lui impose son autorité recouvrée : « Le Gouvernement ne considère pas le problème de l'émigration comme un fait d'ordre technico-administratif, mais essentiellement comme un problème d'ordre politique... Il n'y aura plus une tutelle technique et d'assistance distincte de la tutelle politique, et vice-versa, mais une tutelle unique... » En réalité, l'année 1927 marquait un tournant dans la politique fasciste de l'émigration. M. Grandi, alors sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, s'en était expliqué en des termes où, pour la première fois, apparaissait clairement une volonté restrictive : « Aujourd'hui, l'Etat fasciste unitaire, qui tend à se développer dans la cinquième année du régime révolutionnaire, après avoir abattu la démagogie et imposé sa politique sur les grandes routes du monde, ne peut pas considérer le marché et l'emploi d'une si grande partie de notre race comme un fait qui ne touche pas à sa politique, et penser que les émigrants sont des francs-tireurs qui se déplacent d'eux-mêmes, sans tenir compte du plan de la bataille, et il ne peut pas expédier loin de lui à l'étranger, ces parias de l'humanité... L'Italie fasciste n'est plus celle d'il y a vingt ans... Nous devons avoir le courage d'affirmer que l'émigration est un mal lorsque, comme aujourd'hui, elle est faite vers des pays étrangers. L'émigration est un besoin, mais sous la souveraineté nationale. Les peuples, aujourd'hui, mesurent leurs forces à leur population et à leur vitalité démographique. Ce sont les conditions de l'unité et de la puissance des nations. Les hommes et les groupes les moins résistants sont fatalement conduits à être assimilés par les autres. Pourquoi notre race doit-elle constituer un vivier humain pour alimenter les nations démographiquement faibles ? Nos mères n'ont pas besoin d'avoir des fils qui seront soldats ailleurs ; et dans certains pays, la lutte anti-fasciste n'a pour but que de permettre plus facilement la dénationalisation des Italiens. » (2)

Que s'est-il donc passé pour expliquer un changement de direction si profond ? Les remises, nous le verrons, après avoir atteint de très hauts niveaux en 1920, ont commencé à décroître sous la double influence des restrictions édictées par les U.S.A. qui étaient jusqu'alors leur principale source, et de modifications profondes dans la nature et la composition de l'émigration italienne. La violente crise des changes de 1925 a favorisé des remises spéculatives qui auraient pu devenir dangereuses pour l'épargne et pour la monnaie italienne. La confiance tranquille jusqu'alors inspirée par l'apport des remises, devenues un poste intégrant de la balance des comptes, se trouve ébranlée. La balance de l'émigration, privée de

(1) *Gaz. Uffic.* du 6 mai 1927.

(2) Discours à la Chambre des Députés. Séance du 31 mars 1927.

l'appoint des remises, risque de devenir déficitaire... On craint qu'une émigration dont le caractère de permanence va s'accroissant, ne vide l'Italie de sa substance : le fascisme va y parer.

C'est en termes économiques qu'une circulaire ministérielle, adressée aux préfets à la date du 3 juin 1927, expliquait le changement d'orientation de la politique de l'émigration et faisait allusion à ces préoccupations : « Jusqu'à ce jour, l'émigration permanente a causé des pertes au pays : au point de vue économique, tout ce que la nation a dépensé pour élever l'émigrant et le mettre en état de produire ; au point de vue militaire, car l'émigrant ne sera pas soldat dans son pays : enfin, au point de vue démographique, car l'émigration prive le pays d'un élément jeune, qui va féconder le sol étranger... Les Préfets doivent faire comprendre à tous les agents placés sous leurs ordres que toute province qui saura conserver au pays les bras de ses fils pour son progrès et sa défense, aura bien mérité de la Patrie. »

Les circulaires numéros 75, 76 et 77, adressées le 20 juin 1927 aux autorités italiennes du Royaume et aux autorités consulaires de l'étranger, entrées en vigueur le 1^{er} septembre 1927, constituent les textes fondamentaux de la nouvelle législation italienne de l'émigration. (1) Sauf pour les U.S.A., où les dispositions antérieures restaient en vigueur et où la législation de 1921-1924 assurait à elle seule, et bien au-delà, la volonté restrictive nouvelle du gouvernement italien, l'émigration n'était permise qu'aux Italiens :

1° « Munis d'un contrat régulier de travail, c'est-à-dire d'un contrat contenant toutes les clauses relatives à l'emploi des travailleurs, visé par le Consul compétent, et provenant d'un employeur étranger, ou d'un parent d'un degré supérieur au troisième (2) ;

2° ou « réclamés par des parents d'un degré non supérieur au troisième, l'acte d'appel (*atto di chiamata*) étant visé par le Consul compétent. Ces parents privilégiés sont : le conjoint, les enfants, les ascendants, les grands parents, les frères et sœurs, les oncles paternels et maternels. »

Une circulaire N° 51, du 3 mai 1928, de la Direction Générale des Italiens à l'étranger, pour mieux assurer le contrôle des émigrants temporaires, désormais appelés « Italiens à l'étranger », stipulait l'apposition sur leurs passeports de la mention « travailleur ». Tandis que, peu après, la presse fasciste mettait à l'actif du régime, qui abolissait ainsi une distinction « humiliante », la suppression, réalisée par le décret du 21 juin 1928, du passeport spécial des émigrants. Sans souligner que c'était l'émigration qui faisait les frais de ces égards inattendus, car le même texte abolissait la gratuité du passeport établie par l'art. 15 de la loi du 13 novembre 1919 en faveur des « Italiens quittant l'Italie pour travailler à l'étranger », et faisait

(1) V. *Chronique des migr.* 1927, pp. 391, 394.

(2) En avril 1929, le recrutement nominatif fut restreint aux seuls ingénieurs, chefs de chantier, chefs de rayon, dessinateurs, etc., et aux ouvriers ayant déjà travaillé chez l'employeur qui les réclame.

revivre la *gabella emigrationis* en subordonnant la délivrance du passeport au versement d'une taxe élevée (1).

Un peu plus tard, de nouvelles restrictions devaient aggraver ces dispositions jugées encore trop libérales, et limiter les seules catégories de personnes pouvant bénéficier d'un *atto di chiamata* à l'épouse appelée par son mari, les enfants (s'ils sont mineurs et célibataires) appelés par leur père, ou par leur mère, veuve ; les ascendants, appelés par leurs enfants ; les sœurs nubiles ou veuves, appelées par leurs frères (2), les oncles et tantes, appelés par leurs neveux (3).

Toutes ces dispositions, on le voit, visent principalement à contrarier l'émigration permanente, considérée par le régime comme une perte de forces vives. Le besoin de remises faisait seul tolérer l'émigration temporaire, mais des précautions seront prises pour que ces remises soient bien assurées, et pour éviter que sous le couvert d'une émigration temporaire des émigrants ne quittent l'Italie sans esprit de retour. On n'ose dire que la circulaire N° 70 du 26 juillet 1928, considère comme des otages les membres de la famille de l'émigrant éventuel... Pourtant, comment expliquer autrement ces dispositions essentielles qui interdisent aux émigrants de se faire accompagner par l'un quelconque des membres de leur famille, d'envoyer un *atto di chiamata* à qui que ce soit, stipulent que mention expresse de ces interdictions sera faite sur le passeport des « travailleurs », et subordonnent pour l'avenir l'autorisation du départ à la présentation d'un contrat de travail obligatoirement conclu pour une durée précise et inférieure à trois ans ?

En même temps, rien n'était négligé de ce qui pouvait amener les émigrés à rapatrier : réductions ferroviaires de 50 % à partir de la frontière, établies en octobre 1927, en même temps qu'étaient supprimées les réductions de même ordre, jusqu'alors accordées aux émigrants en partance, voyages et frais médicaux entièrement payés aux Italiennes désireuses de venir accoucher en Italie, etc... Enfin, un décret, N° 2260, du 23 octobre 1927, complété par une circulaire du 13 janvier 1928, limitait le nombre de représentants des compagnies patentées pour le transport des émigrants à un seul agent par compagnie et par *circondari* (4).

(1) 80 lire-papier dans le Royaume, ou 22 lire-or à l'Etranger, plus dans tous les cas un supplément de 15 lire-papier représentant le coût du document lui-même. La durée maxima du passeport était en même temps fixée à une année. V. *Chronique des migr.* 1928, p. 462). L'article 160 du décret-loi du 14 avril 1927 organisant la Sûreté Publique avait créé le délit d'expatriation clandestine, dans un régime dont on croit trop facilement qu'il a réhabilité l'obéissance.

(2) La sœur nubile seulement si elle n'a ni père ni mère, ni frère ni sœur en Italie, et la veuve si elle n'a dans le Royaume aucun de ces parents, ni d'enfant.

(3) Circulaire N° 65 du Ministre des Affaires Etrangères en date du 18 juillet 1928.

(4) Il y a 242 *circondarii* ou arrondissements dans le Royaume. On évalue (*Chronique des migr.* 1928, p. 463) à 4.000 le nombre des représentants ainsi éliminés. En 1912, un député évaluait à plus de 13.000 les agents d'émigration pour l'Italie du Sud seulement (cité par Woog op. cit. p. 129, n. 2).

Selon les circonstances, ces dernières années, les autorités italiennes ouvriront plus ou moins la soupape de l'émigration. Elles se montreront d'autant plus libérales que la crise mondiale, dont les premières atteintes se sont fait sentir en 1929, aggravant la situation économique italienne, rendront à bien des égards plus nécessaire une décompression démographique à quoi les pays d'immigration, au moins aussi gravement touchés, opposeront à leur tour des mesures de sauvegarde. Il reste que les mesures rapidement passées en revue ci-dessus se développaient à l'encontre de la politique suivie jusque alors, mais dans la même ligne, c'est-à-dire en impliquant également une référence constante, bien que rarement exprimée, aux remises considérées comme le principal bénéfice mis par l'émigration à l'actif de la nation. Parallèlement, le fascisme inaugurerait une politique financière de l'émigration d'une tout autre envergure, qui abandonnait délibérément le cadre étroit des remises pour essayer de donner à l'émigration une armature financière établie sur des bases élargies, mieux adaptées aux conditions actuelles des phénomènes émigratoires. Ebauchée dès 1923 par la constitution de l'I.N.C.I.L.E., organisée en 1925 par la création de l'I.C.L.E., entré en fonctions seulement en 1927, cette nouvelle direction des destinées financières de l'émigration italienne n'a pas encore trouvé ses bases définitives. Elle n'a pas détourné les autorités de l'émigration de l'intérêt désormais traditionnel suscité par le problème des remises, tel qu'il se pose aujourd'hui encore à travers les parties encore en vigueur de la législation de 1901. Elle constitue la création la plus originale du régime en la matière ; aussi, nous retiendra-t-elle longuement en son temps. (1) Jusqu'à présent, elle n'a guère modifié la physionomie de l'émigration italienne, qui reste, à bien des égards, une émigration-type de remises.

§ 3. — Emigration-type de remises, elle l'était d'abord malgré l'absence de tout texte de droit public ou privé sanctionnant l'envoi d'argent des émigrants italiens, ou plutôt en raison même de cette absence. L'obligation alimentaire de l'émigrant était assurée en Italie par le droit commun (2), sans rien d'analogue aux stipulations qui, dans certains pays, réglementent les remises rendues obligatoires, soit directement par voie de retenue sur les salaires (3), soit indirectement.

(1) V. infra Ch. V.

(2) V. André Colin : *La famille dans la législation italienne* (Paris, 1931), part. I, Ch. V : l'obligation alimentaire. — Ce n'est qu'assez récemment que la législation italienne a institué des dispositions analogues à la loi française du 7 février 1924 sur l'abandon de famille par l'art. 570 du nouveau Code Pénal, entré en vigueur le 1^{er} juillet 1931. Dans le cas d'un émigrant, le jeu de ces dispositions est assez difficile.

(3) La législation chinoise est particulièrement abondante à ce sujet, et si nous en croyons ce qui nous revient de divers endroits, particulièrement inefficace. Dans ce pays où le culte de la famille est pourtant à l'honneur, mais où le stigmate de l'émigration interdit les honneurs littéraires, le gouverneur de Shanghai, s'adressant aux consuls des puissances, à la date du 28 novembre 1857, déplorait le grand nombre de « ces Chinois pauvres qui, séduits par l'espoir d'un salaire

tement (1). Alors que des textes de ce genre, soulignant le caractère sacrificiel des remises qu'ils prétendent imposer, autorisent tous les

élevé consentent à s'expatrier, alors que leurs parents, qu'ils ont laissé sans soutien, tombent dans une profonde misère, et souvent meurent de faim. L'harmonie qui existe entre le ciel et la terre n'en sera-t-elle point blessée ? » (cité par J. Duval : *Hist. de l'émigr. au XIX^e siècle* (Paris, 1862), p. 392. Le Commissaire anglais de l'émigration pour les Indes Occidentales en Chine, ouvrant un bureau d'émigration à Canton, fit établir par son gouvernement un modèle de convention entre l'agent et l'émigrant dont l'article 5 stipulait que les sommes consacrées par les émigrants chinois à leurs familles seraient retenues sur leurs salaires et payées mensuellement aux destinataires par l'agent d'émigration à Canton. (Convention reproduite in *loc. cit.* p. 393-394). Plus récemment, une loi chinoise du 21 avril 1918 (V.B.I.T. Etudes et documents. Série O, N° 3. *Réglementation des migrations*. Vol. III, p. 166-167) substitue aux accords contractuels une réglementation générale d'ordre public. Les émigrants doivent abandonner à leur famille 20 % de leurs salaires. La somme prélevée mensuellement est envoyée au directeur du bureau d'émigration chinois par une banque désignée par ce fonctionnaire. Cette retenue est générale. Les prélèvements faits sur les salaires du travailleur sans famille sont déposés dans une banque et il les retrouve à son retour en Chine. — Une convention austro-polonaise, signée le 24 juin 1924, prévoit un système de retenues obligatoires sur les gains des ouvriers, destinées à leurs familles. Les retenues opérées sur les salaires des émigrants ont fait l'objet d'une proposition de résolution de la Commission internationale de l'émigration de la S.D.N. — *S.D.N. Emigration et Immigration* (Genève, 1922), p. 254 et 434. V. aussi sur la question, le rapport de la délégation italienne à la Conférence internationale de l'émigration et de l'immigration tenue à Rome en 1924.

(1) C'est le cas le plus fréquent. On en rencontre surtout des exemples en faveur de la main-d'œuvre de couleur. Un arrêté ministériel français du 19 février 1861 sur le régime des immigrants à la Guadeloupe charge le Commissaire de l'immigration de « diriger les engagés dans les versements qu'ils auraient à faire au Trésor de toutes sommes destinées à être envoyées à leurs familles ». (Ch. V, art. 45). V. *La main-d'œuvre aux colonies* (Paris, 1897), 1^e série, t. 1, p. 227. A côté des textes cités dans la note précédente, un arrangement sino-britannique en date du 13 mai 1904 assure à tout émigrant chinois recruté pour les colonies anglaises des facilités pour communiquer avec son pays d'origine et pour faire des envois d'argent à sa famille. (*Règlem. des migrations*. Vol. III, p. 166-167). — Un décret du 18 août 1922 oblige les indigènes du Congo désireux d'émigrer à constituer avant leur départ un cautionnement destiné à assurer, en même temps que le remboursement des frais supportés par la colonies au cas de maladie éventuelle de l'émigrant, ou de rapatriement, l'entretien des personnes envers lesquelles l'émigrant a des obligations alimentaires, si pendant son absence elles se trouvaient dans le besoin. Au Costa-Rica (loi du 18 octobre 1922), au Nicaragua (loi du 31 janvier 1923) et au Guatemala (décret du 20 juillet 1923) des précautions peu différentes sont prises à l'égard des émigrants mariés, ainsi qu'en Gambie britannique, au Nigeria, et dans le Sierra-Leone (*Ibid.* Vol. I, p. 46 et sq.). En Europe même, des lois norvégienne (6 juillet 1892), roumaine (11 avril 1925), suisse (22 mars 1888), et tchécoslovaque (15 février 1922), envisagent le cas de l'émigrant qui laisserait un enfant sans ressources. Le plus souvent, ces dispositions législatives, en obligeant l'émigrant, ou, plus généralement, l'agence d'émigration, à contracter une assurance-vie au profit de ses héritiers, organisent une véritable remise *post mortem*. C'est en particulier le cas de la loi bulgare du 11 janvier 1908 (art. 19) V. B.I.T. *Série législative*. 1927. Part. I, p. 418. — Le contrat-type des ouvriers polonais recrutés pour les mines françaises (art. III, § 6, note) ainsi que le contrat-type des ouvriers agricoles (art. 5, § 4, note) stipulent : « L'employeur s'engage à faciliter à son ouvrier l'envoi de fonds à sa famille qui ne serait pas venue en France avec lui ». Enfin, le Comité de protection de l'enfance de la S.D.N. a mis à l'étude le problème des obligations alimentaires dues par les émigrants soutiens de famille, en vue d'aboutir à une convention multilatérale sur la matière. V. *Règlem. des migr.* Vol. III, p. 76.

doutes sur l'efficacité des dispositions qu'ils stipulent, leur fin était assurée, en Italie, par le sens familial particulièrement vif des émigrants, sans que jamais soit apparue la nécessité d'une réglementation, par voie législative ou par voie de traités.

Emigration-type de remises, l'émigration italienne a pu l'être encore parce que les sommes soustraites par l'émigrant à la consommation immédiate sont en rapport étroit avec ses facultés individuelles de privation, et que ces facultés étaient très grandes chez les Italiens, bien que les emplois occupés par eux fussent en général les plus modestes et les moins rétribués.

Une enquête américaine (1) révélait en 1910 que de très nombreux chefs de famille italiens avaient des salaires annuels dont la moyenne ne dépassait pas 390 \$, alors qu'au même moment, des commissions chargées d'établir les salaires minima aux U.S.A. estimaient qu'une *girl worker* seule, pour vivre indépendante, devait gagner de 400 à 450 \$ par an. La conscience de l'infériorité irrémédiable de l'émigration italienne semblait acceptée par les Italiens eux-mêmes. Une circulaire du Commissaire de l'émigration en date du 23 novembre 1926, précisant l'art. 10 de la loi du 13 novembre 1919, définissait les émigrants par un chapelet d'exclusions : « Sont émigrants ou présumés tels au sens de la loi et des règlements d'émigration, tous ceux qui, se rendant à l'étranger pour y travailler, ou pour un motif personnel, ne rentrent pas dans les catégories suivantes : professeurs, industriels, commerçants ou personnes vivant de leurs rentes, ou encore personnes occupant un emploi fixe bien rétribué. » Ce texte, dont les derniers mots, par une ironie involontairement bien amère, paraissent condamner la grande majorité des émigrants italiens à des situations dont les caractéristiques semblent devoir être l'instabilité, la précarité et une mauvaise rémunération, nous livre bien les caractères les plus saillants de l'émigration italienne : c'est une émigration de salariés, et, à double titre s'il est vrai que l'émigration comporte une association forcée avec l'idée de paupérisme (2), une émigration de salariés pauvres.

Leur faculté d'épargne était d'autant plus remarquable, surtout celle des Italiens du Sud, dont le niveau de vie, en Italie même, était extrêmement bas. Une enquête, faite pour les années 1905-1906, par trois grandes compagnies américaines de chemin de fer, employant de nombreux Italiens, pour la plupart méridionaux, en donne une idée (3) :

(1) *Immigration Commission* de 1908-1910, citée par R. F. Foerster : *The italian emigration of our times*. (Cambridge, 1919), p. 379.

(2) M. Reboud l'admet explicitement, et s'avance singulièrement, à notre avis, lorsqu'il écrit de l'émigration en général ce qui n'est vrai que de l'émigration associée au salariat des temps modernes : « le mot *émigration* n'implique pas seulement l'idée d'une expatriation dans un Etat civilisé, mais aussi une idée de paupérisme. Les riches citoyens d'un pays qui s'installent à l'Etranger ne sont évidemment pas des émigrants dans le sens usuel du mot ». *Précis d'économie politique*, 1927, t. I, p. 135, n. I.

(3) *Emigrazione e colonia*. Vol. III, p. 135.

En \$	SALAIRES		COUT DE LA VIE		EPARGNE	
	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.
1905	26.34	35.39	6.93	8.25	18.09	29.99
1906	33.60	38.55	5.53	7.70	16.63	30.80

En Argentine, furent constatés, à la même époque, les salaires et les épargnes suivants (1) :

(Moyennes mensuelles, en pesos)	Gain	Epargne
Ouvrier aisé, 3 enfants	175	27 »
Ouvrier, 4 enfants	160	40.50
Ouvrier célibataire	95	13.25

Surtout, de tous les immigrants de diverses nationalités que comptaient les U.S.A., les Italiens étaient les plus économes, en un temps où dans toutes les classes sociales, il n'était déjà pas rare de vivre au-dessus de ses moyens (2) :

BUDGET FAMILIAL							
	Total des familles étudiées	en équilibre à 25 \$ près		en excédent		en déficit	
		N.	%	N.	%	N.	%
Américains	67	27	40	15	23	25	37
Allemands	39	21	54	9	23	9	23
Irlandais	24	9	38	7	29	8	33
Noirs et Asiatiques	28	9	32	7	25	12	43
Tchèques	14	12	86	—	—	2	14
Russes	57	11	19	29	51	17	30
Autrichiens	32	13	41	16	50	3	9
Tchèques	57	11	19	29	51	17	30
Italiens	57	14	25	33	58	10	17

Il était courant de reprocher aux Italiens leur niveau de vie peu élevé et les privations au prix desquelles ils parvenaient à équilibrer des budgets moins riches que ceux de beaucoup d'immigrants. On a beaucoup parlé à cet égard de leur sobriété, et les ennemis de

(1) G. Vivaldi : *Sulle condizioni degli operai nella Repubblica Argentina* in *Rivista Coloniale*, sept. 1906, p. 47.

(2) R. Coit Chapin : *The standard living among workmen's families in New-York city* (New-York, 1909). — M. Fr. Lami (Rapport au 1^{er} Congrès International de l'Épargne. Milan, 1924. *Actes*, p. 438, n. 2) cite sans indication de source des statistiques américaines plus récentes relatives à des ouvriers de diverses nationalités occupés à des travaux de même genre, d'où il résulte que les dépenses moyennes des ouvriers italiens n'atteignent que 31 % de leurs salaires, alors que la moyenne pour les autres nationalités est de 46 %. — Déplorons ici que d'une manière générale l'étude des budgets des familles ouvrières, qui a donné lieu à une abondante littérature, se soit attachée presque exclusivement à la consommation, et ait négligé le plus souvent les facultés d'épargne dont les modalités sont d'autant plus intéressantes que les possibilités de consommation différée sont plus étroites. Des nombreuses enquêtes citées par M. Halbwachs dans son étude sur les *budgets des familles ouvrières aux U.S.A.* (Bull. de la Statist. gén. de la France, avril-juin 1931) aucune ne fait place à l'épargne : une seule (p. 422) se réfère à l'assurance.

l'émigration italienne n'ont pas manqué de les accuser de pousser cette vertu ancestrale jusqu'à l'extrême sordidité. Or, il résulte de l'enquête que nous venons de citer, que, sur les 318 familles étudiées, ayant toutes un revenu compris entre 600 et 1.100 \$, 72 étaient sous-alimentées, mais sur ces 72 familles, 3 seulement étaient italiennes, et elles figuraient toutes les trois parmi les familles ayant leur budget en excédent. Et si ce dernier fait semble à la vérité confirmer la thèse courante, voici qui montre bien, au contraire, que les dépenses d'alimentation n'étaient pas négligées par les émigrants italiens :

Dépenses d'alimentation en % du total des dépenses					
Familles ayant un revenu compris entre (\$) :	600 et 700	700 et 800	800 et 900	900 et 1.000	1.000 et 1.100
Total des familles	44.6	45.6	44.3	44.7	44.7
Familles italiennes	49.7	47.8	51.6	50.8	48.1

Dans trois cas sur cinq, le pourcentage du groupe italien est plus élevé que celui des autres nationalités, et dépasse même celui des Américains. La place importante que ces chiffres assignent aux dépenses d'alimentation dans les budgets italiens montre bien qu'elles ont été les seules consenties, toutes les autres ayant été impitoyablement supprimées pour permettre, au prix de sacrifices ne portant pas sur le point vital de l'alimentation, la constitution d'un pécule dont ce n'est pas trop de dire qu'il avait, selon l'image de rigueur, un caractère « sacré ».

Il y avait, par contre, un revers à la médaille, et les Italiens, qui étaient les plus économes des immigrants aux U.S.A., étaient aussi parmi les plus endettés :

Nationalités	Familles consultées	Familles endettées	Nationalités	Familles consultées	Familles endettées
Américains	67	9	Tchèques	14	3
Allemands	39	2	Russes	57	19
Irlandais	24	10	Autrichiens	32	4
Noirs et Asiat. ...	28	1	Italiens	57	17
Total ..				318	65

Dettes contractées le plus souvent auprès de compatriotes plus aisés, ou engagements des hardes familiales, selon un très vieil usage méridional, n'indiquaient pas pour autant un endettement véritable provenant d'une consommation supérieure au revenu. Il est très probable que chez beaucoup d'émigrés, et certainement davantage chez les Italiens que chez les Russes, par exemple, cet endettement, contracté à l'occasion d'une amélioration de la situation économique, traduisait plutôt le prix dont ils payaient la chance d'un changement heureux dans leur niveau social, et exprimait, en somme, la possibilité d'un enrichissement futur. Ce qui semble con-

firmé par le faible pourcentage, inférieur à celui de beaucoup d'autres nationalités, des Italiens secourus par les institutions de bienfaisance. (1)

L'épargne était soutenue, on n'ose dire féroce. Elle était traditionnelle aussi, et ne cédait que fort peu à cette forme moderne de l'assurance, qui tend de plus en plus à la remplacer. Maintenu liquide, elle pouvait d'autant mieux se transférer en Italie, au cas de retour définitif, ou se fractionner en remises pendant tout le temps de l'émigration. (2)

NATIONALITES	Nombre de familles consultées	Familles investissant leurs économies en	
		assurances	épargne proprement dite
Américains	67	23	5
Allemands	39	8	14
Irlandais	24	7	1
Noirs et Asiatiques	28	7	6
Tchèques	14	—	—
Russes	57	3	19
Autrichiens	32	8	9
Italiens	57	—	29
	318	56	83

Enfin, pour le montant même de la transmission, les Italiens venaient en tête de tous les émigrants européens, au moins aux beaux temps de l'émigration italienne aux U.S.A. :

DESTINATIONS	Nombre de mandats internationaux expédiés des U.S.A. de 100 à 1906	Montant total des mandats	Montant moyen de chaque mandat (en \$)
Italie	1.313.350	50.716.688	38.59
Hongrie	709.700	22.917.566	32.29
Autriche	892.965	22.452.492	25.15
Russie	1.347.618	23.671.169	17.57

Toutes ces données se rapportent aux seuls Etats-Unis, mais les conclusions qu'elles autorisent sont valables pour tous les pays où se dirigeait l'émigration italienne. Car l'importance exceptionnelle de l'épargne chez les émigrés italiens ne doit pas être attribuée à leur seule faculté de privation : elle n'était possible que parce qu'à ces efforts individuels d'épargne correspondaient, du côté italien, de plus grandes facilités de transfert.

(1) Rapporté pour les U.S.A. en de nombreux endroits, notamment par E. Lord, J. J. D. Tvenov et S. J. Barrows : *Italians in America*, p. 194 ; *The Annals of the American Academy of political and social science*, juillet 1909, p. 295 ; et *Relazio. sulla emigr. ital. 1910-1923* (Rome, 1924), t. II, p. 179 et 182.

(2) Le tableau ci-dessous est emprunté à Chapin (*op. cit.* p. 243) comme les trois tableaux précédents.

CHAPITRE II

Les moyens de transfert

§ 1. *Les banques privées.* — § 2. *Le Banco di Napoli et le service organisé par la loi du 1^{er} février 1901.* — § 3. *Les mandats-poste internationaux.* — § 4. *Lettres chargées, recommandées, etc.* — § 5. *Les conventions internationales sur les Caisses d'Epargne.* — § 6. *Les Coopératives.*

Négligeons pour le moment les sommes apportées avec eux par les émigrants de retour : elles appellent peu de commentaires, et nous les retrouverons au moment d'établir une évaluation totale des sommes mises par l'émigration à l'actif de la balance des comptes italienne. Les moyens de transfert que les émigrants avaient à leur disposition étaient les suivants, classés selon la fréquence décroissante avec laquelle ils y avaient recours :

- 1° Les banques ordinaires ;
- 2° Le Banco di Napoli, que la loi du 1^{er} février 1901 avait chargé d'un service spécial créé à leur intention ;
- 3° Les mandats poste internationaux ;
- 4° Les lettres chargées, recommandées, etc... ;
- 5° Les facilités ménagées par les conventions internationales entre les Caisses d'épargne ;
- 6° Les facilités ménagées par certaines organisations coopératives.

§ 1. — Les remises par voie bancaire constituent un mode de transmission éprouvé, qui appelle par lui-même peu de commentaires.

Les remises de l'émigration européenne, faites à travers le réseau des succursales des grands établissements de crédit continen-taux, ne diffèrent guère d'un quelconque règlement commercial : aussi sont-elles sans histoire.

Il n'en est pas de même de l'émigration transocéanique, où c'est à la vérité trop dire que de parler de banques et de banquiers, au moins pour ces premières années du XX^e siècle qui sont l'âge d'or de l'émigration italienne. Ici, tout au plus, l'expression était-elle

valable, dans le pays expéditeur, pour ce stade de l'opération qui constituait le transfert proprement dit. Aux U.S.A., où la loi interdit les banques à succursales, en Amérique du Sud où d'immenses étendues restaient en dehors du champ d'action d'établissements financiers encore à leurs débuts — donc pour la partie la plus importante de l'émigration italienne — les remises n'étaient pas recueillies auprès des émigrants directement par les grandes banques qui en assuraient la transmission en Italie. Il nous faut ici faire connaissance avec un personnage qui encombre la littérature de l'émigration transocéanique, un intermédiaire dont les méfaits, souvent dénoncés, provoquèrent les plaintes des autorités italiennes et la vigilance des gouvernements étrangers, mais qui semble bien avoir survécu à toutes les mesures prises contre lui, le *banchista*.

Ce mot, dérivé, avec une nuance péjorative, de *banchiere* (banquier), désigne l'intermédiaire à qui les émigrants confient leurs économies, ainsi mises à l'abri des pertes et des vols à quoi leur vie errante les expose, soit pour les faire fructifier, soit pour en assurer la transmission dans leur pays d'origine. Voyons avec quelque détail la physionomie du personnage. Si c'est une digression, elle est indispensable, car le *banchista* domine l'histoire financière de l'émigration salariée des cinquante dernières années. Ses agissements, tant vitupérés, pourront nous éclairer sur les conditions psychologiques des remises du plus grand nombre des émigrants. Le *banchista* fait entrer les remises dans le circuit capitaliste, et c'est son entremise, parfois inquiétante, presque toujours indispensable, qui a engagé le sort des règlements internationaux d'un grand pays comme l'Italie sur cette poussière d'épargne, humble et indifférenciée, qu'il s'était donné mission de rassembler. Mais avant de voir le *banchista* à l'œuvre, il faut remonter à son ancêtre direct, le *padrone*. (1)

Par son origine, à la vérité bien oubliée, le *padrone* se rattache à l'antique « patronus », distributeur du travail et du pain quotidiens. *Padroni* et *banchisti*, apportant aux U.S.A. cette *camorra* qui, transformée, est à l'origine du *gang*, ont longtemps habilement exploité cette habitude des paysans italiens de se concilier les bonnes grâces du *padrone* ou propriétaire par des dons généralement en nature, s'ajoutant aux redevances stipulées entre eux à propos d'un contrat agricole. Introduit aux U.S.A. par l'émigration, le *padrone-system* y eut son plein dans la période de réveil industriel qui suivit la guerre de Sécession. Il avait à l'origine une justification dans la législation américaine de l'époque au sujet de l'immigration, qui ne la permettait qu'autant qu'elle était faite *under contract*. Le *padrone* établi aux U.S.A. favorisait ainsi l'accès du pays au Italiens désireux d'émigrer, recrutés par ses agents dans la péninsule. A leur arrivée, il les accueillait, les logeait, les nourrissait et les aidait à trouver du

(1) Sur les *padroni* et les *banchisti*, v. Koren : *The padrone system and the padrone banks* (Bull. of the Depart. of Labor of U.S.A., mars 1897). Della Volta : *Per la tutela degli emigrante : l'esempio inglese* (Florence, 1897). — *Emigrazione e colonie* (Rome, 1909), Vol. III America, p. 78 et seq.

travail. Alors intervenait le *boss*, intermédiaire entre les employeurs et les immigrants. La *bossatura* est un terme italianisé qui désigne la commission perçue par l'intermédiaire qui avait trouvé du travail aux immigrants. Parfois perçue par le *padrone* lui-même, la *bossatura* était variable avec le temps prévu pour la durée du contrat de travail. Souvent, le *padrone* touchait lui-même les salaires de ses pensionnaires, pour en prélever plus facilement le montant de leur pension et des dépenses par eux effectuées dans son établissement, auxquelles il ajoutait les plus étranges dîmes. (1)

L'institution du *padrone* a été parfois incontestablement utile à l'émigrant fraîchement débarqué, ignorant tout de la langue et des habitudes du pays où il se trouvait. Mais les abus n'ont pas tardé à se faire jour. Le patronat, d'abord moral, devenait rapidement une main-mise impérieuse qui permettait l'exploitation la plus éhontée de l'émigrant par force trop confiant. Non seulement les *bosses* s'étaient arrogé une sorte de monopole de fait sur la fourniture de travail, n'hésitant pas à employer tous les moyens pour dissuader les émigrants de chercher du travail pour leur propre compte, mais ils prolongeaient à plaisir la période d'attente pendant laquelle les émigrants s'endettaient auprès d'eux, afin de pouvoir les tenir plus longtemps et plus facilement à leur merci. (2)

C'est au *padrone-system* qu'il faut attribuer la rareté des remises dans l'émigration italienne des dernières années du XIX^e siècle. Avec l'accroissement de l'émigration féminine, le *padrone* atténué ou transforme son activité. À partir de 1890, les plaintes provoquées par le *padrone-system* se font plus rares. L'exploitation de l'émigrant portera de moins en moins sur ses conditions d'existence. Elle s'est déplacée, et s'exerce maintenant sur son épargne, dont on n'empêche plus la constitution, quitte à l'atteindre en la transmettant. Bien qu'en fait les deux noms n'aient souvent désigné qu'un même personnage très adaptable, le *padrone* cède la place au *banchista* : l'ère historique des remises est née, sous le signe de ce mal nécessaire.

Pas plus que le *padrone*, le *banchista* n'est exclusivement italien, et toutes les colonies étrangères ont souffert de ces fléaux dont seule la plus grande fréquence relative observée dans les milieux italiens a fait adopter par les Américains eux-mêmes, pour les désigner, des mots italiens. Les établissements des *banchisti* furent longtemps désignés aux U.S.A. sous le nom de *padrone-banks*, mais le *padrone-*

(1) Koren cite des *padroni* qui renaient régulièrement à leurs pensionnaires un « droit de lampe pour l'illumination en hommage à la Madone » (sic).

(2) Une des formes les plus courantes d'escroquerie consistait à percevoir sur des émigrants en chômage une *bossatura* élevée en échange d'un faux contrat aux stipulations avantageuses, mais dont le lieu d'exécution était fort éloigné de la ville de débarquement de l'émigrant. Arrivé à destination, celui-ci s'apercevait qu'il avait été berné, mais il avait en général épuisé ses économies. Ces abus ne prirent fin, aux États-Unis, qu'après la loi du 3 août 1882, qui protégea les contrats de travail contre les exactions des *bosses*, et qu'il faut attribuer, d'après Koren (art. cit.) à la cordiale collaboration des gouvernements italien et américain.

system ne sévissait que dans les grandes agglomérations urbaines, et spécialement à New-York, où les immigrants étaient si nombreux qu'ils se faisaient les uns aux autres une concurrence désastreuse. Philadelphie, Boston, Chicago, moins congestionnés, en souffraient moins, les émigrants n'allant dans ces villes qu'après une sorte de stage préalable dans le principal port de débarquement, qui était New-York. Il y a un banchista, au contraire, partout où il y a des émigrants, et qui économisent, si peu que ce soit. Dans nombre de cas, le banchista n'a d'abord été qu'un émigrant comme les autres, mais plus instruit, ou plus anciennement établi. C'est une opération redoutable, pour l'unité à peine individualisée qu'est un émigrant illettré et dépaycé, que de faire parvenir une somme d'argent d'un pays dans un autre, à travers des systèmes monétaires différents, en utilisant l'appareil compliqué de plusieurs administrations peu complaisantes et parfois même hostiles. Celui à qui ses compatriotes ont eu une fois recours, ayant vu les profits du métier, a fini par faire profession de ce mandat occasionnel. Mais le plus souvent, ce n'est qu'accessoirement que le banchista qui s'occupe de questions d'argent, il est d'abord, et essentiellement, commerçant. En Argentine, où l'agriculteur italien a souvent recours à lui, c'est l'*almacenero*, c'est-à-dire le négociant qui l'approvisionne. (1) Le banchista exerce de préférence un commerce qui le mette en rapport avec de nombreux compatriotes. (2) Son arrière-boutique, sordide et sombre, mais familière, constitue l'exact climat d'une épargne modeste et péniblement amassée, mise en défiance par le luxe et le confort des grandes banques. En outre, les heures d'ouverture des banques sont précisément celles pendant lesquelles l'émigrant est à son travail, tandis que le banchista est à sa disposition jour et nuit, et tous les dimanches. Par l'intermédiaire de *runners*, ou d'annonces insérées dans les journaux de langue étrangère (3), il a tôt fait, s'il prospère, d'étendre son champ d'action au-delà des limites de ses relations personnelles. Aussi, lorsqu'un peu plus tard, familiarisé avec les habitudes étrangères, l'émigrant se hasarde à recourir aux banques locales pour l'investissement de ses épargnes, c'est encore par l'intermédiaire du banchista qu'il le fait.

(1) V. *Relazione*, etc. 1910-1923, t. II, p. 26.

(2) Il est plus souvent épicier, restaurateur, logeur, etc. « All Italians book-sellers in New-York are bankers », écrivent E. Lord, J. J. D. Tvenov et S. J. Barrows : *Italians in America*, p. 246. On a même vu des banchisti... entrepreneurs de pompes funèbres (Rapp. de l'Immigr. Commis. cité in *Boll. dell'emigr.*, 1911, N° 4, p. 64). Ce choix étrange s'explique du fait que les banchisti, quels qu'ils fussent, se chargeaient des formalités du règlement de la succession de leurs clients décédés, et aussi, s'ils étaient honnêtes, de faire parvenir en Italie, quand il y avait lieu, une ultime remise, *post mortem*, pour le compte du défunt.

(3) Devenus plus puissants, ils allaient jusqu'à commanditer des journaux auxquels ils donnaient volontiers une allure cocardière, propre à attirer un public nombreux. Cette commandite leur procurait l'avantage supplémentaire, non négligeable, d'assurer dans la Presse à l'usage des émigrants, à l'égard des atteintes faites à l'épargne, une discrétion réconfortante...

Il résulte des travaux d'une commission d'enquête américaine (1) que la moitié des 275 millions de \$ envoyés en 1907 des Etats-Unis à l'étranger par les immigrants le fut par l'intermédiaire des banchisti. Malgré l'absence de toute statistique, des données partielles, appuyées par indices et recoupements, semblent nous autoriser à attribuer une portée générale, au moins indicative, à la proportion retenue par la commission américaine. En tout cas, il est hors de doute que les remises transmises par les banchisti sont pendant longtemps venues en tête des moyens de transfert utilisés par les émigrants transocéaniques. Sur le total cité plus haut, la part des Italiens, transmise par les banchisti, fut évaluée par la Commission à 52.081.133 \$. Ces sommes furent expédiées par quatre grandes banques américaines de New-York, par les services financiers d'une Express Company et par trois grandes banques italiennes, parmi lesquelles le Banco di Napoli. (2)

Les conditions mêmes de l'activité des banchisti faisaient qu'elle ne s'exerçait pas sans dommage aux dépens de l'épargne des émigrants.

L'acheminement des remises se faisait bien en général par l'intermédiaire des grandes banques nationales, aux U.S.A. des banques new-yorkaise : c'était, par contre, par les banchisti seuls que ces banques pouvaient atteindre l'émigrant isolé. Et pour le détail de la transmission, quand les choses se passaient correctement, elles allaient ainsi. La banque américaine ou étrangère couvrait ses correspondants à l'étranger, à concurrence de la somme à transmettre. Ceux-ci réglaient les destinataires, soit directement, soit le plus souvent, ces derniers habitant en général de petits villages, par mandat-poste intérieur. L'avis de réception, envoyé par le correspondant à la banque, était transmis au banchista qui, à son tour, le faisait parvenir à l'expéditeur. Les banchisti importants avaient leurs propres correspondants en Europe, qu'ils aisaient directement des sommes à payer. Le paiement pouvait alors être fait plus rapidement, et le banchista couvrait ses correspondants dans un délai convenu. La commission du banchista variait de 1 à 2 %. Pour les remises en Italie, la lira était calculée à 20 cents, alors qu'elle ne coûtait au banchista que 19.30 cents.

Mais le système avait un inconvénient majeur, qui résidait dans

(1) La *Federal Immigration Commission*, créée par l'art. 39 de l'*immigration act.* du 20 février 1907. Les séances de la Commission se poursuivirent de 1907 à 1910. Avant de se séparer et de livrer au public l'intégralité de la documentation recueillie, — une quarantaine de volumes, — elle publia un résumé officiel de ses travaux sous le titre de *Brief statement of the conclusions and recommendations of the Immigr. Commis.* (Washington, 1910). — Le N° 4 du *Boll. dell'emigr.* de 1911 cite ou résume l'essentiel de cette publication. Le rapport de la Commission sur les *immigrant-banks* est cité en entier (p. 63-96).

(2) Dont les statistiques portent cette année-là des envois en provenance des U.S.A. pour un montant de 24.695.591 lire, soit, au cours moyen du change de l'année (5.17) 4.776.710 dollars.

l'irresponsabilité du banchista, laissé par les grandes banques en dehors de toute surveillance efficace, comme à l'abri de toute responsabilité effective. En 1910, l'une d'elles avait aux U.S.A. deux mille correspondants étrangers de toutes les nationalités, auxquels elle n'imposait aucun contrôle. Une autre en avait environ 5.000, mais était plus prudente, et exigeait de bonnes références avant de leur confier ses mandats. Mais ni l'une ni l'autre n'assumait la responsabilité des opérations de ses agents, et les seuls banchisti engageaient la banque dont ils étaient les correspondants, qui avaient déposé auprès d'elle une caution ; mais ils étaient fort rares. A peu près seul, le Banco di Napoli avait des correspondants sérieux, et l'acheminement et le paiement de ses mandats étaient garantis de façon absolue. Quant aux compagnies de navigation, elles n'exerçaient sur leurs agents aucune surveillance, et se bornaient à couvrir leurs propres risques en n'autorisant un paiement à l'étranger qu'après avoir été effectivement couvertes du montant de la remise. La majorité des banques américaines, et parmi elles celles dont le crédit était le moins discuté, ne cherchant qu'à augmenter le volume de leurs affaires, délivraient leurs formules de mandats à des banchisti choisis sans aucun égard aux garanties offertes. Elles ne coutraient aucun risque, les imprimés délivrés aux banchisti n'engageant pas légalement la banque, et l'expéditeur n'ayant d'autre preuve du versement par lui effectué que le reçu du banchista, lequel n'engageait que lui. Et bien qu'elles n'assurassent la bonne fin des opérations qu'après avoir été elles-mêmes couvertes par le banchista, des milliers d'individus irresponsables semblaient recueillir les remises en leur nom.

Ainsi l'heureux acheminement des remises n'était-il rien moins qu'assuré. Il dépendait entièrement du bon vouloir du banchista. Le temps s'écoulant entre la remise faite au banchista et la réception de l'avis de paiement était généralement d'un mois. Un banchista malhonnête pouvait donc conserver l'argent remis par ses clients pendant 40 à 60 jours avant d'éveiller les soupçons. Et les tribunaux américains n'admettaient pas comme preuve suffisante de la non-arrivée de la remise la déclaration du destinataire, même faite par acte notarié. Ils exigeaient la présence matérielle en Amérique du destinataire, ce qui rendait pratiquement toute condamnation impossible. Le paiement en Europe n'était donc pratiquement assuré que s'il plaisait au banchista, dont l'honnêteté et la solvabilité personnelles étaient en définitive la seule garantie de l'expéditeur.

Et on devine que leurs officines n'avaient le plus souvent qu'une organisation rudimentaire. Quand ils ne s'avisèrent pas de créer dans l'esprit de leurs déposants une confusion en annonçant comme « capital » les sommes dont la confiance des émigrants les avait fait les simples dépositaires, les banchisti étaient en général dépourvus de capitaux propres. Si d'aventure, ils possédaient quelques propriétés immobilières, ils n'hésitaient pas à en faire état comme « capital ». Comment, dans ces conditions, auraient-ils résisté à la tentation de se servir pour leurs affaires personnelles des fonds confiés

par les émigrants ? (1) Aucun actif proprement dit, aucun passif, ni capital, ni réserves. Le banchista commerçant se servait des dépôts de ses clients comme fonds de roulement de son commerce, et pour augmenter le volume de ses propres affaires. Quand il ne spéculait pas pour son compte — la chose était fréquente — le banchista se servait de l'argent de ses déposants pour financer des prêts hasardeux, faits à des entrepreneurs contre un intérêt d'autant plus élevé que les risques courus n'étaient en général pas minces. D'où de nombreuses défaillances dans les périodes de crise, qui étaient aussi celles où les émigrants sans travail avaient davantage besoin de recourir à leurs économies pour subsister. Les investissements du banchista, consistant généralement en immeubles, hypothèques, effets de commerce, etc., constituaient l'unique garantie de ses clients, mais le plus souvent, cette garantie ne jouait pas à leur profit, parce que le montant moyen de chaque dépôt ou de chaque remise était trop peu élevé pour justifier les frais d'une action légale. Aussi, chez ces intermédiaires dont les services n'étaient pas irremplaçables, alors qu'ils s'accompagnaient d'un danger certain, les faillites connues étaient-elles peu nombreuses, sans parler de toutes les défaillances auxquelles le faible montant des dépôts perdus ou la pusillanimité des déposants n'assurait qu'une publicité confidentielle (2).

Cependant, les autorités américaines, alertées par les pays d'émigration, s'étaient émues d'un tel état de choses. La législation sur les banques privées, variable d'Etat à Etat, est aux U.S.A. d'une complexité qui ne nous permet pas d'en faire ici l'examen détaillé. En gros, il suffira de dire qu'à côté de certains Etats où l'exercice de la profession de banquier n'était aucunement réglementé, de plus nombreux Etats subordonnaient cet exercice à l'octroi d'une autorisation gouvernementale, et que certains seulement réglementaient en détail capital, réserves, publicité, etc... Plutôt que le souci d'assurer

(1) Très peu de banchisti (30 % environ) servaient un intérêt aux dépôts reçus, ce qui s'explique par la modicité des sommes déposées par chaque émigrant. (Pour 31 banques dont les comptes ont été examinés par la Commission fédérale, ce montant moyen était de 65.45 dollars). Et l'intérêt servi était bien inférieur à celui qu'ils touchaient eux-mêmes des banques où ils investissaient leurs disponibilités. Un grand nombre des banchisti enquêtés ne délivraient aucun reçu. Certains donnaient à leurs déposants un *pass-book* où étaient inscrites les sommes déposées, lors du versement. Mais là encore, la mentalité pré-capitaliste ne perdait pas ses droits, et il était souvent indiqué sur ces *pass-books* que les sommes déposées ne seraient remboursées au porteur du livret que s'il prononçait, à la présentation, un mot conventionnel secret...

(2) Du 1^{er} septembre 1907 au 1^{er} septembre 1908, et pour New-York seulement, 25 banchisti se sont vu mettre en faillite. Leur passif atteignait 1.458.292 dollars contre un actif de seulement 295.330 dollars. Les déposants lésés étaient au nombre de 12.259, pour un montant moyen de 119 dollars. Encore tous les banchisti n'avaient-ils pas de livres, et de nombreux déposants étaient démunis de reçus. Sur ces 25 banchisti, un seul désintéressa ses créanciers à concurrence de 15 %. Quatre d'entre eux comparurent devant la justice ; tous les autres étaient en fuite. Enfin, bien que les statistiques que nous possédons ne fournissent pas la nationalité des faillis, 20 d'entre eux avaient des noms à consonance nettement italienne.

la transmission des remises, ce furent les abus des banchisti, devenus une menace pour l'ordre public, qui provoquèrent une législation de circonstance dont la première manifestation fut la loi de l'Etat de New-York, du 22 avril 1907 (modifiée le 23 mai 1908). A la suite, le New-Jersey promulgua, à la date du 4 juillet 1907, une loi semblable, aux termes près. Le Massachusetts modifia dans le même sens une loi de 1905. L'Ohio adopta, en 1908, des dispositions analogues. Avec des variations de détail, ces textes stipulaient, à l'occasion de la réglementation des opérations de change et de dépôt, l'interdiction de transmettre toute somme d'argent à l'étranger sans l'autorisation du Commissaire aux banques de l'Etat. Cette autorisation était subordonnée au versement, par les banquiers privés, d'une caution allant de 5.000 à 20.000 \$ (1).

Comme on pouvait s'y attendre, ces mesures ne furent pas décisives. Tandis que dans les milieux italiens, décidément difficiles à satisfaire, on accusait la *banking-law* de provoquer et de préparer des mesures de bien plus vaste portée, tendant à conserver au patrimoine nord-américain la plus grande part possible de ces épargnes qui allaient dans les pays d'immigration (2), l'ingéniosité des banchisti ne tarda pas à tirer parti des garanties mêmes destinées à empêcher leurs malversations, et sut en faire un nouvel et puissant moyen d'action. Il leur fut facile, en effet, de rédiger des prospectus où chaque *dépôt* paraissait garanti jusqu'à concurrence de la caution indiquée, qui s'appliquait en réalité au total des dépôts. La caution n'était d'ailleurs pour les déposants qu'une garantie illusoire, puisqu'on n'établissait pas en même temps un rapport entre son montant et le montant maximum des dépôts à recevoir. Elle ne consistait jamais en un versement en espèces, mais en une simple « garantie » que de nombreuses *security* ou *bonding companies* souscrivirent contre une prime modique. De même que les grandes banques américaines ne couraient aucun risque en provoquant des versements entre les mains de banchisti qu'il leur serait loisible de désavouer après leur avoir permis de se servir de leur nom, les *bonding companies* savaient fort bien qu'elles pourraient toujours se mettre à couvert. Aussi, pour avoir la clientèle des banchisti, se prêtaient-elles volontiers à leurs manœuvres (3).

(1) Dans le Massachusetts et le New-Jersey, la loi prévoyait des sanctions pénales relativement plus sévères que dans les deux autres, où les mesures prises, apparemment plus assujettissantes, ne permettaient en réalité qu'un contrôle *a posteriori*.

(2) V. C. Arena : *Il risparmio degli Italiani all'estero*, in *Problemi italiani*, du 15 novembre 1923, p. 307.

(3) A New-York, une des plus importantes d'entre elles leur suggérait même l'insertion dans leurs placards de formules équivoques dans ce genre : « Cette banque est garantie pour 15.000 \$, selon la loi de l'Etat de New-York, par la *bonding company* X..., au capital de 5.000.000 \$ ». V. *Boll. dell'emigr.* 1911, N° 4, p. 87. — Signalons ici quelques autres ruses des banchisti relevées par la Commission de 1910. Et d'abord l'emploi abusif du mot « bank » même dans les Etats où les banques privées faisaient l'objet d'une réglementation. Souvent, le banchista ajoutait au mot « bank », quelquefois orthographié « banca », un adjectif destiné à attirer plus sûrement la clientèle. Certains appellent leurs offi-

Dans l'Etat de New-York surtout, la nouvelle réglementation législative se heurta à des résistances très grandes (1), et à la première faillite un peu importante, la Cour Suprême, à la requête des compagnies d'assurance, déclarait la *banking-law* du 22 avril 1907 inconstitutionnelle.

Les législateurs de l'Etat revinrent à la charge. A la suite d'une proposition de la Commission pour l'immigration de l'Etat de New-York, fut votée dans cet Etat la loi du 29 mai 1910, qui aggravait la législation antérieure quant au régime des garanties et aux détails du contrôle. Elle comprenait surtout (art. 3, par. 29 c) une disposition capitale qui imposait à tout dépositaire d'une somme destinée à l'étranger la transmission au destinataire dans les cinq jours du dépôt. Mais, peu après, cette loi fut aussi déclarée inconstitutionnelle. (2) Et les exactions continuèrent à se multiplier aux dépens de l'épargne des émigrants...

Nous avons jusqu'ici parlé des banchisti au passé. Rien ne peut malheureusement nous permettre de dire que l'espèce en ait disparu. Leur action a seulement été rendue moins néfaste par la décroissance de l'émigration, spécialement temporaire, aux U.S.A. et par l'éducation progressive des émigrants, moins rebelles qu'autrefois au recours aux caisses d'épargne locales. Les vulgaires escroqueries perpétrées environ les années 90 dans cette véritable jungle qu'étaient alors les milieux de l'immigration, comme les délits sans gloire des premières années du siècle, ont peu à peu disparu.

Cependant, en 1923, une commission d'enquête sur les agissements des *immigrant-banks*, instituée par l'Etat de New-York, concluait presque dans les mêmes termes que la commission fédérale de 1907, et donnait la mesure de l'impuissance législative à résoudre le problème (3). Sans doute, en vieillissant, les banchisti s'étaient-ils faits ermites : M. Luigi Rossi, avec toute l'autorité qui s'attache aux dires d'un ancien commissaire général de l'émigration, confessait en 1926 les avoir trouvés installés à la Chambre de commerce italienne de New-York, « dont ils n'étaient pas une partie négligeable » (4). Et il les tenait pour responsables de l'échec de l'Office du Travail, que les autorités italiennes avaient vainement tenté d'établir à New-York pour mettre fin à d'odieux abus, ce qui laisse-

cines « banques populaires » afin de créer dans l'esprit des émigrants une confusion avec les *banche popolari* très développées en Italie, où elles sont soumises à la surveillance de l'Etat. D'autres les décorent du titre de « Banca d'Italia » ou de « Banca degli Abruzzi » spéculant sur une similitude d'appellation qui appellera inévitablement la confiance de leurs compatriotes. Enfin, on signalait fréquemment l'emploi abusif des mots « notaire public » (*notaio pubblico*) qui, aux Etats-Unis, ne désignent nullement un officier ministériel.

(1) En 1908, 21 % seulement des banchisti avaient fourni la caution exigée.

(2) V. *Boll. dell'emigr.*, 1911, N° 4, p. 88-95.

(3) V. C. E. Ferri : *La tutela del risparmio degli emigranti*. Rivista bancaria, du 20 février 1925.

(4) L. Rossi : *La tutelle de l'épargne des émigrants*, in Actes officiels du 1^{er} Congrès International de l'Epargne (Milan, 1924), p. 521.

rait croire qu'il y a encore de beaux jours pour la *bossatura* même (1)...

En Amérique du Sud, les abus des banchisti sont encore chose courante, et peu remarquée en des pays dont l'armature financière précaire ne met pas à l'abri des catastrophes les plus inattendues les établissements qui semblent les plus solides. Ils sont heureusement minimisés par la tendance de l'émigration agricole à investir localement ses épargnes (2).

Ces inconvénients, à la vérité majeurs, des remises bancaires étaient heureusement limités aux deux Amériques. En Europe, nous l'avons déjà dit, les émigrants n'avaient généralement qu'à se louer des services d'institutions financières plus anciennes, pouvant parfois paraître timorées, mais où une prudence traditionnelle était la condition même de la très grande sécurité offerte.

Par contre, européennes ou transocéaniques, les banques s'occupaient rarement de la seule transmission des remises des émigrants. Commerçants, ceux-ci les chargeaient de leur service de caisse et effectuaient auprès d'elles leurs opérations d'escompte ; petits déposants, ils leur confiaient leurs économies, etc... Par là, aucune banque étrangère n'échappait à l'objection, courante en Italie, de dénationaliser l'épargne des émigrants. Au contraire, mieux elles remplissaient leur office, plus sûre était leur assiette, plus elles donnaient prise au reproche de détourner l'épargne des émigrants de ses fins naturelles. Et pour trop d'Italiens ces fins naturelles se bornaient, en premier lieu, au transfert en Italie, ensuite à l'usage exclusif de cette épargne comme instrument de la puissance financière italienne.

Le problème qui se pose ici se posera également pour les autres

(1) Si aujourd'hui les faillites n'ont pas diminué en nombre, elles ont atteint des montants jusqu'ici insoupçonnés. En 1923, les frères Tisbo, puissants banchisti de New-York, frustent un grand nombre d'émigrants, 50.000 selon le *New-York Times* du 14 mars 1923. Vers le même temps, c'est la retentissante suspension des paiements de la *Banca di Sconto*, suivie d'un scandale financier qui passionna toute l'Italie. La *Banca di Sconto* avait aux U.S.A. de nombreux déposants à qui la sollicitude gouvernementale réserva, lors de la liquidation, et pour des raisons de prestige, un traitement plus favorable qu'aux épargnants d'Italie. Sur les dessous de la faillite de la *Banca di Sconto*, dont ne transpara en Italie qu'une version officielle, v. Agostino de Biasi : *La battaglia dell'Italia negli Stati Uniti* (New-York, 1927) pp. 226 et sqq. Le *Carroccio*, revue fasciste d'avant-garde paraissant à New-York, contient (novembre 1925) de curieuses révélations sur l'emprunt Morgan contracté en Italie en 1925 et les raisons qui ont empêché de recourir à la plus puissante banque italo-américaine des U.S.A., la *Bank of Italy*, de San-Francisco.

(2) Signalons seulement, au Brésil, la faillite de la *Societade Incorporadora de Sao Paolo*, en 1914. Cette société avait été soutenue dès sa naissance par les autorités de l'Etat de Saint-Paul. Son but était de recueillir les épargnes des colons de l'intérieur de l'Etat, éloignés de toute autre banque. Elle institua dans la région des *fazendas* 48 banques de *custeio rural* (crédit agricole) qui faisaient des avances aux *fazendeiros* pour leurs travaux agricoles avec les dépôts des colons. La chute de la *Societade Incorporadora* amena un double dommage pour les déposants : la perte de leurs dépôts, et souvent celle de leur place, par la réduction de la main-d'œuvre qui suivit, chez de nombreux *fazendeiros*, la déconfiture de la banque. — A l'opposé, il faut signaler en Argentine l'œuvre salubre du *Banco de la Nacion Argentina*, dont les services sont très appréciés par les émigrants.

moyens de transmission. Si c'est en cet endroit que nous le signalons, c'est que les banques ont toujours eu l'heur de provoquer de vives réactions dans certaines formes de pensée politique, par ailleurs les plus divergentes. Quelle qu'ait été l'idéologie régnante en Italie, on y a toujours cru volontiers, avant comme après la guerre, à une sorte de conspiration bancaire internationale dont le dessein aurait été d'empêcher l'afflux des remises dans la péninsule. Alors que s'il est bien vrai que plus d'une fois les pays d'immigration ont pris des mesures — dont nous rencontrerons quelques-unes — pour éviter le drainage monétaire consécutif à telle migrations indésirables, ce fut toujours, semble-t-il, en parade aux visées presque agressives de cet esprit de revendication, si caractéristiquement national, que les Italiens apportaient dans la question des remises. L'activité d'une banque comme la *Banca franco-italiana per l'America del Sud*, fondée en 1910, à Saint-Paul du Brésil, avec des capitaux franco-italiens (1), suscitait en Italie beaucoup d'humeur. Les dépôts considérables recueillis par cette banque (1.172 millions de francs en 1920) étaient trop facilement considérés comme ayant une provenance exclusivement italienne. Et comme les intérêts français disposaient de la majorité au Conseil d'administration, on concluait trop vite que cette épargne aboutissait en définitive « au financement local d'activités économiques françaises ou de toute façon non italiennes ». (2)

En outre, les dépôts, qui sont l'occasion prochaine des remises, peuvent aussi, s'ils se voient servir un intérêt convenable, ne jamais prendre le chemin de la mère-patrie. Et le II^e Congrès des Italiens à l'étranger (1911) avait précisément demandé la création, avec la participation de l'Etat, d'un *Istituto bancario coloniale autonomo*, qui pût servir aux émigrants des intérêts supérieurs à ceux des banques locales. Mais alors, que devenaient les remises ? Le souci de protéger les transferts des émigrants conduisait à la protection, dans les pays d'immigration, de l'épargne italienne largement entendue. L'étroitesse du point de vue des émigrants condamnait cette protection à prendre la forme exclusive d'une surenchère sur les bonifications d'intérêt des institutions locales, ce qui revenait à empêcher toute remise, sauf les remises strictement alimentaires. Alternative décourageante, qui a pesé lourdement sur les destinées financières de l'émigration italienne, et sans doute aussi infirmité constitutionnelle de toute économie de remises.

Ici encore, le mal était moindre pour l'émigration européenne, généralement temporaire, où les mandats-poste internationaux étaient

(1) Par la Banca Commerciale, la Banque de Paris et des Pays-Bas et la Société Générale.

(2) Grief articulé devant la *Commissione reale per lo studio del regime doganale e dei trattati di commercio* (Part. V, fasc. II, p. 41) et repris par M. Arena (*art. cit.* p. 305). Il n'était pas rare de le voir reprocher violemment à la Banca Commerciale Italiana, en ces premiers temps fabuleux du fascisme où c'était la mode dans les milieux politiques de la vitupérer... V. par ex. *Bollettino ufficiale dei fasci italiani all'estero* du 7 mars 1925, p. 4.

fort employés, et les remises par voie bancaire réservées aux envois un peu importants. L'émigration transocéanique y était plus sensible, à la fois parce qu'elle fut longtemps la plus importante, que le coefficient de permanence y était plus grand, et, en relation avec les niveaux de salaires élevés, les montants moyens plus importants. Aussi fut-elle toujours la plus fructueuse. Et c'est principalement à son usage, sinon à son intention, que devait être créé, en même temps que la loi organique de l'émigration du 31 janvier 1901, le service des mandats du Banco di Napoli.

§ 2. — Il s'agit ici d'une remise bancaire spécialement destinée aux émigrants. Le sous-titre de la loi du 1^{er} février 1901 souligne bien que le but recherché a été « la protection des remises et des épargnes des émigrés italiens à l'étranger ». Qu'on ne s'y trompe pas : il n'y a là qu'une précaution, au surplus fort utile en un temps où les protestations des pays d'immigration contre le drainages monétaire opéré par les émigrants s'étaient déjà élevées à plusieurs reprises. Mais pas plus dans le texte de la loi (1) que dans les dispositions de détail consignées dans le décret du 29 décembre 1901 (2), il n'est question d'autre chose que de la transmission des remises.

L'article premier de la loi « autorise » le Banco di Napoli à assurer le « service de collecte et de transmission », institué dans les articles suivants. Malgré sa réserve, cette mention équivalait à une sorte de délégation de souveraineté, en une matière où la souveraineté était contestée ; et, avec le temps, le service du Banco di Napoli prendra l'allure d'un véritable service d'Etat. Fondé en 1539, le Banco di Napoli était une des plus anciennes institutions bancaires du monde, et, à l'époque, (3) un des instituts d'émission italiens. Son rôle était prépondérant dans l'économie méridionale italienne, et on pouvait à juste titre escompter qu'ils inspirerait confiance aux émigrants, spécialement aux émigrants méridionaux, particulièrement nombreux.

La collecte des remises était assurée par l'intermédiaire de correspondants, dont la désignation était entourée de précautions particulières. La nomination d'un correspondant, faite par le Conseil d'administration, ne devenait valable qu'après l'approbation du ministre du Trésor. Il devait être tenu compte, dans le choix de ces correspondants, de la situation particulière des maisons qui exerçaient une activité analogue avant la promulgation de la loi. Il leur était imposé — sans qu'on puisse assurer que cette obligation ait toujours été respectée dans la pratique — d'employer pour le service des remises un personnel de nationalité italienne, ou possédant au moins une connaissance suffisante de la langue italienne. Ils devaient,

(1) *Gaz. Uff.* du 4 février 1901.

(2) Prévu par l'art. 5 de la loi du 1^{er} février 1901, et paru à la *Gaz. Uff.* du 3 février 1902.

(3) Il ne l'est plus depuis le décret-loi N° 812 du 6 mai 1926 qui assure l'unification de l'émission des billets de banque au profit de la seule Banca d'Italia.

en outre, prendre l'engagement de donner la plus grande publicité aux dispositions régissant le service, et d'en montrer à leurs pratiques les avantages et la sécurité. Leur rôle, au delà de la simple remise, devait s'étendre à l'octroi de toutes facilités aux nationaux italiens, et plus spécialement à la dispense de conseils relatifs à l'investissement de leurs épargnes. Interprétons librement : ils devaient encourager les remises, et décourager les investissements locaux. Ce qu'ils firent, du reste, ne s'occupant aucunement de tout ce qui n'était pas la transmission de l'épargne des émigrants italiens.

Pour éviter les commissions abusives des banchisti, le cours journalier du change sur l'Italie, établi selon les cotations ordinaires de la Bourse de l'endroit, devait être affiché en permanence dans les locaux du correspondant. Enfin, les rapports du correspondant et du Banco étaient réglés de façon à donner toutes les garanties aux déposants éventuels. Une caution proportionnelle au montant des mandats du Banco confiés aux correspondants, et constituée en argent liquide ou en titres de la dette publique payables en or, était exigée de chacun d'eux. A date fixe, les correspondants étaient tenus de régler leur solde débiteur avec le Banco par des traites à vue sur l'Italie, ou sur des places étrangères comme Paris, Londres, Berlin, Francfort, etc..., les remises étant dans ce cas réalisées en Italie pour le compte et aux risques du correspondant.

Il était établi cinq séries de mandats, dont la première pour les sommes inférieures à 100 lire, et les autres pour des montants fixes de 200, 300, 500 et 1.000 lire. Les mandats étaient ainsi rédigés : « Le Banco di Napoli paiera, contre le présent mandat cambiaire, à M. X..., la somme de lire. » Ils peuvent être émis au nom du requérant ou d'une autre personne désignée par lui. Ils comportent obligatoirement le numéro d'émission, le lieu et la date d'émission, le lieu du paiement, les sommes à payer en Italie, le cours du change auquel l'opération a été faite, la valeur précise reçue par le correspondant, et le montant de la commission perçue par lui. Un duplicata du mandat est envoyé au Banco par le correspondant, qui remet à l'expéditeur le mandat même, à quoi est joint un talon destiné à être conservé. Ces mandats sont transmissibles par voie d'endossement à l'instar des lettres de change ordinaires. Ils peuvent aussi être virés au nom du Banco, à charge par celui-ci d'en verser la valeur à la Caisse d'Epargne postale, ou d'en faire le paiement à une ou plusieurs personnes, dans des villes déterminées. Dans ce cas, le Banco est autorisé à prélever du montant du mandat les frais de poste (1) nécessaires pour effectuer le paiement dans les localités où il n'y a pas de correspondant. L'extinction matérielle du mandat ne peut avoir lieu sur une place différente de celle indiquée sur le titre. La contre-partie de la caution fournie au Banco par ses correspondants était la garantie absolue dont jouissait l'expéditeur d'un

(1) Les mandats-poste intérieurs correspondant à des remises du Banco di Napoli ne payent que la moitié des mandats ordinaires.

mandat rédigé en bonne et due forme relativement à la bonne fin de son opération.

L'interdiction faite au Banco (art 1, § 3) de faire avec les émigrants « quelque opération d'escompte ou de soutien que ce soit », constitue une preuve que le souci de la protection de l'épargne était subordonné au désir essentiel d'augmenter les remises des émigrants par rapport à leurs investissements locaux, même les plus prudents. Nous verrons plus loin s'il ne faut pas attribuer à cette interdiction, maintenue pendant près de trente ans, la précarité qui a toujours été inséparable de l'économie de remises telle qu'elle s'est constituée en Italie, jusqu'à une époque toute récente. Même à l'intérieur de ces limites étroites, le législateur de 1901 crut devoir marquer à propos des bénéfices éventuels du nouveau service qu'il devait être conçu non pas comme un service ordinaire concédé à une société privée, mais comme une mission d'ordre national confiée à une institution qui ne devait attendre de cette investiture que des charges et des devoirs. Les bénéfices devaient aller (art. 2) pour moitié au Fonds de l'émigration, et le Banco ne pourrait disposer de l'autre moitié qu'après constitution d'un fonds de réserve spécial de 2 millions de lire. Tous les comptes relatifs au service des émigrants devaient faire l'objet de l'ouverture de comptes spéciaux dans les écritures du Banco.

On comprend que les émigrants aient volontiers utilisé les facilités à eux offertes par le Banco di Napoli. Ils y eurent toutefois recours fort inégalement selon les pays d'immigration, bien qu'à la vérité, rien dans les textes de 1901 n'eût fixé au Banco une limitation géographique de son activité. Intimement lié depuis des siècles aux destinées de l'économie méridionale, il était cependant naturel qu'il commençât ses opérations là où elles avaient le plus de chances de trouver du succès, c'est-à-dire dans les pays où prédominait l'émigration méridionale. Aussi est-ce surtout dans les deux Amériques, et principalement aux U.S.A., que le Banco choisit ses correspondants.

L'Europe n'apparaît qu'en 1908, avec treize mandats, pour un montant de 1.791 lire, en provenance de la Suisse. Jusqu'à la guerre, les remises en provenance de la Suisse ne dépasseront pas la cinquantaine, après quoi elles disparaissent. L'Allemagne figure dans les statistiques du Banco, de 1909 à 1921, pour un nombre de remises annuel qui, la meilleure année (1914), ne dépassa pas 29.157 remises pour un total de 1.501.225 lire. En 1922 et jusqu'en 1931, à la suite d'accords avec la Société Générale, la France apparaît dans les tableaux du Banco di Napoli, mais pour un nombre de remises négligeable. (1)

Il faut se garder soigneusement d'interpréter une pareille distribution géographique dans le sens d'un échec qu'aurait subi, sur le

(1) Pendant ces 10 années, il y eut en tout 17.544 remises, pour un montant de 3.046.858 lire. Maximum en 1930 : 3.573 remises pour 559.000 lire.

plan continental, la mission dont les textes de 1901 avaient investi le Banco. S'il n'a pas développé davantage ses services européens de remises, c'est que la nécessité ne s'en faisait pas sentir, le vieux monde étant depuis longtemps pourvu d'un système bancaire d'une solidité très suffisante. C'est aussi que l'émigration européenne était alimentée en majeure partie par les Italiens septentrionaux, et que son caractère temporaire donnait lieu à l'usage, très développé, du mandat international. Dans ces conditions, l'entremise du Banco di Napoli aurait finalement abouti, sans aucun avantage appréciable, à l'envoi d'un mandat-poste intérieur. Aux U.S.A., au contraire, la possibilité d'envoyer des mandats-poste internationaux ne détournait pas les émigrants méridionaux de faire leurs remises par l'intermédiaire plus familier, et tout aussi commode, du Banco di Napoli. Elle n'aurait pas suffi, en tout état de cause, à mettre les émigrants méridionaux à l'abri du danger que leur faisaient courir les banchisti. Enfin, dans certains Etats de l'Amérique du Sud, les mandats-poste internationaux n'étaient pas en vigueur, ou ne l'étaient que partiellement.

On voit, d'après les caractéristiques que nous venons de passer en revue, que l'action du Banco di Napoli portait en elle-même les limites de son propre développement. L'interdiction de faire avec les émigrants toute autre opération que les remises proprement dites devait, pendant longtemps, réduire son rôle à celui d'un pur et simple agent de transmission. C'était là ne pas utiliser comme elle aurait pu l'être, la confiance des émigrants dans la séculaire institution de crédit. Pendant la guerre, les circonstances la firent heureusement sortir de ce rôle passif : la souscription aux emprunts italiens de guerre fut très en faveur auprès des émigrants et les agences étrangères du Banco di Napoli recueillirent de nombreuses souscriptions. (1)

Aussitôt après 1920, qui marque le maximum des remises effectuées par l'intermédiaire du Banco di Napoli, la courbe des sommes transmises, qui avait, depuis 1901, l'allure d'un mouvement rapidement croissant, à peine déchiqueté de légers reculs les années de crise, accuse un mouvement de sens inverse. Cette diminution des remises inquiète les gouvernants. Elle amène les dirigeants du Banco di Napoli à revenir sur la facilité avec laquelle ils avaient accepté, en 1901, de souscrire à l'interdiction, stipulée par un législateur scrupuleux à l'excès, de traiter avec les émigrants « tout autre opération » que la transmission des remises. Ce qui avait pu être alors la coquetterie d'une grande institution financière assumant volontiers, sans esprit de lucre, les frais généraux d'un service pour lequel son seul patriotisme la désignait, n'est plus de mise. Les temps sont changés, et cette charge, si honorifique qu'elle continue d'être, devient insupportablement onéreuse (2).

(1) V. *infra* Ch. IV, § 3.

(2) Le Banco di Napoli verse chaque année à un compte spécial « émigrés » des sommes variables à titre de « contribution » de la Banque pour assurer l'équi-

Déjà, après quelques années de fonctionnement satisfaisant assuré au moyen de ses seuls correspondants, le Banco, sur la demande des autorités consulaires, avait ouvert, en 1909, une agence à New-York. On avait vu alors brusquement remonter le nombre des remises en une année où la crise industrielle américaine finissait à peine, et où les envois par mandats-poste accusaient encore une dépression notable. La leçon n'avait pas été perdue, et dans les années suivantes, une seconde agence avait été ouverte à New-York, dans un des principaux centres italiens, et une troisième à Chicago (1). Il avait dû apparaître dès lors aux dirigeants du Banco que la législation de 1901 était d'une réserve excessive, injustifiable au nom de la prétendue protection de l'émigrant, et supportable seulement en raison des exigences spéciales qui résultaient du fait que le Banco di Napoli était aussi un institut d'émission. Lorsque le décret-loi N. 812 du 6 mai 1926 eût confié à la seule Banca d'Italia le privilège de l'émission des billets, les obstacles avaient disparu qui s'opposaient à l'extension graduelle du rôle du Banco di Napoli, en une matière où l'insuffisance d'une pure activité de transmission était depuis longtemps flagrante.

On décida, en 1929, de créer à l'étranger des instituts bancaires autonomes pouvant fonctionner en concurrence avec les établissements locaux, mais toujours rattachés au Banco di Napoli (2). Un décret américain du 17 janvier 1930 autorisait l'ouverture du *Banco di Napoli Trust Co*, société anonyme au capital d'un million de dollars, dont l'activité pouvait s'étendre à toutes les opérations de banque, et qui remplaçait l'agence fondée en 1909. Le 4 juin 1929 voyait la reconnaissance légale, sous forme de simple filiale, d'une agence du Banco ouverte à Buenos-Aires, les limitations à l'activité des banques étrangères n'existant pas en Argentine. Survenues en un temps où les remises des émigrants étaient en notable diminution ces modifications se traduisirent immédiatement par un redressement des affaires (3) qu'on ne constate, pour les mêmes pays, ni dans les statistiques des mandats-poste, ni dans celles des dépôts des émigrants à la Caisse d'Epargne postale.

Nous sommes ainsi amenés à une remarque valable pour toute la période étudiée depuis 1901. Ce n'est qu'avec beaucoup de précautions que nous pourrions utiliser la courbe des remises faites à

libre du service, normalement déficitaire. Ces sommes étaient pour l'exercice 1918 de 51.824 lire. Elles se sont élevées progressivement jusqu'à 1.200.000 lire (1931) pour retomber ensuite à 360.000 lire (1932) et 200.000 lire (1933).

(1) En même temps, les rapports du Conseil d'administration du Banco publiaient à part, chaque année, les montants des envois transmis directement par les agences. Leur pourcentage, par rapport aux envois totaux, est élevé. Nous ne le retiendrons cependant pas, car il n'y a là qu'une discrimination d'ordre administratif interne, et ces chiffres ne se rapportent pas pour autant à des sommes recueillies directement par les agences auprès des émigrants, à l'exclusion de tout intermédiaire.

(2) Le 2^e Congrès des Italiens à l'Etranger (1911) avait demandé la création d'agences de dépôt du Banco di Napoli à l'Etranger.

(3) V. *infra* Ch. III § 1. La hausse des montants en provenance des U.S.A. est très sensible en 1931.

travers le Banco di Napoli comme un indice sûr des variations du montant total des remises. Le Banco s'adjoind-il dans un pays donné un nouveau correspondant, ou ses correspondants habituels font-ils preuve d'une activité accrue, aussitôt la courbe des remises en provenance de ce pays accuse une rapide montée. Au contraire, un correspondant cesse-t-il sa collaboration avec le Banco, ou, comme le cas s'est produit, assure-t-il à son profit l'acheminement des envois d'une clientèle qu'il conserve en son nom propre, après l'avoir attirée sous le patronage d'un institut dont le prestige est grand aux yeux des Italiens, on voit aussitôt le montant des remises s'affaïsser, sans que le bénéfice économique tiré par l'Italie des remises en soit pour autant diminué, mais aussi sans qu'on puisse savoir dans quelle proportion les envois anciennement effectués par l'intermédiaire du Banco di Napoli se sont répartis entre d'autres modes de transmission. Si l'ancien correspondant du Banco se sert maintenant, comme moyen de transmission des remises de faible montant, des mandats-internationaux, il sera très difficile de distinguer, dans l'accroissement des montants des mandats, la part qui revient au changement survenu dans le mode de transmission, de celle qui pourrait être attribuée, par exemple, à l'augmentation du nombre des émigrants, ou à l'amélioration des conditions économiques. Il faudra, de même, se garder de conclure à un ralentissement des remises toutes les fois que les envois autrefois assurés par le Banco di Napoli ont été acheminés par des modes d'envoi qui échappent à la statistique. (1)

Enfin, réservant pour le chapitre suivant l'étude de la répartition des mandats du Banco selon les pays de provenance, il n'est pas inutile de donner ici une idée de leur distribution géographique à l'arrivée en Italie.

**TOTAL DES MANDATS DU BANCO DI NAPOLI
EMIS PENDANT LA PERIODE 1910-1923**

	Nombre	Montant	%
Italie septentrionale	438.434	87.949.965	18.72
Italie méridionale	975.362	250.268.222	53.26
Italie centrale	178.329	40.571.388	8.63
Sicile	382.563	84.811.368	18.05
Sardaigne	23.824	6.275.888	1.34
Total	1.998.512	469.876.831	100 .

(1) Mentionnons enfin un décret-loi du 15 septembre 1923 qui autorise le *Banco di Sicilia* à employer le quart de son fonds de réserve ordinaire à la création de filiales, greffées sur ses anciennes agences à l'Etranger, et à participer à des « sociétés bancaires étrangères se proposant de veiller aux intérêts économiques des Italiens émigrés, spécialement là où sont de nombreuses colonies de Siciliens ». Ce décret a provoqué la constitution, en avril 1925, du *Bank of Sicily Trust Company*. Cet établissement ne s'est jamais assigné pour but essentiel, comme le Banco di Napoli de 1902 à 1929, la transmission des remises. Les sommes acheminées en Italie par le *Bank of Sicily* n'en sont pas moins pour une part non négligeable attribuables aux émigrants. Elles ne posent pas d'autre problème, et ne fournissent pas d'autre indication que les sommes transmises par les banques

§ 3. — Il y a peu à dire sur les mandats-poste internationaux. Ils étaient très employés par les émigrants résidant en Europe ou dans le bassin méditerranéen, à cause des remises plus fréquentes auxquelles donnait lieu l'émigration temporaire, dominante dans ces régions. Ils constituent pour la France, l'Allemagne, l'ancienne Autriche-Hongrie, etc., le seul moyen que nous ayons d'évaluer, avec des précautions et des réserves sur lesquelles nous reviendrons, les variations des remises.

Dans les pays transocéaniques, bien que moins employés, ils n'étaient pas négligés, et semblaient réservés aux remises de montant inférieur, les autres étant acheminées préférablement par voie bancaire. (1) Enfin, c'était surtout l'émigration septentrionale qui usait de ce mode d'envoi, dans les deux hémisphères.

Si tous les mandats internationaux payés en Italie ne peuvent évidemment être attribués à une émigration génératrice de remises, le parallélisme que nous rencontrerons (2) entre l'émigration et le nombre et le montant des mandats nous permet dès à présent, sans paralogisme, de mettre à l'actif de l'émigration la plus grosse part des sommes ainsi parvenues en Italie.

Nous avons, au surplus, d'autres raisons de pouvoir le faire. Si le gros des mandats-poste correspondait à des règlements d'opérations commerciales, le déficit permanent de la balance commerciale italienne devrait faire apparaître un solde net plus ou moins important, mais négatif, et non positif, comme on l'a toujours constaté depuis l'établissement du service (3). Pour aucun pays du monde, le solde négatif n'est, en outre, défavorable à l'Italie pour un montant appréciable (supérieur à un million de lire) même dans les rares cas (Grèce, Egypte) où la balance commerciale est favorable à l'Italie. Et si l'on objecte que c'est le solde positif des mandats dus aux émigrants qui balance, et au delà, le solde négatif qui, sans eux, résulterait des seules transactions commerciales, les mandats devraient alors à tout le moins accuser dans les deux sens des mon-

ordinaires. Elles figurent d'ailleurs depuis quelques années, au titre du *Banco di Sicilia*, dans les statistiques des sommes transmises en Italie par les « principaux établissements de crédits » et attribuées aux émigrants par le Trésor dans des chiffres annuels que nous retrouverons (V. *infra* Ch. IV, § I).

(1) C'est ainsi qu'alors que le montant moyen des remises en provenance des U.S.A. et transmises par le Banco di Napoli pendant la période 1902-1933 a été de 1.027,6 lire (maximum : 1896 lire en 1932 ; minimum : 141 lire en 1902) le montant moyen des mandats-poste internationaux en provenance du même pays n'était, pour la période 1901-1933 que de 204,1 lire (maximum : 479 lire en 1921 ; minimum : 105 lire en 1917). La même différence de grandeur s'observe pour l'Argentine où le service des mandats-internationaux ne fonctionnait qu'à Buenos-Aires, et au Brésil, où il ne fonctionnait que depuis 1907.

(2) Voir *infra* Ch. III, § I et 4.

(3) Total de la période 1900-1933. U.S.A. Mandats émis à destination de l'Italie : 285.783.541 dollars. Mandats payés en provenance de l'Italie : 27.121.105 dollars. Canada. Mandats émis : 43.627.902 dollars. Mandats reçus : 987.129 dollars. Suisse. (Exercices 1929-1930 et 1930-1931 seulement). Mandats émis : 100.559.011 lire. Mandats payés : 3.829.647 lire. France. (Exercices 1929-1930 et 1930-1931). Mandats émis : 251.305.647 lire. Mandats reçus : 23.182.108 lire.

tants proportionnels aux échanges commerciaux. Or, il n'en est rien. Les chiffres absolus des mandats expédiés d'Italie dans les pays dont la balance commerciale se solde par un déficit plus ou moins important au détriment de l'Italie, et dont le degré de développement bancaire est comparable, sont la plupart du temps insignifiants (1).

Enfin, la considération des données mensuelles montre que les pointes dans les émissions de mandats ne coïncident nullement avec les époques de règlements présumés des grands courants d'exportations, ou simplement des plus achalandés, mais bien avec les variations saisonnières de l'émigration. Et les témoignages formellement concordants des inspecteurs de l'émigration, joints à l'opinion autorisée du Commissariat, peuvent nous rassurer sur la légitimité de l'attribution des principales variations des mandats à l'émigration, à l'exclusion de tout mouvement commercial (2).

La répartition territoriale, en Italie, des mandats internationaux reçus pendant la période 1910-1923 est la suivante :

	Nombre	Montant	%
Italie septentrionale	11.850.647	1.334.898.054	54,2
Italie centrale	3.321.970	364.491.970	14,8
Italie méridionale	5.211.726	765.659.038	31,0
	20.384.343	2.465.140.063	100

L'Italie septentrionale vient en tête, avec un pourcentage qui eût été plus élevé encore si la guerre n'avait pas interrompu les envois en provenance d'une partie de l'Europe où les émigrants septentrionaux étaient particulièrement nombreux.

§ 4. — Commodité d'un procédé qui, ne séparant pas la remise de la correspondance, utilise au maximum l'effort épistolaire de l'expéditeur, répugnance de certains émigrants à remplir les formalités des mandats internationaux, satisfaction secrète de pouvoir enclore dans une lettre l'objet matériel de la remise que le destinataire recevra directement en monnaie : toutes ces raisons faisaient recourir de nombreux émigrants à des modes d'envoi plus coûteux que les mandats, comme les *lettres chargées*, ou plus économiques, comme les *lettres recommandées* renfermant des billets de banque. Si elles ont toujours fait le désespoir des statisticiens qui ont tenté

(1) Le mouvement des colis postaux devrait aussi contribuer à amener un solde négatif dans le mouvement des mandats-internationaux (en nombre) :

Colis postaux expédiés

	D'Italie	En Italie		D'Italie	En Italie
1927-28 :	881.967	1.737.579	1929-30 :	907.519	1.851.223
1928-29 :	891.089	1.846.179	1930-31 :	948.065	1.623.652

(2) V. *Relazione sui servizi dell'emigrazione per l'anno 1909-1910* (Boll. dell'emigr. 1910 N° 8), p. 386.

une évaluation globale des remises parvenues en Italie, les sommes ainsi transmises n'ont jamais atteint des montants importants, ce mode d'envoi étant surtout employé pour des secours pour ainsi dire indicatifs : cadeaux d'anniversaire, cotisations, etc... (1) Nous rapporterons en leur lieu les essais qui ont été faits pour évaluer les sommes ainsi expédiées en Italie.

§ 5. — Il existe, depuis 1890, à la Caisse Postale d'Epargne italienne, une section spéciale (2) « pour le compte des Italiens résidant à l'étranger ». La date de cette création, contemporaine de l'éveil de l'attention publique sur les premières remises importantes dues à l'émigration, est caractéristique. Il ne s'agit pourtant pas encore d'un moyen de transfert mis à la disposition des émigrants, ni même de facilités accordées aux Italiens en voyage, mais plus simplement d'une division administrative destinée à centraliser les opérations de versement et de retrait en provenance ou à destination de l'étranger. En fait, ce sont surtout les émigrants qui se sont servis de ce mode d'investissement de leurs épargnes, aussi, a-t-on parfois donné à la Caisse, bien qu'inexactement, le nom de « Caisse postale d'épargne des émigrants ».

Dépôts et retraits s'y font comme à l'intérieur du Royaume, c'est-à-dire que la présentation du livret est exigée pour chaque opération. Il faut donc que le titulaire du livret, n'étant pas lui-même présent en Italie, y expédie son livret et mandate quelqu'un pour effectuer l'opération en son nom. Les sommes déposées à la Caisse pour le compte des Italiens résidant à l'étranger parviennent en Italie par l'intermédiaire, soit des banques privées ordinaires, soit du Banco di Napoli — qui les fait figurer à part dans ses statistiques — soit, bien que plus rarement, il est vrai, et seulement dans le cas de faibles montants, par lettre adressée au mandataire qui effectuera l'opération, soit, enfin, par l'intermédiaire des autorités consulaires. C'est dire que le recours à la Caisse Postale d'Epargne ne saurait être considéré, à l'égal des procédés que nous venons de passer en revue, comme un moyen de transfert. (3) Il constitue seulement un mode d'investissement déterminé de l'épargne des émigrés, dont les indications ne sont pas négligeables, et que nous aurons à utiliser, mais qui suppose et exige le recours préalable à un moyen de transfert.

Les Caisses d'Epargne des pays d'immigration offraient aux émi-

(1) En outre, les U.S.A., d'où sont toujours parties les remises les plus importantes, admettent bien les lettres recommandées, mais non les lettres chargées dans le service international.

(2) Réglementée par les décrets : N° 6540 du 7 novembre 1889, N° 571 du 29 décembre 1889 et N° 314 du 11 juin 1903.

(3) M. Arena (*Bollet. dell'emigr.* août 1925. *in fine*) et M. Stringher (loc. cit. p. 110) les considèrent comme un simple emploi des remises. M. Borgatta les fait au contraire entrer dans le total des remises, déduction faites des remboursements effectués à l'Etranger (*Rimesse degli emigranti e turismo*). *Rassegna economica del Banco di Napoli*, juin-juillet 1933).

grés un remède aux dangers que leur faisait courir l'activité des *banchisti* (1) : Ils étaient assurés que leurs épargnes, sérieusement garanties durant leur séjour, pourraient être l'objet, à n'importe quel moment, d'un transfert en Italie. Mais le transfert qui, dans le cas de la Caisse postale italienne, précédait le dépôt, ici ne faisait que le suivre. Le danger était que les transferts ne fussent contrariés chez de nombreux émigrants italiens titulaires de livrets d'épargne étrangers par les liens très forts qu'amène toute possession, même mobilière, dès qu'elle devient durable, et aussi par la pression des caisses étrangères, désireuses de conserver le plus longtemps possible une épargne dont la détention faisait leur raison d'être. Ici, grâce à ces institutions tutélaires, la protection de l'épargne était presque parfaite, mais elle risquait de contrarier ce qui, dans l'épargne, intéressait le plus l'économie italienne, son aboutissement final dans la péninsule.

Pour y parer, on a pu songer (2) à établir à l'étranger des succursales de la Caisse postale italienne. Une telle solution se serait heurtée à l'opposition des pays d'immigration qui auraient vu d'un mauvais œil s'installer sur leur territoire des concurrentes à leurs propres institutions. Dans certains cas, elle aurait été à l'encontre de la lettre même de la loi nationale du pays d'immigration. Sans parler du danger incontestable de cette épargne politique (3), enjeu de caisses antagonistes qui se la disputeraient avec les meilleures intentions du monde, et chacune au nom d'une majeure « protection », mais en concurrence directe.

L'idée vint assez tôt à ceux qui présidaient aux destinées de l'émigration italienne de faire servir les caisses d'épargne, non plus seulement à la garde et à la protection, mais au transfert même de l'épargne des émigrants. L'idée n'était pas nouvelle, du moins à l'étranger (4).

(1) Pourtant, en dépit des garanties supérieures offertes, il était parfois difficile aux caisses d'épargne de lutter contre les *banchisti*, chez qui les émigrants appréciaient surtout le contact direct, humain. La confiance des émigrants en leurs nationaux était telle que de nombreux déposants des caisses d'épargne américaines ou étrangères confiaient aux *banchisti* les livrets délivrés par ces institutions.

(2) Le prof. Griziotti, cité par M. L. Rossi (*loc. cit.* p. 534.)

(3) Surtout dans certaines villes-frontière, ou dans des régions où les prétentions italiennes sont très actives. On conçoit mal une caisse italienne à Nice ou à Tunis. Il y en a une par contre à New-York, et florissante. Sur les dangers de « l'épargne politique », voir un curieux article de *Die Sparkasse* (1^{er} septembre 1896) à propos des menées des caisses polonaises de Posen et des caisses danoises du Schleswig, dans le Reich d'avant-guerre. L'œuvre du *dopolavoro*, organisation fasciste de propagande « pour les loisirs ouvriers », créée par le décret N° 582 du 1^{er} mai 1925, a institué des caisses d'épargne dans ses sections de l'Etranger.

(4) En Grande-Bretagne, où la création du Post Office Savings Bank remonte au 17 mai 1861, un service de *money orders*, existant depuis 1792, fut rattaché en 1838 au Post Office, et étendu en 1863 aux Military et aux Naval Savings Banks existant dans les régiments et à bord des principaux navires de chaque escadre. (V. *The system of post office savings banks*. (Londres, 1871, p. 319 et sqq). Des conventions conclues entre la caisse postale britannique et les caisses postales des dominions et des colonies font de l'Empire britannique un vaste réseau où les émigrants ont toute facilité d'effectuer leurs transferts par cette voie. Sont entrées

La première en date des conventions internationales où devait s'inscrire dans les textes la sollicitude gouvernementale italienne fut signée à Rome, le 15 avril 1904, avec la France (1). Elle était accompagnée d'un arrangement entre les Caisses d'Epargne postales des deux pays.

Le préambule de la convention exposait, avec la solennité habituelle de ce genre d'instruments diplomatiques, que le but poursuivi avait été « d'assurer à la personne du travailleur des garanties de réciprocité analogues à celles que les traités de commerce ont prévues pour les produits du travail ». Contractées après de longs différends politico-douaniers, en un moment où le vent était au rapprochement, cette convention eut, à l'époque, un retentissement qui aurait pu faire croire que les co-signataires auguraient beaucoup de sa portée pratique, n'eût été la connaissance qu'on est obligé de leur supposer de l'inefficacité des conventions analogues franco-belge et belgo-hollandaise, en vigueur depuis longtemps, et utilisées seulement par de rares usagers. Les stipulations de la convention méritaient pourtant mieux que l'indifférence qui devait les accueillir.

L'arrangement administratif prévoit que les titulaires de livrets de la Caisse nationale d'épargne française ou de la Caisse postale italienne peuvent obtenir, sans frais, le transfert ou le remboursement, intégral ou partiel, dans l'un des deux pays, des sommes par eux déposées à la Caisse postale de l'autre pays (2), pour toutes les sommes inférieures à 1.500 fr. (3). Les sommes transférées portent intérêt à charge de l'administration primitivement détentrice des fonds, jusqu'à la fin du mois pendant lequel cette demande s'est produite, et à charge de l'administration qui accepte le transfert à partir du premier jour du mois suivant, de sorte que le titulaire du livret ne perd pas un seul jour d'intérêt. A la fin de chaque mois, après décompte et vérification contradictoire, la caisse débitrice

en vigueur les conventions avec les dominions ou colonies suivants : Australie : 1^{er} octobre 1913. Bahama : 1^{er} janvier 1907. Guyane : mars 1908. Canada : juillet 1907. Ceylan : 1^{er} janvier 1913. Chypre : 15 juin 1906. Malaisie : mai 1907. Fidji : février 1911. Gibraltar : 1^{er} avril 1902 et 1^{er} mai 1906. Cote d'Or : janvier 1906. Indes : 1^{er} janvier 1904, 1^{er} janvier 1905 et 1^{er} octobre 1907. Jamaïque : 1^{er} octobre 1907. Kenya et Ouganda : 13 juin 1910. Malte : 1^{er} avril 1907. Il existe aussi une convention avec l'Egypte en date du 1^{er} janvier 1906. Mais les conventions proprement internationales à l'imitation desquelles ont été rédigées les conventions signées par l'Italie sont la convention franco-belge du 4 mars 1897 (modifiant celle du 31 mai 1882) dont la convention franco-italienne reprend le texte presque littéralement, et l'accord belgo-hollandais du 8 novembre 1902 (complétant celui du 16 septembre 1883) qui reprenait lui-même le texte précédent.

(1) L'échange des ratifications eut lieu à Rome le 21 septembre 1904. La convention fut promulguée en France par décret du 8 octobre 1904, publié au *Journal Officiel* du 12 octobre 1904. — On en trouvera le texte, ainsi que celui de toutes les conventions internationales analogues, in *Etudes et travaux de l'Institut International de l'Epargne* (Supplément de l'*Epargne du Monde* de mai 1933).

(2) Les facilités accordées par la France s'étendent depuis 1931 à la Corse, à l'Algérie, à la Tunisie, au Maroc et à la Principauté de Monaco.

(3) Ce maximum a subi les mêmes variations que le maximum des dépôts d'épargne en France. Il est actuellement de 20.000 fr.

se libère par traite ou chèque sur Rome ou sur Paris. Outre les remboursements ordinaires autorisés dans l'un ou l'autre sens sur le vu d'une demande écrite acheminée par la poste, tout titulaire de la caisse d'épargne de l'un des deux pays peut obtenir dans l'autre, soit des remboursements donnant lieu à une demande et à une autorisation télégraphiques, dans certaines limites (1) ; soit des remboursements demandés par voie ordinaire, mais autorisés télégraphiquement, jusqu'à concurrence du maximum autorisé.

L'avantage principal de ce système de transfert et de remboursement réside dans la possibilité offerte à l'émigrant de faire parvenir ses épargnes de n'importe quel point du territoire français à l'un quelconque des bureaux de poste italiens. L'inconvénient, majeur, est dans le fait qu'il ne fait aucune place à l'idée de mandat, et que toutes les fois que le titulaire du livret d'épargne a besoin d'envoyer de l'argent à quelqu'un par le canal du livret d'épargne, il est obligé de recourir aux formalités compliquées de la procuration, accompagnée de l'envoi matériel du livret. A moins qu'il n'ait recours plus simplement au mandat-poste international, et, dans ce cas, on ne voit pas le progrès réalisé par la convention sur un mode de transfert répandu et éprouvé, dont le seul inconvénient est, en définitive, de n'être pas gratuit.

Aussi bien, dans l'esprit des co-signataires, les facilités offertes par la convention franco-italienne de 1904 ne devaient-elles pas jouer dans le cas d'une remise à un tiers. Il est presumable, par contre, que l'espoir des négociateurs italiens était de favoriser les mouvements d'argent de sens France-Italie, le nombre infime des Français établis en Italie interdisant d'escompter des mouvements analogues et inverses suffisants pour les balancer. Les déposants italiens auprès des caisses d'épargne françaises, particulièrement nombreux dans certaines régions (2), auraient ainsi toute facilité de se faire rembourser en Italie, au cours d'un voyage ou à leur retour, leurs épargnes accumulées et déposées en France, soit préférablement d'en faire transférer le montant sur un livret italien.

L'expérience devait montrer que ces espérances avaient été une double méprise. Non seulement les remboursements ont été, dans l'ensemble, plus nombreux que les transferts, mais il est remar-

(1) Actuellement, 300 francs par quinzaine.

(2) La *Commissione reale*, etc. souligne la présence de nombreux livrets de Caisse d'épargne dans les liquidations faites par les consulats italiens dans le Sud-Est français (P. V. fasc. II, p. 30). M. Henry Dor, agent général de la Caisse d'épargne des Bouches-du-Rhône, signale que d'après une statistique remontant à 1913, les déposants italiens à la Caisse formaient environ le 1/10 du total des déposants. (Rapport sur la tutelle de l'épargne des émigrants. Actes du 1^{er} Congrès Intern. de l'Épargne. Milan, 1924, p. 430). La Caisse Nationale d'épargne française ne publie pas de statistique sur la nationalité des déposants, pas plus que les grandes caisses d'épargne ordinaires. Voir des données plus précises sur l'épargne italienne aux U.S.A. et en Argentine *infra* III, § 6. — La *Commissione reale* signale qu'on assistait parfois, avant la guerre, quand les Caisses suisses élevaient le taux de l'intérêt, à des retraits dans les Caisses italiennes. *Ibid.* p. 24. Le fait a été repris par M. Rossi (*loc. cit.* p. 483).

quable que les opérations effectuées en Italie sur des livrets émis en France sont en très petit nombre en regard de celles effectuées en France sur des livrets émis en Italie. On peut valablement conjecturer, en l'absence de toute statistique sur la nationalité des usagers de ce service de remboursements et de transferts, qu'ils sont en très grande majorité italiens. Cette quasi unilatéralité des opérations est une confirmation que les transferts d'épargne opérés en vertu des conventions de 1904 n'ont eu à aucun degré le caractère de remises ordinaires. Elle montre surtout que les facilités ménagées aux émigrants ont été utilisées par eux surtout dans le sens le plus défavorable à l'Italie. Pratiquement, elles ne le sont que par les émigrants qui, craignant d'emporter avec eux leurs économies ou les sommes nécessaires à leur établissement, s'avisent qu'ils ont là un moyen gratuit d'assurer le transfert ou le remboursement de leurs fonds, quitte à fournir l'effort, souvent rebutant pour tels émigrants illettrés, qui consiste à remplir en triple exemplaire une formule contenant vingt questions rédigées en deux langues. Les chiffres suivants, qui donnent, pour la période 1906-1931, le détail des transferts et des remboursements effectués dans les deux sens, permettent de préciser la véritable fonction économique des opérations faites en vertu des accords de 1904 :

Totaux des Périodes	TRANSFERTS						REMBOURSEMENTS					
	D'Italie en France			De France en Italie			D'Italie en France			De France en Italie		
	N ^o	Montants	Moyenne	N ^o	Montants	Moyenne	Nombre	Montants	Moyenne	Nombre	Montants	Moy.
1906-1913	111	50.478	454.7	293	209.535	715.1	7.827	4.210.229	537.9	7.883	3.698.500	489.1
1914-1919	41	25.253	615.9	32	25.422	794.4	5.855	1.713.252	292.9	52.142	4.462.665	85.5
1920-1931	184	413.753	2.248.6	39	114.291	2.930.5	24.645	68.599.725	2.783.5	4.339	7.526.110	1734.5

On remarquera d'abord la faiblesse numérique, en nombre et en montant, des transferts par rapport aux remboursements. Il semble que les émigrants italiens aient peu usé, en général, de la faculté de conserver, à travers leurs déplacements, leurs épargnes dans les caisses postales des deux pays. Autant qu'on puisse être affirmatif, s'agissant d'opérations si peu nombreuses qu'elles traduisent des fantaisies individuelles plutôt qu'elles n'expriment des mouvements économiques réels et profonds, cette faculté a été surtout utilisée par eux à leur retour en Italie, pour la période d'avant-guerre, et, au contraire, à leur départ d'Italie, depuis 1920, comme l'indique le nombre des transferts effectués dans l'un et l'autre sens. Et cela va bien dans le sens de ce que nous savons par ailleurs de l'émigration italienne en France, où pendant les années qui ont suivi la guerre, la part de l'émigration permanente, celle qui s'accompagne du transfert de l'épargne dans le pays d'immigration, a été plus grande qu'avant 1914. Constatation confirmée par la considération

des sommes transférées de 1924 à 1929, années pendant lesquelles les opérations ont été le plus nombreuses, et pour des montants traduisant, à ne pas s'y tromper, une émigration sans esprit de retour :

1924	.....	16	22.638 fr.	1.414,8 fr.
1925	.....	14	39.317 »	2.808,3 »
1926	.....	19	49.679 »	2.614,1 »
1927	.....	17	70.117 »	4.125,1 »
1928	.....	25	83.512 »	3.440,4 »
1929	.....	47	41.546 »	883,9 »

L'étude des remboursements renforce ces considérations. Avant la guerre, ils étaient en nombre sensiblement égal dans les deux sens. La faible différence qui existe au profit du premier de ces chiffres entre le nombre des remboursements effectués en Italie sur des livrets français et celui des remboursements effectués en France sur des livrets italiens permet de mesurer l'inanité des espoirs qu'on aurait pu fonder sur ce mode de transmission des remises. Ce n'est que pendant la guerre que les accords de 1906 ont joué à plein. Il y eut, de 1914 à 1919, 52.100 remboursements effectués en Italie sur des sommes déposées en France par des émigrants qui avaient vraisemblablement regagné leur patrie aux premiers jours du conflit (7.499 remboursements pour un montant total de 714.749 fr., soit un montant moyen de 95,30 fr. en 1914), ou qui réalisaient toutes leurs disponibilités quand ils étaient à leur tour appelés sous les drapeaux (L'Italie entre en guerre en mai 1915 : on constate, cette année-là, 27.158 remboursements en Italie sur des livrets français, pour un montant de 1.315.952 fr., soit un montant moyen de 48,4 fr. (1) En 1916, les remboursements, bien que réduits, sont encore nombreux (13.105 opérations pour un montant de 961.829 fr.) ; les montants moyens se relèvent (73,3 fr.) et indiquent l'adjonction à l'épargne plus ancienne d'une épargne récente, acquise à la faveur de la hausse des salaires. Enfin, il est permis de voir dans l'appel successif des classes de réservistes qui avaient pu rester en France les premières années de la guerre, et dans l'épuisement des sommes déposées dans l'avant-guerre, l'explication des remboursements de 1917 (2.429 opérations, pour un montant de 730.478 francs) et de 1918 (723 opérations, pour un montant de 197.684 francs) dont les montants moyens respectifs de 300,60 fr. et de 273,40 fr. traduisent à ne pas s'y tromper une épargne de constitution récente.

A partir de 1920, les remboursements effectués en Italie sur des livrets français ne cessent de diminuer. Ils sont, en nombre et en montants, pour 1920-1931, bien inférieurs à ceux de la période 1906-1913, qui était pourtant celle de démarrage du système, bien que leur montant moyen pour la période (1.734,50) traduise assez bien la

(1) Remarquer la faiblesse du montant moyen, indiquant bien que les retraits ont porté sur des sommes minimales, dix fois moins élevées que celles des retraits de la période 1906-1913 (469,1 fr.).

dépréciation de la monnaie par rapport au montant moyen de 1906-1913 (469,10).

Ce n'est donc pas que les facilités de 1905 aient été négligées. Elles ont bien été utilisées, mais en sens inverse de celui qu'on aurait attendu. Depuis la guerre, les remboursements effectués en France sur des livrets italiens sont devenus prédominants : 24.645 opérations contre 4.339 de sens inverse. Les montants moyens ont cru aussi, et par rapport aux chiffres d'avant-guerre, davantage que ceux des remboursements effectués en Italie sur des livrets français. Il s'agit là, sans nul doute possible, de retraits faits en vue de l'installation dans le pays d'immigration. On remarquera, enfin, que, pour toutes les périodes considérées, alors que les montants moyens des transferts effectués de France en Italie sont plus élevés que ceux d'Italie en France, c'est le contraire qui est vrai, contre toute attente, des remboursements. Mais cette différence n'est choquante que pour qui s'obstinerait à attribuer aux remboursements faits en France sur des livrets italiens la même signification économique qu'aux remboursements de sens inverse, seuls valablement assimilables à des remises. L'absence de toute émigration française en Italie nous interdit un tel rapprochement. Alors que s'agissant des transferts, ceux des titulaires de livrets italiens qui ont transféré leurs dépôts en France pendant leur séjour les ont vraisemblablement, au retour, transférés en Italie, grossis du montant de leur épargne récente, les remboursements effectués en France sur des livrets italiens, comme ceux effectués en Italie sur des livrets français sont au contraire des opérations sans relation entre elles, présumablement des retraits totaux, faits, les premiers, en vue de l'établissement dans le pays d'immigration, après réalisation de l'actif resté en Italie, les autres en vue de la mise en œuvre ou de la consommation des épargnes faites pendant l'émigration. Dans les deux cas possibles de remboursements, les sommes retirées perdent leur nature d'épargne et il est naturel que les montants soient plus élevés quand ils viennent d'Italie. (1) Quand il y a transfert, au contraire, c'est la loi normale de l'épargne qui joue, c'est-à-dire, l'accroissement progressif.

L'accord conclu entre les Caisses postales française et italienne fut suivi d'une convention signée le 20 janvier 1906 (2), réglant les transferts entre les caisses ordinaires françaises et italiennes. Le dispositif général était le même que dans l'accord de 1904, sauf qu'il n'était pas question, cette fois, des remboursements. Les transferts étaient ici opérés par mandat-poste international exempt de toute

(1) Le rapprochement avec les chiffres des opérations analogues franco-belges indique une semblable physionomie des échanges et confirme l'explication qu'elle nous suggère. Pour la période 1921-1930, le nombre des remboursements effectués en France sur des livrets belges a été de 14.533 pour un montant total de 16.816.982 francs belges, soit un montant moyen de 1.157 fr. Tandis que les remboursements de sens inverse, au nombre de 4.769, n'atteignent que 5.260.818 fr. belges, soit un montant moyen de 1.103 francs.

(2) Parue au *Journal Officiel* du 8 août 1906, et suivie d'un décret du 28 décembre 1906 (*Ibid.* 4 janvier 1907).

taxe, et la gratuité était pareillement accordée aux usagers du système, la charge des frais de correspondance incombant aux Caisses. Seules étaient admises à effectuer les transferts les caisses ordinaires des grandes agglomérations industrielles ou des villes-frontières, désignées par arrêté ministériel dans chacun des deux pays contractants (1).

Ici, encore, la réalité fut bien loin des espérances, et il nous revient que quelques transferts seulement — deux ou trois... — ont lieu chaque année entre les caisses d'épargne ordinaires en exécution des conventions de 1906. Les complications administratives et les échanges de correspondance ont subi des aggravations par rapport aux opérations effectuées entre caisses postales, et on comprend que les caisses d'épargne hésitent à recommander à leurs adhérents des « facilités » soumises à un formalisme si étroit.

La même année, par un échange de notes des 25 septembre et 9 octobre 1906, une convention fut conclue entre le Directeur général des Postes Egyptiennes et le Directeur général des services de mandats et d'épargne du ministère italien des Postes et Télégraphes. Elle reprenait, avec plus de détails, les principales dispositions de la convention franco-italienne de 1904, à ceci près que les règlements entre les administrations égyptienne et italienne se faisaient par mandat-international de service et non plus par traite ou par chèque, comme dans la convention franco-italienne. Ici encore, les opérations ont atteint des chiffres insignifiants, avec la prédominance des opérations effectuées dans le sens de l'immigration. De 1906 à 1933, on compte 31 transferts d'Egypte en Italie, pour un montant de 1.975 liv. égypt. (montant moyen : 63, 7liv.), 21 transferts de sens inverse, pour un montant de 864 liv. égypt. (montant moyen : 41,10 liv.) ; 166 remboursements effectués en Egypte sur des livrets italiens pour un montant de 5.575 liv. égypt. (montant moyen : 33,5 liv.) ; 108 remboursements effectués en Italie sur des livrets égyptiens pour un montant de 4.116 liv. égypt. (montant moyen : 38,10 liv.).

Enfin, depuis le 1^{er} janvier 1908, un service analogue (2), établi en vertu de l'accord administratif réglé par échange de lettres des 4 septembre et 25 novembre 1907, fonctionne entre les caisses postales italienne et britannique. Pendant les dix années qui vont de 1921 à 1930 (inclus), les remboursements ou transferts effectués en Italie sur des livrets émis en Grande-Bretagne n'ont été qu'au nombre de 25, pour un montant de 82.458 lire (montant moyen : 3.298 lire) ; par contre, ici, et pour la même période, aucune opération ne fut effectuée en Grande-Bretagne sur des livrets émis en Italie : un Ita-

(1) Il y eut 29 caisses désignées en France, et 65 en Italie. C'est là un nouvel et gros désavantage des caisses ordinaires par rapport aux caisses postales.

(2) Sauf la gratuité. Il est perçu ici une commission de 1 d. pour 2 £.

lien ne va en Angleterre que s'il est sûr au départ de s'y fixer définitivement. (1)

Les résultats insignifiants donnés par les conventions bilatérales (2), s'ils peuvent être invoqués contre la possibilité d'accords multilatéraux, valent-ils aussi contre une institution telle que le livret international d'épargne ? Des esprits courageux ne l'ont pas pensé, et la question a été l'objet de nombreux débats (3).

Etabli à l'image et sur le modèle de ces livrets circulaires de dépôts déjà adoptés à l'intérieur de quelques pays par des instituts financiers et par des associations de caisses d'épargne (4), le *livret international* apporterait à l'émigrant un moyen idéal de faire toutes opérations de versement, de transfert ou de retrait dans l'un quelconque des pays adhérents au système. Des garanties spéciales relatives à l'identification du titulaire, rendraient inutiles ces vérifications entre caisses d'épargne qui, dans le cadre des accords existants, allongent si fâcheusement les délais de paiement. Le livret international d'épargne procurerait à l'émigrant les avantages de simplicité et de célérité des *travellers checks*, tout en lui assurant le bénéfice de cet encouragement continu à l'épargne qui semble être la marque

(1) Ceux des sujets britanniques qui avaient recours aux transferts interimpériaux rendus possibles par les conventions citées plus haut étaient surtout des soldats, des marins ou des fonctionnaires. Pendant les 10 années de la période 1921-1930, le nombre moyen annuel des transferts à la Grande-Bretagne des dominions, colonies et protectorats énumérés, a été de 2.421 pour un montant annuel moyen de 333.177 £, soit 138 £ par opération. Celui des transferts de sens inverse a été de 1.568 pour un montant correspondant de 130.638 £, soit 83 £ 2 d. par opération. Ces chiffres ne regardent que les transferts, les remboursements se faisant par *money orders*, qui ne figurent pas dans les statistiques communiquées par le Post Office britannique d'après lesquelles nous avons calculé ces chiffres.

(2) Ils n'ont pas empêché l'Italie de prévoir à l'art. 13 du traité de travail italo-luxembourgeois du 11 novembre 1920 une convention analogue. Les pourparlers entrepris entre les délégués du gouvernement luxembourgeois et ceux de l'importante *Cassa di risparmio delle Provincie lombarde* n'ont pas abouti et ont été définitivement abandonnés en 1928. Depuis la guerre, la France a signé, sur le modèle de l'accord franco-italien de 1904, un accord avec la Pologne (intégré au traité sur l'assistance et la prévoyance sociales du 14 octobre 1920) et l'art. 13 du traité d'émigration franco-tchécoslovaque du 20 mars 1920 prévoit un accord du même genre, non encore conclu. — Dans l'accord austro-polonais du 24 juin 1921 concernant le recrutement de travailleurs polonais pour l'agriculture autrichienne, une procédure spéciale et simplifiée est prévue pour les transferts d'épargne, effectués ici par l'intermédiaire de l'attaché pour l'émigration auprès du consulat polonais de Vienne.

(3) Au Congrès de l'Union Postale Universelle de Lisbonne, en 1885, M. Cochery avait présenté un projet de livret international qui ne concernait que les caisses postales. Au 1^{er} Congrès International de l'Epargne (Milan, 1924) le livret international fit l'objet, pour les caisses ordinaires, des rapports spéciaux de MM. Mazzucchelli et Hopker. M. Henry Dor y fit allusion aussi dans son rapport déjà cité. Enfin, M. Philippe Ravizza, Directeur de l'Institut International de l'Epargne, a réuni les remarquables rapports qu'il a établis sur l'ensemble de la question pour le Comité permanent de l'I.I.E. (*Le livret international d'épargne* édité par l'I.I.E. Milan, 1933).

(4) En Italie, même la *Banca italiana di sconto*, qui les avait popularisés parmi les émigrants italiens de New-York avant de faire, en 1922, une faillite retentissante.

psychologique des livrets d'épargne, sans parler de la très grande sécurité qui accompagnerait toutes ces opérations.

Malheureusement, examinés de près, ces avantages théoriques n'ont guère de consistance. D'abord, l'émigrant n'est pas cet être abstrait à qui il soit expédient de ménager, en vue d'on ne sait quelle liberté d'indifférence qu'on lui attribuerait, des facilités dans l'un quelconque des grands pays du monde, ou même des principaux pays d'immigration. En général, un émigrant ne s'expatrie que pour aller dans un pays déterminé, qu'il ne quittera le plus souvent que pour retourner dans ses foyers. Les facultés indéfinies de passage d'un système national à l'autre, assurées par le livret international, sont destinées dans bien des cas à rester inutilisées. Même entre deux pays donnés, une fréquence relative des changements de résidence qui justifierait de telles facilités n'est guère à envisager que dans le cas des saisonniers, qui sont précisément ceux des émigrants qui emportent le plus volontiers leurs épargnes avec eux. L'internationalisation des facilités d'épargne est un avantage en grande partie illusoire, si on en attend autre chose qu'une rationalisation souhaitable des divers modes de transfert bilatéraux.

Il n'est que trop certain qu'elle présente par ailleurs de grands inconvénients. Et d'abord, cette unification n'est pas toujours possible. Elle exige, dans chaque pays, la présence d'une institution centrale unique à laquelle seraient obligatoirement affiliées toutes les caisses régionales et locales, le livret international pouvant et devant fonctionner comme un livret circulaire à l'intérieur d'un pays donné. Or, cette condition ne se trouve vraiment réalisée dans les principaux pays du monde que pour les caisses postales. Pour les caisses ordinaires, elle est loin de l'être partout, et on imagine la difficulté qu'il y aurait pour un émigrant à s'enquérir au préalable, dans le pays d'origine comme dans le pays d'immigration, de celles des caisses ordinaires qui adhéreraient au système. Certes, le livret international aurait l'avantage, refusé par les conventions actuellement en vigueur, de permettre les transferts ou les remboursements d'une caisse ordinaire d'un pays donné à une caisse postale de l'autre, et inversement. Mais au prix de quelles complications, dans les rapports déjà si délicats des caisses ordinaires et des caisses postales, à l'intérieur d'un même pays...

Il faudrait aussi envisager la modification des statuts de très nombreuses caisses, dont les termes actuels ne permettraient pas l'adhésion au système. Sans compter les difficultés qui ne manqueraient pas de surgir de la différence des législations nationales, sur la nature juridique du livret, la validité des remboursements, etc., et qui ont rendu si délicate, dans un domaine peu différent, l'élaboration de conventions internationales sur le chèque ou la lettre de change. Il n'est pas jusqu'à la facilité, accordée à l'émigrant par le livret international, d'effectuer dans n'importe quel pays des versements destinés à la caisse qui a ouvert le livret, qui ne devienne, à bien regarder, un danger non négligeable pour toutes les caisses autres que celles du pays d'origine. Car l'émigrant, pouvant effectuer

toutes ses opérations sur son livret international, ne sera pas tenté d'ouvrir un livret auprès de la caisse du lieu de résidence, qu'il considérera seulement, et de plus en plus, comme un intermédiaire commode. Dans ce cas, et surtout si, comme il est presumable, les opérations se font dans un sens unique, les caisses des pays d'immigration risquent de perdre sans espoir une clientèle qu'il est dans leur fonction, malgré leurs buts désintéressés, de chercher à attirer. (1)

Et par là se pose la question de la compensation, par où seulement le livret international pourrait avoir un avantage sensible sur le statut bilatéral actuel, où les opérations sont réglées sans application les unes aux autres. Seule la compensation entre les comptes courants des divers instituts nationaux auprès d'un institut international permettrait d'éviter les frais d'incessantes transmissions de dépôts d'une caisse à l'autre, ainsi que les pertes d'intérêts. Or, la compensation — qui pourrait être assurée, pour les caisses ordinaires, par l'Institut International de l'Épargne, et pour les opérations mixtes par l'Union Postale Universelle, ou par un organisme à déterminer — la compensation, pour être possible, exige un mouvement de fonds à la fois assez important et s'effectuant dans tous les sens, si on veut éviter d'inextricables difficultés de change. Car la garantie du change est une condition essentielle de réussite du livret, mais en période de changes troublés, qui en supportera l'aléa ? Ce ne peut être, évidemment, la caisse locale, ni aucun des instituts centraux des pays en jeu. Sera-ce donc l'institut international chargé, d'autre part, d'assurer les transferts entre les instituts nationaux ? Ce serait l'accabler avec légèreté de toutes les difficultés qui ont empêché, jusqu'ici, la création d'un claring international de devises. La logique interne d'un système de livrets internationaux, ainsi conçu, entraînerait très tôt l'organisme central pivot de l'entreprise dans des tâches insoupçonnées (2). Pour que ce ne soit pas l'émigrant, il faut

(1) M. Ravizza écrit : « La caisse du pays d'immigration, quand le déposant lui présente le livret, y inscrit le solde qu'elle a reçu dans sa propre monnaie, et traite le nouveau déposant absolument comme ses autres clients qui effectuent des dépôts sur des livrets émis par elle-même ». (*loc. cit.* p. 9) ; ce qui pourrait laisser croire que ladite caisse gère elle-même les sommes reçues de la caisse du pays d'origine du livret. Mais il n'en est rien, car on lit plus loin : « La caisse (du pays où se trouve l'émigrant) fait l'inscription (du versement) dans sa monnaie sur le livret international et crédite ou remet le montant à son Institut central national. Celui-ci, avec ce montant, acquiert la devise étrangère et la remet ou la crédite, à travers l'Institut national étranger, à la caisse à laquelle elle est destinée ». (*Ibid.* p. 18).

(2) M. Ravizza semblait les accepter très allègrement dans son premier rapport au Comité permanent de l'I.I.E. (Bruxelles, 30 juin 1927). Il y assignait à la nouvelle institution le rôle d'une banque internationale d'émission qui achèterait de l'or et des devises et émettrait en contre-partie des certificats ou des billets ayant cours dans tous les pays à côté des monnaies nationales. Le beau courage d'un homme qui a tant fait pour la cause de l'épargne ne l'empêchait sans doute pas, en même temps, de pressentir les difficultés que devait rencontrer, quelques années plus tard, la Banque des règlements internationaux dans une tâche sensiblement plus limitée. Dans un rapport ultérieur (Varsovie, 27 juin 1931) M. Ravizza, avec un scepticisme mieux inspiré, et une expérience plus circonstanciée, concluait à l'impossibilité actuelle d'établir un système de livret international échappant à toute objection décisive.

donc que n'importe quelle caisse locale puisse se charger de régler sur le champ une opération de change sur l'une quelconque des devises des pays adhérents au système, au gré du porteur du livret international. Chose évidemment en dehors de ses attributions, et que la très grande majorité des caisses d'épargne, tant ordinaires que postales, n'ont ni le personnel ni les moyens pratiques de faire. Faute de pouvoir organiser de coûteux services d'information et de transmission des cours, il faut donc se résoudre à laisser l'émigrant dans l'ignorance au moins momentanée du montant précis de la somme qui correspond dans sa monnaie nationale à son versement en monnaie locale, et attendre la communication de l'institut national central qui aura procédé à l'opération de change. Inconvénient véniel mais psychologiquement désastreux, qui aura pour effet de détourner l'émigrant du système, et de le pousser vers d'autres moyens de change et de transmission, apparemment plus avantageux, mais qui risquent aussi d'être plus onéreux (1).

L'institution d'un livret international ferait donc payer bien cher des facilités dont le besoin n'apparaît guère urgent, du point de vue de l'émigrant considéré individuellement, alors que l'utilité qui en résulterait pour les pays d'émigration n'est que trop visible.

Il ne faut pas oublier non plus qu'il est rare qu'un émigrant dispose, au départ, d'une somme telle qu'il ne puisse assumer le risque de l'emporter avec lui dans le pays d'immigration. Et les expatriements définitifs, ou simplement durables, d'émigrants appelés à édifier dans le pays de destination des établissements de quelque importance, s'accompagnent de mouvements de fonds qui se font, en général, par voie bancaire. Pour l'émigrant ordinaire, qui n'aura besoin des économies faites avant son départ que pour ses frais de premier établissement, ou dans le cas d'un chômage temporaire, il suffit, semble-t-il, d'utiliser un système se rattachant à la lettre de crédit, soit comme l'a suggéré M. Ravizza (2), par l'adjonction au livret international d'une lettre de crédit ou de *travellers checks*, émis par l'institut international, selon les procédés et les garanties adoptées par les grandes banques, l'*American Express*, etc., pour une part (par exemple, un vingtième ou moins) du dépôt total ; soit préférentiellement selon les vues proposées par M. Henry Dor, qui ont le mérite de se référer au service de mandats du Banco di Napoli.

Tout déposant dans une caisse d'épargne pourrait être muni d'une lettre de crédit grâce à laquelle, au cours d'un voyage, il serait en mesure de retirer des fonds dans toutes les caisses d'épargne de son itinéraire. Il n'y aurait aucune incommodité à autoriser les caisses d'épargne d'un pays à émettre des lettres de crédit payables sur telle ou telle caisse d'un autre pays. Ce document est nécessairement nominatif. Dans le cas d'un émigrant allant se fixer dans une ville lointaine pour un

(1) Les mêmes objections, aggravées, se retrouvent à propos des propositions qui furent formulées, tendant à comptabiliser les opérations en dollars-or ou en monnaie de compte. V. Rapport de M. Hoepeker, *loc. cit.*

(2) *loc. cit.* p. 9 .

certain temps, il suffirait que la caisse dont il est le client envoie un duplicata spécial de la lettre de crédit à la caisse étrangère désignée par lui. Ce procédé très simple permettrait à l'intéressé arrivé à destination, de toucher en une ou plusieurs fois les économies faites avant le départ; mais il ne comporte pas par lui-même la possibilité de faire des versements en vue soit de reconstituer un avoir sur place, soit d'expédier des fonds dans son pays d'origine.

Si, au lieu de choisir comme correspondant de simples banques locales, le Banco di Napoli s'adressait aux caisses d'épargne, il lui resterait peu à faire pour offrir à l'intéressante clientèle qui travaille au dehors l'instrument d'épargne que réclame sa situation spéciale. Il lui suffirait alors de doubler son livret d'épargne d'une lettre de crédit. Et alors les choses se passeraient comme suit. Avant de quitter sa patrie, l'émigrant titulaire d'un livret de la caisse du Banco se ferait délivrer par elle une lettre égale ou inférieure au montant de son avoir. De son côté, le Banco adresserait un double de cette lettre de crédit à la caisse d'épargne de la ville étrangère de destination, qui ouvrirait un compte au bénéficiaire, et celui-ci, sans autre démarche ou formalité, serait dès ce moment en mesure, soit de retirer de l'argent ou d'en déposer, soit, grâce aux mandats spéciaux du Banco, de faire des virements dans sa patrie... Chaque caisse d'épargne aurait seulement à assurer un service supplémentaire, celui des envois de fonds à l'aide de mandats spéciaux émis sur l'établissement qui, dans le pays d'origine de l'émigrant, remplirait le même rôle que le Banco di Napoli en Italie (1).

Par la référence qu'elle implique au service des mandats du Banco di Napoli, une telle organisation serait bien préférable au projet de livret international. Celui-ci, parmi tous les avantages qu'il offre à l'émigrant, ne contient pas la facilité, pourtant essentielle, de lui permettre des remises à sa famille restée dans le pays d'origine, ou il ne l'assure qu'au prix de l'adjonction au livret international détenu par l'émigrant d'un duplicata restant à la famille, d'où naîtraient de dangereuses possibilités de doubles prélèvements. Le seul avantage incontestable d'un institut international d'épargne serait, pour reprendre les expressions d'un de ses tenants, « d'apporter dans les rapports bancaires internationaux l'esprit éloigné de la spéculation qui anime ses promotrices, les caisses d'épargne nationales » (2). Il est à craindre, en retour, que les institutions d'épargne, plutôt enclines à la capitalisation, c'est-à-dire à la conservation et au repos, ne soient peu indiquées par leur nature à jouer ce rôle d'agent de transmission. Il convient mieux à des organismes proprement bancaires, tempérés, si l'on y tient, par l'adoption de modalités extra-commerciales, s'inspirant, par exemple, des principes du coopératisme.

§ 6. — Il est de fait que M. Ravizza, dans son travail très complet sur la question, avait envisagé la possibilité, pour les instituts centraux nationaux de certains pays d'admettre au service du livret

(1) *Ibid.* p. 431-433.

(2) Ravizza (*loc. cit.* p. 12).

international les banques coopératives (1). Des précédents, en Italie même, avaient pu lui indiquer cette direction, et, au moment où il écrivait, des projets très précis avaient été élaborés par les organisations coopératives internationales.

En 1919, l'Institut de crédit des coopératives de Milan, la *Società Umanitaria* et la Fédération milanaise des coopératives de production et de travail, avaient créé ensemble l'Union des Coopératives pour les travaux publics à l'étranger. D'autres organisations coopératives s'étaient ensuite affiliées à l'Union, jusqu'à en porter le capital à 1 million de lire. La forme coopérative avait été très en faveur, en Italie, pour les travaux de reconstruction des régions dévastées. L'Institut fédéral de crédit pour la renaissance de la Vénétie (à l'origine duquel on trouve le nom de Luigi Luzzatti), qui avait assumé en Italie un rôle analogue à celui du Crédit National français, avait fait une place au concours des coopératives. (2) Quelques-unes d'entre elles profitèrent de la vitesse acquise pour exercer leur activité à l'étranger, notamment en France (3).

L'Union des Coopératives pour les travaux publics à l'étranger inaugura en France une œuvre qui, si elle avait pu survivre aux circonstances qui l'avaient fait naître eût été l'occasion d'un système de transferts original, et surtout, ce qui manquait aux « facilités » des caisses d'épargne, pratique. Dès que furent surmontées les difficultés juridiques qui s'opposaient à l'admission des coopératives italiennes, en concurrence avec les coopératives françaises, aux adjudications (4), l'Union songea à donner à ses ouvriers des facilités véritables pour l'acheminement de leurs épargnes vers leurs familles. Aux termes d'un accord signé en 1923, entre l'Union et la Banque des Coopératives de France (5), les chefs des entreprises coopératives en France recevaient : 1° des carnets de chèques spéciaux de la Banque des Coopératives ; 2° une

(1) *Ibid.* p. 22.

(2) A la fin de juin 1922, sur un montant total de 1.864.472.000 lire avancées par l'Institut, 301.217.344 lire l'avaient été à des organismes coopératifs ou à des consortiums communaux. (V. Silvio Trentin : *L'œuvre de l'Inst. fédéral de crédit*, etc... *Revue écon. intern.* mars 1923).

(3) Par exemple le Consortium Carnique (V. *Corrispondenza settimanale*. Milan, août 1922).

(4) M. Pierre Pouillot, qui dirigeait les négociations au Ministère des régions libérées, fut amené à exhumer une convention de 1863 signée entre Napoléon III et le roi de Sardaigne. Ce texte imprévu accordait en France, aux sociétés régulièrement constituées en Italie, les mêmes droits qu'aux sociétés françaises. L'agrément donné par note officielle du Ministère des régions libérées, en date du 3 mars 1922, fit suite à la signature du protocole du 23 janvier 1922 conclu entre le Ministre français des régions libérées d'alors, M. Reibel, et M. de Michelis, commissaire général italien de l'émigration, dont on retrouve le nom au bas de toutes les initiatives importantes. (V. *Boll. dell'emigr.* avril 1922 et A. Pairault : *L'immigration organisée et l'emploi de la main-d'œuvre italienne en France* (Paris, 1926, p. 184).

(5) V. *Inf. sociales*. Vol. VIII, p. 178 et vol. VII, N° 13,

liste des localités où des établissements bancaires italiens étaient chargés par la Banque des Coopératives des paiements des chèques. L'ouvrier désireux de faire une remise demandait au chef de l'entreprise de remplir le chèque, qui était expédié par l'ouvrier lui-même au destinataire, tandis qu'un duplicata était expédié par le chef à la Banque des Coopératives, qui, au reçu des fonds, les transmettait au correspondant le plus proche. La Banque des Coopératives mettait à la disposition des coopérateurs italiens et de leurs auxiliaires les 500 caisses auxiliaires qu'elle possédait alors en France (1). Est-ce la faute du paternalisme excessif du système ? Malgré l'absence de toute donnée précise sur le montant des transferts, on peut affirmer que les résultats ne furent pas ceux qu'on pouvait attendre.

Ce ne fut pourtant pas faute d'encouragements officiels, du côté italien, aux entreprises coopératives, avec référence plus ou moins explicite à leurs services adjonctifs d'épargne. Le décret du 11 mars 1923, déjà signalé, qui fut un des premiers actes du gouvernement fasciste sur l'émigration, introduit au Conseil supérieur de l'émigration deux représentants des organisations coopératives italiennes. L'activité de l'*Istituto di Credito per il lavoro italiano all'estero*, créé à la même époque, et que nous aurons l'occasion de retrouver, comporte statutairement le soutien des coopératives. La même année encore, M. Mussolini, préoccupé de l'organisation et de l'accroissement des travaux assurés en France par les organisations coopératives italiennes, confie à l'*Istituto nazionale di credito per la cooperazione* (2) le soin de coordonner l'activité des coopératives italiennes à l'étranger, et autorise cet institut à conclure des accords avec les banques pour procurer des moyens financiers aux coopératives qui avaient trouvé en France des affaires avantageuses. Mais les remises furent négligées, semble-t-il. Pour l'Union qui nous occupe, la politique s'était mêlée à la question, et la Banque des Coopératives de France, dont on connaît les attaches socialistes, d'ailleurs avouées, rompait peu de temps après toutes relations avec des organismes dont le caractère fasciste allait s'accroissant tous les jours.

La chose est d'autant plus regrettable que l'exemple d'autres pays, en particulier des U.S.A., nous permet de constater les excel-

(1) Dans un accord ultérieur signé entre la Banque des Coopératives de France et la Caisse centrale des coopératives agricoles polonaises, le circuit était complété par l'utilisation en Pologne du réseau de succursales et d'agences de la Caisse centrale polonaise, parallèlement à celle des caisses auxiliaires françaises de dépôts, devenues entre temps près d'un millier. Il fut envisagé en outre la création de nouvelles caisses auxiliaires en France, confiées à des Polonais sachant le français, ainsi qu'une extension des opérations bancaires de dépôt et de transfert à toutes les coopératives de consommation dont les gérants sont le plus souvent, en même temps, les correspondants de la Banque des Coopératives de France pour ses caisses auxiliaires de dépôts.

(2) Devenu par la suite la *Banca nazionale del lavoro et della cooperazione*. V. *Inform. sociales*, 5 octobre 1923 et 4 février 1924.

lents résultats qu'on peut attendre d'une organisation coopérative bancaire bien conduite. (1)

Des succès de ce genre, même partiels, avaient conduit le II^e Congrès international de la coopération, tenu à Gand les 1-5 septembre 1924, à adopter une proposition du Comité bancaire coopératif, constitué en 1922, sous le patronage de l'Alliance coopérative internationale, qui mérite de nous retenir un instant. Il s'agissait, aux termes de cette proposition, à dessein peu ambitieuse, et qui réservait l'avenir, d'obtenir des diverses banques coopératives nationales qu'elles se missent à la disposition des émigrants pour leurs opérations bancaires. (2) Attitude modeste, convenant bien à une position d'attente, et qui avait au surplus sur les projets analogues des caisses d'épargne le grand avantage d'utiliser des services existants, à la fois dans le cadre de leurs attributions normales et à propos de relations internationales déjà établies. Il n'était plus question ici de forcer la fonction historique des institutions d'épargne pour en faire d'insolites agents internationaux de transmission, mais au contraire, et plus naturellement, de mettre à la portée des émigrants les facilités « capitalistes » utilisées depuis des siècles à des fins commerciales, mais teintées à la couleur coopératiste, présumée favorable aux intérêts de leur classe. Assouplir la fonction bancaire jusqu'à la faire servir les intérêts négligés de ces innombrables émigrants jusqu'ici frappés, à l'égard du capitalisme bancaire, d'une sorte de *capitis deminutio*, c'était, certes, faire œuvre utile, et aller dans le sens de l'évolution bancaire elle-même, envisagée sans préjugés et sans méfiance. Ici encore, la hantise des solutions totalitaires devait faire obstacle à des réalisations si heureusement amorcées. Alors qu'il eût fallu, sans doute, établir progressivement, puis généraliser des conventions bilatérales ou multilatérales, on travailla prématurément dans le sens d'un organisme unique, dont on comprend l'opportunité architecturale mieux qu'on n'en aperçoit l'urgence ou même la nécessité économique. On eut le tort de lier le problème de l'épargne des émigrants à celui d'une banque internationale des

(1) Aux U.S.A. les *banks of labor*, créées par les organisations syndicales, et notamment par le Syndicat des travailleurs du vêtement (Amalgamated Clothing Workmen Union) ont développé une activité bancaire d'autant plus intéressante que, dans cette dernière association, 90 % des membres affiliés résidant à New-York sont d'origine étrangère. L'A.C.W.A. a créé deux banques, l'une à Chicago, l'autre à New-York, dont les *Foreign departments* avaient transféré à l'Etranger, du 1^{er} juillet 1922, date de leur fondation, au 1^{er} mars 1925, une somme de 20 millions de dollars, en exécution de 500.000 ordres individuels, à destination principalement de la Pologne, de la Lithuanie, de l'Autriche, de l'Allemagne, de la Lettonie et de la Russie. Pour la Lithuanie, le caractère coopératif du mouvement s'accroissait par l'utilisation, à l'arrivée, de la *Banque des coopératives de Lithuanie*, et l'importance de ce mode de transfert était telle que sur les 3 millions de dollars envoyés chaque année des U.S.A. en Lithuanie, 700.000 l'étaient par ce moyen. V. *Inform. soc.* 9 novembre 1923. A. Philipp : *Le problème ouvrier aux U.S.A.*, p. 547, et *Chronique des migrations*, 1928, p. 120 et sqq.

(2) V. *Chron. des migr.* loc. cit.

coopératives (1), dans un domaine où la pratique des relations internationales était déjà chose courante, et où on ne se heurtait heureusement pas à ce sens particulièrement chatouilleux de la souveraineté territoriale en matière de capitaux qui est celui des caisses d'épargne de toutes les latitudes.

On eût souhaité un meilleur sort au projet de banque coopérative internationale : les difficultés d'exécution furent telles que ces projets n'eurent pas de suite. Depuis, les coopératives ont bien été encore utilisées comme véhicules des formes les plus conscientes et les mieux organisées de l'émigration italienne, bien que peut-être, comme nous le verrons, insuffisamment. Les remises, s'il s'en est fait au sein des organisations coopératives, ne l'ont pas été à d'autre titre que celles des émigrants isolés, ni par d'autres moyens que ceux que nous connaissons déjà (2).

(1) Proposée par M. Gaston Lévy au Congrès de l'Alliance coopérative internationale (Bâle, 1921). V. *Rev. internat. du travail*, novembre 1921, p. 245. — En vertu de la même logique interne qui avait conduit les congressistes de l'épargne à souhaiter un organisme unique et à aller au-devant des nombreuses difficultés inhérentes à tout organisme qui se propose de coordonner des activités nationales diverses, les coopérateurs de l'Alliance devaient caresser l'espoir de l'improbable érection d'une Banque internationale des coopératives, qui eût dû être aussi, peu ou beaucoup, comme l'I.I.E. tel que le rêvait M. Ravizza, clearing de devises, régulatrice des changes et émettrice internationale. C'est beaucoup pour un même organisme. V. *Travaux du Congrès de Vienne*, 1930.

(2) La Conférence internationale de l'émigration et de l'immigration, tenue à Rome en 1924, avait émis, à propos de coopération, un certain nombre de vœux aux termes desquels : « 1^o Les pays d'immigration s'engageaient à favoriser l'adhésion des ressortissants étrangers aux sociétés de secours mutuels ou d'assistance, constituées entre nationaux, à égalité de devoirs, droits et privilèges ; 2^o Les autorités des pays d'émigration devaient recommander cette participation à leurs ressortissants ; 3^o Les émigrants devaient pouvoir former entre eux des associations de cette nature, conformément aux lois du pays, notamment dans les pays où n'existe encore aucune organisation d'assistance ou de secours mutuel ; les pays de résidence devaient accorder toutes facilités sous condition de réciprocité ; 4^o Ces dispositions devaient être appliquées largement, et leur bénéfice devait être étendu à tous les groupements ayant pour but la coopération en matière de production, de travail, de consommation, d'achat ou de vente ». (*Actes de la Conf.*, etc., Vol. II, p. 91, N^o 7). Malgré leur modération, ces vœux n'avaient pu faire l'unanimité des votants et n'avaient été adoptés que par 36 voix contre 16 abstentions, expression atténuée et bien diplomatique de l'hostilité foncière des pays d'immigration. La France, le Brésil et l'Argentine n'avaient adhéré qu'aux paragraphes 1^{er} et 2^e, les U.S.A. à aucun. A l'intérieur du Royaume, l'incertitude régna pendant longtemps dans la pensée administrative italienne, quant au degré d'encouragement qui devait être prodigué aux organisations coopératives sous toutes leurs formes. D'abord mal vues par le nouveau régime parce qu'elles étaient le plus souvent des foyers de pensée et d'action socialiste, elles furent d'abord noyautées, leur nombre fut réduit, sans que les circonstances aient permis depuis leur rénovation,

CHAPITRE III

Les principaux facteurs des variations quantitatives des remises

§ 1. *L'importance numérique de l'émigration.* — § 2. *Son degré de permanence.* — § 3. *Sa composition qualitative.* — § 4. *Les conditions économiques des pays d'immigration.* — § 5. *Le change.* — § 6. *Remises et épargne.*

Les variations quantitatives des remises sont en relation étroite avec des facteurs dont les principaux sont :

- 1° L'importance numérique de l'émigration ;
- 2° Son degré de permanence ;
- 3° Sa composition qualitative ;
- 4° Les conditions économiques des pays d'immigration ;
- 5° Le niveau du change ;
- 6° La part faite à l'épargne par les émigrants dans leurs transferts dans le pays d'origine.

§ 1. — C'est évidemment l'ampleur de l'émigration qui conditionne en premier lieu les envois d'argent des émigrants dans les années suivantes. Il nous faut, ici, considérer à part l'émigration transocéanique et l'émigration continentale.

A) *Emigration transocéanique.* — On a, de 1900 à 1932, les chiffres suivants (milliers d'émigrants) :

1900	165,6	1911	260,3	1922	121,1
1901	278,1	1912	399,7	1923	183,4
1902	282,5	1913	556,3	1924	120,5
1903	280,4	1914	230,7	1925	96,6
1904	249,5	1915	65,8	1926	117,7
1905	444,7	1916	73,8	1927	129,0
1906	509,3	1917	12,9	1928	68,4
1907	414,3	1918	3,4	1929	60,2
1908	237,4	1919	105,1	1930	56,5
1909	297,6	1920	408,1	1931	40,0
1910	400,8	1921	114,9	1932	23,8

L'émigration vers les Amériques (1) a connu trois périodes distinctes : une première période 1877-1890, pendant laquelle elle se dirige surtout vers l'Argentine ; puis une période 1891-1897, où c'est le Brésil qui attire le plus grand nombre d'Italiens ; enfin, à partir de 1897, ce sont les Etats-Unis qui absorbent le gros de l'émigration transocéanique.

L'émigration italienne en Argentine avait atteint très tôt un degré de saturation politique qu'il lui eût été difficile de forcer sans altérer les bases politiques de la grande république sud-américaine. On peut en prendre une idée en songeant que, sur une population totale évaluée en 1924 à un peu plus de 9 millions d'habitants, 5 millions venaient de l'émigration, dont 2.600.000 Italiens, avaient débarqué en Argentine de 1857 à 1924 (2).

Au Brésil, les Italiens ne formaient, il est vrai, qu'un peu plus de 6 % (3), d'une population totale de 30.365.000 habitants (recensement de 1920). Mais ce pourcentage doit être rapporté, pour prendre sa vraie valeur, non au total de la population, mais à la population de race blanche, c'est-à-dire à 40 % du total. Surtout, la presque totalité des Italiens au Brésil était groupée dans les états côtiers, où elle atteignait parfois le quart de la population, marquant un degré de saturation comparable à celui de l'Argentine. Quant aux très riches régions de l'Amazone, presque inexplorées, elle exigent, avant de pouvoir devenir le lieu d'une importante émigration italienne, un grand travail d'organisation.

Avec les dernières années du XIX^e siècle apparaît cette importante émigration italienne à destination des Etats-Unis qui ouvre l'ère historique des remises. Les importantes remises des premières années du XX^e siècle n'ont été possibles qu'en relation avec une forte émigration temporaire employée principalement à des travaux industriels aux U.S.A. Le cours de ce chapitre nous permettra d'en étudier les conditions avec quelque détail. Il n'est pas douteux que les remises, qui auront tant à souffrir de cette politique restrictive de l'immigration suivie par les U.S.A. en 1921 et 1924, qui amènera une baisse

(1) Les statistiques italiennes comprennent dans l'émigration dite transocéanique tous les départs à destination d'une région « située au-delà du canal de Suez », mais l'émigration pour l'Asie et l'Océanie est négligeable, et l'émigration transocéanique donne pratiquement la mesure de l'émigration pour les deux Amériques.

(2) Population italienne en Argentine aux recensements ou évaluations antérieurs. 1881 : 254.388. — 1891 : 452.000. — 1901 : 618.000. — 1911 : 929.863. — On voit que de dix ans en dix ans, l'augmentation la plus rapide s'est produite entre 1881 et 1891. A partir de 1911, la principale évaluation dont on dispose est celle de 1924, qui indique 1.771.378 Italiens, mais qui est très sujette à caution, car elle a été faite par les autorités diplomatiques et consulaires italiennes, avec un très médiocre respect du *jus soli* et même des naturalisations les plus incontestables.

(3) Obtenu en appliquant à la population totale accusée par le recensement de 1920 le nombre des Italiens recensés en 1924, soit 1.837.887. Les recensements ou évaluations précédents indiquaient : 1881 : 82.196. — 1901 : 1.300.000. — 1911 : 1.500.000 Italiens.

si profonde, et, semble-t-il, sans espoir, dans les chiffres de l'émigration transocéanique — il n'est pas douteux que les remises sont elles-mêmes à l'origine de cette politique, et c'est ce qu'il importe de remarquer dès à présent. Arrêtons-nous sur un aspect mal connu de la législation américaine de l'immigration.

On croit trop généralement que l'immigration n'a connu de restrictions aux U.S.A. que de 1921 à 1924. Il n'en est rien. L'immigration n'y a été vraiment libre que pendant 14 ans, de 1868, année où fut abrogée la loi du 4 juillet 1864 (*an act to encourage immigration*) à 1883. C'est en effet avec la loi du 3 août 1882 (*an act to regulate immigration*) qu'avec l'interdiction de l'accès du territoire des U.S.A., entr'autres catégories d'émigrants, à tout individu qui serait incapable de pourvoir à son propre maintien — apparaît pour la première fois dans la législation américaine de l'immigration une préoccupation strictement économique. Certes les remises ne sont pas encore visées, dont la politique ni la littérature journalistique ne se sont encore emparées. La débonnaire et opulente république consent à enrichir tous ceux qui viennent à elle : elle entend seulement exclure de la communauté nord-américaine ces immigrants dont l'arrivée se traduirait pour la collectivité par l'ouverture d'un compte débiteur.

L'émigration italienne commence à se développer de façon notable à partir de 1885. Sans doute est-ce ici une simple coïncidence : l'année même est interdite aux U.S.A. l'immigration *under contract*. Certes, le motif déterminant de cette interdiction, depuis longtemps réclamée par les milieux ouvriers, était le frein que les autorités entendaient mettre aux agissements de ces entrepreneurs qui allaient recruter dans les pays d'émigration une main-d'œuvre à trop bon compte. La forme d'émigration la plus favorable aux remises n'en était pas moins atteinte par cette interdiction de l'émigration temporaire avec contrat qui assurait, avec la nécessité des envois de l'émigrant à sa famille restée dans le pays d'origine, la possibilité même de l'épargne monétaire nécessaire.

Même sans contrat, l'émigration temporaire à destination des U.S.A. continue, atteignant même des chiffres très élevés. Cependant, il se fait dans l'opinion publique américaine un travail profond. Nous avons d'innombrables témoignages de l'hostilité suscitée dans tous les milieux par la hâte mise par trop d'immigrants à faire des économies forcenées avant de rentrer dans leur pays. Les temps sont révolus où Bryce pouvait célébrer sur le mode lyrique le bien-être des immigrants. (1) Les privations héroïques des Italiens attiraient la défiance et parfois le mépris d'une opinion qui a toujours vu avec complaisance dans le gaspillage le signe de la richesse et dans le sacrifice celui de la laderie. A peine préférés aux nègres

(1) *The american commonwealth* (Londres, 1888), Vol. III, p. 60-63, cité par Pertile (*op. cit.* p. 284).

et aux Chinois (1), aussi mal payés qu'eux (2), ils heurtaient les intérêts de la main-d'œuvre américaine en avilissant les salaires (3). Le reproche courant qu'on leur adressait était d'être d'impitoyables *money-makers* (4), ne songeant qu'aux remises.

Ces sentiments mêlés se traduisent dans la législation par l'act du 1^{er} juillet 1907 qui, élargissant certaines dispositions de l'act du 3 mars 1903, interdit l'immigration « encouragée » (5) et exige des immigrants, au débarquement, l'exhibition de sommes suffisantes pour pourvoir à leur entretien entre leur arrivée et le moment où ils auront trouvé du travail. Ainsi l'équivalent d'un apport préalable était exigé de ceux qui ne venaient s'intégrer à la communauté que dans le dessein d'en tirer des moyens monétaires à rapatrier au terme d'un séjour plus ou moins long. C'est ensuite le Burnett-Bill du 5 février 1917, instituant un *literacy test* destiné à écarter les illettrés de tous les pays, mais spécialement ceux de l'Europe méridionale, et qui fournit à un rapporteur parlementaire l'occasion de qualifier d'*une conomic contribution* l'apport de l'émigration italienne aux U.S.A. (6). Certes, il s'élevait parfois dans les discussions parlementaires un descendant d'immigré pour défendre la libre disposition de leur épargne par les immigrants :

(1) « In the course of a year or two, they become more intelligent cultivators than negroes » écrivent les auteurs d'*Italians in America* (p. 152) des descendants d'une des plus anciennes civilisations agricoles du monde. Du côté italien, il se trouvait des optimistes de l'émigration pour se féliciter de ce que leurs compatriotes fussent « plus productifs que les nègres » (L. Villari) : *Gli italiani nel distretto consolare di New-Orléans*. — Bollet. dell'emigr. 1907 N° 20, p. 11). — V. dans W. Wilson : *Histoire du peuple américain* (Trad. fr., Paris, 1919) t. II, p. 564, une curieuse comparaison des qualités respectives des immigrants italiens et chinois.

(2) « They are usually paid somewhat less than so called white labor » (R.F. Foerster : *Italian emigration of our times* (Cambridge, 1919), p. 361).

(3) Le reproche revient constamment en particulier sous la plume et dans la bouche de Gompers, secrétaire de la Fédération américaine du Travail, qui eut jusqu'à mort, survenue en 1924, un rôle qu'on ne saurait exagérer dans les destinées sociales de son pays, et qui était hostile à l'immigration des *greeners*. — Les Italiens entraient en concurrence avec les travailleurs les plus mal payés, qui étaient traditionnellement ceux de l'industrie de l'habillement. Une enquête du *Bureau of Labor study* révéla avant la guerre que leurs salaires y étaient les 3/4 de ceux que gagnaient les Juifs et les Allemands. (V. Foerster, *op. cit.*, p. 347). — V. aussi *Abstracts of reports of the Immigration Commission*, Vol. I, p. 540-551.

(4) « The Italian in particular have looked upon this country as a place for money-making rather than a home ». (*Italians in America*, p. 251).

(5) Avec voyage payé par une société, une municipalité ou un gouvernement étrangers.

(6) M. Winthrop Talbot. — Avant de devenir définitif, le Burnett-bill, présenté pour la première fois au Congrès le 7 avril 1911, s'était vu opposer trois fois le veto présidentiel. Une première fois par le président Taft (14 février 1913) qu'on savait favorable aux Italiens, et dont l'élection avait été accueillie en Italie avec enthousiasme. Deux fois par le président Wilson (28 janvier 1915 et 29 janvier 1917). Il est difficile d'admettre l'opinion, parfois avancée, selon laquelle l'importance de la colonie italienne aux U.S.A. avait été un facteur psychologique favorable dans les négociations qui précédèrent la conclusion de l'accord du 14 novembre 1925 avec les U.S.A. pour le règlement des dettes de guerre. V. Mitzakis : *Les grands problèmes italiens*. (Paris, 1931), p. 388.

« Oui ! l'immigrant envoie ou emporte de l'argent dans sa patrie ! Eh bien ! non seulement l'argent qu'il emporte a été créé par le travail de ses mains, mais encore il a créé plusieurs fois le montant de ce qu'il emporte dans sa patrie. Il laisse beaucoup plus qu'il ne perçoit. Tout travailleur crée par son travail l'argent qu'il gagne, et aucun travailleur n'obtient la contre-partie complète de ce qu'il produit. C'est là un corollaire ou une autre expression du principe que tout travailleur produit plus qu'il ne consomme. La différence constitue sa contribution à la richesse du pays... Même si l'immigré envoyait ou emportait chaque dollar par lui gagné, il laisserait aux U.S.A. la richesse que représente le profit fait avec son travail. Ce qu'il envoie ou emporte dans son pays ne coûte rien à personne et est seulement le résidu de ce qui lui est laissé après qu'il a contribué au bien-être de tous en accroissant la quantité de richesse de la communauté entière. Ceux qui craignent que la prospérité future du travail américain soit menacée par l'immigration méconnaissent les conditions économiques qui gouvernent la production. » (1).

C'était en vain, et l'après-guerre devait fournir une occasion de traduire dans les textes cette défiance devenue instinctive des Américains *native-born* envers l'émigration centro et sud-européenne, qui était celle qui donnait lieu au plus grand développement des remises. Le nombre annuel moyen des émigrants italiens à destination des U.S.A. pendant la période 1902-1914 avait été de 208.521. Pendant la guerre, il s'était abaissé à 20.911, moyenne annuelle de la période 1915-1918. Dès la conclusion de la paix, l'émigration reprend : 41.606 émigrants en 1919, 339.042 en 1920, c'est-à-dire presque le chiffre du maximum de la période d'avant-guerre, atteint en 1913 avec 376.776 émigrants. Les U.S.A. vont-ils être de nouveau menacés par ces hordes migratrices qu'ils craignent tant ? Leur réaction est immédiate. L'act du 19 mai 1921, dit bill Dillingham, fixe le contingent annuel de chaque nation non anglo-saxonne à 3 % du nombre des immigrés de ladite nationalité recensés en 1910. De 1922 à 1924, la moyenne des émigrants pour les U.S.A. s'abaisse à 59.536. Mais ces premières dispositions restrictives sont jugées insuffisantes. En 1924, la législation va devenir plus sévère. L'act du 16 mai 1924 est une mesure discriminatoire qui vise les pays de l'Europe orientale et méridionale. Non seulement le pourcentage est abaissé de 3 à 2 %, mais surtout le recensement adopté comme point de repère n'est plus celui de 1910, époque où ces pays étaient déjà largement représentés aux U.S.A., mais celui de 1890, où dominait encore l'immigration anglo-saxonne, jugée par les Américains plus « désirable ». C'est le coup de grâce, et le nombre moyen annuel des émigrants italiens pour les U.S.A. tombe, pour la période 1925-1932 à 27.662. Que la disposition d'esprit signalée à propos des remises abondantes faites par les immigrants des pays visés ait commandé le caractère anti-latin de la législation de 1924, cela n'est

(1) L'honorable Cockran, cité in *Emigrazione e colonia*, III, p. 135.

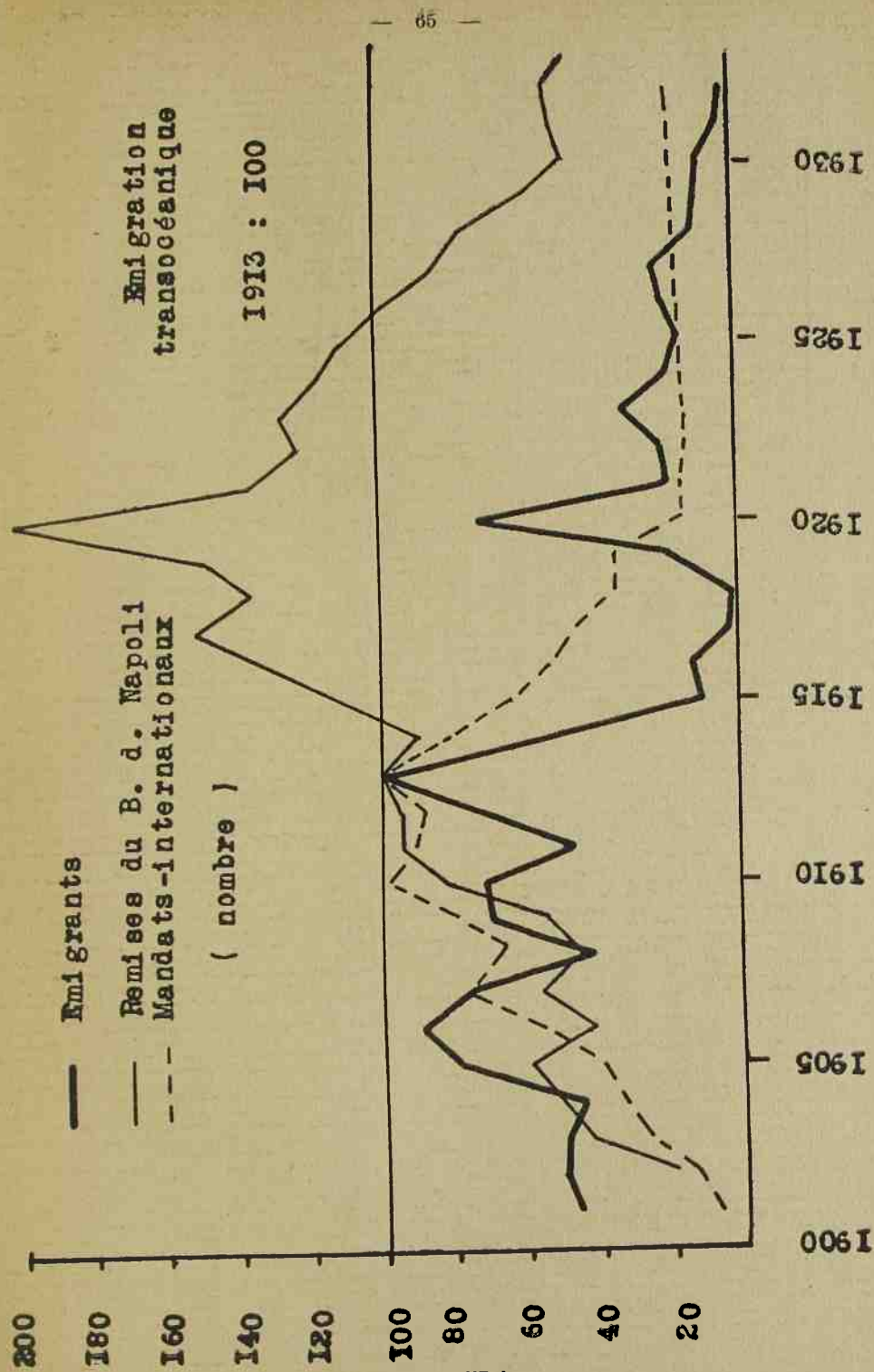
pas douteux. Les considérations raciales complaisamment mises en avant par les promoteurs de la nouvelle réglementation ne peuvent certes être écartées. Elles ne sont toutefois qu'un des aspects du complexe psychologique qui faisait regarder par trop d'Américains l'immigration des pays atteints comme une *uneconomic contribution*, et l'act du 16 mai 1924 traduisait brutalement leur désir de mettre un terme à ces remises dont ils avaient le sentiment confus, mais très vif, qu'elles constituaient presque une lésion.

Mettons en regard l'indice de l'émigration transocéanique italienne de 1900 à 1933 et les indices des remises (en nombre et en montant) en provenance des pays transocéaniques par l'intermédiaire du Banco di Napoli ou au moyen des mandats-internationaux (Graph. I et II). En gros, l'allure des trois courbes présente une remarquable similitude, autant qu'on peut l'attendre du rapprochement des remises avec un facteur aussi indifférencié que le chiffre brut de l'émigration.

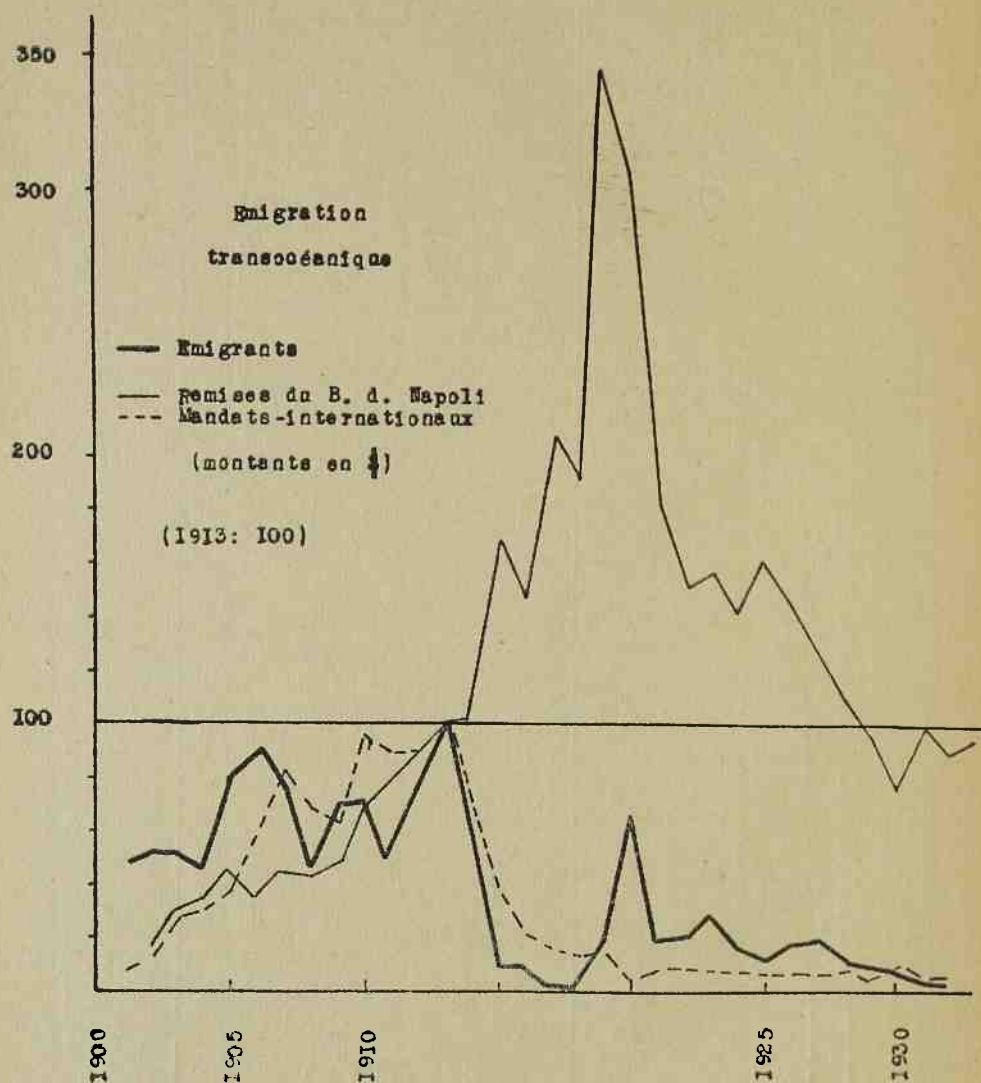
La courbe de l'émigration présente avant la guerre trois maxima notables, en 1906, 1910 et 1916 — et deux ~~maxima~~, en 1908 et 1911. Après la guerre, le relèvement amorcé en 1920 est sans lendemain, et depuis lors l'émigration ne cesse de diminuer, sauf de légères pointes en 1923 et en 1927.

En regard, les indices du *Banco di Napoli* (nombre et montants) ne sont pas toujours significatifs, car la progression continue d'un organisme à ses débuts et en pleine croissance a noyé les variations qu'auraient pu apporter les chiffres bruts de l'émigration dans la courbe des remises. La dépression de 1906 dans les remises du Banco est attribuable à la défaillance d'un correspondant, et le maximum marqué la même année dans la courbe de l'émigration porte sa trace dans la courbe du Banco avec une année de retard, en 1907, en même temps que pour les mandats-internationaux. Par contre, la dépression de 1908 est très nettement marquée dans les courbes du Banco, en nombre et en montants. Celle de 1911 ne l'est qu'en 1912, dans un moindre mesure, et sensible seulement dans la courbe des nombres à l'exclusion de celle des montants.

La guerre coupe l'ascension des remises du Banco, mais pour un an seulement, et dès 1915 nombres et montants montent en flèche malgré les niveaux très bas de l'émigration, en relation directe avec l'élévation des prix et l'accroissement de la production dans les pays transocéaniques, et aussi avec les besoins accrus des destinataires des remises dès l'entrée en guerre de l'Italie. Au maximum de 1920 dans l'émigration correspondent pour le Banco di Napoli des maxima en 1919 pour les montants, en 1920 pour les nombres. Depuis lors, les remises du Banco accompagnent l'émigration dans sa chute, marquant comme elle un léger relèvement en 1923. En 1925, à une légère dépression dans l'émigration correspond au contraire dans les montants des remises une pointe attribuable, nous le verrons, aux



GRAPHIQUE I



GRAPHIQUE II

remises spéculatives provoquées alors par les cours du change. Quant au relèvement que les courbes du Banco di Napoli accusent à partir de 1930, et qui correspondent à une émigration en baisse continue, nous savons déjà que nous devons les attribuer à la réorganisation des services opérée en 1929.

L'indice des *mandats-internationaux*, jusqu'à la guerre, est plus docile aux indications de l'émigration. Maxima et minima se correspondent, la même année (1908, 1910, 1913) ou avec un décalage d'un an (1907, 1911). Pendant la guerre, l'indice des mandats accompagne l'émigration dans sa chute, mais comme à regret, avec un moindre écart par rapport au niveau de 1913. Quand l'émigration marque son dernier maximum notable, en 1920, les mandats marquent, au contraire, le point le plus bas de la période d'après-guerre, à un niveau au-dessus duquel ils ne s'élèveront que fort peu dans les années suivantes, présentant en nombre et en montant, une remarquable constance qui les soustrait à toutes les influences et traduit, nous le verrons, un changement essentiel dans la nature et le rôle des transmissions par mandats-internationaux.

Au terme de la période, les niveaux auxquels s'établissent les trois courbes considérées par rapport à 1913, nous indiquent le sens dans lequel devra se développer notre recherche. En effet, et à ne considérer que le nombre des remises, à l'exclusion des montants, qui portent trop la trace des vicissitudes monétaires, la décroissance de la courbe des mandats-internationaux par rapport au niveau de 1913 est dans l'après-guerre plus marquée que celle de l'émigration. L'indice di Napoli s'établit, au contraire, à un niveau de beaucoup supérieur à celui de l'émigration. Or, les remises du Banco di Napoli, nous le savons, sont employées principalement par les émigrants méridionaux, ceux chez qui le coefficient de permanence est le plus élevé. Les mandats-internationaux, au contraire, étaient l'instrument de transmission usuel des émigrants de l'Italie septentrionale, qui comptaient le plus grand nombre d'émigrants temporaires. C'est donc vers l'influence du degré de *permanence* de l'émigration sur les remises qu'il nous faudra nous tourner pour trouver l'explication des anomalies offertes par l'allure des trois courbes étudiées.

B) *Emigration continentale*. — L'émigration continentale, comme l'émigration transocéanique, a atteint son chiffre le plus élevé en 1913. Après la dépression profonde marquée par les années de guerre, elle se relève en 1920, pour retomber dès 1921 à cause de la crise mondiale. La reprise qui succède est brutalement coupée en 1924 par la politique restrictive inaugurée par le fascisme. A partir de 1929, et plus nettement en 1930, les restrictions en partie rapportées font remonter l'émigration, qui retombe, dès 1931, devant les obstacles rencontrés cette fois dans les pays d'immigration en raison de la crise mondiale. On a pour l'émigration continentale les chiffres suivants (milliers d'émigrants) :

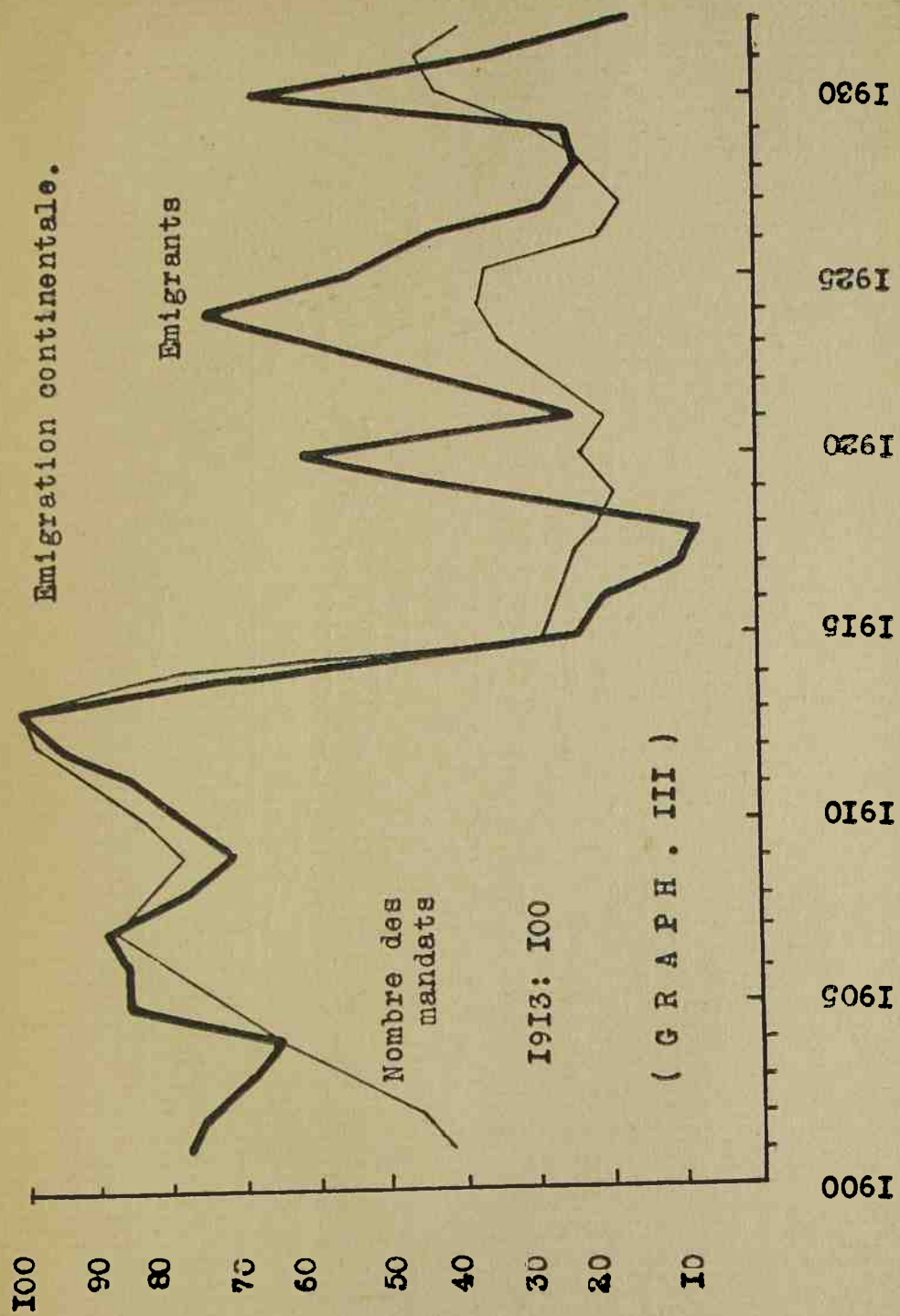
1900	181,0	1911	263,9	1922	150,5
1901	244,2	1912	294,3	1923	199,6
1902	236,0	1913	307,6	1924	232,4
1903	215,9	1914	241,4	1925	170,6
1904	203,9	1915	74,3	1926	135,2
1905	266,9	1916	65,2	1927	85,6
1906	264,8	1917	31,4	1928	74,4
1907	276,4	1918	22,9	1929	79,0
1908	240,9	1919	134,3	1930	220,9
1909	219,6	1920	198,1	1931	125,0
1910	242,3	1921	79,9	1932	58,5

Les données du Banco di Napoli font ici défaut, et il faut nous adresser aux seuls *mandats-internationaux*. Négligeons provisoirement la considération des montants, trop soumis à l'influence des conditions monétaires, particulièrement troublées dans l'après-guerre dans les principaux pays d'immigration.

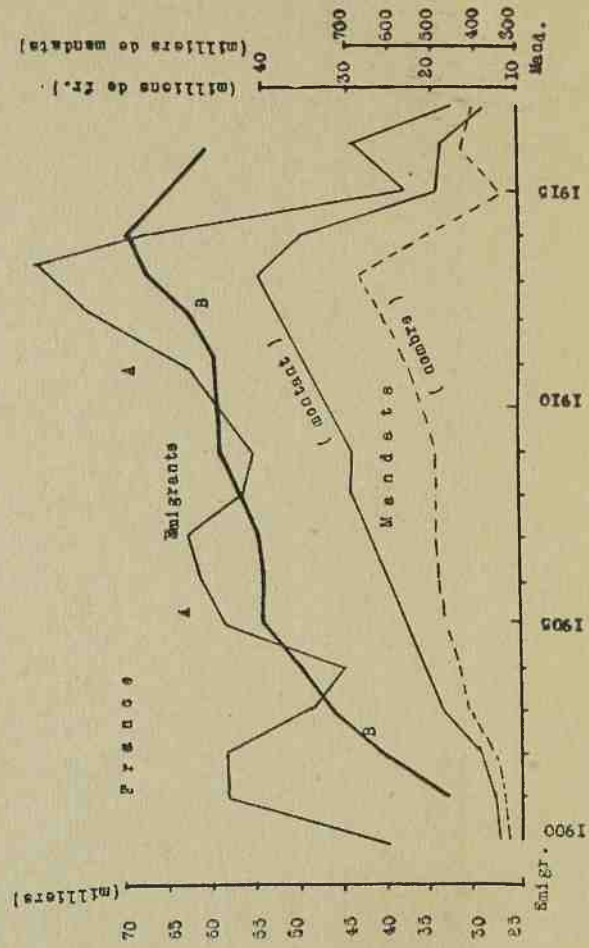
Le Graph. III met, en regard de l'indice de l'émigration européenne, celui du nombre des mandats-internationaux de même provenance. La dépression de 1904 dans l'émigration n'a pas laissé de trace dans le nombre des mandats. Par contre, la pointe de 1907, comme la dépression de 1909 sont également marquées dans les deux courbes, qui ont également en 1913 leur maximum commun. Dans l'après-guerre, le niveau des mandats accuse par rapport à celui de l'émigration la même dépression relative que nous avons signalée à propos de l'émigration transocéanique. En outre, la courbe des mandats reste bien sensible à l'influence de celle de l'émigration, dans l'année même (maxima en 1920 et 1924, minimum en 1921) ou l'année suivante (1930-1931). Mais elle n'accuse que des variations plus atténuées, comme si une partie des émigrants s'était soustraite à l'envoi des remises. Ici encore, c'est vers le degré de *permanence* de l'émigration qu'il faudra nous tourner.

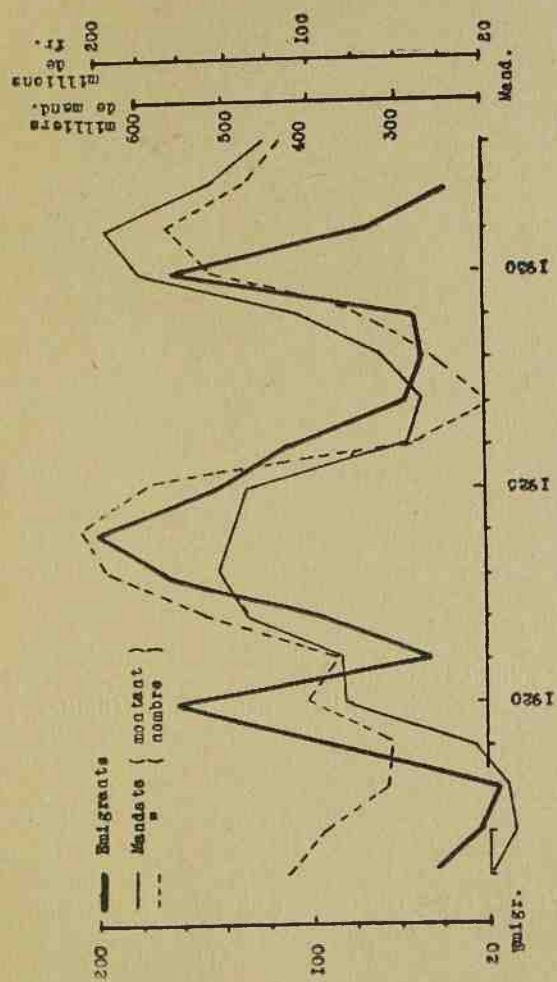
Les Graph IV et V nous permettent de constater la correspondance très nette qui s'établit entre l'émigration temporaire à destination d'un pays comme la *France* et le nombre et le montant des remises expédiées de ce pays, exprimées à travers le nombre et le montant des mandats-internationaux.

Dans la période 1900-1915 (Graph. IV), la courbe des émigrants est plus accidentée que celles du nombre et du montant des mandats. On constate que la relation qui n'apparaît pas si on met en regard, année par année, le nombre et le montant des mandats et le nombre des émigrants à destination de la France (courbe A), est plus visible si on met en regard des mandats-poste expédiés pendant une année donnée, en nombre et en montant, le chiffre représentant la moyenne des émigrants des 5 années précédentes (courbe B). Et, de fait, cette période de cinq ans semble bien avoir été la moyenne du séjour des émigrants, dont beaucoup restaient en France de 2 à 3 ans, mais dont un grand nombre prolongeaient leur séjour pendant de plus longues années, en continuant leurs remises en Italie. La crise de 1908, d'ailleurs atténuée en France, s'est traduite seulement, malgré la diminution du nombre des émi-



GRAPHIQUE III





GRAPHIQUE V

grants, par un faible recul dans le nombre et par un palier dans le montant des mandats. Par contre, en 1914, le commencement des hostilités amène une chute profonde de l'émigration et des remises, en nombre et en montant, qui se prolonge en 1915. L'Italie entre en guerre en mai 1915. En 1916, les remises ont repris avec l'émigration, pour retomber les années suivantes, avec l'appel successif des classes de réservistes.

L'après-guerre trouve le caractère de l'émigration italienne en France profondément modifié. De semi-permanente qu'elle était, elle est devenue, soit complètement permanente, soit plus spécialement et plus étroitement temporaire. Les contrats de travail se multiplient, et contribuent à abaisser le temps moyen de séjour des ouvriers italiens en France, tout en le rendant plus régulier. Aussi la correspondance est-elle maintenant plus étroite (Graph V) entre le chiffre brut des immigrants italiens et le nombre des mandats. Et la corrélation s'étend, aussi remarquable, aux montants. Dès la fin de la guerre, et après une dépression qui va de 1916 à 1918, nombres et montants reprennent et marquent un premier maximum en 1920, suivi d'une dépression en 1921, davantage marquée dans la courbe du nombre que dans celle du montant des mandats. Au maximum de l'émigration italienne en 1924, correspondent dans les mandats un maximum en 1923 pour les montants, un autre en 1924 pour les nombres. Ensuite c'est, parallèlement à la diminution notable de l'émigration due aux freins de toute sorte que le fascisme commence à mettre à l'expatriation des sujets italiens, une diminution des mandats qui se poursuivra jusqu'en 1927-1928. Et la correspondance est de nouveau très nette de 1929 à 1932.

§ 2. — Il est humain que les pays d'immigration définissent l'émigrant tel qu'ils le souhaitent, et les pays d'émigration tel qu'ils ont à le faire accepter. Si, en l'absence d'une définition admise par tous (1), on se reporte aux définitions multiples des diverses législations nationales, on peut faire une constatation curieuse (2). Les pays d'immigration, généralement désireux de retenir les émigrants, définissent l'émigration par l'expatriation sans esprit de retour et l'installation durable (Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Etats-Unis, France). Tandis que les pays d'émigration insistent plus volontiers sur le fait que leurs sujets vont chercher à l'étranger ce travail qu'ils ne peuvent leur offrir, et réservent toujours, quand ils ne la mentionnent pas expressément, la possibilité d'un retour, considéré

(1) La Conférence internationale de l'émigration et de l'immigration de Rome (15-31 mai 1924) n'a pu réunir l'unanimité des participants sur une définition qui réunissait pourtant les éléments essentiels des principales législations nationales et qui était compréhensive jusqu'à la contradiction. V. *Actes off. de la Conf.* Vol. II, p. 105.

(2) Signalée par M. R. Gonnard : *Considérations sur l'émigration*. Revue d'économie politique. 1925, p. 1061, note 2.

comme le terme et l'achèvement de l'exode entrepris (Finlande, Chine, Pologne, Japon, Italie (1)).

Le sort des remises est directement conditionné par le *degré de permanence* de l'expatriation.

L'émigrant s'est-il expatrié avec ou sans esprit de retour? Dans le premier cas, le point d'appui de son effort économique reste dans le pays d'origine. Autrement, il est déplacé dans le pays d'immigration. Dans les deux cas, il peut y avoir et il y aura sans doute lieu à remises, mais leur fréquence, leur montant et surtout leur rôle économique différeront profondément.

Si l'émigrant quitte son pays sans esprit de retour, il emmène le plus souvent avec lui sa famille, s'il est marié, plus rarement ses ascendants; ou il précède les uns et les autres, et leur venue se fait dès qu'il aura pris pied dans le pays d'immigration. Les remises qu'il pourra faire seront alors assez réduites: envois d'attente avant le regroupement du noyau familial, subsides d'entretien à quelque ascendant âgé ou dans la gêne, ou dons gracieux à des collatéraux. Dans les deux premiers cas, qui se rencontrent le plus fréquemment, ses remises auront un caractère exclusivement alimentaire. Il serait insolite que l'émigré continuât d'investir dans son pays d'origine son épargne proprement dite, celle qu'il a constituée soit comme une réserve pour les mauvais jours, soit pour son utilisation à des fins créatrices au fur et à mesure de sa constitution, et en fait la chose est rare. Il trouvera bien plus naturel d'utiliser pour ses investissements le marché local. Au cas assez fréquent où il demandera sa naturalisation, comme surtout au cas, qui est presque la règle, où ses enfants seront saisis, en vertu du *jus soli*, par la nationalité du pays d'immigration, ce marché local deviendra pour lui un second mais véritable marché national. Une nouvelle solidarité économique est née, qui le lie à son pays d'élection. Dans l'émigration permanente, et pour l'épargne proprement dite, l'investissement local est la règle; la remise, l'exception.

L'émigrant temporaire, au contraire, si étroitement qu'il participe à la production du pays d'immigration, garde son centre de gravité économique dans le pays d'origine. C'est là qu'il a laissé sa famille, et, quand il en a, ses terres, confiant les unes à la garde de l'autre. Il enverra parfois en Italie toute son épargne, quitte à sa famille à placer ce qui excède ses besoins courants (2). S'il n'envoie

(1) Le Commissariat italien de l'émigration écrit: « Jusqu'à ce que l'Italie sache et puisse diriger son émigration vers des fins servant l'intérêt politique et économique national, il lui conviendra une *émigration temporaire*, c'est-à-dire d'individus qui, ne se détachant pas définitivement de la mère-patrie en fassent toujours la dépositaire de leurs propres efforts, sous forme de travail, c'est-à-dire d'épargne ». *Relazione 1910-1923*, etc., t. II, p. 173.

(2) Ou à placer l'intégralité des envois, faisant preuve d'un esprit d'économie souvent relevé. « Un émigré a, en deux mois, envoyé 450 fr. à sa famille, qu'il a laissée à la grâce de Dieu. Sa femme n'a pas songé un instant à s'en servir pour améliorer soit la nourriture, soit le logement des siens. Elle a mis la somme entière à la Caisse d'épargne postale ». Combes de Lestrade, in *Revue économique internationale*, août 1907.

au contraire que les sommes nécessaires à l'entretien des siens, ou, plus simplement, s'il n'a pas de famille à sa charge, il pourra investir son épargne à la Caisse postale italienne pour le compte des émigrants ou dans une institution locale d'épargne, ou enfin la thésauriser. Selon le cas, les remises à destination alimentaire seront ou ne seront pas dissociées des remises d'épargne ; c'est toujours en Italie qu'aboutira le processus d'épargne, avant, avec ou après l'émigrant lui-même.

Il arrive, naturellement, que les choses n'aient pas toujours cette netteté, et que les deux procédés s'entre-mêlent, dans le cas par exemple de cette émigration qu'il faut bien se résoudre à appeler, faute d'un meilleur terme, semi-permanente. L'émigrant — c'est généralement un commerçant — qui, au bout de 15, 20 ou 30 ans de séjour à l'étranger, pendant lesquels se sont rompus tous les liens qui pouvaient l'attacher à sa patrie, y retourne, fortune faite, pour y mourir, laissera alors tout ou partie de sa fortune dans les pays d'immigration, et ses revenus seuls le suivront. Mais le plus souvent, à la faveur de certaines circonstances favorables (change, etc.) que nous aurons au moins une fois, au cours de la période 1900-1933, l'occasion de constater, son retour s'accompagne du transfert de sa fortune. Il y a incontestablement là « remise d'émigrant », qui figurera à l'actif de la balance des comptes. Mais à la faveur de l'amélioration de sa situation, l'émigrant du départ s'est arraché au sort anonyme des masses migratrices. Pour le transfert de sa fortune, il n'emploiera pas les mêmes moyens que les émigrants temporaires pour leur pécule ou leurs secours alimentaires. Nous aurons la trace d'un transfert de titres ou d'un mouvement de fonds dont le montant élevé nous trompera sur sa vraie nature. Enfin, si pour le voyage de retour, il n'emprunte pas la 3^e classe de son impécunieuse jeunesse, nous ne saurons même pas qu'il est rentré en Italie : il est perdu pour la statistique.

On trouvera ci-dessous (1) les chiffres de la *population italienne à l'étranger* mise en relation avec la population du Royaume, de dix en dix ans :

	DANS LE ROYAUME		A L'ETRANGER	
	mill.	%	mill.	%
1891	30.561	100	1 985	100
1901	32.552	106,5	3.611	181,9
1911	34.734	113,6	5.805	292,4
1921	37.957	124,1	8.100	408
1931	41.308	135,1	9.600	483,6

On ne peut faire fonds sur les chiffres des Italiens à l'étranger, établis en général d'après des calculs évaluatifs basés sur des recensements plus ou moins rapprochés. Les recensements locaux ne doivent être utilisés eux-mêmes qu'avec les plus grandes précautions. Leur périodicité, quand elle est régulière, ne les rend pas toujours

(1) D'après les chiffres publiés dans les diverses éditions annuelles de l'*Annuario Statistico italiano*.

pour autant comparables. Surtout, le double jeu du *jus soli*, qui saisit les descendants de nombreux émigrants restés italiens, et des naturalisations auxquelles ils consentent eux-mêmes en continuant parfois de figurer dans les statistiques italiennes, fausse complètement l'enseignement qu'on croirait pouvoir en tirer. C'est pour ces raisons, disons-le par parenthèse, qu'il nous a fallu renoncer à utiliser les statistiques des recensements locaux comme indices du nombre des Italiens susceptibles à une année donnée d'envoyer des remises en Italie. Les pourcentages d'accroissement du nombre des Italiens à l'étranger recensés ou calculés à chacune des périodes ci-dessus par rapport à la période précédente sont les suivants :

1901 :	80,9 %	par rapport à 1891
1911 :	63,5 %	..... 1901
1921 :	39,5 %	..... 1911
1931 :	18,5 %	..... 1921

L'affaiblissement graduel du pourcentage traduit bien la diminution des chiffres de l'émigration. Mais l'accroissement des chiffres bruts ne permet pas à lui seul de mesurer les variations du coefficient de permanence de l'émigration italienne à l'étranger.

Pour le mettre en évidence (1) il faut étudier les variations du nombre des rapatriés par rapport aux émigrants. Et il ne s'agit pas là seulement de mettre en relation, comme on l'a fait parfois, (2)

(1) L'art. 182 du règlement d'application de la loi du 31 janvier 1901 stipule : « Est émigration permanente, quel que soit le nombre de ceux qui l'entreprennent, toute émigration se dirigeant vers des pays situés au delà du canal de Suez, à l'exception cependant de l'Erythrée. Est émigration temporaire celle qui se dirige vers les autres pays ». Inutile de dire que les statistiques établies d'après cette invraisemblable division administrative sont inutilisables. A partir de 1928, on désigna sous le nom d'émigration permanente celle qui se faisait à la suite d'*atti di chiamata* ; temporaire, celle qui avait lieu avec un contrat de travail. Bien qu'elle soit plus significative, nous négligerons aussi cette division qui laisse trop de place à l'intention présumée de l'émigrant, et ne tient aucun compte, pas plus que celle de 1901, du fait essentiel ici, du retour.

(2) M. Arena (*Il risparmio degli Italiani all'estero*. — Problemi italiani, du 15 novembre 1923), déduit du nombre total des émigrants d'une année donnée les rapatriés des seuls pays transocéaniques pendant la même année, et se flatte de trouver « une correspondance marquée » entre l'excédent ainsi obtenu et le montant des remises du Banco di Napoli et des mandats-internationaux de tous les pays. Or, cette correspondance est loin de ressortir des chiffres ainsi rapprochés. — M. Borgatta (*Rassegna economica* du Banco di Napoli, juin-juillet 1933) assure au contraire, sans y insister du reste, que c'est entre le nombre total des rapatriements et l'allure des remises qu'il y a un « certain parallélisme ». Les très nombreux graphiques que nous avons établis pour vérifier l'une et l'autre de ces hypothèses ont donné tort aux thèses des deux auteurs, qui à certains égards se contredisent. Nous renonçons à les publier, car aucun traitement statistique n'est susceptible de faire ressortir une relation théorique aussi improbable dans un cas que dans l'autre. La suite de ces pages doit précisément montrer que les remises, dont la signification économique est très variable selon les époques et selon les pays, ne peuvent soutenir une relation simple, directe ou inverse, simultanée ou retardée, avec des retours qui ont eux-mêmes une signification très différente selon qu'ils se font après fortune faite ou pour fuir la crise économique sévissant dans le pays d'immigration — et encore moins avec l'excédent des retours sur l'émigration pendant la même année.

les chiffres des émigrants et des rapatriés de la même année. Puisqu'il s'agit d'une émigration dont une partie importante séjourne plusieurs années à l'étranger, la comparaison doit porter sur des périodes s'étendant sur plusieurs années, sous peine de n'être pas significative. Voyons donc comment, à travers les variations du nombre des rapatriés par rapport aux émigrants, l'émigration italienne accuse, spécialement depuis la guerre, une accentuation de son caractère permanent qui explique l'abaissement, précédemment constaté, du niveau relatif des remises par rapport à celui des départs.

A) *Emigration transocéanique.* — Les rapatriements de l'émigration transocéanique offrent les chiffres suivants :

	U.S.A.	Argentine	Brésil	Autres pays	TOTAL
<i>Période 1902-1914</i>					
Emigrants ..	2.710.790	879.216	181.638	18.335	3.789.979
Rapatriés ..	1.616.713	497.497	214.926	23.476	2.352.612
Différence .	+1.094.077	+381.719	—33.288	—5.141	+1.437.367
<i>Période 1915-1918</i>					
Emigrants ..	83.643	10.593	4.156	1.319	99.711
Rapatriés ..	131.992	79.570	15.760	1.552	232.874
Différence .	—48.349	—68.977	—11.604	—4.233	—133.163
<i>Période 1919-1925</i>					
Emigrants ..	557.096	362.101	618.501	45.844	1.033.542
Rapatriés ..	346.791	103.485	27.270	12.387	489.933
Différence .	+210.305	+258.616	+41.231	+33.457	+543.609
<i>Période 1928-1932</i>					
Emigrants ..	117.986	106.105	9.467	15.639	249.197
Rapatriés ..	112.030	76.739	11.702	9.301	209.772
Différence .	+5.956	+29.366	—2.235	+6.338	+39.425

Exprimés en pourcentages, ces chiffres deviennent^o:

Rapatriés pour 100 émigrants

	1902-1914	1915-1918	1919-1925	1928-1932
U. S. A.	59.64 %	157.80 %	62.25 %	95. %
Argentine	56.58	751.16	28.58	72.29
Brésil	118.33	379.21	39.81	123.61
Autres pays transocéan.	128.04	420.92	27.02	59.46
Total ———	62.07 %	233.55 %	47.40 %	84.14 %

On voit que, pour l'ensemble des pays transocéaniques, comme pour chacun d'eux, sauf les U.S.A., et mise à part la période de guerre pendant laquelle les retours ont naturellement dépassé les départs à cause des appels de réservistes, le pourcentage des rapatriés a nettement diminué pendant la période 1919-1925 par rapport à la période 1902-1914. L'exception des U.S.A. n'est qu'apparente, car alors que les retours de la période 1919-1925 portent sur des émigrants dont un grand nombre avait quitté l'Italie avant ou pen-

dant la guerre, l'émigration nouvelle se heurte, depuis 1921, à des mesures restrictives qui réduisant considérablement l'émigration, font monter d'autant le rapport des rapatriements aux départs.

L'élévation générale des pourcentages pendant la période 1928-1932 demande une autre interprétation. Elle est éclairée par la considération des chiffres bruts, qui montre que les retours, numériquement peu nombreux n'ont pu élever le rapport des rapatriés aux émigrants qu'à la faveur des chiffres infimes des départs pendant la période considérée. Ici, c'est la crise mondiale, dont les premiers signes remontent à 1929, qui est déterminante. Les mesures restrictives prises par les autorités italiennes avaient joué dans la période précédente dans le sens d'une stabilisation de l'émigration, et les rapatriements avaient diminué devant les difficultés opposées à une nouvelle expatriation. Aux premières annonces de la crise, au contraire, et malgré l'adoucissement, survenu au départ, des mesures restrictives, c'est à l'arrivée que l'émigration rencontre des obstacles insurmontables. Devant la mauvaise situation économique des pays d'immigration, l'Italie voit arriver une foule de rapatriés qui ne peuvent en aucune façon être assimilés aux rapatriés de l'avant-guerre, ni même à ceux de la période 1919-1924. Alors que ceux-ci retournaient en Italie avec des économies substantielles à faire fructifier, ceux-là quittent des marchés de travail autrefois prospères, mais aujourd'hui encombrés, et où ils ne peuvent plus courir leur chance, pour la patrie où il fait moins mauvais vivre : ce n'est plus un rapatriement, c'est une fuite vers un refuge. Par contre, la mauvaise situation économique des deux Amériques a pu, en même temps qu'elle décourageait l'immigration nouvelle, provoquer le retour d'émigrants anciens désireux sur le tard de venir jouir de leurs épargnes en Italie.

Arrêtons-nous plus longuement sur la disparition de l'émigration temporaire aux U.S.A., qui s'affirme à l'encontre de la signification apparente des pourcentages des rapatriements sur les départs. La considération des modifications apportées aux conditions de l'émigration par la législation de 1921-1924, les variations du rapport des *émigrant* et des *non-emigrant aliens* tel qu'il est établi, au départ des U.S.A. par les statistiques américaines, enfin le raccourcissement de la durée de résidence dans le pays d'immigration — mettent cette disparition en évidence de plusieurs façons, dont chacune a le mérite de nous éclairer sur des points différents du processus de stabilisation.

a) L'arrivée aux U.S.A. des rapatriés de la période 1918-1925 est presque toujours antérieure à 1921, date des premières restrictions. Depuis 1921, et plus encore depuis 1924, il faut tenir compte d'un double changement dans la signification des statistiques :

b) Les Italiens qui ont eu la bonne fortune de pouvoir entrer aux U.S.A. à la faveur du « premier présent, premier servi » qui, selon le mot d'un propre commissaire général américain de l'immigration, est devenu le principe de cette imparfaite législation, ces

émigrants ne montrent aucun empressement à retourner en Italie, ou, s'ils le font, c'est en usant des facilités ménagées par la loi américaine qui leur permet le retour aux U.S.A. *extra quota*.

b) Enfin, pour les deux dernières périodes envisagées, les prétendus « émigrants » se composent en réalité, pour une part très grande, de femmes, d'enfants, et de groupes familiaux dont l'accès est permis aux U.S.A. *extra quota*, et que les statistiques américaines englobent sous le nom d'émigration « pour rejoindre les conjoints ». Cette émigration accentue le caractère permanent de l'exode, et nous devons soigneusement la distinguer de l'émigration d'avant la guerre qui, même quand elle comprenait des femmes et des enfants, réservait tout de même des larges possibilités de retour. Exprimée en pourcentage par rapport à l'émigration totale à destination des U.S.A. elle a atteint ces dernières années les proportions suivantes :

1928 :	55.1 %	1930 :	66.4 %	1932 :	47.9 %
1929 :	70.6 %	1931 :	40.8 %		

b) On peut s'assurer de la disparition de l'émigration temporaire italienne aux U.S.A. d'une autre façon. Les statistiques américaines désignent sous le nom d'*emigrant aliens* les étrangers qui quittent les U.S.A. pour une résidence à l'étranger de plus d'un an ; et sous le nom de *non-emigrant aliens* ces mêmes étrangers quand ils quittent les U.S.A. pour moins d'un an, ainsi que ceux qui ont et entendent conserver leur résidence hors du territoire fédéral. Du point de vue italien, ces dénominations désignent donc respectivement les rapatriés présumés définitifs et les rapatriés présumés temporaires. Or, alors qu'avant la guerre le nombre des *emigrant-alien*s l'emportait de beaucoup sur celui des *non-emigrant aliens*, c'est le contraire qui est vrai depuis 1921 :

(Par exercice)	Emigrant aliens.	Non-émigrant aliens.
1909-1910	64.1 %	35.9 %
1919-1920	89.1 %	10.9 %
1929-1930	10.8 %	89.2 %

Il se trouve que les trois dates choisies, non seulement permettent de mesurer la portée du changement survenu, mais, par leur position dans l'ensemble du mouvement, sont hautement significatives. L'année 1909-1910, année de crise où les retours malheureux, qui sont en général des retours définitifs, se multiplient, est aussi, pour la période d'avant-guerre, une des années où le pourcentage des *emigrant-alien*s est le plus élevé. (1) L'année 1919-1920 marque le plus haut pourcentage de la période de guerre et d'après-guerre. Depuis 1919-1920, le pourcentage des émigrants définitifs par rapport au total des émigrants en provenance des U.S.A. n'a cessé de décroître sous l'influence de la législation restrictive jusqu'à 10,8 % en 1929,

(1) Il n'est dépassé que de fort peu en 1910-1911 avec 65 % et en 1911-1912 avec 66,5 %.

chiffre aux environs duquel il se maintient depuis. Au terme de l'évolution, les retours d'Italiens des U.S.A. ne sont guère plus représentés que par les *non-emigrant aliens*. C'est une nouvelle émigration temporaire si l'on veut, mais au lieu de partir de l'Italie, elle part cette fois des U.S.A. et ces départs de *non-emigrants* alimentent au retour, comme nous l'avons signalé, ce qui risque d'apparaître, au delà des chiffres du *quota*, comme une émigration italienne comparable à l'émigration de l'avant-guerre.

c) Enfin, si l'on compare, à 20 ans de distance, la répartition des différentes durées de résidence des rapatriés italiens des U.S.A. au cours de deux années de crise, on est frappé de la grande différence dans les proportions des retours après un plus ou moins long séjour :

Durée de la résidence	Infér. à 5 ans	De 5 à 10 ans	De 10 à 15 ans	De 15 à 20 ans	Sup. à 20 ans	Total
EXERCICE 1908-1909						
Ital. du Nord	82.9	14.5	1.3	0.9	0.4	100
Ital. du Sud	83.6	14.2	1.3	0.6	0.3	100
TOTAL des Ital.	83.5	14.2	1.3	0.7	0.3	100
EXERCICE 1929-1930						
Ital. du Nord	57.2	27.1	3.1	6.7	5.6	100
Ital. du Sud	56.5	24.6	5.5	5.5	7.7	100
TOTAL des Ital.	56.7	25.3	4.9	5.8	7.2	100

Du point de vue des remises, les retours les plus fructueux sont ceux qui surviennent après des résidences inférieures à 10 ans. Ils sont en décroissance notable. En sens contraire, l'accroissement des retours après une résidence supérieure à 15-20 ans est remarquable : de 1 % en 1908-1909, ils s'élèvent à 6,4 % en 1927-28, 11,4 % en 1928-1929 ; 13 % en 1929-30 ; 12,1 % en 1930-31.

Ces données ne prennent tout leur relief que si l'on songe à la diminution considérable qui s'est produite parallèlement dans les chiffres absolus, et qui a seule pu permettre, par la disparition presque totale de l'émigration temporaire, l'élévation proportionnelle des retours après un long séjour par rapport aux retours après de courts séjours, les uns et les autres devenus également dérisoires. Surtout, les données relatives aux dernières années se rapportent à des Italiens dont l'arrivée aux U.S.A. remonte à l'avant-guerre. Pour leurs compatriotes arrivés sous le régime de la législation restrictive, il semble que les velléités de retour doivent diminuer encore, ce qui s'accompagnera vraisemblablement de nouveau d'une hausse proportionnelle des pourcentages des rapatriements après un long séjour qui, dans une diminution générale des retours, sont ceux qui persistent davantage.

B) *Emigration continentale*. — L'émigration italienne à destination de l'Europe et du bassin méditerranéen a conservé son caractère non exclusivement, mais principalement temporaire. La considération du pourcentage des rapatriés par rapport aux émigrants est cependant, ici, moins significative. Les chiffres des départs ont toujours été, pour l'émigration européenne, d'une exactitude moins satisfaisante que dans le cas de l'émigration transocéanique, les départs à travers les frontières terrestres étant moins facilement contrôlables que ceux qui se font par mer, dans des ports déterminés. Pour les rapatriements, la difficulté est multipliée par l'existence, surtout avant la guerre, d'une émigration saisonnière importante, donnant lieu à de fréquents allers et retours.

Emigration Continentale (milliers d'émigrants)

	Départs	Rapatriem.		Départs	Rapatriem.
1909-1913	272,4	50,0	1926	141,3	106,1
(moy. ann.)			1927	91,9	67,2
1921	84,0	45,0	1928	79,7	49,1
1922	156,0	76,0	1929	88,0	64,8
1923	205,0	79,5	1930	220,9	82,4
1924	239,3	107,4	1931	125,0	64,3
1925	178,2	122,1	1932	58,5	39,5

Ces chiffres sembleraient indiquer, à l'inverse de ce que nous avons vu pour l'émigration transocéanique, une accentuation du caractère temporaire de l'émigration continentale pendant les dernières années. Et il est bien vrai que les remises, comme nous l'avons vu, accusent ici une moindre diminution. Le mode d'établissement des chiffres des rapatriements continentaux appelle trop de réserves pour que nous puissions nous aventurer à faire fonds sur eux utilement. (1) Aussi bien d'autres aspects de l'émigration ita-

(1) L'*Annuario statistico della emigr. ital.* 1876-1925, ne donne les chiffres des rapatriements pour les pays continentaux qu'à partir de 1921. Les chiffres publiés ci-dessus pour la période 1909-1913 sont empruntés à M. Mitzakis (*op. cit.* p. 19), qui les donne sans indication de source : ils sont, quant aux rapatriements, fort sujets à caution. De 1921 à 1932, les chiffres publiés sont empruntés aux statistiques officielles. A partir de 1928, les critères adoptés pour le relevé statistique ont subi de profondes modifications. Nous donnons ci-dessous les chiffres des départs et des rapatriements à destination et en provenance des pays continentaux et du bassin méditerranéen « les plus probables », tels qu'ils ont été établis par l'Istituto Centrale di Statistica, et tels que les rapporte M. Borgatta (*art. cit. in Rassegna economica* du Banco du Napoli, juin-juillet 1933) :

	(MILLIERS)	
	Départs	Rapatriements
1923	205	103 (23.5)
1924	239	128 (20.6)
1925	178	137 (14.8)
1926	141	119 (12.9)
1927	92	81 (13.8)
1928	91	78 (28.9)
1929	111	97 (32.2)
1930	260	127 (44.6)

Les chiffres entre parenthèses donnent l'excédent de cette évaluation sur les chiffres du tableau du texte.

lienne continentale vont-ils nous apporter des indications plus significatives pour notre objet.

Il s'agit de la disparition à peu près complète, dans l'après-guerre, de cette *émigration saisonnière* qui était la plus courte et la plus fructueuse de toutes les émigrations temporaires (1). Les saisonniers emportant souvent avec eux leurs épargnes à leur retour, c'est aussi celle dont la disparition a laissé les traces statistiques les plus difficilement décelables.

a) S'il n'y a jamais eu en France d'émigration frontalière italienne comparable à l'émigration belge, l'avant-guerre connaissait une importante émigration saisonnière. On l'évaluait, en 1911, à 20.000 émigrants. Leur nombre a diminué, et selon M. Papault (2), ils ne seraient plus maintenant que 5 à 6.000, chiffre à notre avis encore supérieur à la réalité. Cette émigration se recrutait surtout dans les provinces italiennes limitrophes (Ligurie, Piémont) ou peu éloignées (Ombrie, Toscane). Elle était surtout destinée au Midi de la France. La variété des cultures françaises avait pour effet d'égaliser les pointes qu'aurait dû produire une immigration localisée, et c'est sur toute l'année que s'échelonnait l'incessant va-et-vient des saisonniers, du printemps à l'automne, de la cueillette des fleurs (cassis, rose, lavande, etc.) à celle des fruits (vignes, olives, fruits, sériciculture, etc.) avec deux ponts : l'été, la moisson ; l'hiver, le repiquage des fleurs et la cueillette des violettes et des agrumes. Cette raison, jointe à la courte durée de la migration en France, et surtout au fait que ni l'émigration temporaire non-saisonnière, ni l'émigration semi-permanente n'ont été affectées, font qu'il est difficile d'apercevoir dans les statistiques la trace de la diminution de l'émigration saisonnière. (3).

b) L'émigration italienne vers l'Allemagne était surtout une double émigration saisonnière, mi-agricole, mi-industrielle. On n'a que peu de détails sur la première, qui effectuait en concurrence avec

(1) Dépassée seulement, à ce point de vue, par la migration journalière avec frontière traversée deux fois par jour, dont l'Italie offrait peu d'exemples. — Citons aussi, pour mémoire, ce type négligé des remises en nature qui accompagne la transhumance pastorale frontalière. V. C. Stamenkovitch : *L'émigration yougoslave* (Paris, 1929), II^e part. Chap. II, sect. I.

(2) *Le rôle de l'immigration agricole étrangère dans l'économie française* (Paris, 1933), p. 66. — Le Commissariat italien évaluait en 1909-1910, avec quelque exagération, à 56.683 le chiffre de l'émigration saisonnière à destination de la France (*Relazione*, etc., 1909-1910, p. 246). Évaluation dont la précision est d'autant plus fantaisiste que le Commissariat même souligne, quelques lignes plus bas, la difficulté d'assigner le nombre des émigrants saisonniers, surtout en un temps où l'entrée d'Italie en France se faisait sans passeport.

(3) Cette diminution doit être moins sensible en Corse, qui est depuis des siècles le lieu d'une importante immigration de saisonniers lucquois et sardes (vignerons, bûcherons, charbonniers, etc.). — Les *Rapports du Comité de mendicité de la Constituante* (1790-1791) la signalaient déjà en la déplorant : « ...La Corse qui, depuis qu'elle est à la France, appelle annuellement pour le travail nécessaire à ses com-

l'immigration polonaise. (1) La deuxième était composée d'agriculteurs italiens qui quittaient leur pays en automne après les travaux des champs, s'employaient, en hiver, dans les établissements métallurgiques allemands et luxembourgeois, et retournaient au printemps. Les statistiques révèlent pour la période 1900-1914 une moyenne annuelle de 61.190 départs pour l'Allemagne : en réalité, ce chiffre est bien inférieur à la réalité. (2) Pour la période 1919-1932, la moyenne annuelle n'est plus que de 1.203 émigrants.

En regard, les mandats-internationaux accusaient pour la période 1901-1914 les chiffres annuels moyens de 384.994 mandats pour 28.424.016 lire (soit un montant moyen de 73,8 lire). Depuis la reprise du service des mandats, effectuée en 1921, jusqu'en 1933, le chiffre annuel moyen des mandats tombe à 36.327 pour un montant annuel moyen de 13.349.365 lire (soit un montant moyen de 36,7 lire). Les remises d'émigrants ont presque complètement disparu, et les rares envois de l'après-guerre ne s'appliquent qu'à des transactions commerciales de faible montant.

En 1909, à la suite d'un accord conclu avec la Deutsche Bank, le Banco di Napoli étendait son service de remises à l'Allemagne. Il ne prit jamais un grand développement, précisément à cause du caractère saisonnier de l'émigration italienne en Allemagne (en lire) :

(en milliers)

	Nombre	Montant		Nombre	Montant
1909	5,1	397	1914	29,1	1.501
1910	22,0	955	1915	21,8	1.041
1911	24,7	1.023	1916	21,2	1.108
1912	24,6	1.009	1917	15,7	646
1913	26,9	1.132	1918	11,5	683

Depuis une convention italo-allemande du 31 juillet 1912, ces chiffres se rapportaient pour une grande part, non précisable, au transfert des pensions faites aux ouvriers italiens accidentés en Allemagne, ou y ayant acquis des droits à une retraite (3). Les premières

munications et à ses défrichements 9 à 10.000 Italiens que vos deniers payent... » (*Collect. de docum. inédits sur l'histoire de la Révol. française*, p. 532). Avant la guerre, selon M. Le Conte (op. cit., p. 172), « ces 12.000 émigrants coûtaient 3 millions par an à la Corse ». Selon le Commissariat italien, l'émigration saisonnière pour la Corse n'était que de 7.000 personnes en 1909-1910 (*Relazione*, etc., 1909-1910, p. 248). Il serait intéressant de connaître les envois de l'émigration diminuée de l'après-guerre, mais les talons des mandats-internationaux n'étant conservés que pendant 3 ans dans les archives départementales, il n'est guère possible de chiffrer une diminution des envois que d'autres sources, remplaçant la statistique défailante, permettent pourtant d'affirmer.

(1) Alors russe.

(2) La vérité semble être à égale distance entre le témoignage récusable des statistiques des départs et l'estimation surfaite du Commissariat selon laquelle « il y avait en Allemagne, avant la guerre, en été, environ 200.000 Italiens, dont la moitié y restaient en hiver ». (*Relazione*, etc., 1910-1923, t. II, p. 460).

(3) A la suite d'une recommandation du département impérial des assurances sociales, ces sommes étaient transmises par le *Consortium assureur des entrepreneurs*

années de la guerre se traduisirent pour les remises en provenance de l'Allemagne par une diminution moindre qu'elle qu'on put observer pour d'autres pays. C'est qu'à partir de 1913, les remises proprement dites en régression sensible, furent remplacées par les sommes dues à titre de pension (1).

c) Il existait de même, à destination de l'*Autriche-Hongrie*, une importante émigration saisonnière, employée surtout à des travaux publics, et dans les industries du bois, du charbon, etc... Elle n'a pas résisté à la guerre, et le peu qui en est resté, réparti entre les Etats successeurs de la double monarchie, donne lieu à des remises qui sont bien loin d'atteindre les 180.708 mandats internationaux d'un montant de 10.808.397 lire, moyenne annuelle de la période 1901-1914 (moyenne de chaque envoi : 59,8 lire).

d) Bien plus importante, et de loin, bien que non continentale, était l'émigration saisonnière à destination de l'*Argentine*. Son chiffre — déterminable ici avec plus d'exactitude — était, avant la guerre, à peine inférieur à 40.000, maximum de la période, atteint en 1910. C'était l'émigration saisonnière qui donnait lieu aux plus abondantes remises.

Le développement rapide des méthodes d'agriculture intensive en Argentine avait amené dans ce pays la nécessité de l'introduction de nombreux travailleurs agricoles. Les *golondrine* (hirondelles) comme on les appelait, quittaient l'Italie en octobre-novembre, et gonflaient les statistiques des départs des derniers mois de l'année. (2) Ces saisonniers commençaient les travaux de la moisson dans la

de constructions souterraines à la Deutsche Bank. — Remarquons que dans la mesure où on peut accorder le caractère d'épargne aux retenues sur les salaires destinées à assurer des pensions éventuelles, ces pensions constituent de véritables remises sur les montants desquelles il ne nous a pas été possible d'obtenir auprès de l'Institut national italien des Assurances des renseignements complets, ou même comparables. Sur l'aspect juridique de la question, v. G. Mikelli : *Accordi internazionali per la conservazione dei diritti a pensione degli emigranti* (Assicurazioni sociali, Anno VII, N° 6). — *L'Année Sociale* 1931 (Genève, 1932), p. 296 et 599. — Barthélémy Raynaud : *Droit international ouvrier* (Paris, 1933), p. 110, 126, 141, 168 et 216.

(1) En exécution d'un traité italo-allemand du 21 mai 1915, précédant de deux jours la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche (23 mai 1915), le service de ces sommes fut continué jusqu'au 16 juillet 1916, date à laquelle la légation d'Italie à Berne était informée que « le gouvernement allemand avait ordonné la cessation des paiements des pensions dues à des ouvriers italiens ». Peu après survenait la déclaration de guerre de l'Italie à l'Allemagne (28 août 1916) et les sommes transférées en 1917 et 1918 représentent le règlement des pensions dues par le gouvernement de Luxembourg à des ouvriers italiens au titre de pensions, et, pour une part plus grande, des envois faits à des prisonniers de guerre allemands et autrichiens en Italie V. C. Woog (*op. cit.* p. 214, N° 1) et *Relazione*, etc., 1910-1923, t. I, p. 157. — Après la guerre, le service des mandats du Banco di Napoli n'a pas été repris en Allemagne.

(2) Voici les chiffres de l'émigration vers l'Argentine en 1909 :

Janvier :	6.072	Mai :	4.349	Septembre :	6.005
Février :	4.205	Juin :	2.823	Octobre :	16.044
Mars :	4.542	Juillet :	3.144	Novembre :	21.610
Avril :	5.081	Août :	3.563	Décembre :	16.090

province de Santa-Fé et dans la partie septentrionale de la province de Cordoba. Le mois de janvier les voyait descendre dans la partie méridionale de Cordoba et dans la province de Buenos-Aires, où ils étaient employés, jusqu'en mars ou avril, aux travaux de l'été austral. Ils étaient ensuite de retour en Italie pour le temps des moissons dans notre hémisphère. Cet exode se traduisait avant la guerre par le pourcentage élevé des rapatriements par rapport aux départs :

Rapatriés pour 100 émigrants

1907	64,0
1908	51,7
1909	55,2

Ce pourcentage, qu'on peut encore observer dans les premières années de l'après-guerre, s'abaisse rapidement dès 1922-1923, à cause des prix élevés des transports maritimes :

1920	52,9
1921	42,3
1922	21,3
1923	10,8

Les saisonniers emportant généralement leurs épargnes avec eux, il est difficile, ici encore, de déceler dans les statistiques des remises la trace de la diminution de l'émigration. Le Banco di Napoli, abstraction faite des montants, accuse une diminution du nombre des envois en relation plus vraisemblable avec l'affaiblissement de l'émigration totale à destination de l'Argentine. (1) Les mandats internationaux, peu utilisés en Amérique du Sud, n'ont jamais atteint pour l'Argentine que des chiffres peu importants, d'ailleurs en régression. (2)

§ 3. — Envisageons maintenant la répartition de l'émigration italienne successivement par sexe et par profession.

A) Sans qu'on puisse affirmer que la part de l'élément féminin (à quoi on peut assimiler les mineurs de 15 ans qui montrent à très peu de chose près les mêmes variations) donne la mesure de sa permanence éventuelle, il est bien vrai que l'élévation du coefficient de permanence de l'émigration se traduit le plus immédiatement par une augmentation parallèle du pourcentage de l'élément féminin au départ (3). Et toutes choses égales d'ailleurs, une émigration surtout masculine, comprenant une forte proportion d'émigrants mariés, voyageant sans leur famille, donnera lieu à davantage de remises de caractère alimentaire.

(1) V. *infra* § 4.

(2) Moyenne annuelle de la période 1901-1913 : 3.198 mandats pour 211.143 lire.
Moyenne annuelle de la période 1919-1932^o : 2.664 mandats pour 903.237 lire.

(3) Sauf peut-être pour une émigration spécifiquement féminine et spécialisée comme celle qui faisait partir avant la guerre, à destination de l'Egypte, un grand nombre de nourrices, généralement méridionales. Cette émigration restait généralement temporaire, comme son objet. V. Scalise : *L'emigrazione della Calabria* (Naples, 1905), p. 10.

Femmes pour 100 émigrants

1900	17,3	1911	19,2	1922	28,0
1901	18,8	1912	18,5	1923	27,0
1902	17,2	1913	18,6	1924	27,7
1903	16,7	1914	19,6	1925	29,4
1904	17,6	1915	37,2	1926	29,6
1905	16,9	1916	44,0	1927	29,4
1906	18,4	1917	54,4	1928	35,2
1907	18,4	1918	44,7	1929	30,5
1908	17,2	1919	35,4	1930	16,3
1909	18,8	1920	28,7	1931	33,6
1910	18,4	1921	36,0		

Au temps où les premiers départs, lourds d'inconnu, la dirigeaient vers des pays imparfaitement sûrs, l'émigration était surtout masculine : jusqu'en 1886, le pourcentage de l'émigration féminine est inférieur à 20 %. Il s'élève ensuite, et marque l'affermissement de l'émigration permanente : 27,5 % en 1888, 25,1 % en 1891, 24,9 % en 1895, 24 % en 1897. Environ les années 1900, l'émigration temporaire se développe et abaisse ce pourcentage entre 16,7 % (1903) et 19,2 % (1911), minimum et maximum respectifs de la période 1900-1913. Avec des minima, comme on peut l'attendre, dans les années de crise économique : 1903, 1905, 1908. Mise à part l'élévation exceptionnelle du pourcentage pendant la guerre, dû au ralentissement de l'émigration masculine, le mouvement a changé de sens depuis la guerre, et le pourcentage de l'émigration féminine s'établit à un niveau nettement supérieur, avec une chute remarquable en 1930, amenée par la reprise momentanée de l'émigration temporaire.

B) La répartition professionnelle des émigrants au départ de l'Italie, et plus encore, leur reclassement dans les pays d'immigration, sont autrement importants.

a) Il serait hasardeux ici de faire fonds sur les statistiques italiennes des professions au départ. Établies de 1900 à 1933, selon des bases diversement précises, leur détail, souvent peu significatif, autorise parfois toutes les interprétations. (1) Publiions seulement, sous toutes réserves, les chiffres suivants relatifs à la répartition professionnelle des émigrants pour deux périodes choisies l'une dans l'avant-guerre, l'autre dans l'après-guerre :

(1) M. Arena (*Bol. dell'emigr.*, août 1925) souligne l'augmentation du pourcentage des émigrants attachés au service domestique. Elle est due en grande partie au fait déjà signalé de l'accroissement de la part de l'émigration féminine. M. Borgatta (art. cit.) a été davantage frappé par l'accroissement de la main-d'œuvre du bâtiment, surtout non-spécialisée. Mais son étude ne porte que sur la période 1917-1931, pendant laquelle on observe en effet une augmentation très réelle de cette main-d'œuvre par rapport à l'émigration totale (minimum : 17,2 % en 1917, croissant jusqu'à un maximum de 37 % en 1930. On voit d'après les chiffres du texte que pour les dernières années ce pourcentage n'est guère supérieur à celui de l'avant-guerre (minimum : 38,3 % en 1906 ; maximum : 44,8 % en 1908). Il reste que l'augmentation « des autres professions », et spécialement de la domesticité, généralement temporaire, a pu compenser par l'élévation des rémunérations les effets de la diminution des agriculteurs, dans la mesure où cette élévation n'était pas à son tour annulée par une accentuation du caractère permanent de l'émigration.

	1909-1913	1928-1931
Agriculteurs, pasteurs, etc.	32,1	14,1
Manœuvres et terrassiers	29,8	31,8
Maçons, tailleurs de pierres, etc.	12,2	14,4
Ouvriers d'industrie	11,9	15,8
Employés	3,3	1,7
Autres professions (domestiques, etc.)	10,7	22,2
	100,0	100,0

Il ne faut retenir de ce tableau que la diminution remarquable du pourcentage des agriculteurs. Elle est en relation directe avec la diminution de l'émigration transocéanique, et avec l'exploitation intensive de la terre italienne, consécutive à la politique fasciste de restrictions à l'émigration. Ce phénomène a une part incontestable dans l'affaiblissement des remises, car les agriculteurs, et plus généralement la main-d'œuvre non spécialisée, ont moins d'exigences et font une plus grande part à l'épargne monétaire, du moins tant que leur séjour à l'étranger reste temporaire. Mais dans l'avant-guerre, le phénomène des remises n'eût jamais atteint l'ampleur qu'il a eue, et l'affaiblissement constaté ces dernières années eût été plus grand encore si l'émigration agricole au départ s'était prolongée en immigration agricole à l'arrivée.

b) L'investissement local de l'épargne est, en effet, une règle presque générale de l'économie agricole, et c'est surtout des émigrants qu'on peut dire que loin qu'ils possèdent la terre, ce sont eux qui lui appartiennent. Les émigrants italiens, presque tous d'origine rurale, avaient pour la terre un attachement qui faisait dire au Commissariat général de l'émigration, que, du point de vue des remises, « l'émigration agricole, supposant le contraire de la temporanéité, ne convenait pas à l'économie nationale ». (1) A cet égard, une émigration employée principalement dans l'industrie était pour la nation génératrice de profits immédiats autrement importants. Si la tendance de l'émigration agricole à investir localement ses épargnes n'a joué que dans une moindre mesure qu'il nous reste à déterminer, c'est que la répartition professionnelle des émigrants au départ était rarement conservée dans les pays d'immigration, où s'opérait un reclassement dont le résultat commandait plus directement les possibilités de remises.

C'est l'immigration industrielle qui domine aux U.S.A., et de si loin, surtout dans les premières années, qu'elle risque de nous faire oublier l'existence d'une immigration agricole non négligeable.

De 1900 à 1913, 3.292.665 Italiens partent pour les U.S.A., soit une moyenne annuelle de 253.282 émigrants, et une année-record : 1913, avec 376.776 émigrants. Pendant la guerre (1914-1918), le total des départs est de 299.748. De 1919 à 1932, il n'est plus que de

(1) *Relazione*, etc., 1910-1923, t. II, p. 174.

849.076, soit une moyenne annuelle de 60.648 émigrants, avec aussi une année exceptionnelle : 1920, avec 349.042 émigrants.

Il semble qu'en traversant l'Atlantique, la composition de l'émigration italienne subisse un changement de nature qui en inverse les proportions. La répartition professionnelle des 1.200.000 Italiens présents aux U.S.A., en 1908, était la suivante (1) :

Agriculture	80.000
Mines	100.000
Industrie	500.000
Bâtiment, chemins de fer, etc.	520.000
	<hr/>
	1.200.000

Et sur ces 1.200.000 Italiens, 200.000 seulement vivaient dans des villes de moins de 10.000 habitants. Or, en Italie, leur répartition était toute différente : 800.000 d'entre eux venaient de l'agriculture (soit 66,6 %, au lieu de 6,6 % aux U.S.A.) et un million vivaient dans des villes de moins de 10.000 habitants. Ils étaient surtout nombreux dans les travaux non qualifiés (*unskilled-labor*) où l'ignorance de la langue ne crée guère de difficultés, et où ils avaient remplacé les Irlandais : terrassement, maçonnerie, chemins de fer surtout, où, en 1907, 47 % du personnel employé aux travaux neufs était italien. Ceux d'entre eux qui étaient des commerçants se confinaient, en général, dans des métiers où la compétition avec les nationaux n'était pas directe, ou peu apparente : marchands de vins, d'agrumes, de fruits, restaurateurs, coiffeurs, etc... Cette immigration est sans histoire, et si elle a plus de relief, elle a moins de stabilité que l'immigration agricole. C'est elle qui alimente, par son labeur obscur et ses sacrifices, les statistiques des remises, en particulier celles du Banco di Napoli, car la proportion est élevée, parmi ces émigrants, des Italiens méridionaux (2). Et lorsque cette forme d'émigration sera tarie, les remises vont diminuer.

Il s'en est fallu d'une quarantaine d'années seulement que la physionomie de l'immigration italienne dans les U.S.A. n'ait été tout autre. Le moment où Karl Marx écrit que « la grande république a cessé d'être la terre promise des travailleurs émigrants » (3), et où il vitupère le développement d'une économie industrielle aux U.S.A., ce moment est précisément celui où peut commencer à se développer une économie de remises.

Qu'auraient été les remises si les Italiens n'étaient pas venus trop tard aux U.S.A. pour profiter du *preemption act* du 4 septembre 1841 et de la loi de *homestead* du 20 mai 1862 ? C'est un fait que bien avant 1900, les agriculteurs qui veulent s'établir sur une terre

(1) Pescorini (*The Anals*, janvier 1909).

(2) Exclusivement agriculteurs dans leur pays, ils formaient le 60 % de l'immigration non agricole aux U.S.A., alors que les Italiens du Nord formaient le 50 % des agriculteurs italiens des U.S.A.

(3) *Le Capital*, Ch. 33.

entièrement appropriée doivent l'acheter aux *land grabbers* ou aux grandes compagnies foncières. Le prix des terres s'élève vite, et c'est une raison de plus pour que les colons proprement dits soient d'abord rares, surtout parmi les Italiens. La constitution rapide d'une moyenne propriété à exploitation semi-industrielle leur offre d'ailleurs, par le salariat agricole, des occasions d'épargne plus rapides et plus séduisantes. Les agriculteurs italiens étaient inégalement répandus dans les Etats de l'Est (New-Jersey, New-York, Connecticut, Rhode Island), à proximité des ports de débarquement. Les plus hardis qui, au lieu de s'entasser à New-York, s'étaient enfoncés à l'intérieur des terres, devaient devenir les plus riches, dans les Etats du Sud (Louisiana, Texas) et surtout de l'Ouest, particulièrement en Californie, où la colonisation italienne occupe encore la première place. Aux U.S.A. la partie de l'immigration italienne vouée à l'agriculture devait subir une double et, à certains égards, contradictoire évolution. Le simple *laborer*, l'ouvrier agricole qui ne travaille qu'au dehors, s'il avait en vue surtout une épargne monétaire pendant son séjour de durée limitée, ne s'élevait jamais au-dessus de sa condition, et était appelé à disparaître, du moins en tant qu'émigrant, avant la guerre, parce qu'il subissait l'attraction exercée sur lui par les salaires industriels plus élevés ; depuis la législation de 1921-1924, par le non renouvellement de l'immigration. Il est un bon exemple du mal que le souci exclusif des remises a pu faire à l'émigration italienne. Ceux des émigrants qui, ayant leur famille avec eux, étaient, au contraire, libérés du souci des remises, amélioraient leur situation, s'arrachaient au salariat agricole et, utilisant sur place leurs économies, devenaient progressivement *market gardeners*, *truck farmers*, puis *tenants* ou propriétaires.

Ainsi s'explique que la proportion de l'émigration italienne vouée à l'agriculture n'ait cessé de diminuer par rapport au contingent total des Italiens établis aux U.S.A. : 1/7 en 1870, 1/15 en 1890, 1/16 en 1900. A partir de cette date, les recensements américains accusent une population agricole italienne sans cesse décroissante :

1910	293.735
1920	250.863
1930) rural farm	49.283
) rural non-farm .	168.143
	————— 217.426

Si le développement des remises aux U.S.A. a été une conséquence de l'heureux état de choses que nous venons de signaler, c'est à l'inverse le caractère surtout agricole de l'économie sud-américaine qui explique le faible mouvement des remises en Argentine et au Brésil.

L'émigration à destination de l'Argentine était surtout agricole. Les premiers colons purent ici profiter des dernières concessions de terres accordées par l'Etat. Ainsi naquit cette classe de petits propriétaires, là comme ailleurs stable et florissante, bien que peu fruc-

tuëuse du point de vue des remises. Mais très tôt les concessions de terres se firent rares. Surtout, elles finirent par ne comprendre que des superficies tout à fait insuffisantes : de 25 à 30 hectares. Alors qu'au contraire, les terres louées se multipliaient, et que leur superficie unitaire, allant de 100 à 200 hectares, était un gage de prospérité pour le colon. Celui-ci avait le choix entre deux méthodes de colonisation :

1° S'il était venu sans ressources, il pouvait, après quelques mois passés comme ouvrier agricole, trouver une métairie, où les instruments de travail, les semences et les avances nécessaires lui étaient fournis par le propriétaire.

2° S'il possédait un capital, même minime, il trouvait facilement des particuliers ou des entreprises foncières qui lui vendaient un ou plusieurs lots payables par annuités à des prix très variables. (1)

Dans les deux cas, l'accession à la propriété directe lui était facile. Très tôt, cependant, ces formes d'appropriation, tout en conservant du point de vue des remises les inconvénients de l'émigration permanente, perdirent les avantages d'une vraie et profitable colonisation. L'augmentation de la production agricole, et, par suite, des exportations, provoqua en Argentine l'afflux des capitaux étrangers. La spéculation rendit souvent onéreux ces achats de terres faits par des émigrants inexpérimentés, ou à moyens restreints. (2) La disparition de l'émigration temporaire, et plus spécialement saisonnière, déjà signalée, coïncide, à la veille de la guerre, avec l'avènement d'une nouvelle phase de l'économie agricole : le retour à l'*estancia*. Les petits propriétaires et les colons partiaires cessent de s'accroître. (3) Le développement continu de l'élevage, pour lequel, faute de capitaux, ils étaient mal outillés, les mettait en état d'infériorité croissante. L'élevage exige en outre une main-d'œuvre moins abondante. C'est ainsi que prit de plus en plus d'importance une émigration à destination urbaine. Elle avait toujours existé, parallèlement à l'émigration agricole. Elle se développe maintenant à ses dépens, et se dirige le long des lignes de pénétration jalonnées par les chemins de fer. Depuis longtemps l'artisanat, le commerce, les travaux de construction comptent des effectifs de plus en plus puissants aux dépens de l'agriculture délaissée, dont ils ne conservent, au plus grand dam des remises, que le caractère de permanence accusée.

L'abolition de l'esclavage (13 mai 1891) avait créé au Brésil le besoin d'une main-d'œuvre agricole abondante et amorcé l'immigration italienne, qui y a conservé un caractère surtout agricole.

(1) V. Paul Walle : *L'Argentine telle qu'est est*, p. 92.

(2) V. *Relazione*, etc., 1910-1923, p. 220.

(3) Alors qu'en 1895, 60,7 % des entreprises agricoles étaient cultivées par les propriétaires eux-mêmes, 30,6 % par des fermiers et 8,7 % par des colons partiaires, en 1913, les cultivateurs propriétaires étaient tombés à 10,4 %, les colons partiaires étaient montés à 30,5 % et les fermiers à 59 %. En outre, la durée de location des terres devenait de plus en plus courte, et rendait plus précaire la situation des colons. Une loi argentine N° 11.170, promulguée le 15 novembre 1921, a dû interdire les contrats agricoles conclus pour une durée inférieure à 4 ans.

L'élément italien s'y classe dans une des trois catégories suivantes :

a) Les petits propriétaires, surtout dans les Etats du Rio Grande do Sul, de Santa Catarina, de Paraná et, dans une moindre mesure, dans l'Etat de Sao Paulo. Ce sont, en général, les plus anciens immigrants, qui ont pu consacrer leurs épargnes à des achats fonciers. Très tôt, les progrès de la monoculture et la spéculation foncière, rendant difficile l'achat de terres devenues de plus en plus chères, ont restreint pour les immigrants arrivés après 1900 les possibilités de colonisation directe ;

b) Les *empreiteiros*, qui s'engagent par contrat d'une durée de quatre à six ans, à défricher des forêts vierges et à planter de nouveaux *cafezaes*. C'était, autrefois, parmi les *empreiteiros* que se recrutèrent les petits propriétaires. Ils venaient eux-mêmes de la troisième catégorie, la plus nombreuse ;

c) Les travailleurs agricoles, attachés aux *fazendas*, et rémunérés le plus souvent proportionnellement au produit du sol qu'ils cultivaient. Ils se rencontrent surtout dans les grandes plantations caféières de l'Etat de Sao Paulo.

Petits propriétaires et *empreiteiros* procédaient sur place même à l'investissement de leurs épargnes. Quant aux ouvriers des *fazendas*, le règlement de leurs salaires, dont une grosse partie se faisait en nature, avait généralement lieu une fois par an. Il ne leur permettait pas ces remises échelonnées possibles seulement dans le salariat industriel où le temps qui s'écoule entre deux règlements de salaires est ordinairement très court.

A côté de la forte colonie agricole de l'intérieur, il existait de nombreux Italiens, petits commerçants, artisans, etc..., à Rio de Janeiro et dans quelques autres centres urbains.

Pour les deux éléments le haut degré de permanence de l'immigration italienne au Brésil excluait généralement les remises de caractère purement alimentaire. Les montants moyens élevés des remises en provenance du Brésil indiquent plutôt des remises d'épargne. (1)

La France est depuis longtemps le principal débouché de l'émigration italienne en Europe. L'émigration italienne y est essentiellement industrielle, et, compte tenu d'une fraction de plus en plus importante établie à demeure, temporaire. C'est elle qui donne lieu aux remises les plus importantes de toute l'Europe.

Une enquête, faite en 1927 par le Ministère de l'Agriculture (2), révélait que sur un total de 346.098 Italiens employés en France, environ 88 % l'étaient dans l'industrie :

Mines de fer	12.179	Métallurgie	37.626
Mines de charbon, potasse, etc... ..	10.245	Manœuvres	78.416
Construction et terrassement	88.268	Industries diverses	80.312
		Total	307.046

(1) Voir *infra* § 4.

(2) *Enquête sur les étrangers* (Paris, 1929). Les résultats en ont été résumés dans le *Bulletin de la Statist. gén. de la France*, oct.-décemb. 1929, p. 76.

L'émigration vouée à l'agriculture, bien moins importante, nous retiendra cependant davantage, par le danger qu'elle parut constituer, un moment pour l'économie des remises :

Italiens employés dans l'agriculture

	Propriétaires	Fermiers ou Métayers	Total
Nombre d'émigrants,	14.719	24.333	39.052
Superficies cultivées,	53.750 ha	97.385 ha	151.135 ha

Le rapport des fermiers ou métayers à celui des propriétaires, assez élevé, était très variable selon la nature des cultures :

	Propriétaires	Fermiers et Métayers	Total
Alpes-Maritimes	2.588	5.937	8.525
Var	3.284	1.972	5.256
Bouches-du-Rhône	1.122	1.543	2.665
Lot-et-Garonne	1.832	2.749	4.581
Gers	1.046	2.493	3.539
Haute-Garonne	721	2.741	3.462

D'abord et pendant longtemps limitée au Sud-Est français, l'émigration agricole italienne n'avait pris une extension soudaine et rapide dans le Sud-Ouest qu'à partir de 1921. (1) Elle fit alors grand bruit. En France comme en Italie, la presse s'empara de la question. Les passions nationalistes s'échauffèrent. Dans les deux pays, la question fut portée à la tribune. L'Italie avait pourtant connu — et, dans le même temps, continuait à diriger vers d'autres pays — une émigration agricole autrement importante, aggravée même d'un coefficient plus élevé de permanence probable. Et la France, toujours prête à s'alarmer, abritait à la même époque des millions d'étrangers, dont un grand nombre à demeure, bien qu'employés dans l'industrie. C'est précisément parce qu'une émigration agricole permanente, massive et organisée avait été jusque-là chose tout à fait inhabituelle d'Italie en France, que la soudaine arrivée de ces immigrants dans le Sud-Ouest souleva tant d'intérêt et tant d'émotion en France. Et en Italie, la crainte fut grande de voir les remises se tarir dans le principal pays d'émigration continentale, jusque-là traditionnellement voué à une émigration temporaire ou au plus semi-permanente — au moment même où le principal débouché de l'émigration transocéanique venait de se fermer.

Comme il arrive souvent en pareil cas, on ne fit de part et d'autre aucun effort critique pour mesurer l'ampleur d'un phénomène dont l'importance ne fut à aucun moment alarmante. Mais cette émigration avait été organisée méthodiquement, et dans l'état anarchique où malgré le foisonnement des dispositions législatives continuent

(1) V. Marcel Rémond : *L'immigration italienne dans la France du Sud-Ouest* (Paris, 1928).

à se développer, du point de vue économique, les phénomènes migratoires, la chose parut exceptionnelle, alors qu'elle eût dû être la norme.

Ce furent à l'origine les milieux agricoles français qui cherchèrent à se procurer de la main-d'œuvre dans une région dont le dépeuplement était effrayant, et où quatre départements avaient perdu 425.000 habitants en cinquante ans. Mais assez tôt l'immigration italienne fut provoquée par des agences transalpines dont le seul souci était de multiplier les transactions. Au recrutement normal et régulier d'une main-d'œuvre nécessaire succéda très vite la propagande active, parce que intéressée, des marchands de biens.

Ainsi cette émigration prit un aspect financier particulier. Il était naturel qu'après la mise en valeur qui suivit l'arrivée des Italiens, les prix s'élevassent. Onregistra des hausses de 400 à 500 %, évidemment exagérées, mais dans l'appréciation desquelles on négligea de faire la part de la hausse vertigineuse des biens fonciers pendant les années de dépréciation de la monnaie. On comprend le dépit de certains propriétaires français qui vendirent trop tôt : n'oublions pas, toutefois, qu'avant l'arrivée des Italiens, le prix des terres, en raison de la désaffection générale, avait baissé hors de proportion. (1) De leur côté, les Italiens avaient été longtemps encouragés à acheter, malgré l'élévation rapide des prix, par le bon marché relatif des terres moyennes du Sud-Ouest (de 700 à 3.000 fr. l'hectare), à côté des terres fertiles de l'Italie du Nord, d'où venaient la plupart d'entre eux, mais dont les prix prohibitifs (de 5.000 à 15.000 fr. l'hectare) semblaient devoir leur interdire à jamais l'accession à la pleine propriété. Du côté italien, des fonds furent payés trop chers. Les derniers acheteurs furent mal lotis. D'où l'irritation italienne, si facilement excitable : « La France s'est défaite à nos dépens de ses terres les moins fertiles, » etc... (2) Comme pour le confirmer, certains colons ayant dû contracter des emprunts onéreux, on assista, à partir de 1925, à des réalisations. Plusieurs banques locales italiennes furent acculées à la faillite. A la vérité, les désastres retentissants d'autres colonies agricoles, en particulier en Amérique du Sud, avaient moins frappé l'opinion publique italienne, qui, dans le cas présent, était surtout sensible aux indispensables exportations de capitaux qui accompagnaient l'installation des nouveaux colons. On savait pourtant peu de choses sur l'ampleur des fonds exportés, dont on est encore réduit à conjecturer le montant. On a avancé des chiffres variant entre 150 et 300 millions (3), mais il semble bien que si l'on tient compte des prises de bénéfices et des transactions

(1) M. Caziot (*Valeur de la terre en France*, cité par M. Reymond, p. 15) cite une propriété de 19 hectares, dans la vallée de la Garonne, qui, évaluée en 1887 à raison de 6.300 francs l'hectare l'avait été en 1900 à 3.200 et s'était vendue en 1910 à 1.210 francs l'hectare, soit une dépréciation de 63 % en 25 ans.

(2) *Lavoro fascista*, cité par Mauco : *Les étrangers en France* (Paris 1932), p. 409.

(3) M. Mauco (op. cit., p. 464).

multiples opérées à propos d'un même fonds, l'apport originel de capitaux soit resté notablement inférieur.

Au fond, on se faisait mal, au delà des Alpes, à l'idée que l'émigration italienne en France pût n'être pas exclusivement génératrice de remises (1), comme si une économie constamment et puissamment revigorée, depuis plus d'un quart de siècle, par l'apport des milliards des remises n'avait pu supporter la perte de quelques millions... Mais il y avait l'avenir. A partir de janvier 1928, le Gouvernement italien refuse de donner suite aux demandes nominatives. Peu à peu s'arrête alors cette immigration dont on s'explique d'autant moins qu'elle nous ait tant émus que quelques années plus tôt, un essai de repeuplement de ces régions par des colons bretons avait donné des résultats très décevants. De crainte que l'émigration nouvelle, sélectionnée par le Gouvernement italien, ne nous parvînt filtrée de ses meilleurs éléments, nous nous adressâmes depuis aux agriculteurs d'autres pays, non sans quelques mécomptes, semble-t-il.

Après la France, c'était vers la Suisse que se dirigeait principalement l'émigration italienne en Europe. Elle y fut pendant longtemps essentiellement temporaire, et elle l'y est restée. bien qu'on ait pu remarquer quelques années avant la guerre un accroissement de la part de l'émigration établie à demeure. (2) Temporaire et industrielle, l'émigration à destination de la Suisse était extrêmement fructueuse du point de vue des remises.

§ 4. — Toutes choses égales d'ailleurs, l'émigration est directement commandée par l'état économique, tant du pays d'origine que des différents marchés d'immigration, tel qu'il s'exprime à travers les vicissitudes de la production. La question théorique, d'ailleurs mal élucidée (3), ne nous retiendra pas. Nous réservant d'examiner plus loin quelle peut être pour l'Italie d'aujourd'hui la nécessité de

(1) L'immigration italienne dans le Sud-Ouest ne les a pas complètement exclues, les colons italiens employant souvent des compatriotes dont l'expatriation n'est que temporaire. Le mouvement des remises vers l'Italie ne doit pas être très élevé, et un grand nombre des envois doit vraisemblablement se faire par l'intermédiaire des banques italiennes locales, particulièrement nombreuses. — Quant aux mandats-internationaux, il ne nous a pas été possible de recueillir les montants expédiés des départements intéressés à destination de l'Italie avant et après la période 1921-1925. Voici seulement les chiffres des mandats émis dans le Gers à destination de tous les pays étrangers de 1927 à 1933 (milliers de francs) :

1927 : 287,8	1929 : 519,7	1931 : 1.836
1928 : 381,5	1930 : 721,0	1932 : 1.412

M. le Directeur départemental du Gers, à l'obligeance de qui nous devons communication de ces chiffres, signale que « c'est surtout à partir de 1924 que par suite de l'immigration italienne le nombre des mandats émis pour l'Etranger, et plus particulièrement pour l'Italie (environ les 3/4 du total) s'est accru de façon très sensible ». Il ajoute qu'avant 1914, « le nombre des mandats émis pour l'Italie ne devait guère dépasser 100 ou 150 par an, et le montant 15 ou 20.000 fr. »

(2) *Relazione* etc., 1909-1910, p. 228.

(3) V. Harry Jerome : *Migrations and business cycles* (New-York, 1926). — E. P. Neale : *Les migrations et les crises*. Revue Internat. du Travail, déc. 1932. — L. Varlez : *Le rythme saisonnier des migrations humaines* (*Ibid.*, avril et mai 1928).

l'émigration, nous nous occuperons ici seulement de l'influence de l'état économique des pays d'immigration sur les remises. Cette influence peut se saisir d'une double façon, à la fois dans les montants totaux des remises, directement marqués par l'allure de la *production*, et dans les montants unitaires moyens, plus sensibles aux variations des *indices des salaires*, qui indiquent mieux les possibilités plus ou moins grandes d'épargne offertes aux émigrants.

La très grande mobilité de l'émigration assurait, du moins jusqu'en des temps assez récents, entre les possibilités d'un marché de travail et le mouvement migratoire à destination de ce marché un ajustement incessant qui nous laisse peu de choses à dire sur les montants totaux des remises que nous n'ayons déjà entrevu à propos des remises considérées dans leur rapport avec le nombre des émigrants. Par contre, plus précisément et plus longuement nous retiendrons les rapports des salaires et des montants unitaires des remises.

a) *Argentine*. — L'émigration temporaire en Argentine donnait lieu, avant la guerre, à la perception de salaires très élevés. (1) Sa disparition, entraînant la suppression des sommes apportées avec eux par les émigrants de retour, a dû amputer considérablement le montant total des sommes parvenues en Italie. On s'attendrait ici à voir les statistiques du Banco di Napoli, traduisant la situation économique de la fraction permanente de l'immigration italienne, en relation avec la situation économique générale, comme nous verrons que c'est le cas du Brésil. Elles ne le sont qu'à un degré bien faible. Certes, après la rapide période ascensionnelle des premières années (2), les remises marquent bien en 1912-1913 un fléchissement attribuable à l'arrêt momentané de l'immigration italienne. (3) De même, leur reprise pendant la guerre, en nombre et en montant (et mises à part les remises de détresse nées de la situation écono-

(1) Selon M. Foerster (*op. cit.*, p. 244) une bonne saison permettait à l'émigrant de retour de rapporter de 400 à 500 lire. Le Commissariat italien de l'émigration citait, se rapportant à 1909, des salaires journaliers de 17,60 lire, sans compter la nourriture et le logement (*Relazione, etc.*, 1909-1910, p. 159). Les salaires journaliers moyens étaient évalués entre 4 et 9 pesos par jour, c'est-à-dire, au change d'alors, entre 8.80 et 19.80 lire (*Ibid.* p. 167).

(2) Avant la période qui nous occupe, la crise du blé de 1890 avait déterminé une sensible réduction des départs d'Italie pour l'Argentine :

1888 :	64.223	1890 :	36.695
1889 :	69.008	1891 :	24.125

Indirectement, cette crise argentine a eu une grosse importance dans l'acheminement de l'émigration italienne, jusqu'alors dirigée surtout vers des pays agricoles, vers les U.S.A. industriels, restés en ce temps à l'abri de la crise.

(3) L'immigration italienne à destination de l'Argentine fut suspendue par un décret du 30 juillet 1911 et ne reprit qu'après un décret du 24 août 1912. — Les statistiques du Banco di Napoli en portent la trace à un an de distance. — Cependant, selon M. A. Bung, Directeur général de la Statistique argentine, l'aggravation de la situation économique constatée alors aurait suffi à provoquer une moindre émigration (*Los problemas economicos de presente*, Buenos-Aires, 1920). — C'est encore la mauvaise situation économique qui, selon M. Bung, expliquerait le nombre considérable des Italiens rapatriés pendant la guerre de l'Argentine, plutôt que

mique angoissante de l'Italie), traduit à la fois la hausse des prix agricoles mondiaux, et, dans une certaine mesure, la dépréciation de la monnaie (en lire) :

(M I L L I E R S)

	Nombre	Montant		Nombre	Montant
1902	2,4	400	1911	42,7	11.074
1903	11,4	1.986	1912	31,2	8.609
1904	14,0	2.616	1913	28,1	8.130
1905	20,9	4.369	1914	31,3	7.165
1906	44,1	8.523	1915	57,5	26.611
1907	53,9	10.602	1916	48,2	27.896
1908	47,0	11.805	1917	42,7	20.404
1909	44,5	11.121	1918	37,1	11.224
1910	47,0	11.300	1919	34,8	13.731

Il faut, cependant, signaler que, dès avant la guerre, si la condition des colons n'avait pas été meilleure, c'était en partie à cause des conditions de location, devenues de plus en plus dures. La partie du produit reçue par le propriétaire, au net de toute dépense de sa part, passe de 10 à 15 % des produits en 1904, à 15-25 % en 1908 et dans les années suivantes atteint même 25-40 %. Les locations, faites pour 4-5 ans sur les terres vierges et pour 3 ans sur les terres défrichées, deviennent peu à peu annuelles, avec aggravation des conditions accessoires. Plus tard, les transformations survenues dans la composition qualitative de l'immigration italienne en Argentine, déjà signalées, ont pour effet d'aggraver encore les conditions de cette faible fraction dont la permanence laissait encore la place aux remises. (1)

Depuis la guerre, les remises ne traduisent plus ce qu'il a pu survenir d'heureux dans une économie très influençable, et, comme le caractère latin lui-même, facilement portée aux extrêmes, dans le bien comme dans le mal. Par contre, elles ont été sensibles aux facteurs restrictifs : incertitude monétaire, interdiction de sortie des

l'appel des réservistes sous les drapeaux. M. Bung cite à l'appui les retours d'émigrants espagnols, presque aussi nombreux. Il est de fait que l'appel des réservistes a été fort diversement entendu selon les pays. Les rapatriements d'Argentine semblent avoir été encore proportionnellement plus nombreux que ceux du Brésil. La difficulté consiste à séparer du total des rapatriements de la période 1914-1918 (1.198.770 selon l'*Annuario statistico* 1876-1925, p. 1527) le nombre des « Italiens rapatriés du 24 mai 1915, date de la mobilisation, au 31 décembre 1918, pour satisfaire à leurs obligations militaires » (303.919 rapatriés, *Ibid.* p. 1528). Pour ce dernier chiffre, l'*Annuario* ne donne le détail des pays de provenance que pour l'Europe et l'Afrique. Pour les Amériques, il faut se contenter d'une répartition globale : Amérique du Nord (103.259), Amérique Centrale (354), Amérique du Sud (51.774). On ne peut croire à une lacune dans la documentation, toujours si abondante, de l'*Annuario*. Cette réserve est due, croyons-nous, aux constatations délicates qui seraient ressorties des chiffres de certains pays où l'intérêt des immigrants a été plus fort que leur patriotisme.

(1) Après la guerre, et l'émigration saisonnière disparue, il se produisit un curieux retour des choses. Les colons italiens furent obligés de recourir à la main-d'œuvre indigène, paresseuse et insuffisante, donc coûteuse. On trouve un écho de leurs plaintes in *Relazione*, etc., 1910-1923, p. 232.

capitiaux (1), etc... Les salaires agricoles, après une hausse modérée jusqu'en 1929, sont ramenés par la crise bien au-dessous des niveaux de 1922 (2) :

	Journaliers agricoles	Peones de estancia		Journaliers agricoles	Peones de estancia
1922-23	105	100	1928-29	118,5	107,4
1923-24	105,5	101,8	1929-30	116,6	107,4
1924-25	114,8	103,7	1930-31	103,7	98,1
1925-26	111,1	101,8	1931-32	92,5	87,0
1926-27	114,8	105,5	1932-33	81,4	81,4
1927-28	116,6	107,4			

Indications aggravées par la tenue des changes (cours annuel moyen du peso-or en lire) :

1923 : 17,11	1927 : 18,98	1931 : 13,44
1924 : 18,01	1928 : 18,30	1932 : 11,36
1925 : 23	1929 : 18,13	1933 : 10,18
1926 : 23,70	1930 : 15,92	

Aussi, si l'on néglige les remises spéculatives de 1921 et le relèvement sans lendemain de 1927-28, correspondant à la hausse des salaires, l'allure générale des remises argentines du Banco di Napoli est-elle celle d'une baisse continue et, semble-t-il, sans espoir (en lire) (3) :

(1) Elles ne datent pas de l'après-guerre, et l'histoire monétaire si heurtée de l'Argentine en a connu de toutes sortes. V. J. Décamps : *Les Changes étrangers*, et L. Baudin : *La Caisse de conversion argentine* (Revue polit. et parlem., 10 mai 1932). Citons seulement, comme visant nommément les remises des émigrants, une loi fédérale argentine, N° 11.826, promulguée le 7 octobre 1932, qui grève d'une taxe spéciale de 5 % les remises effectuées pour le paiement de pensions à l'extérieur, « ou celles que la Commission de contrôle des changes considère comme remises d'immigrants ». Ces mesures furent rapportées par un décret du 15 décembre 1933 (V. *Situation des Affaires en Argentine*. Bull. trimestr. publié par la Banque E. Tornquist & Co, Buenos-Aires, octobre 1933 et janvier 1934). — En Argentine comme aux U.S.A. les exportations de numéraire faites par les émigrants avaient provoqué des plaintes rapportées in *Relazione*, etc., 1910-1923, t. II, p. 439. Dans certains milieux, on considérait l'or péniblement amassé dans la Caisse de conversion comme exposé aux exportations des voleurs (*ladrones*) étrangers. (G. Leguizamon : *Ilegalidad e inconveniencia de la clausura de la Caja de conversion*. Buenos-Aires, 1931, p. 40 ; cité par L. Baudin, art. cit. p. 282). Montchrétien (*Traité d'économie*, etc.) traitait bien, avec plus de couleur et aussi de propriété dans les termes, les marchands et les travailleurs étrangers de « poux et vampires ».

(2) Indices calculés d'après les chiffres des salaires mensuels, obligeamment communiqués par M. J. C. Urien, directeur de la Statistique au ministère de l'Agriculture argentin.

(3) M. Carlos Tornquist publie depuis plusieurs années dans la *Revista de Economía argentina* et dans le *Bulletin* de la Banque Tornquist, des évaluations globales des remises des émigrants, rapportées dans le *Mémoire sur le commerce international et sur la balance des paiements de la S.D.N.* (1930, p. 57). Ses chiffres indiquent pour les remises totales une baisse du même ordre que la baisse enregistrée, pour les Italiens seulement, à travers les statistiques du Banco di Napoli (en milliers de pesos-or par exercice se terminant le 30 septembre) : 1927-28 : 34. — 1928-29 : 33. — 1929-30 : 30. — 1930-31 : 20.

(en milliers)

	Nombre	Montant		Nombre	Montant
1920	47,7	33,8	1927	31,3	31,1
1921	34,2	46,2	1928	43,0	31,4
1922	39,4	34,1	1929	14,2	16,3
1923	38,1	28,9	1930	9,4	22,4
1924	16,2	15,0	1931	6,1	33,4
1925	9,1	12,8	1932	11,2	13,4
1926	5,6	4,8	1933	14,0	14,0

b) *Brésil*. — La prospérité du Brésil est étroitement liée, depuis les dernières années du XIX^e siècle, au sort du café (1). De 1900 à 1910, et surtout à partir de 1903, les cours du café s'effritent. La situation économique des *fazendeiros* est mauvaise. Les remises en provenance du Brésil sont rares, à la fois parce que l'immigration italienne y est affectée d'un coefficient de permanence élevé, et parce qu'est en vigueur dans les *fazendas* un mode de rémunération qui ne laisse à l'épargne monétaire que des possibilités très restreintes. Il est assigné à chaque ouvrier agricole dans la *fazenda* une moyenne de 5 à 8.000 plants de café. Sa rémunération moyenne, vers 1910, est fixée sur les bases suivantes : 1^o une somme annuelle de 70 milreis par 1.000 plants de café, auxquels il donne ses soins ; 2^o une somme de 500 reis par *alqueire* (2) de café cueilli. Les remises recueillies par le Banco di Napoli traduisent bien par leur allure cette aggravation de la situation économique. Dès les premières années du fonctionnement de la loi du 1^{er} février 1901, elles atteignent un premier maximum en 1904 (nombre) et en 1905 (montant), pour décroître ensuite, en nombre et en montant, jusqu'en 1908-1910.

	Nomb.	Mont.	Mont. moyen		Nomb.	Mont.	Mont. moyen
	(Milliers)	(Lire)	(Lire)		(Milliers)	(Lire)	(Lire)
1902	7,1	1.462	203	1907	11,2	2.991	265
1903	10,9	3.021	274	1908	12,1	5.820	480
1904	18,4	3.658	197	1909	12,4	6.227	498
1905	15,1	6.243	410	1910	13,1	7.469	567
1906	10,1	2.880	282				

En 1910, les mesures prises par les autorités fédérales en vue de la valorisation du café marquent leurs heureux effets : le sac de café, qui valait 42,2 lire à la fin de 1909, vaut 90 lire en octobre 1911. La période de prospérité qui s'inaugure alors se traduit aussitôt par une reprise dans les statistiques du Banco :

1911	12,0	7.434	615	1913	14,2	10.450	731
1912	13,5	8.876	655	1914	10,6	7.205	676

(1) La crise du café, qui commence à sévir en 1897, détermine un premier et important ralentissement de l'émigration italienne au Brésil avant l'époque qui nous occupe (milliers d'émigrants) :

1895 : 98	1898 : 38,6
1896 : 76,6	1899 : 26,4
1897 : 80,9	1900 : 27,4

(2) Mesure d'une contenance théorique de 50 litres, valant pratiquement de 50 à 70 litres.

Les mandats internationaux, dont le service ne fonctionne au Brésil qu'à partir de 1907, s'élèvent rapidement :

	Nomb.	Mont.	Mont. moyen		Nomb.	Mont.	Mont. moyen
	(Milliers)		(Lire)		(Milliers)		(Lire)
1907	0,05	5,4	102	1912	23,1	2.972,0	128
1908	4,8	697,0	145	1913	25,9	3.454,0	133
1909	6,9	968,0	139	1914	14,7	2.076,0	141
1910	11,3	1.565,0	137	1915	0,01	2,1	143
1911	18,0	2.457,0	136				

Le montant moyen des remises du Banco traduit aussitôt, on le voit, l'enrichissement des Italiens les plus fortunés : *empreiteiros* et petits propriétaires, appelés les premiers à profiter de l'amélioration de la situation, auxquels il faut ajouter les commerçants, favorisés par la hausse rapide des prix intérieurs constatée alors. Il passe de 498 lire en 1909 à 567 lire en 1910, et 615 en 1911. On dit bien au Brésil : o *café e ouro*. Par contre, les montants moyens des mandats internationaux, en relation plus directe avec les gains des ouvriers agricoles, restent stationnaires : 139 lire en 1909, 137 en 1910, 136 en 1911. C'est que si, à la veille de 1913, le niveau des salaires s'est élevé de 70 à 100 milreis par 1.000 plants, cette hausse a été entièrement absorbée par l'enchérissement de la vie. (1)

En 1913, la récolte de café est plutôt déficiente, mais les prix, au lieu de s'élever, s'affaissent. La production de caoutchouc connaît elle-même une crise sévère. Les deux principales productions du pays, durement touchées, provoquent le resserrement du crédit et entraînent les autres dans leur chute : sucre, coton, etc... La campagne caféière de 1914 voit la situation des ouvriers agricoles s'aggraver bien au-delà de ce qu'indique le recul de la rémunération unitaire, ramenée de 100 à 80 milreis par 1.000 plants. Les nombreuses défaillances de *fazendeiros* provoquent, en effet, des milliers de réclamations en paiement d'arriérés de salaires. Une loi brésilienne, N° 1050, du 5 janvier 1904, a bien créé au profit des travailleurs des *fazendas* un privilège sur le produit de la récolte de l'année, mais le règlement des salaires n'ayant lieu que lorsque le *fazendeiro* a lui-même placé son café, la garantie reste illusoire. Les remises du Banco di Napoli tombent de 10.450.000 lire, en 1913, à 7 millions 205.000 lire en 1914. Les mandats internationaux reculent à leur tour de 3.454.000 lire en 1913 à 2.076.000 lire en 1914, pour tomber, à partir de 1915, à des chiffres dérisoires qui nous les feront négliger désormais (2).

(1) En 1913, la rémunération moyenne par *alqueire* était restée à 500 reis. En outre, tandis que jusqu'alors les *fazendeiros* permettaient aux ouvriers agricoles de cultiver entre les files de plants de café du maïs et des haricots destinés à leur subsistance, cette faculté leur était supprimée lors de l'élévation des salaires, rendue ainsi purement nominale. (V. *Relazione*, etc., 1910-1923, t. II, p. 286).

(2) Pendant les 9 années qui vont de 1915 à 1925, les mandats-internationaux en provenance du Brésil se sont élevés à un total de 2.794 pour un montant total de 497.219 lire, où la part de l'année 1920 est prépondérante (1.725 mandats pour

La guerre mondiale devait amener au Brésil, malgré une restriction passagère dans les exportations de café (6.363.000 quintaux en 1917 contre 10.236.000 en 1915), une période de grande prospérité, tant parmi les classes agricoles qui écoulaient leurs produits à des prix très élevés que dans l'artisanat local, dont la diminution des importations favorisa le développement. Malgré les rapatriements de réservistes, les remises du Banco di Napoli reprennent :

1915 :	11,5	6.323	548	1917 :	14,3	10.316	719
1916 :	13,1	6.360	483	1918 :	12,2	24.134	1.973

Dès la fin des hostilités, une nouvelle crise survient. Les industries, comme celle de la viande congelée, dont la guerre avait provoqué la création artificielle, ne peuvent subsister. Le marché du café connaît de nouvelles difficultés. Une nouvelle tentative de valorisation a lieu, mais elle est moins heureuse que la première, car les conditions de l'économie mondiale ne permettent plus de la financer au moyen d'emprunts internationaux. En outre, la guerre a amené le désordre dans les finances publiques brésiliennes et provoqué des émissions excessives de papier-monnaie. Le milreis vaut, à la fin de 1923, le quart de ce qu'il valait en 1920, par rapport au dollar. Toutes ces raisons empêchent l'immigration italienne de reprendre après la guerre le chemin du Brésil. Les remises se maintiennent aux environs du niveau de 1918 :

1919 :	12,8	17.297	1.346	1921 :	7,4	21.556	2.889
1920 :	12,0	27.730	2.301	1922 :	12,4	26.561	2.219

Entre temps, les salaires se sont élevés : 220 milreis et 750 reis respectivement pour les unités de travail que nous connaissons. Mais l'élévation des prix intérieurs a eu pour effet de convertir cette hausse nominale en baisse des salaires réels. L'aggravation exprimée en pouvoir d'achat est de 30 %. (1) Mais converties en lire, dont la baisse par rapport au dollar est plus grande que celle du milreis, les remises traduisent une élévation remarquable des montants moyens. A partir de 1923, la tenue du milreis, par rapport au dollar, s'améliore jusqu'en 1925. Les remises reprennent, encouragées par la dépréciation parallèle de la lira, dont les cours les plus bas, enregistrés en 1926, coïncident avec le maximum des montants transmis par le Banco di Napoli. A remarquer que pendant ce temps, le nombre des remises n'a augmenté que beaucoup moins :

1923 :	12,8	40.118	3.114	1925 :	21,1	112.939	5.336
1924 :	16,6	67.410	4.053	1926 :	23,1	147.124	6.369

351.706). A partir de 1924, le Brésil ne figure plus dans les statistiques italiennes des mandats-internationaux, à la suite des interdictions d'exportation des capitaux et sans doute aussi des modifications intervenues dans le fonctionnement du service, qui a toujours été dans ce pays soumis à des restrictions particulières. Sur ce dernier point, et malgré nos instances répétées, il nous a été impossible d'obtenir de source brésilienne des renseignements utilisables. On sait que les administrations sud-américaines se complaisent dans cette attitude négative qui en fera pour de longues années encore, les *terrae ignotae* de la statistique.

(1) *Relazione*, etc., 1910-1923, t. II, p. 300.

Les salaires sont alors à leur maximum, respectivement 300 milreis et 1 milreis. A partir de 1926, l'allure zigzagante du milreis, les vicissitudes des cours du café, les multiples incertitudes de la situation intérieure, surtout les interdictions de sortie des capitaux, jointes à l'absence de toute émigration italienne nouvelle à destination du Brésil, expliquent la baisse des remises jusqu'à l'arrêt presque total marqué par les derniers chiffres connus en 1933 (1) :

1927 :	19,2	89.796	4.726	1931 :	11,1	30.259	2.798
1928 :	22,2	74.592	3.390	1932 :	6,2	17.281	2.776
1929 :	21,5	72.367	3.350	1933 :	0,9	6.238	6.326
1930 :	14,0	33.773	2.410				

c) U.S.A. — Les montants des remises du Banco di Napoli et des mandats internationaux en provenance des U.S.A. étaient, avant la guerre, en relation étroite avec l'indice de la production industrielle. (2) Depuis les restrictions à l'immigration, la correspondance a disparu et les remises sont en décroissance notable (3). Le Banco di Napoli transmet les montants suivants (en lire) :

(1) La diminution des montants moyens traduit les premières années l'amélioration du change italien par rapport à l'or. L'augmentation brusque de 1933 n'est pas significative, vu le petit nombre de remises. L'absence de statistiques nous interdit de mettre ce dernier chiffre en relation avec les variations survenues dans le niveau des salaires. Il est plus vraisemblablement attribuable à des transactions commerciales.

(2) Indice de la production industrielle (Base 100 en 1913).

1900 : 54	1905 : 77	1910 : 86
1901 : 59	1906 : 81	1911 : 84
1902 : 64	1907 : 82	1912 : 96
1903 : 66	1908 : 68	1913 : 100
1904 : 65	1909 : 83	1914 : 92

(3) Les rapports américains publiés annuellement par le Department of Commerce (*The Balance of payments*, etc.) fournissent des évaluations des sommes envoyées par les immigrants à destination des principaux pays d'émigration. V. dans Meynial : *La balance des comptes*, etc., aux chapitres « Angleterre » et « U.S.A. » diverses évaluations américaines des remises, variant du simple au triple. M. Meynial retient pour les années 1914-1918 une somme de 600 millions de dollars, et pour les années suivantes, 1919 : 600. — 1920 : 700. — 1921 : 500. — 1922 : 400. — 1923 : 244. — 1924 : 355 millions de dollars. Le *Memorandum* de la S.D.N. pour 1930 (Genève, 1932, p. 44) donne les chiffres suivants pour les remises des U.S.A. à destination de tous les pays (millions de dollars) :

1923 : 295	1927 : 241
1924 : 285	1928 : 250
1925 : 275	1929 : 247
1926 : 253	1930 : 199

Pour l'Italie, la *Balance of payments* évaluait les remises en 1924 et 1925 à 100 millions de dollars. Surestimation évidente, que reconnaissait, à la suite d'un auteur américain (R. Hall : *The balance of international payments of the U.S.A.* Washington, 1928, p. 27), le *Memorandum* 1913-1927 (Genève, 1928) : « Les estimations antérieures d'envois de fonds effectués par les immigrants sont considérées comme trop élevées ». (p. 126). Une estimation ultérieure se rapportant à 1927 n'attribuait plus à l'Italie que 25 millions de dollars. Pour 1929, le *Memorandum* 1930 (p. 43) ne retenait pour les U.S.A. que le chiffre total de 131 millions de

	Nombre	Montant (Milliers)		Nombre	Montant
1902	52,7	7.441	1918	326,7	187.047
1903	111,1	18.567	1919	386,7	432.692
1904	125,1	22.022	1920	523,9	878.340
1905	147,6	27.755	1921	348,9	621.973
1906	67,6	18.440	1922	310,4	451.853
1907	111,1	24.695	1923	325,4	480.036
1908	77,4	18.599	1924	310,2	455.686
1909	111,7	22.253	1925	296,2	538.956
1910	170,1	37.261	1926	263,2	484.724
1911	213,9	48.476	1927	199,0	290.910
1912	222,7	56.558	1928	165,8	222.606
1913	234,6	62.934	1929	140,9	218.419
1914	197,0	66.040	1930	120,0	182.126
1915	245,6	117.234	1931	136,5	255.710
1916	309,5	113.164	1932	144,7	274.637
1917	357,6	208.692	1933	135,3	234.553

Et les mandats internationaux (en lire) :

	Nombre	Montant (Milliers)		Nombre	Montant
1901	55,6	9.482	1918	240,5	25.556
1902	92,0	17.557	1919	228,4	30.449
1903	186,7	38.596	1920	88,4	10.971
1904	230,1	45.017	1921	74,2	35.589
1905	279,2	54.589	1922	76,9	33.207
1906	390,7	82.076	1923	93,4	38.154
1907	529,4	114.177	1924	100,2	39.976
1908	428,6	91.388	1925	107,9	44.454
1909	533,7	84.682	1926	115,3	43.785
1910	671,4	133.553	1927	116,8	33.567
1911	601,1	118.319	1928	116,5	34.228
1912	563,5	113.448	1929	117,6	34.593
1913	619,4	123.679	1930	123,1	33.633
1914	536,5	95.087	1931	127,7	39.093
1915	477,8	68.580	1932	132,2	44.142
1916	375,2	40.036	1933	122,5	25.547
1917	317,1	32.214			

Arrêtons plus longuement sur les *montants moyens* des remises, exprimés en dollars (1), mis en relation avec les indices des salaires aux U.S.A.

dollars, dont 46,2 à destination de l'Italie, qui venait en tête des pays destinataires, devant la Grèce (25,3), la Pologne (18,1), le Canada (13), etc. Il nous est impossible d'admettre avec M. Meynial que les remises des U.S.A. à destination de l'Angleterre atteignent, de 1920 à 1924, « la moitié des sommes rapatriées par les immigrants étrangers aux U.S.A. ». M. Meynial a attaché trop d'importance aux chiffres de l'immigration, qui sont loin de signifier des remises proportionnelles.

(1) Dans les graphiques suivants, les montants moyens des remises du Banco di Napoli ont été convertis en dollars au cours annuel moyen du change. Les montants moyens des mandats-internationaux ont été calculés directement d'après les chiffres américains se rapportant aux années fiscales (V. Annexe I).

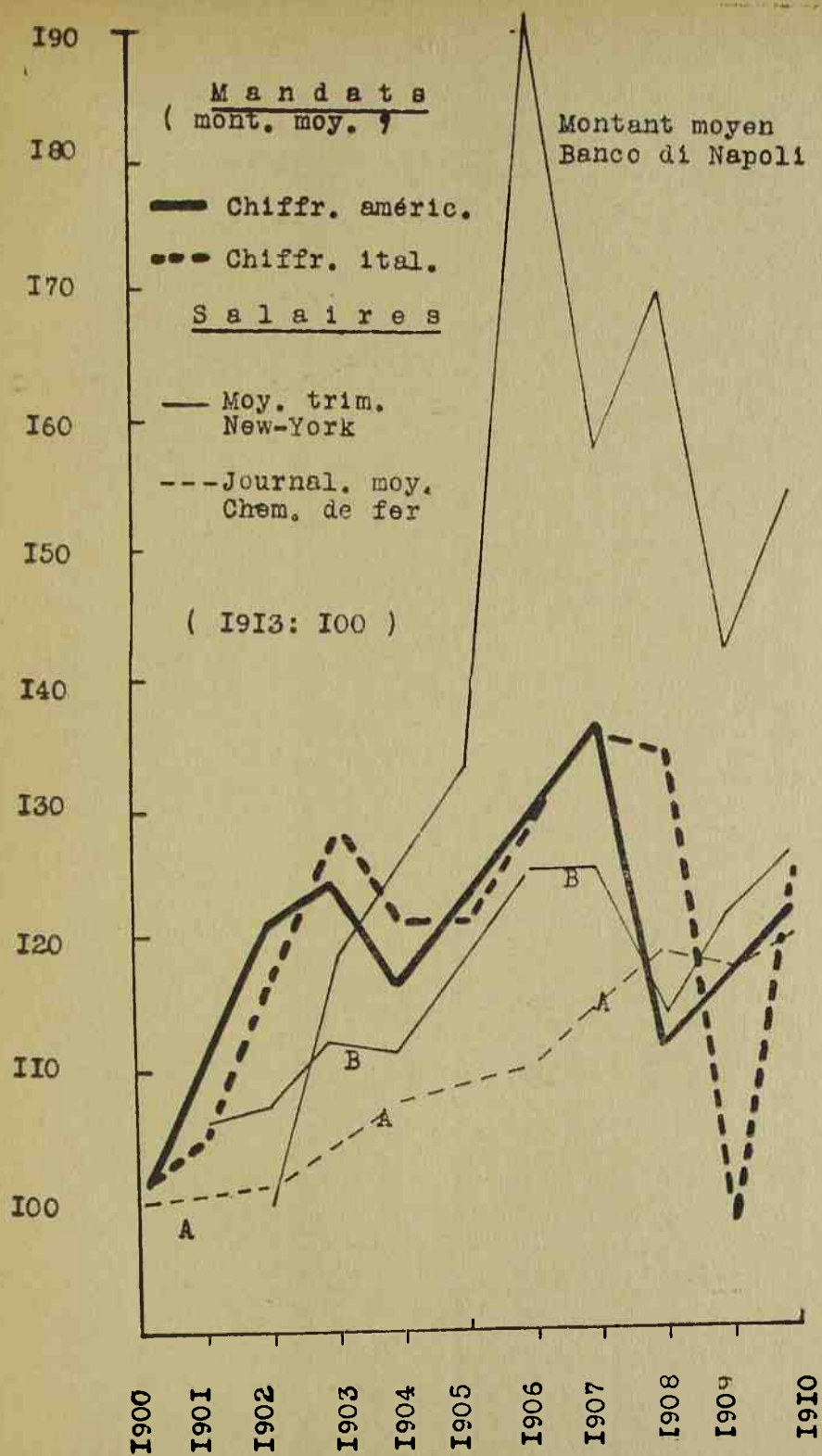
Des deux courbes de salaire qui figurent sur le Graph. VI (1), l'une (courbe A) indique les gains journaliers moyens des travailleurs des chemins de fer dans tous les U.S.A. L'autre (courbe B) les moyennes annuelles établies d'après les gains trimestriels effectifs de travailleurs industriels de l'Etat de New-York. Nous sommes assuré, avec ces deux courbes, d'englober la grande majorité des émigrants italiens aux U.S.A. pendant la période considérée.

Une corrélation très nette apparaît entre la courbe des montants moyens des mandats internationaux expédiés en Italie et les deux courbes des salaires. Cette corrélation est davantage marquée, comme il fallait s'y attendre, avec la courbe des gains effectifs qu'avec celle des gains journaliers moyens. C'est que la première seule corrige les indices des montants des salaires par l'étendue de l'emploi. En particulier la crise industrielle de 1908-1909 n'a affecté la courbe des salaires journaliers qu'en 1909, et dans une mesure moindre que celle des salaires effectivement payés, qui, dès 1908, marque par une chute profonde la diminution de l'emploi.

La corrélation remarquable observable entre la courbe des gains effectifs et celle des montants moyens des mandats calculés d'après les chiffres américains (se rapportant à des années fiscales) semble plus parfaite que celle qui apparaît avec la courbe des montants moyens des mêmes mandats calculés d'après les chiffres italiens (se rapportant aux années astronomiques). Elle ne doit cependant pas être acceptée sans réserves : elle traduit en réalité, l'année fiscale américaine allant du 1^{er} juillet au 30 juin, un retard de six mois des variations des montants des mandats sur les variations des gains effectifs. Aux chutes de 1904 et de 1908, dans les gains effectifs, correspondent des chutes dans les montants moyens des mandats en 1904-1905 et en 1908-1909. Décalage attribuable au temps nécessaire à la formation de l'épargne, et que nous aurons l'occasion de retrouver, sous des modalités diverses, ailleurs et pour d'autres temps.

La corrélation imparfaite observable entre l'indice des gains effectifs et celui des montants moyens des mandats calculés sur les chiffres italiens par années astronomiques rejoint ces indications, et par endroits les dépasse. Surtout, on saisit mieux ici que si en 1904, par exemple, les dépressions ont coïncidé dans les deux courbes, le relèvement des montants moyens des mandats, précédé par le palier 1904-1905, est plus tardif. Et si, en 1908, la chute est de nouveau commune aux deux courbes, elle est moins brutale à l'indice par années astronomiques que dans celui des gains effectifs, étroitement épousé, cependant, par l'indice américain par années fiscales. C'est que la pointe de cette dernière courbe, en 1907, se rapporte

(1) Graph. VI. — L'indice des gains effectifs industriels de l'Etat de New-York a été établi par nous sur la base 1900 100 d'après les indices publiés pour la période 1897-1910 in *Bull. de la Statist. gén. de la France*, t. I, p. 382. L'indice des salaires moyens des chemins de fer a été calculé d'après les chiffres en dollars publiés *ead. loc.*, t. II, p. 268.

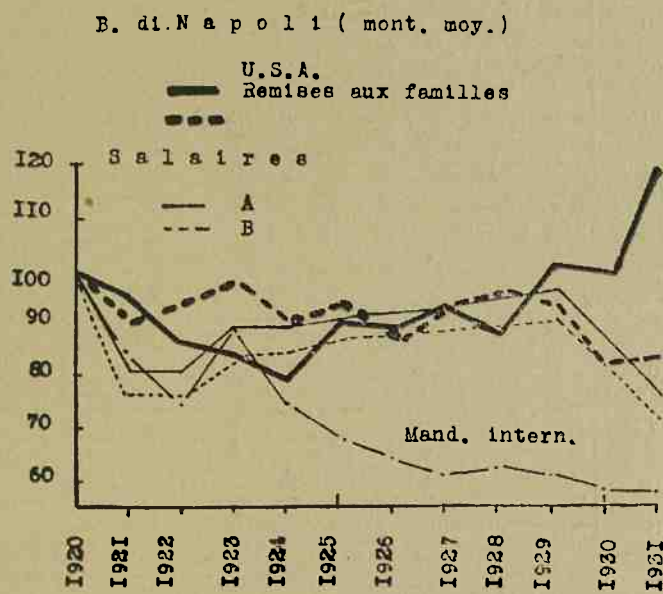


GRAPHIQUE VI

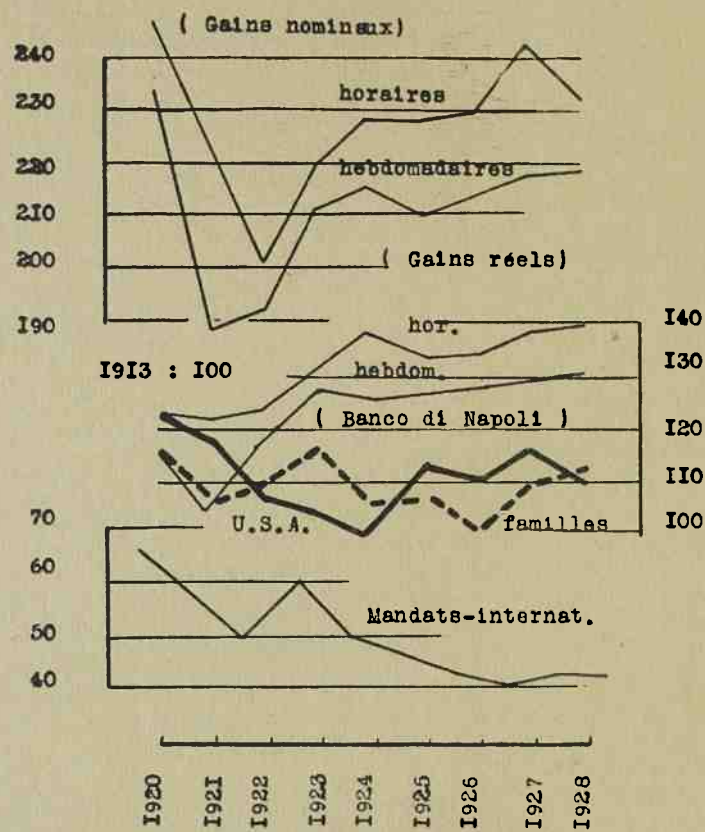
pour partie à des envois effectués pendant les premiers mois de 1908. A y regarder de plus près, et malgré les divergences apparentes, c'est la courbe par années astronomiques qui donne l'image la plus fidèle et la plus circonstanciée de la conjoncture. Au cours de cette première année de crise, et bien que le taux des salaires continue de croître, ou, au minimum, reste encore stationnaire, l'indice des gains effectifs baisse sensiblement. Devant cette embauche diminuée, de nombreux Italiens se rapatrient (240.877 en 1908 contre 176.727 en 1907 et 109.258 en 1906). Ne restent aux U.S.A. que ceux qui sont le mieux placés pour surmonter la crise. En 1908, le nombre (428.693) et le montant total (91.388.061 lire) des mandats sont inférieurs aux chiffres de 1907 (529.499 mandats pour 114.177.199 lire). Mais leur montant moyen n'a diminué qu'assez peu (213 lire contre 215 en 1907). En 1909, au contraire, alors que l'indice des gains effectifs s'est déjà relevé, c'est cette fois le taux des salaires qui baisse, ou, au mieux, qui ne remonte pas encore. Mais surtout, cette année-là, on est en mesure d'affirmer que les émigrants ont été les derniers à profiter de la recrudescence de l'emploi. Car, malgré les importants rapatriements de 1908, et dès les premiers signes de relèvement de la situation, les Italiens ont de nouveau afflué aux U.S.A. (280.251 émigrants en 1909 contre 131.501 en 1908 et 298.124 en 1907) et ces nouveaux venus, dans la dure compétition économique, sont certainement les moins bien placés pour saisir les possibilités nouvelles. (1) Aussi, en 1909, si le montant moyen des envois baisse et si fort (158 lire), c'est que, cette fois, le montant total a continué de décroître (84.682.356 lire), alors que le nombre des mandats s'élevait à des chiffres jamais atteints (533.751), traduisant l'empressement des nouveaux émigrants à secourir leur famille, serait-ce pour des montants minimes, et aux prix des plus grandes privations.

La courbe des montants moyens des remises des U.S.A. faites par l'intermédiaire du Banco di Napoli confirme le sens général de cette concordance. La pointe observée en 1908 est due à l'introduction, cette année-là, d'un service de remises par chèques, vraisem-

(1) Désillusions que traduit la baisse des partances pour les U.S.A. dans les années suivantes : 262.554 en 1910, et 191.087 en 1911. — Selon la *Relazione*, etc., 1910-1923 (t. II, p. 16) la crise économique de 1909-1910 eut pour effet, plus lointain, de diminuer les remises d'une autre façon, par l'augmentation du pourcentage de l'émigration féminine ultérieure par rapport à l'émigration masculine. Devant la difficulté de trouver un travail rémunérateur leur permettant de continuer à assurer la subsistance de leur famille, ceux des émigrés qui répugnaient davantage au rapatriement l'auraient fait venir auprès d'eux. Cette reconstitution assez inattendue, dans le pays d'immigration, de la cohésion familiale brisée par le départ ne peut être admise que pour des cas isolés. On voit mal, au surplus, comment des émigrants aux facultés de gain affaiblies auraient pu assumer pour leur famille des frais de voyage considérables. Le pourcentage des émigrants mariés par rapport aux célibataires est bien supérieur alors à celui des années précédentes, et retombe ensuite de 56,4 % en 1909-10, à 45,3 % en 1911 et 43,9 % en 1912. Mais cette élévation s'explique plus simplement, comme nous l'avons vu : dans une émigration totale en régression, elle traduit l'accroissement relatif des éléments les mieux préparés à affronter une situation aggravée, c'est-à-dire de ceux où s'était toujours alimentée préférentiellement l'émigration permanente.



GRAPHIQUE VII



GRAPHIQUE VIII

blement employé, surtout dans les premières années, à des fins commerciales ou spéculatives. Ce service a eu pour effet de faire monter les moyennes (3.118 remises par chèque pour un montant total de 7.100.141 lire, soit un montant moyen de 2.283 lire, alors que les opérations totales s'élèvent, la même année, à 137.703 remises pour 36.662.542 lire, soit un montant moyen de 266 lire. Comme le Banco ne publie pas le détail des différentes sortes de remises par pays, nous ne pouvons connaître la part des U.S.A. dans ces remises par chèques. Elle a certainement été prédominante.)

Après la guerre, avec la reprise de l'émigration, la corrélation se fait de nouveau sensible. (Graph. VII.) (1) Elle cesse en 1924 pour les mandats internationaux, dont les montants moyens, en décroissance régulière, accusent un changement de fonction. Avec la mise en vigueur aux U.S.A. des nouvelles et sévères restrictions à l'immigration, l'année 1924 voit la disparition complète de cette émigration temporaire italienne, spécialement septentrionale, qui recourait le plus volontiers aux mandats internationaux. Les mandats, dont nous avons déjà constaté la notable diminution dans les nombres et les montants totaux, cessent d'être un instrument normal de ces remises qui disparaissent elles-mêmes peu à peu. La baisse de leur montant moyen traduit aussi le recours de plus en plus fréquent à la voie bancaire pour les remises ordinaires, dont la baisse de la lira par rapport au dollar enfle d'année en année les montants : les mandats sont réservés aux envois de très faible importance.

Pour le Banco di Napoli, les montants ne sont que légèrement influencés par les considérations de change et les desseins spéculatifs, cependant alors prédominants, comme nous le verrons mieux plus loin, mais qui portent surtout sur le nombre et la nature des remises. La corrélation avec la courbe des salaires, telle qu'elle ressort du Graph. VII est satisfaisante.

Cependant, la courbe relative aux remises en provenance des U.S.A. comprend, outre les « remises aux familles » proprement dites, les remises faites par chèques, les délégations télégraphiques et les remises à destination d'épargne. Si nous mettons en regard des indices des salaires la courbe des montants moyens des seules « remises aux familles » (2), mieux représentatifs des envois véritables, la corrélation est plus satisfaisante encore. En particulier, la hausse de 1931 des « remises en provenance des U.S.A. » est due à la présence pour des sommes élevées, de transferts qui n'ont qu'un rapport lointain avec l'émigration (chèques, délégations télégraphi-

(1) Graph. VII. — L'indice A a été calculé d'après les salaires hebdomadaires moyens de tous les ouvriers employés dans 25 industries manufacturières, communiqués par le *National Industrial Conference Board*. L'indice B, de même source, se rapporte seulement aux ouvriers mâles non spécialisés.

(2) La courbe des montants moyens des « remises faites aux familles » ne se rapporte pas aux seuls U.S.A., mais à tous les pays. — Son rapprochement des indices des salaires aux U.S.A. est cependant valable si on considère que le % des remises en provenance des U.S.A. par rapport aux remises totales du Banco pour le total de la période 1920-1931 est de 80,6 %.

ques), et qui élèvent considérablement les moyennes, en face des sommes décroissantes affectées aux « remises aux familles », dont la courbe des montants moyens marque alors une plus grande fidélité aux variations des indices des salaires.

Il n'est pas, enfin, sans intérêt de remarquer que la corrélation entre les salaires et les montants moyens des remises est davantage marquée (Graph. VIII) (1) avec les gains hebdomadaires qui subissent l'influence de l'emploi qu'avec les gains horaires. Et, bien que par rapport aux niveaux d'avant-guerre, l'indice des remises aux familles soit plus près des indices de salaires réels que des indices de salaires nominaux, c'est aux sollicitations de ces derniers qu'il obéit plus volontiers dans le détail.

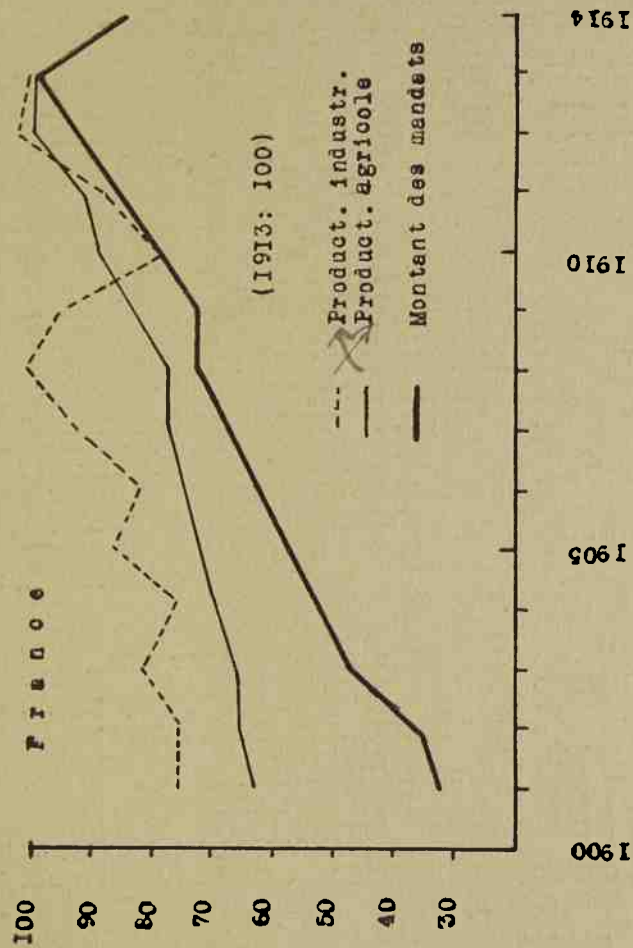
d) *France*. — Les mandats internationaux en provenance de la France, payés en Italie de 1900 à 1933, ont atteint les chiffres suivants (en lire) :

		Nombre	Montant			Nombre	Montant
		(Milliers)					
1901	.....	322,1	12.702	1918	.....	245,8	12.187
1902	.....	354,9—	14.559	1919	.....	285,1	25.669
1903	.....	416,8	19.306	1920	.....	409,7	86.556
1904	.....	435,6	20.814	1921	.....	375,6	86.602
1905	.....	468,5	23.211	1922	.....	527,6	130.775
1906	.....	490,1	25.553	1923	.....	633,4	144.511
1907	.....	498,9	27.509	1924	.....	647,3	146.834
1908	.....	497,5	29.425	1925	.....	590,9	132.798
1909	.....	512,0	30.062	1926	.....	268,8	45.675
1910	.....	547,3	32.441	1927	.....	211,3	36.961
1911	.....	579,2	35.294	1928	.....	258,9	50.829
1912	.....	612,6	38.163	1929	.....	352,3	80.562
1913	.....	695,4	41.079	1930	.....	515,6	133.969
1914	.....	499,0	34.959	1931	.....	562,6	146.585
1915	.....	329,7	19.314	1932	.....	472,2	109.307
1916	.....	350,8	19.242	1933	.....	429,0	92.023
1917	.....	297,9	11.177				

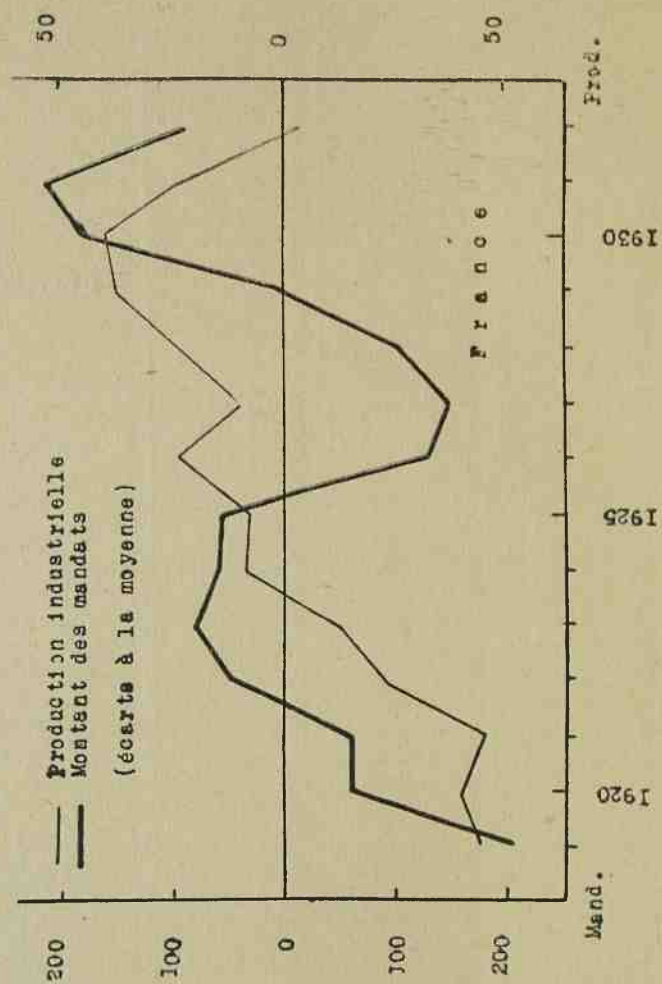
Une correspondance assez satisfaisante est obtenue en mettant en regard l'indice du montant total des mandats à destination de l'Italie et les indices de la production industrielle et agricole (Graph. IX). (2) Il faut négliger la courbe de la production agricole, dont le déchetage, traduisant l'alternance des bonnes et des mau-

(1) Graph. VIII. — Les indices annuels des salaires ont été calculés par nous sur la base des indices trimestriels publiés d'après le National Conference Board et la *Monthly Labor Review*, par M. J. Denuc in *Bull. de la Statist. génér. de la France*, oct.-déc. 1930. Ils se rapportent à des salaires industriels.

(2) Pour tous les graphiques se rapportant à la France, les indices relatifs aux montants globaux comme aux montants moyens des mandats internationaux ont été établis, à cause des variations du change, d'après les chiffres, exprimés en francs, des statistiques françaises. V. Annexe II. Graph. IX. — Indices de la production établis par M. Dessirier (*Bull. de la Statist. génér. de la France*, oct.-déc. 1928).



GRAPHIQUE IX



GRAPHIQUE X

vaisés récoltes, ne saurait être mis en regard de la croissance régulière de l'épargne d'une émigration employée au surplus surtout dans l'industrie. La corrélation existant entre le montant des mandats et la courbe de la production industrielle est autrement significative. Le palier de 1907-1908 dans la courbe de la production est suivi, à un an de distance, par le palier de 1908-1909 dans la courbe des mandats. De même, le palier 1912-1913 de la production précède d'un an l'effondrement amorcé en 1914 par la guerre, et qui dure tout le temps des hostilités.

Dans l'après-guerre (Graph. X) (1), la correspondance entre le montant total des mandats et l'indice de la production industrielle réapparaît entre 1919 et 1923. Le palier de la production en 1924-25 commence à se dessiner, dans la courbe des mandats, dès 1923. La hausse de la production, en 1926, est marquée, au contraire, par une dépression dans les mandats. A partir de 1927, le montant des mandats se relève de nouveau, pour atteindre, en 1930-31, son plus haut niveau (en francs), à cause de la composition de cette nouvelle émigration, soigneusement filtrée et presque exclusivement temporaire. En 1930, la crise mondiale atteint la France, et à un an de distance, l'indice des mandats suit dans sa chute l'indice décroissant de la production industrielle. (2)

Quant aux montants moyens des remises, le Graph XI (3) permet de constater que, dans l'avant-guerre, ils sont comme les salaires

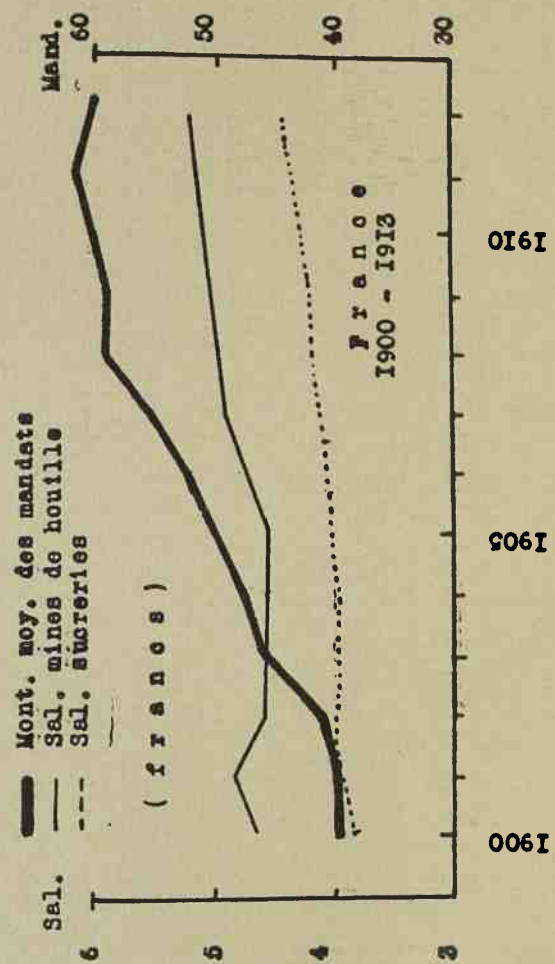
(1) Graph. X. — Indice de la production industrielle de M. Dessirier (*art. cit.*), jusqu'en 1927, ensuite d'après la Statist. gén. de la France. Nous avons porté sur le Graph. X les écarts aux moyennes des deux séries.

(2) M. Meynial a donné des évaluations globales des remises faites par les émigrants étrangers de toutes les nationalités séjournant en France, pour les années 1920-1924, dans son ouvrage sur la *Balance des comptes*, etc. (p. 117) et pour les années suivantes, dans le numéro spécial annuel de la *Revue d'économie politique* consacré à la *France économique* :

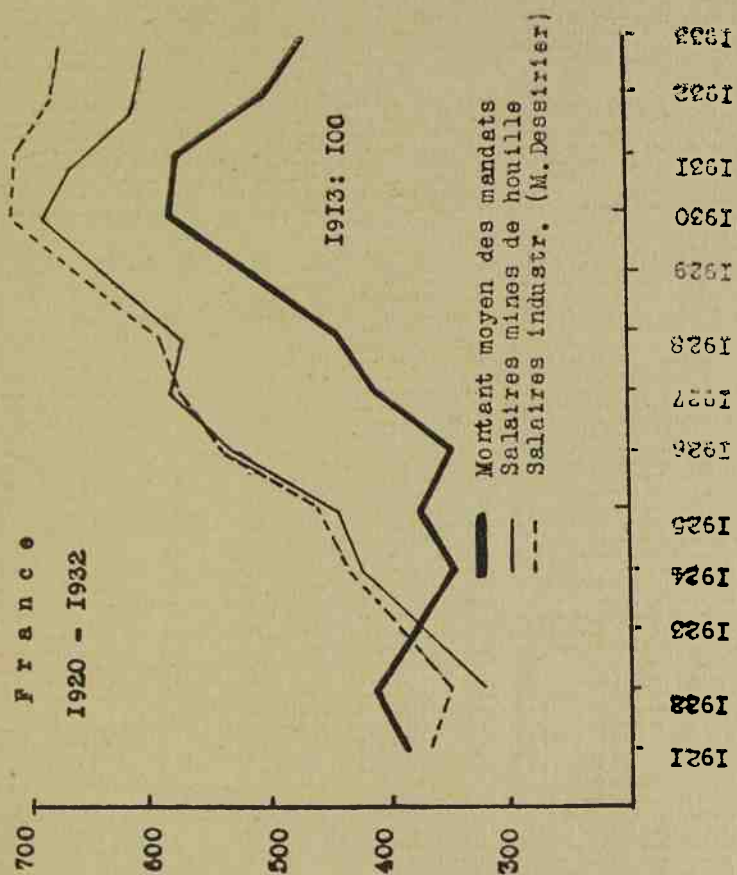
(Millions de francs)		
1920 : 330	1925 : 2.000	1929 : 2.500
1921 : 336	1926 : 3.300	1930 : 2.500
1922 : 388	1927 : 2.500	1931 : 1.800
1923 : 720	1928 : 2.200	1932 : 1.200
1924 : 1.800		

Ces évaluations sont calculées par M. Meynial d'après l'excédent des entrées sur les sorties d'étrangers, multiplié par un montant unitaire probable d'envoi, obtenu lui-même à partir des indices des salaires nominaux, du coût de la vie, et des salaires réels. Elles sont appuyées par la considération du change, etc., et parfois sur les montants des mandats-internationaux émis en France. — M. Henry Bérenger, dans son *Mémoire* présenté en 1926 aux membres de la War Debt Funding Commission (Ch. IV, 9), évaluait les envois des ouvriers étrangers vivant en France à 300 millions en 1913, 675 en 1922, 884 en 1923 et 1.170 en 1924. V. *Europe nouvelle*, 8 mai 1926.

(3) Dans le Graph. XI l'indice des salaires journaliers moyens des ouvriers des mines de houille a été calculé d'après les chiffres publiés par la Statist. génér. de la France, se rapportant à l'ensemble formé par les ouvriers du fond et du jour. C'est aussi sur les chiffres des salaires journaliers moyens publiés par la même source qu'a été calculé l'indice des salaires dans les sucreries (par campagnes sucrières, allant du 1^{er} septembre au 31 août).



GRAPHIQUE XI



GRAPHIQUE XII

industriels, en hausse constante et régulière. Si la courbe des montants moyens ne porte pas trace de la baisse observable en 1902 dans les salaires mines de houille, et qui fut vraisemblablement spéciale à cette industrie (1), elle offre, par contre, en 1908-1909, un palier moins sensible dans les salaires, attribuable à une diminution de l'emploi et par là non saisissable à travers un indice des gains journaliers. Enfin, dans l'ensemble, la hausse des remises est plus rapide que celle des salaires, comme si l'accroissement monétaire apporté aux émigrants par la hausse des salaires avait été intégralement épargné par eux, au détriment de l'amélioration de leur niveau de vie.

Le Graph. XII (2) montre les troubles apportés à ce parallélisme dans l'après-guerre, par les années de crise monétaire. Le sens général du mouvement de l'indice des salaires est en hausse à partir de 1922 : de 1922 à 1926, l'indice des mandats se retrouve, au contraire, en baisse sensible. La portée de cette discordance doit sans doute être atténuée, du fait que la courbe des salaires réels a été vraisemblablement en France, pendant les années considérées, très différente de celle des salaires nominaux. Il n'en reste pas moins à expliquer que de 1920 à 1926, les variations des mandats soient inverses de celles des salaires : la dépression de 1922 dans l'indice des salaires est marquée, au contraire, par une pointe dans celui des montants moyens, et en 1925, à la pointe dans les montants moyens correspond sinon un recul, du moins un ralentissement dans la progression des salaires. Regardons du côté du change. Il est, jusqu'en 1926, fortement favorable à la France, mais assez diversement, et les montants moyens des mandats, dissociés du mouvement des salaires, n'obéissent plus qu'aux sollicitations du change :

(Lire pour 100 fr. français)

1919 :	120,5	1923 :	132,1	1927 :	76,9
1920 :	145,5	1924 :	119,9	1928 :	74,6
1921 :	174,7	1925 :	119,7	1929 :	74,8
1922 :	172,7	1926 :	83,4	1930 :	74,9

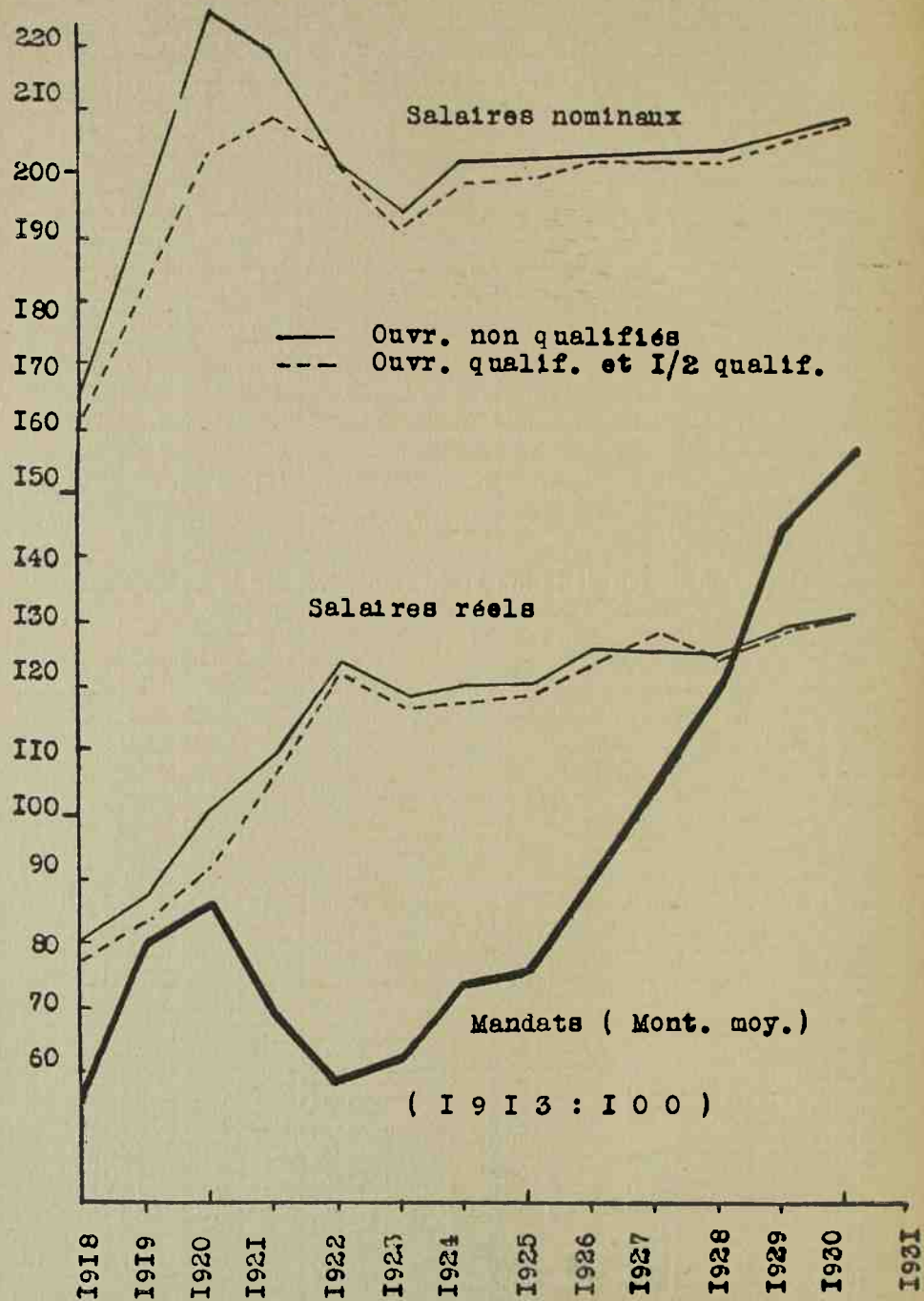
(1) Elle ne se retrouve pas, en effet, dans l'indice des salaires des ouvriers des sucreries. Et pas davantage dans l'indice des salaires moyens de « certaines catégories d'ouvriers », publié annuellement depuis 1921 par la Statist. génér. de la France, et qui ne fournit, pour la période antérieure, que des données partielles. Etabli sur la base 100 en 1911, cet indice donne pour la région parisienne (22 professions masculines) le chiffre de 97 en 1906 contre 90 en 1901 ; et, pour les chefs-lieux de départements et les villes où siègent les conseils de prud'hommes (38 professions masculines), 96 en 1906 contre 89 en 1901. Il y a donc eu, pour l'ensemble des salaires industriels, de 1901 à 1906, une hausse comme dans les remises, et non une baisse comme on serait tenté de le croire d'après le seul indice des salaires dans l'industrie minérale, que nous avons cependant adopté parce qu'il est pour la France un des rares indices utilisables sur une longue période.

(2) A l'indice calculé d'après les salaires journaliers moyens dans les mines de houille, nous avons ajouté ici un indice plus général des salaires industriels, calculé par M. Dessirier d'après différentes sources, et publié par lui dans sa précieuse revue, la *Conjoncture économique* (passim).

De 1920 à 1926, et surtout dans les premières années, l'attrait du bénéfice au change permis par la prime du franc provoque une épargne insolite et assure au montant moyen des remises un niveau beaucoup plus élevé que ne le permettrait l'indice des salaires. Loin que les émigrants limitent leurs envois à la somme de francs qui suffirait, à la faveur du change, à leur procurer le montant en lire de leurs envois habituels, la possibilité d'obtenir 174 lire pour 100 fr. leur fait élever, au moment de plus forte prime, le montant de leurs envois. La hausse rapide des montants, en 1921 et en 1922, coïncide avec la prime élevée du franc pendant ces deux mêmes années. Inversement, en 1923 et en 1924, à une amélioration de la lira correspond un affaiblissement du montant des mandats. Le relèvement subit des mandats en 1925 a lieu alors que le niveau de la lire reste stationnaire par rapport au franc (119,72 contre 119,93). Il constitue alors, pour les mandats, la trace d'une grave faiblesse commune de la lira et du franc par rapport à l'or et aux monnaies anglo-saxonnes. Cette faiblesse, provoquant, chez les nationaux des deux pays, des placements de détresse, a produit chez les émigrants italiens en France ces remises affolées, dont un certain nombre correspond sans aucun doute à des investissements réels en Italie, et qui seraient sans doute plus visibles à travers un mode de transmission plus adéquat, comme les remises par voie bancaire. Enfin, à partir de 1926, année de stabilisation de fait de la lira et du franc, reprend le parallélisme désormais notable, de l'indice des montants moyens des mandats et des diverses indices des salaires.

e) Suisse. — Les mandats internationaux émis en Suisse et payés en Italie offrent les chiffres suivants (en lire) :

Nombre		Montant		Nombre		Montant	
(Milliers)							
1901	186,0	8.223	1918	167,0	8.321		
1902	217,5	9.21	1919	92,0	5.404		
1903	259,1	11.599	1920	73,6	9.673		
1904	278,8	12.599	1921	55,9	7.194		
1905	315,5	14.585	1922	41,8	4.621		
1906	378,3	17.886	1923	40,2	4.633		
1907	433,3	21.864	1924	49,8	7.376		
1908	437,8	23.988	1925	59,6	10.999		
1909	409,0	21.941	1926	74,0	16.500		
1910	454,0	24.273	1927	69,7	13.198		
1911	527,3	28.058	1928	94,6	20.964		
1912	559,0	28.072	1929	135,3	36.198		
1913	493,0	24.810	1930	185,2	53.652		
1914	321,9	16.556	1931	206,0	58.585		
1915	147,6	5.356	1932	170,8	39.481		
1916	172,2	6.520	1933	145,0	27.733		
1917	196,6	7.054					



GRAPHIQUE XIII

La corrélation entre les indices des salaires et les montants moyens des mandats internationaux, telle qu'elle apparaît dans le Graph. XIII (1) est remarquable. Sans qu'on puisse pour autant en tirer une conclusion généralisable pour tous les pays observés, mais seulement une présomption qu'au surplus le raisonnement confirmerait, on voit que le montant moyen des envois épouse de plus près les variations de la courbe des salaires nominaux que celles des salaires réels, bien qu'en gros, et à ne considérer, par exemple, que les points de départ et d'arrivée, son mouvement d'ensemble se rapproche davantage du salaire réel que du salaire nominal. Il est naturel que sur une période de plusieurs années, les variations du montant moyen suivent celles du salaire réel, qui déterminent en définitive les possibilités d'épargne. Par contre, d'une année à l'autre, et sans contradiction, les variations du salaire nominal peuvent être déterminantes. Pour les pays d'émigration temporaire tout au moins, tout se passe comme si, dans l'esprit des émigrants tout entier tourné vers une épargne soutenue, la moindre élévation du taux des salaires nominaux était aussitôt employée à élever le montant de l'épargne. Il y a, dans le cas d'une élévation parallèle du niveau de vie, une résistance à la hausse des prix, qui se traduit par une indifférence, au moins momentanée, aux indications de la courbe du salaire réel. Ce n'est qu'au bout de quelques années que le montant moyen cède aux sollicitations devenues impérieuses de l'indice du salaire réel. Dans le cas de la baisse des salaires nominaux, même si elle est accompagnée, comme en Suisse de 1920 à 1922, d'une hausse des salaires réels, les montants moyens des mandats suivent plus docilement encore les indications de la courbe des salaires nominaux. On escompterait pourtant, dans ce cas, le contraire d'une résistance aux indications de la courbe des gains réels. Mais ce qui manque ici, c'est l'instrument monétaire, véhicule obligé et maintenant déficient d'une épargne qui, en cas de baisse des salaires nominaux, et quelle que soit par ailleurs l'élévation, d'ailleurs généralement moindre, des salaires réels, voit se rétrécir la marge numérique déjà restreinte où elle s'exerce péniblement. Aussi, à partir de 1920, les montants moyens des mandats ont-ils suivi dans leur chute les salaires nominaux, malgré la hausse concomitante des salaires réels. A l'inverse, à partir de 1925, la hausse de ces mêmes montants n'a été possible, malgré la stagnation des salaires nominaux à leurs niveaux de 1924, qu'à la faveur du relèvement, lent mais continu, des salaires réels. Et lorsqu'en 1928 les salaires nominaux reprennent à leur tour, on assiste dans la courbe des montants moyens à une accélération très nette dans l'ascension.

(1) Graph. XIII. — Indices des mandats calculés d'après les chiffres, exprimés en francs suisses, des statistiques fédérales (V. Annexe III). — Indices des salaires publiés par l'Office fédéral de l'industrie dans la *Vie économique* de septembre 1932, p. 359 et 599 (Berne).

§ 5. — Le cours du change, qui peut provoquer (1) ou décourager (2) l'émigration, est en relation directe avec le volume des règlements internationaux dont les remises des émigrants forment une part non négligeable : nous retrouverons plus loin, avec d'autres, cet effet des remises. Occupons-nous ici de l'aspect inverse de cette dépendance, c'est-à-dire du change considéré comme un facteur parfois décisif des remises.

Dans les dernières années du XIX^e siècle, et sous le régime de l'Union latine, les émigrants italiens prenaient une part active à la spéculation qui, à la faveur de la dépréciation de la lira, permettait de fructueuses opérations : celui qui réussissant à faire entrer en France 100 lire de monnaie divisionnaire italienne, les transformait en 100 francs français, pouvait, certaines années, acheter jusqu'à 113 lire en retour. Ce fut cette spéculation qui amena la fermeture des caisses publiques françaises, belges et suisses aux monnaies divisionnaires italiennes, et la nationalisation des pièces, par la modification de l'art. 6 de la convention monétaire du 6 novembre 1885. (3) C'étaient là des opérations portant sur des montants insignifiants, et exigeant des transferts matériels d'espèces que les émigrants, spécialement saisonniers, ont bien pu pratiquer, mais toujours accessoirement au but économique de leur migration : spéculation si l'on veut, mais infinitésimale.

Plus important, mais tout aussi secondaire par rapport au fait même de la remise, était le désir, souvent signalé parmi les émigrants de l'avant-guerre, d'être payés en or dans les pays d'immigration, afin de pouvoir réaliser la prime sur la lira avant l'entrée en Italie. Et bien plutôt ce souci a-t-il contribué à développer l'usage des sommes apportées avec eux par les rapatriés aux dépens des remises proprement dites, qui, effectuées en or dans les pays d'immigration, étaient réglées en papier au destinataire en Italie.

Il faut arriver aux troubles monétaires autrement graves de l'après-guerre pour constater de véritables *remises spéculatives* attribuables à la dépréciation de la lira, alors que rien dans l'émigration ne semble devoir les provoquer — comme on avait pu les observer, en des circonstances analogues, pour d'autres pays (4).

A propos de l'émigration transocéanique, nous avons déjà pu

(1) En 1922, 90.000 Allemands, attirés par le bénéfice du change, vinrent en Hollande. Le gouvernement néerlandais fut obligé de prendre des mesures pour empêcher le développement de cette immigration. (V. Mauco, *op. cit.* p. 99). De même nos préfets signalèrent au gouvernement comme « susceptible de devenir dangereuse » la colonisation suisse qui, à la faveur de la dépréciation du franc, s'observa pour un temps dans nos départements limitrophes (*Ibid.* p. 431).

(2) C'est la perte au change qui fit qu'en 1924 on ne put placer en France presque aucun des chômeurs anglais alors si nombreux (V. Pairault, *op. cit.* p. 99).

(3) C'est aussi à l'émigration italienne qu'il faut attribuer la présence de billon argentin, brésilien, etc., en Italie et dans les pays de l'Union latine.

(4) Par exemple lors de l'inflation allemande. V. G. Borgatta : *Bilancia dei pagamenti. Cambio in Trattato elementare di statistica*, de C. Gini (Milan, 1933), p. 64, n. 32.

attribuer aux remises spéculatives la pointe observée en 1925 dans les montants des transferts du Banco di Napoli, à quoi rien ne correspondait dans le nombre des émigrants. (Graph. II.) En fait, il s'agissait essentiellement du Brésil et surtout des U.S.A., dont les envois forment cette année-là respectivement 16,6 % et 79,2 %, soit ensemble 95,8 % du total des remises du Banco.

Nous avons déjà vu, à propos du *Brésil*, que cette élévation, prolongée en 1926, s'explique, autant que par la baisse de la lira, par la bonne tenue du milreis par rapport à l'or et par la hausse des salaires constatée alors. Signalons ici, pour n'y plus revenir, qu'on a pu plus souvent observer, tant au Brésil qu'en Argentine, le fait inverse, c'est-à-dire les remises contrariées par la perte au change qu'elles auraient fait subir aux émigrants : il n'est pas douteux qu'il faille attribuer à la mauvaise tenue pour ainsi dire permanente des monnaies sud-américaines les faibles montants totaux des remises en provenance de ces pays.

Les U.S.A. nous retiendront plus longuement. Déjà, en 1920, l'ascension rapide du nombre et du montant des remises avait été favorisée par la mauvaise tenue soudaine de la lira, après le retrait des crédits alliés qui l'avaient soutenue pendant la guerre. (1) En 1920, comme en 1925 et 1926, le caractère spéculatif des sommes envoyées ressort de l'élévation exceptionnelle, ces années-là, du pourcentage des envois par « délégation télégraphique » et par chèque, par rapport aux « envois aux familles » et aux envois « à destination d'épargne », seuls représentatifs des vraies remises (milliers de lire) :

	Remises ord. aux familles	Délégations télégraphi- ques	Par chèques	A destination d'épargne	TOTAL
1919	183.766	23.913	74.820	211.885	494.386
1920	430.340	33.811	168.933	347.669	980.756
1921	279.781	38.928	160.740	232.098	711.548
1922	239.669	24.237	119.285	142.496	525.687
1923	288.839	39.638	112.376	118.935	559.790
1924	249.349	34.909	141.933	125.045	551.237
1925	260.100	44.312	198.694	176.707	679.815
1926	229.296	48.495	236.497	132.600	646.890
1927	165.942	50.566	149.296	53.207	419.011
1928	150.226	42.035	103.040	50.047	345.349
1929	107.886	59.963	93.269	52.412	313.262
1930	75.674	41.600	86.730	39.149	243.153
1931	76.201	51.708	94.430	103.580	322.919
1932	79.761	65.688	59.712	102.561	307.723
1933	56.887	66.151	70.373	63.335	256.746

La crise des changes, qui se traduit pour les Italiens de l'intérieur par une fuite devant la lira, provoque chez les Italiens de

(1) Cours moyen du dollar par rapport à la lira :

1919 : 9,79	1922 : 21,19	1925 : 25,09	1928 : 19,02	1931 : 19,17
1920 : 21,14	1923 : 21,76	1926 : 25,72	1929 : 19,09	1932 : 19,47
1921 : 23,59	1924 : 23	1927 : 19,71	1930 : 19,09	1933 : 15,53

l'étranger ce qu'on pourrait appeler une fuite vers la lira. Les chances de reprises sont surappréciées par les détenteurs d'une épargne facilement acquise, en pleine hausse des salaires. On accélère les achats d'une devise menacée, mais qui pourra se relever d'un jour à l'autre, et qui s'est d'ailleurs magnifiquement relevée, et peut-être même trop haut... Et les montants des transferts télégraphiques et par chèques sont loin de donner la mesure totale de ces remises spéculatives dont l'ampleur a frappé les Américains eux-mêmes. (1)

Quant aux montants moyens exprimés en lire, ils s'élèvent selon les fluctuations du change. Par contre, exprimés en dollars, ils restent sensiblement les mêmes, spécialement en 1925 et 1926. C'est que pour les remises ordinaires au moins, qui restent malgré tout les plus nombreuses, les montants en dollars n'ont nul besoin de s'élever pour que les sommes reçues en lire soient les mêmes. Bien plutôt s'abaissent-ils, annulant du même coup la hausse qui aurait dû ressortir de la présence des remises spéculatives, dont les montants moyens étaient fort élevés. En 1920, les montants moyens des diverses catégories de remises du Banco di Napoli sont, en effet, les suivants : Envois aux familles, 800 ; délégations télégraphiques, 3.429 ; chèques, 8.350 ; remises globales, 1.568 lire. En 1925, on a respectivement : 889, 6.516, 8.974 et 1.998 lire. Et en 1926 : 854, 5.847, 15.508 et 2.147 lire. Les montants moyens des envois en provenance des seuls U.S.A. qui étaient pour les trois années considérées respectivement 1.676, 1.819 et 1.843 lire, deviennent, convertis au cours moyen du change, 79,2, 72,5 et 71,6 dollars.

En 1933, on a de nouveau les montants moyens suivants : Envois aux familles, 510 ; délégations télégraphiques, 1.998 ; chèques, 12.346, et remises globales, 1.669 lire. Le montant moyen des envois en provenance des seuls U.S.A. est de 1.734 lire, c'est-à-dire 111,6 dollars. Exprimée en lire, cette somme se situe à égale distance des montants moyens de 1920 et de 1925-26. Exprimée en dollars, elle traduit un montant unitaire calculé pour tenir compte de la dépréciation du dollar par rapport à la lira. Mais à l'inverse de ce qui s'était observé en 1920 et en 1925-26, cette élévation des montants moyens exprimés en dollars n'a pu se faire qu'au prix d'une contraction remarquable des montants expédiés et d'une contraction plus grande encore du nombre des envois par rapport aux montants. Le change favorable à l'Italie joue maintenant contre elle. Les sommes totales expédiées en 1933 sont à un niveau très bas. Si cependant les montants moyens ont pu s'élever en dollars malgré la baisse des salaires, c'est que les expéditeurs sont maintenant des immigrés déjà anciens, dont la situation économique assise a une moindre précarité que celle de leurs compatriotes de l'immédiate après-guerre ou du lendemain de la législation restrictive de 1924. Alors que les moins heureux d'entre les émigrants de 1920 et de 1925-26 avaient pu, au

(1) « Really enormous sums have been deposited in banks in Italy by our immigrants partly as a speculation in exchange ». *The balance of international payments of the U.S.A.*, Washington, 1928, p. 26.

prix de sacrifices majeurs, forcer le nombre de leurs envois pour profiter d'une prime qui entraînait leurs efforts, les Italiens aux U.S.A. de 1933 n'étaient pas encouragés à le faire, maintenant que le change, qui jouait contre eux, ne jouait au profit de personne. (1) Aussi les envois de ces deux dernières années sont-ils le fait d'émigrants de situation meilleure que les autres. Et devant la diminution des remises attribuables en propre à l'émigration, les remises de caractère commercial ont-elles vraisemblablement aussi accentué la hausse des montants moyens. Sans parler des remises des spéculateurs qui ont pu jouer cette fois, non plus la hausse de la lira, mais celle du dollar. Jeu hasardeux, remises destinées sans doute à rester bien longtemps encore en Italie, car alors que la chute de la lira s'était faite pour ainsi dire en arrière et à regret, dans l'espoir jamais abandonné d'une revalorisation plus ou moins totale, la dévaluation du dollar, passionnément désirée par de nombreux éléments économiques, a été délibérément voulue, et dans l'histoire de ces grandes dames difficilement corripibles que sont les monnaies internationales, jamais défaillance monétaire ne s'accomplit avec un consentement plus parfait dans l'abandon.

En France, le mouvement de remises spéculatives n'a pas eu la même importance. La commune dépréciation de la lira et du franc par rapport à l'or s'accompagne d'une dépréciation relative des deux monnaies dont les indications sont ici plus importantes. Jusqu'en 1922, la prime du franc sur la lira est croissante. Elle décroît à partir de 1923, et fait place en 1926 à une prime de la lira sur le franc (2). Les envois spéculatifs qui ont pu avoir lieu seraient plus visibles dans le mouvement des transferts bancaires, sur les montants desquels nous sommes peu renseignés. Il y a peu de chances pour qu'ils aient été le fait d'une émigration qui était loin de jouir des gros salaires en vigueur aux U.S.A. Sans qu'il soit tout à fait exact de parler ici encore de remises spéculatives, le change semble avoir marqué les envois par mandats internationaux de diverse façon, selon les périodes.

Peut-être, en 1920, le change a-t-il accentué la hausse des remises attribuables à l'émigration ? On n'a guère de raisons de l'affir-

(1) Il faut pourtant signaler que selon les statistiques italiennes, le montant des mandats-internationaux émis en Italie à destination des U.S.A. dépasse légèrement, en 1929-30, celui des mandats émis aux U.S.A. à destination de l'Italie, avec 35.279.290 lire contre 35.241.373 lire ; et davantage encore en 1930-31 avec 34.280.369 lire, contre 33.707.968 lire. Ce fait, sans précédent dans les statistiques des mandats, traduirait des remises faites à titre de secours, par les Italiens du Royaume à ceux de leurs compatriotes en détresse aux U.S.A. — Ajoutons que les statistiques américaines n'accusent pas ce dépassement et enregistrent respectivement pour 1929-30 et 1930-31 : Mandats émis aux U.S.A. : 1.852.648 et 1.804.033 dollars. — Mandats émis en Italie : 1.834.682 et 1.781.614 dollars.

(2) Cours moyen du franc exprimé en lire :

1919 : 120,5	1922 : 172,7	1925 : 119,7	1928 : 74,6
1920 : 145,5	1923 : 132,1	1926 : 83,4	1929 : 74,8
1921 : 174,7	1924 : 119,9	1927 : 76,9	1930 : 74,9

mer positivement. Tout au plus, en 1921, la dépréciation de la lira par rapport au franc a-t-elle freiné l'affaissement dans le montant des remises qu'aurait exigé alors la chute de l'émigration. (V. Graphique V.) Bien qu'à vrai dire, si la dépression profonde relevée en 1921, dans la courbe de l'émigration, ne marque qu'un palier dans le montant des mandats, c'est plus probablement à cause des émigrants particulièrement nombreux arrivés en 1920, et qui n'ont commencé qu'alors à envoyer leurs épargnes. C'est aussi que les salaires nominaux en hausse permettent des envois plus importants. A partir de 1924, le Graph. V montre que remises et émigration diminuent *pari passu*. Mais l'affaissement des remises a commencé un an avant, en 1923, c'est-à-dire dès que la lira commence à gagner, par rapport au franc, cette position de prestige qu'elle devait conserver. Ainsi donc, les remises auraient-elles plutôt été contrariées par le change. Par contre, quand les positions relatives des deux monnaies sont fixées par la stabilisation légale de la lira (décembre 1927) et par la stabilité de fait du franc, les remises reprennent, dès 1928, alors que l'émigration ne reprendra qu'en 1930. (1) Quant aux montants moyens, la commune et très grande dépréciation de la lira et du franc, en 1925, leur fait marquer cette année-là une pointe, à quoi correspond, au contraire, dans l'indice des salaires, un ralentissement dans l'accélération.

Les remises spéculatives n'ont pas été sans dangers. Elles ont bien pour un temps provoqué des envois abondants dont l'apport a pu être précieux à l'économie italienne. Par contre, la stabilisation, faisant disparaître les capricieuses oscillations des changes, n'a accru la confiance des émigrants dans la monnaie nationale qu'au prix d'un affaissement des montants transférés. (2) Elle a apporté, en outre, un trouble sérieux dans l'économie italienne, en provoquant le rappel d'une partie de l'épargne précédemment investie en Italie à titre provisoire. On peut saisir la trace de ce mouvement à travers les variations des remboursements effectués par la Caisse postale des émigrants, dont l'étude est inséparable de celle de l'épargne dans les remises en général.

§ 6. — Essayons de mesurer l'importance de ces sommes soustraites à la consommation qui constituent de la part des émigrants,

(1) Il faut tenir compte de l'émigration clandestine, particulièrement importante ces années-là à destination de la France. — Enfin, on a signalé (M. Meynial : *Revue d'économie politique*, mai-juin, 1933) que ces dernières années la stabilité du franc a probablement dissuadé les émigrants d'envoyer dans leur pays des remises abondantes. Cette raison n'a pas pu jouer pour les émigrants italiens, dont le nombre décroissant a bien plus valablement suffi à expliquer la baisse des remises.

(2) Signalé par M. Stringher, gouverneur de la Banca d'Italia, qui écrit, après avoir signalé les changements survenus dans les conditions de l'émigration : « L'amélioration de notre change a indirectement contribué à l'altération d'un des vieux éléments de compensation de notre balance des comptes en supprimant des profits apparents assez élevés sur lesquels pouvaient compter ceux qui avaient à effectuer des versements en Italie avec un agio à leur profit ». Rapport sur l'exercice 1928 à l'Assemblée générale des actionnaires (Rome, 1929).

lorsqu'ils les envoient en Italie, des remises avec affectation d'épargne ; et, lorsqu'ils les gardent auprès d'eux dans les pays d'immigration, une épargne excluant, au contraire, plus ou moins complètement la possibilité des remises.

A) *En Italie.* — Les sommes qui figurent dans les statistiques de la « Caisse postale d'épargne pour le compte des Italiens résidant à l'étranger », sont loin de constituer la totalité des sommes provenant d'émigrants et investies en épargne. Dans de nombreux cas, les livrets ordinaires de la Caisse postale doivent être lourds de remises ainsi investies, soit que l'émigrant ne juge pas utile, au départ, de se faire décerner un livret qui figurera dans la section spéciale des « Italiens à l'étranger », soit plus fréquemment qu'il adresse ses envois à un parent déjà lui-même titulaire d'un livret ordinaire. Les caisses d'épargne privées, si nombreuses et si répandues en Italie, reçoivent certainement aussi des dépôts à l'origine desquels on trouverait l'émigration. Ces sommes peuvent cependant nous fournir, à défaut du chiffre total de l'épargne investie en Italie, un bon indice des sommes déposées et retirées, et, dans plus d'un cas, des indications précieuses sur l'allure des remises elles-mêmes.

a) Les *dépôts* des émigrants à la Caisse Postale ont atteint depuis 1900 (1) les chiffres suivants :

	Nombre	Montant (milliers de lire)	Moyenne (lire)	Crédit des déposants en fin d'année (milliers de lire)
1900	8.636	5.998	694	15.699
1901	10.074	6.831	678	22.325
1902	19.054	13.290	697	35.413
1903	34.231	24.988	730	59.954
1904	40.015	31.542	788	90.994
1905	48.312	37.452	775	127.210
1906	76.433	57.843	756	184.134
1907	100.899	81.570	808	264.956
1908	56.110	55.697	992	320.949
1909	45.789	37.436	817	369.144
1910	78.874	62.659	794	107.279
1911	76.639	65.234	851	153.012
1912	73.576	68.068	925	183.186
1913	93.453	102.052	1.092	219.403
1914	52.115	50.181	963	215.694
1915	46.952	62.346	1.327	237.838
1916	50.137	67.933	1.354	289.814
1917	92.841	195.538	2.106	477.564
1918	85.044	206.512	2.428	680.292
1919	246.700	915.444	3.710	1.503.976
1920	288.935	1.326.570	4.591	2.600.952

(1) De 1890 à 1900, il y eut en tout 17.345 opérations, pour un montant total de 11.211.488 lire,

1921	173.796	915.734	5.269	3.098.072
1922	96.690	469.755	4.858	3.053.075
1923	71.674	483.857	6.750	3.149.960
1924	67.351	555.716	8.251	3.336.829
1925	79.865	787.634	9.862	3.686.173
1926	57.148	605.587	10.606	3.640.700
1927	21.468	178.482	8.302	3.237.424
1928	23.528	217.404	9.251	2.958.269
1929	24.600	241.863	9.833	2.814.479
1930	20.959	223.164	10.633	2.683.350
1931	24.070	318.189	13.207	2.690.172
1932	19.100	229.000	11.989	2.626.200
1933	15.300	147.100	9.614	2.432.800

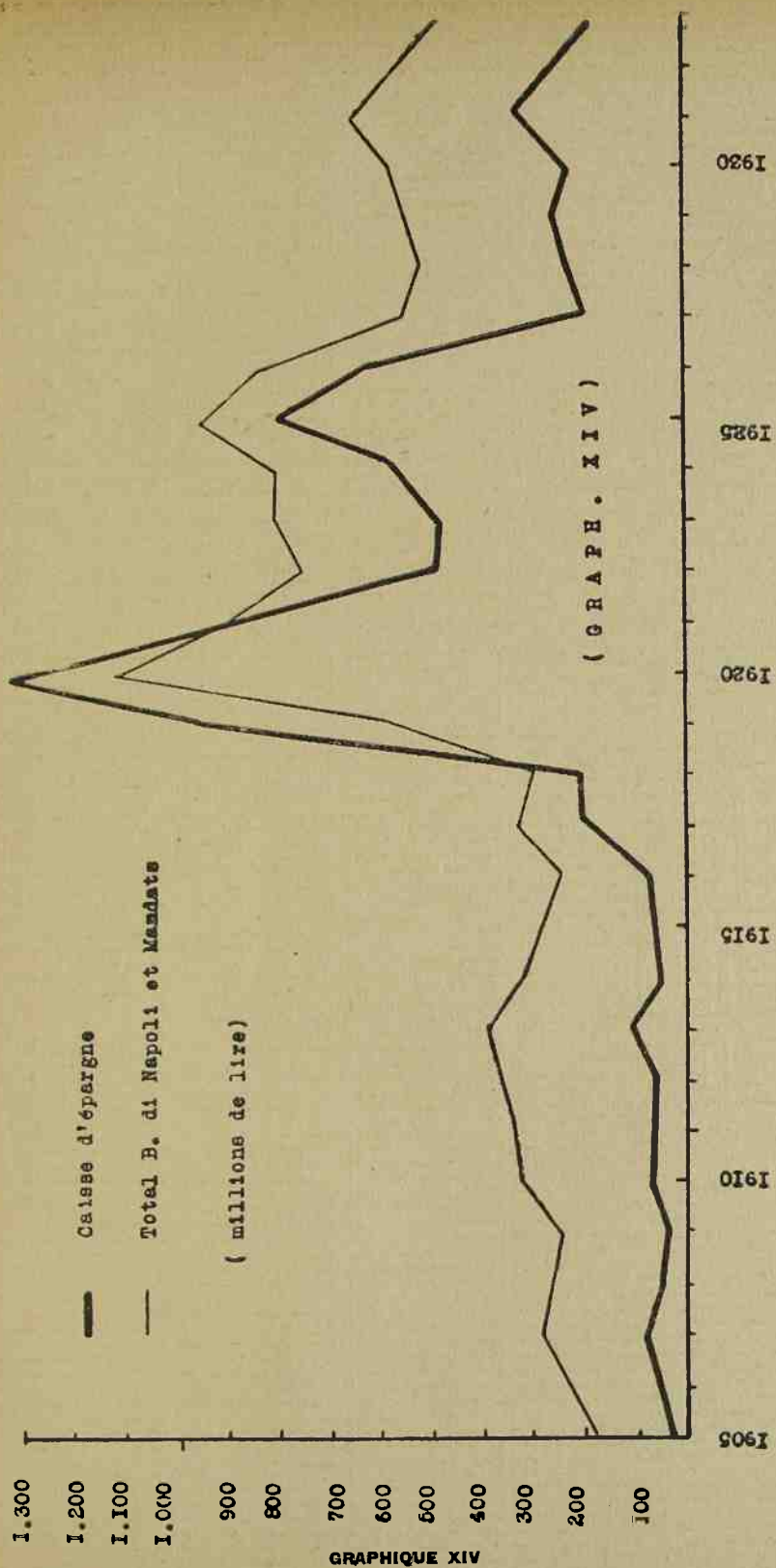
Nous avons aucun moyen de connaître exactement la part des remises investies en épargne, sinon la comparaison du chiffre total probable des remises, tels que nous essaierons plus loin de le déterminer, avec les montants des dépôts tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessus. Renonçons tout de suite à cette impossible confrontation d'une donnée conjecturale et d'un indice présumé.

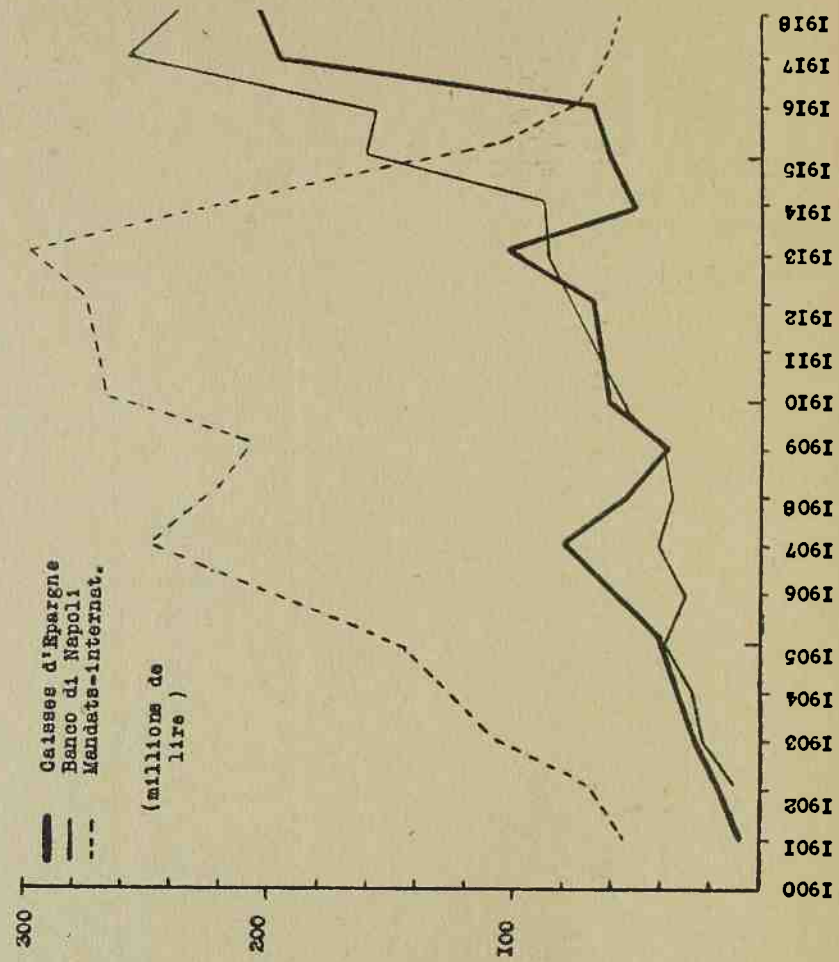
L'étude des variations relatives des dépôts et des remboursements sera autrement instructive. Avant d'y arriver, et avec toutes les réserves qui s'imposent, arrêtons-nous sur la corrélation remarquable qui peut s'observer (Graph. XIV) entre le montant des dépôts des émigrants à la Caisse postale et l'ensemble formé par les remises du Banco di Napoli et les mandats internationaux, considéré comme un indice suffisamment représentatif des remises totales.

Alors que le rapport des dépôts à cet ensemble connu de remises était de 21,5 % pour la période 1902-1913, il s'élève à 68,1 % pour la période 1920-1933. (1) Il avait été de 73,9 % pendant les années troublées 1914-1919. La considération du détail des relations entre la courbe des dépôts et les courbes des mandats du Banco di Napoli et des mandats internationaux, nous permettra seule d'interpréter correctement cette élévation, en même temps qu'elle nous fournira l'occasion de prendre contact avec les variations les plus notables des dépôts.

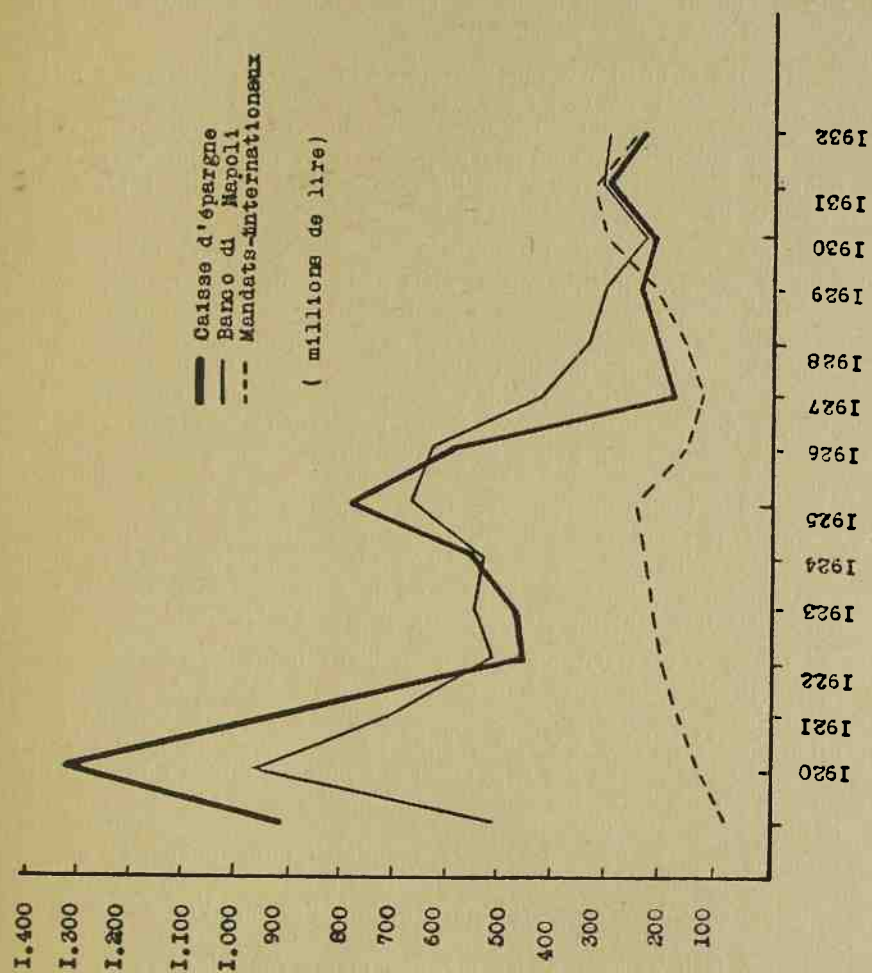
On peut voir (Graph. XV) que, de 1902 à 1913, il existe une similitude frappante entre l'allure de la courbe des mandats internationaux et celle des dépôts à la Caisse. En une période que les vicissitudes monétaires n'ont pas encore troublée, la proportion de l'épargne des émigrants qui s'investit, pour une plus ou moins longue durée, à la Caisse postale, est sensiblement constante par rapport aux remises totales exprimées à travers les mandats. Par contre,

(1) (Milliers de lire)	1902-1913	1914-1919	1920-1933
Mand. internat. et Banco di Napoli	2.959.303	2.026.933	9.830.429
Dépôts à la C. E.	637.831	1.497.949	6.700.055
	21.5 %	73.9 %	68.1 %





GRAPHIQUE XV



GRAPHIQUE XVI

la courbe du Banco di Napoli a moins d'influence sur celle des dépôts. Elle est plus régulièrement ascendante, et la dépression que la crise de 1908-1909 marque dans la courbe des mandats-poste et dans la courbe des dépôts est beaucoup moins sensible dans la courbe du Banco, qui n'en est encore qu'aux premières années de son fonctionnement, et compense la diminution des remises due à la crise par une extension de son rayon d'action.

Jusqu'à la guerre, le parallélisme de la courbe des mandats internationaux et de celle des dépôts à la Caisse postale est constant : un premier maximum en 1907, suivi d'une dépression pendant la crise de 1908-1909, d'un relèvement en 1910, puis d'un palier pendant les années 1910-1912, jusqu'au relèvement final de 1913, avant la chute des premières années de guerre mondiale.

Mais alors que la courbe des mandats-poste, de provenance, nous le savons, principalement, mais non exclusivement européenne, fléchit considérablement dès les premières années du conflit mondial, la courbe des dépôts se désolidarise d'elle pour épouser étroitement, pendant le conflit, et, plus tard, encore davantage, la courbe des remises du Banco di Napoli. C'est que l'émigration européenne a presque complètement cessé, et les dépôts effectués auprès de la Caisse postale sont à peu près uniquement alimentés par les remises des émigrants restés aux U.S.A., grossies sous la double influence de l'augmentation des revenus et de la prime du dollar sur la lira. A travers le canal des remises prévalentes du Banco, c'est une image fidèle de la hausse des salaires aux U.S.A. que présente pendant ces années la courbe des dépôts de la Caisse postale. Elle restera désormais fidèle au guide nouveau qu'elle s'est choisi.

L'année 1922 (Graph. XVI), pendant laquelle les remises du Banco di Napoli accusent une chute notable par rapport au maximum de 1920, est aussi, politiquement, une année climatérique pour l'Italie : c'est l'année de la révolution fasciste. L'épargne hésite : la chute de la courbe des dépôts est des plus accentuée que celle des remises du Banco di Napoli. En 1925, c'est l'inverse qui se produit : l'afflux des remises spéculatives traduit par la courbe du Banco di Napoli davantage que par celle des mandats internationaux, est encore plus marqué dans la courbe des dépôts. La Caisse postale est un des principaux refuges de cette épargne dont l'espoir d'un bénéfice de change a provoqué le transfert en Italie. En 1926-27, avant la stabilisation du fait de la lira, les investissements sont découragés et les dépôts baissent avec les remises, pour reprendre avec elles, en 1931, dernier maximum de la série, qui coïncide avec une légère reprise de l'émigration. Depuis 1931, une chute verticale les amène au niveau le plus bas de la période d'après-guerre (147,1 millions en 1933), en réalité, exprimés en valeur-or, à un niveau bien inférieur à celui des belles années de l'avant-guerre.

En même temps, le pourcentage du crédit en fin d'année des

« Italiens à l'étranger », par rapport au crédit des Italiens du Royaume, a baissé dans des proportions remarquables (1) :

	Crédit des Italiens du Royaume	Crédit des Italiens à l'étranger	%
	(Milliers de lire)		
1900	653.939	15.699	2,4
1910	1.636.156	107.279	6,5
1920	4.287.216	2.600.952	60,6
1925	6.296.680	3.686.173	58,6
1930	13.047.200	2.432.800	18,6

Avant de passer aux remboursements, arrêtons-nous sur les indications que pourront nous apporter les remises d'épargne faites par l'intermédiaire du Banco di Napoli, mises en regard du volume total des remises dudit établissement.

Depuis 1905, le Banco sépare dans ses statistiques les remises à destination d'épargne des remises ordinaires destinées aux familles (2). Bien que les statistiques ne nous fassent connaître ni le nombre ni le montant des remboursements, ni la répartition des remises d'épargne entre les divers pays de provenance, ces indications ne sont pas négligeables. Preons garde, toutefois, que les variations de l'épargne transmise par le Banco di Napoli par rapport au total des sommes transmises à toutes fins, n'indiquent pas pour autant des variations correspondantes de la consommation différée par rapport à la consommation possible. En effet, les sommes destinées par les clients du Banco à un investissement d'épargne plus ou moins durable sont loin de figurer toutes dans ces chiffres. Il y a même lieu de croire que rares sont les émigrants qui, à côté d'une remise destinée à leur famille, quand ils en ont une, et qu'ils contribuent à sa subsistance, en font une autre dont ils affecteraient le montant à des fins d'épargne. Bien plus vraisemblablement laissent-ils à leur famille le soin d'investir en épargne l'excédent des remises sur les besoins. Aussi ne devons-nous aborder les pourcentages indiqués ci-dessous qu'avec circonspection.

De 1907 à 1913, le pourcentage des remises à destination d'épargne par rapport aux remises totales du Banco se maintient entre 12,7 % (1909) et 17,6 % (1912). Il s'élève à 21,4 % en 1913, et s'abaisse pendant la guerre, de 12,6 à 11,1 %, 12,3 %, 18,5 % et

(1) La comparaison avec le crédit, en fin d'année, des déposants auprès des Caisses d'épargne ordinaires (17.229 millions de lire en 1930, contre 6.669 millions en 1920) eût fait ressortir un abaissement plus grand encore du pourcentage pour la dernière période.

(2) Il distingue encore, à l'intérieur de ces remises d'épargne, les sommes destinées à la Caisse postale d'épargne de celles destinées à la Caisse du Banco, vieille institution privée très en faveur auprès des Italiens du Mezzogiorno. L'étude séparée des sommes destinées à ces deux institutions ne nous apprendrait pas grand chose : nous risquerions au contraire de mettre au crédit du pouvoir d'épargne des émigrants telle hausse des dépôts de la Caisse du Banco due à l'initiative d'un correspondant. Seul le chiffre global de l'épargne transmise par le Banco est significatif.

21,3 % respectivement, en 1914, 1915, 1916, 1917 et 1918. On a ensuite les chiffres suivants :

1919 : 42,8 %	1924 : 22,6 %	1929 : 16,7 %
1920 : 35,3	1925 : 25,9	1930 : 16
1921 : 32,5	1926 : 20,4	1931 : 31,1
1922 : 26,9	1927 : 12,7	1932 : 33,2
1923 : 21,2	1928 : 14,5	1933 : 24,6

Le niveau élevé de 1919 est exceptionnel : il correspond à l'épargne accumulée à l'étranger pendant la guerre, et dont l'investissement en Italie a été retardé jusqu'à la fin des hostilités. Il ne sera jamais plus atteint par la suite. La même raison est encore valable en 1920 et 1921. Il s'y joint alors les facilités apportées à la constitution d'une épargne monétaire par l'élévation considérable des gains des émigrants transocéaniques, accrues encore par les cours du change, en même temps que les fins alimentaires des remises sont assurées avec une moindre part des remises totales. Il est remarquable qu'on ne constate pas les années suivantes, dans la proportion des remises d'épargne par rapport aux remises totales, le gonflement constaté plus haut, et que nous avons attribué aux remises spéculatives. C'est qu'il s'est traduit ailleurs, dans les postes « chèques » et « délégations télégraphiques » du Banco, qui accusent ces années-là des montants exceptionnels. Alors que les chiffres élevés accusés par les dépôts à la Caisse postale marquent la contribution de tous les émigrants, la clientèle du Banco, plus riche, a choisi pour ses remises spéculatives cette forme plus évoluée et plus adéquate que représente le dépôt en banque.

Les données qui précèdent ont pu déjà nous éclairer sur les pays de provenance des dépôts de la Caisse postale, à défaut des statistiques, irrégulièrement publiées, que nous n'avons pu nous procurer au surplus que pour les années 1927-1931 :

	(Milliers de lire)				
	1927	1928	1929	1930	1931
Argentine	178	213	352	368	285
Australie	352	450	479	782	278
Brésil	328	342	311	109	1
Canada	1.900	2.359	1.989	2.200	2.448
Angleterre	547	632	697	1.310	613
Panama	20	18	20		
U.S.A.	135.870	173.204	192.498	176.684	255.664
Divers	39.287	40.186	45.457	41.711	58.900

On peut vérifier que pour ces dernières années, la distribution géographique des dépôts est bien la même que celle des remises du Banco di Napoli, avec prédominance des U.S.A. Il en est ainsi depuis que la courbe des dépôts a pris la même allure que la courbe du Banco. Et la chose était sans doute vraie aussi, bien que dans une moindre mesure, de l'avant-guerre, où les mandats en provenance des U.S.A., formant un pourcentage non négligeable du total des mandats, avaient vraisemblablement déjà un rôle directeur. Depuis la guerre, et de plus en plus, c'est donc une image de

l'épargne de l'émigration transocéanique, ou plus exactement nord-américaine, et de ses variations, que nous offrent les dépôts à la Caisse postale.

b) L'étude des montants des remboursements est plus significative encore, surtout si on l'éclaire par la comparaison des remboursements effectués en Italie même avec ceux effectués à l'étranger :

	REMBOURSEMENTS			Différence entre rem- boursements et dépôts (milliers de lire)
	Nombre	Montant (Milliers de lire)	Moyenne (lire)	
1900	892	659	739	+ 5.339
1901	1.070	805	753	+ 6.026
1902	1.583	1.152	728	+ 12.137
1903	2.547	2.052	805	+ 22.936
1904	3.420	2.842	831	+ 28.699
1905	4.865	4.508	926	+ 32.943
1906	5.870	5.655	963	+ 52.188
1907	7.391	7.563	1.023	+ 74.006
1908	8.515	7.959	934	+ 47.337
1909	13.448	11.879	883	+ 25.557
1910	9.795	10.965	1.119	+ 51.694
1911	23.922	25.772	1.077	+ 39.463
1912	10.676	12.487	1.169	+ 55.581
1913	12.988	21.643	1.666	+ 80.408
1914	14.311	14.774	1.032	+ 35.406
1915	9.563	12.040	1.259	+ 50.305
1916	5.963	9.067	1.520	+ 58.866
1917	5.036	10.366	2.058	+ 185.167
1918	4.719	11.685	2.476	+ 194.827
1919	6.363	16.479	2.589	+ 898.964
1920	10.545	41.536	3.938	+ 1.285.034
1921	78.148	357.107	4.569	+ 558.626
1922	213.887	588.701	2.752	— 118.946
1923	86.108	472.737	5.490	+ 11.119
1924	78.988	474.954	6.012	+ 80.762
1925	76.603	548.395	7.158	+ 239.238
1926	78.757	659.805	8.354	— 54.218
1927	93.251	822.196	8.816	— 643.714
1928	73.024	617.767	8.460	— 400.363
1929	58.782	499.439	8.496	— 257.576
1930	53.806	462.505	8.636	— 239.341
1931	49.582	418.059	8.428	— 99.870
1932	48.600	398.600	8.200	— 169.600
1933	43.000	340.500	7.918	— 193.400

Ces chiffres nous montrent un des aspects les plus inquiétants de la physionomie des remises dans les dernières années. Depuis 1926 les retraits ont constamment excédé les dépôts, alors qu'ils leur avaient toujours été inférieurs depuis 1900, même lors des années difficiles 1908 et 1910, et pendant la guerre. C'est l'année 1922 qui marque la première grave crise de confiance des émigrants avec 588,7 millions de retraits contre 469,7 de dépôts. Ces retraits

sont de toute évidence imputables à la crise qui sévit, à l'avènement du fascisme, dans les milieux italiens de l'étranger, plus émotifs. La mauvaise tenue de la monnaie italienne ne peut les expliquer : le cours moyen du dollar, qui était de 23,59 lire en 1921, année pendant laquelle les dépôts ont largement dépassé les remboursements (915 millions contre 357), s'est abaissé à 21,19 lire en 1922. Certes, en 1922, les remises sont en baisse ; la Caisse d'Epargne postale ne reçoit que 469,7 millions au lieu de 915,7, en 1921 ; le Banco di Napoli transmet 525 millions au lieu de 711 en 1921. Mais l'ampleur soudaine des retraits ne s'explique que par l'inquiétude éprouvée dans l'émigration italienne à l'égard du régime fasciste, alors dans toute la jeune force de son action révolutionnaire. (1) En 1923 et 1924, les dépôts excèdent légèrement les retraits. En 1925 et 1926, on assiste à un afflux exceptionnel de remises spéculatives. En 1925, les retraits sont encore inférieurs aux dépôts, pour la dernière fois. Dès 1926, la lira stabilisée en fait, et le bénéfice recherché assuré, les retraits se gonflent et plafonnent en 1927 avec 822 millions. Dans les années suivantes, en face des dépôts décroissants, le reflux des remises spéculatives abaissera de façon inquiétante le crédit des déposants.

Cette signification particulière des remboursements se renforce par la considération des montants respectifs des remboursements effectués à destination de l'étranger et des remboursements effectués en Italie même :

**Rapport des remboursements à l'étranger
aux remboursements en Italie**

1900 : 17 %	1911 : 10 %	1922 : 8,2 %
1901 : 19	1912 : 25,3	1923 : 5,1
1902 : 23	1913 : 30,1	1924 : 20,6
1903 : 22,6	1914 : 33	1925 : 15,3
1904 : 28,9	1915 : 27,2	1926 : 16,7
1905 : 22,8	1916 : 6,3	1927 : 23,2
1906 : 19,4	1917 : 2,7	1928 : 22,1
1907 : 15,4	1918 : 1,0	1929 : 25,2
1908 : 18,2	1919 : 12,8	1930 : 29,6
1909 : 21,3	1920 : 9,2	1931 : 29,9
1910 : 18,7	1921 : 3,9	

La place de plus en plus grande prise par les remboursements effectués à l'étranger aux dépens des remboursements effectués en Italie même est très sensible dans l'après-guerre. Le pourcentage s'élève de 3,9 % en 1921 à 29,9 % en 1931, avec une accélération remarquable à partir de 1924, interrompue en 1925 et 1926 par l'attente d'une dévaluation croissante, qui ne se produit pas.

Il semble que le pourcentage atteint dans les dernières années soit moins élevé qu'on aurait pu l'attendre par rapport aux années

(1) Les déposants du Royaume ne montrèrent pas la même défiance envers le nouveau régime. Du moins ni les Caisses d'épargne (postale et ordinaires), ni les banques populaires, ni les Monts-de-piété n'enregistrèrent, en 1922, au crédit de leurs déposants, des chiffres inférieurs à ceux de 1921. Par contre, les « principaux établissements de crédit » virent leurs dépôts passer de 2.711 à 2.475 millions de lire.

d'avant-guerre. Mais il faut prendre garde que les dépôts d'avant-guerre venaient en grande partie de l'émigration continentale, alors que, nous l'avons vu, depuis la guerre, c'est l'émigration transocéanique qui joue un rôle directeur. Et l'émigration continentale était principalement temporaire, alors que l'émigration transocéanique est, surtout depuis la guerre, permanente. Les remboursements à l'étranger, dans le premier cas, signifiaient, pour une part non assignable, mais vraisemblablement importante, l'utilisation des dépôts à l'étranger comme instrument de valorisation d'une émigration dont l'aboutissement économique avait toujours lieu en Italie. Les remboursements à l'étranger de l'émigration d'après-guerre se rapportent au contraire à une épargne dont l'expatriation est définitive. La mise en regard des montants moyens respectifs des remboursements à l'étranger et des remboursements en Italie nous serait ici d'un enseignement précieux : les statistiques ne publient malheureusement que les seuls chiffres des montants.

Passons aux variations comparées des montants moyens des dépôts et des remboursements.

Le caractère temporaire, dans l'avant-guerre, des placements effectués à la Caisse postale ressort du parallélisme constant qu'on peut observer entre les variations des montants moyens des dépôts et celles des remboursements. De 1900 à 1915, la moyenne des remboursements est, en outre, à peine, mais régulièrement plus élevée que celle des dépôts, rapport qu'accusent également les statistiques, non reproduites ici, des Caisses d'épargne, postale et ordinaires, de l'intérieur du Royaume. Ce rapport s'explique aisément par le fait que les déposants retirent souvent en une seule fois des sommes ayant fait l'objet de versements échelonnés. (1) La guerre amène un chevauchement alterné de chacune des deux séries sur l'autre. En 1919, à la reprise de l'émigration, le rapport d'avant-guerre se renverse définitivement, et depuis lors, le montant moyen des remboursements sera inférieur à celui des dépôts. Jusqu'en 1928, la dévaluation extrêmement rapide des monnaies suffit à expliquer ce retard, surtout dans les périodes le plus nettement ascensionnelles du change. Les dépôts, dont les montants se trouvent accrus de mois en mois par les apports incessants des revenus nominalement très grossis, dépassent incessamment les remboursements. Après 1926, qui marque à la fois le maximum de la crise des changes et celui du montant des dépôts, alors que pour des raisons multiples (déflation commençante, émigration diminuée, etc.), le montant moyen des dépôts diminue notablement (8.302 lire contre 10.606 en 1926), celui des remboursements continue à croître jusqu'en 1927, où son maximum coïncide avec un dépassement exceptionnel du montant moyen des dépôts. Depuis 1927, le montant moyen des remboursements a continué à être inférieur au montant moyen des

(1) De 1900 à 1914, le montant moyen des dépôts n'a dépassé celui des remboursements qu'en 1908.

dépôts. (1) C'est que le nombre des retraits se multiplie. C'est aussi que depuis 1927, nombre des retraits sont des opérations de liquidation des remises spéculatives faites avant la stabilisation de la lira, et qui ne s'accompagnent plus d'aucun dépôt.

On peut se demander si ce rapport nouveau, inverse de celui observé dans l'avant-guerre, est l'indice d'une modification dans la fonction des dépôts des émigrants à la Caisse postale. Il traduit vraisemblablement le caractère nouveau de l'émigration italienne, devenue essentiellement permanente ou semi-permanente, avec pour l'émigration temporaire elle-même, un allongement de la période de formation de l'épargne. En même temps qu'il marque sans doute, pour la partie de ces retraits qui ne correspond pas à la résolution d'opérations spéculatives antérieures, la fixation, pour une période indéterminée, d'une épargne qui ne peut ou n'ose s'investir définitivement dans le pays. Il est encore trop tôt pour pouvoir en décider, la chose étant par ailleurs trop récente pour qu'on puisse exclure l'hypothèse d'un mouvement passager, sans signification décisive, d'une épargne indécise qui se recueille et prend le vent.

B) *A l'Etranger.* — On devine l'intérêt qu'aurait la confrontation des données fournies par les dépôts de la Caisse postale, considérés comme un indice de l'épargne rapatriée, avec les chiffres de l'épargne italienne investie directement dans les pays d'immigration. Malheureusement, les données font ici presque totalement défaut. Les pays où l'immigration permanente italienne est la plus importante sont aussi ceux où elle n'a trouvé que relativement tard des facilités analogues à celles que donnent les Caisses d'épargne. Aux U.S.A., l'institution d'une Caisse postale date de 1911 ; en Argentine, de 1915 ; au Brésil, les *Caixas econômicas*, qui en tiennent lieu, n'ont eu qu'un développement récent, et d'ailleurs mouvementé.

En outre, la plupart des Caisses d'épargne accueillent les déposants quelle que soit leur nationalité. Assurant à un plus grand nombre de personnes le bénéfice d'institutions éprouvées, cette indifférence à la nationalité serait fort louable si elle ne s'étendait aussi à la statistique des titulaires de livrets. Il est pratiquement impossible de faire, pour une période suivie, la ventilation des sommes appartenant à des nationaux de celles appartenant à des étrangers dans les dépôts accusés par les principales caisses d'épargne du monde. En particulier, pour les pays où l'immigration italienne a un caractère de permanence propre à nous faire supposer l'existence d'une épargne locale importante, nous ne disposons que de données partielles dues à un souci statistique exceptionnel inspiré, telle ou telle année, par un intérêt administratif passager, ou de données incomplètes, se référant, par exemple, aux dépôts possédés par tous les étrangers, sans distinction de nationalité, et dont l'utilisation demande de grandes précautions. Pour la France, le Canada,

(1) Avec, semble-t-il, dans les dernières années, une tendance au comblement de l'écart entre les deux séries.

la Suisse, etc..., nous ne savons rien. Et fort peu pour l'Argentine et les U.S.A.

En *Argentine*, la Caisse postale d'épargne a connu un succès particulièrement remarquable. Fondée en 1915, elle avait, dès 1926, plus d'un million de déposants, et, en 1932, 1.523.204 déposants sur une population totale de 11.846.655 habitants, soit un déposant par huit habitants.

	Livrets ouverts (milliers)	Dépôts (Milliers de pesos)	Remboursem/ (Milliers de pesos)	Nombre des déposants (milliers)
1915	75,7	2.701	533	73,3
1916	81,8	6.599	2.924	146,7
1917	66,7	9.418	5.745	200,6
1918	70,5	10.923	6.645	256,3
1919	107,0	15.823	10.135	348,1
1920	84,7	18.680	14.223	413,1
1921	83,7	19.544	15.931	473,7
1922	110,2	26.442	18.555	559,9
1923	182,7	37.158	26.294	714,7
1924	159,0	42.580	34.348	835,6
1925	128,2	39.782	38.949	915,2
1926	148,9	39.127	36.239	1.023,1
1927	147,2	41.872	36.272	1.132,4
1928	130,2	45.056	38.855	1.229,6
1929	125,3	44.752	41.290	1.322,5
1930	128,4	43.789	44.287	1.417,4
1931	107,0	36.327	43.222	1.487,8
1932	83,0	33.732	40.134	1.523,2

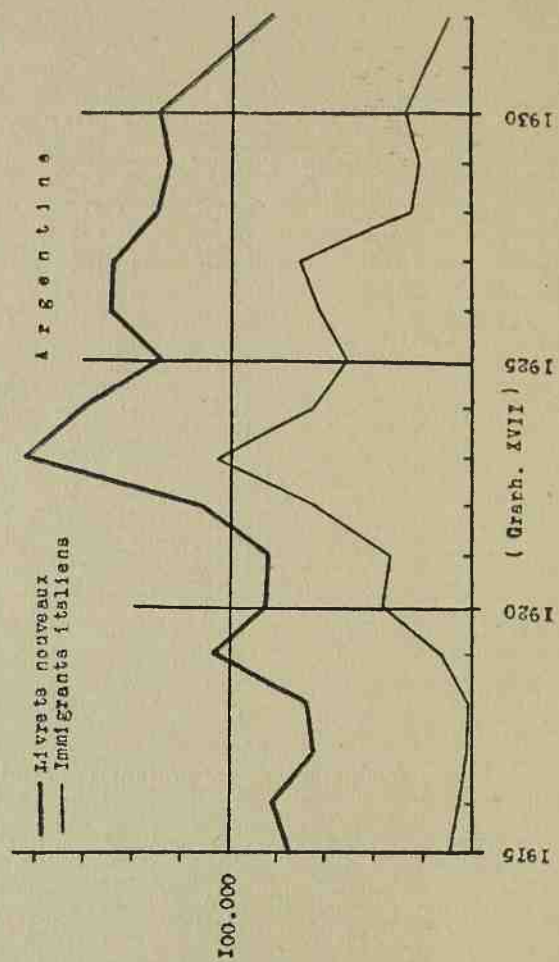
En l'absence de toute statistique précise, nous savons seulement que les Italiens arrivent, parmi les déposants, immédiatement après les Argentins, en tête des étrangers, et devant les Espagnols, pour-tant plus nombreux. M. Brebbia, à qui nous devons ce renseigne-ment (1), ajoute que « les Caisses postales argentines comptent bien 250.000 Italiens ». Cette évaluation se rapportant vraisemblablement à 1923, les Italiens auraient donc formé cette année-là environ 35 % du total de 714.680 déposants. La mise en regard du nombre des émigrants pour l'Argentine et du nombre des livrets nouveaux ouverts à la Caisse postale argentine permet de constater (Graphi-que XVII) une corrélation si étroite qu'elle peut difficilement être attribuée à une coïncidence (2).

(1) *Actes off. du 1^{er} Congrès Internat. de l'épargne* (Milan, 1923, p. 199).

(2) Emigrants italiens à destination de l'Argentine (milliers).

1915 : 8,7	1919 : 12,8	1923 : 105,2	1927 : 70,1	1931 : 19,0
1916 ^e : 3,9	1920 ^e : 37,4	1924 : 67,4	1928 : 25,8	1932 : 9,2
1917 : 0,6	1921 : 33,2	1925 : 52,9	1929 : 23,2	
1918 : 0,6	1922 : 63,5	1926 : 64,2	1930 : 28,7	

Par contre, le parallélisme ne se retrouve pas entre le nombre des livrets annulés et le nombre des Italiens ayant quitté l'Argentine, ce qui ne doit pas surprendre, des ouvertures de livrets aussi régulièrement massives auprès des caisses locales ne pouvant être le fait que d'une émigration permanente.



GRAPHIQUE XVII

Aux U.S.A., nous avons la chance de posséder une double série de données.

a) La création d'une Caisse postale d'épargne américaine, par le *Post Savings Act* du 25 juin 1910, souleva en Italie bien des inquiétudes. On y vit le dessein d'attirer l'épargne des immigrés pour l'empêcher d'affluer dans les pays d'origine, et une menace sérieuse pour l'avenir des remises. Il ne semble pas que les promoteurs américains de l'institution aient eu ce souci. La propagande faite dans les milieux de l'immigration en faveur du *Postal Savings system* (1) peut s'expliquer, sans recourir à d'aussi noirs desseins, par le souci d'assurer à une épargne si longtemps victime des agissements des banchisti le bénéfice de la nouvelle législation. A cet égard, l'act du 25 juin 1910 n'aurait fait que continuer l'œuvre de protection entreprise par les dispositions législatives citées au chapitre précédent, et les Italiens auraient dû être les premiers à s'en réjouir. Depuis sa mise en vigueur, en 1911, le *Postal Savings system* a connu un développement rapide :

	Nombre des déposants	Dépôts (Milliers de \$)	Retraits (de \$)	Crédit des déposants en fin d'année
1911	11.918	778	100	677
1915	525.414	70.314	48.074	65.684
1920	508.508	139.208	149.255	157.276
1925	402.325	89.707	90.348	132.173
1930	466.401	159.959	138.331	175.271
1933 (2)	2.342.133	1.166.326	763.961	1.187.186

Il est de fait que ce furent les déposants étrangers qui firent le succès du nouvel organisme. La seule donnée dont nous disposions à ce sujet se rapporte à l'année fiscale 1915. Elle est hautement significative. Au 31 juin 1915, le crédit des déposants étrangers représentait 71,8 % du total des dépôts. Le nombre des déposants étrangers était de 58,7 % du total des déposants. Sur ces 58,7 % les Italiens représentaient 14,2 %, et n'étaient dépassés que par les Russes, avec 20,7 % (3). En outre, et par rapport aux premières années de

(1) V. *Report of Postmaster general*, 1919 (p. 85-88). — Au 1^{er} Congrès International de l'Epargne (Milan, 1924), M. Miller, délégué américain, déclarait : « S'il y a des obstacles au transfert des fonds, il faut les attribuer, non aux Caisses d'épargne, mais aux menées politiques » (*Actes off.*, p. 202). Il est vrai que M. Miller parlait au nom des Mutual Savings Banks, et non au nom des Postal Savings Banks, qui, au surplus, n'étaient pas représentées au Congrès.

(2) Par exercice, finissant au mois de juin de l'année indiquée. Tous les bureaux de poste américains n'assurent pas le service postal d'épargne, mais seulement un nombre variable d'année en année, ce qui rendrait l'interprétation des statistiques fort délicate si ce nombre ne s'était pratiquement stabilisé, de 1917 à 1933, entre 6.300, chiffre le plus bas (1921) et 7.888, chiffre le plus élevé (1933). Le développement de la Caisse postale pourra devenir énorme le jour où seront ouverts à ce service la totalité des 60.000 bureaux de poste des U.S.A.

(3) *Report of Postmaster general*, 1918.

fonctionnement, les augmentations les plus notables des dépôts avaient eu lieu dans les régions de plus forte émigration italienne : Illinois, Massachusetts, Ohio, Pennsylvanie, etc...

b) Il existe à New-York, depuis 1896, une Caisse d'épargne ordinaire, l'*Italian Savings Bank of the City of New-York*, dont les déposants sont en très grande majorité Italiens, ou d'origine italienne, comme nous autorise à le croire, en l'absence de toute statistique à cet égard, et son nom, et la composition presque entièrement italienne de son Conseil d'administration. Voici, depuis 1900, les chiffres des dépôts qui résument son activité (1) :

(Milliers de dollars)

1900 :	205	1911 :	3.088	1922 :	14.781
1901 :	289	1912 :	3.375	1923 :	16.223
1902 :	500	1913 :	3.979	1924 :	20.000
1903 :	756	1914 :	4.693	1925 :	22.985
1904 :	1.019	1915 :	4.515	1926 :	25.669
1905 :	1.220	1916 :	4.631	1927 :	27.127
1906 :	1.595	1917 :	6.071	1928 :	
1907 :	2.207	1918 :	6.045	1929 :	32.056
1908 :	2.203	1919 :	7.769	1930 :	
1909 :	1.716	1920 :	10.106	1931 :	32.198
1910 :	2.398	1921 :	13.048		

Ces données traduisent fidèlement l'enrichissement régulier d'une colonie prospère, dont le sort se désolidarise progressivement des vicissitudes économiques du pays d'origine. La comparaison avec l'allure des dépôts effectués auprès de la Caisse postale italienne en est fort instructive. Alors que les dépôts de la Caisse italienne de New-York marquent bien, en 1909, une dépression analogue à celle observée en 1908-1909 dans les dépôts de la Caisse postale italienne, le développement croissant des premiers ne montre plus tard aucune trace de la dépression ni de la pointe marquées par les derniers respectivement en 1922-23 et en 1925. C'est qu'entre temps, l'émigration italienne aux U.S.A. a accentué son caractère de permanence, et les dépôts de l'*Italian Savings Bank* sont vraisemblablement le fait des immigrants les plus anciens.

Ils ont conservé leur allure propre également par rapport aux dépôts des Américains *native-born*, tels qu'ils apparaissent dans les statistiques de la Caisse postale américaine. La comparaison des deux séries de données fait nettement apparaître la physionomie européenne de la première. Les dépôts de la Caisse postale américaine présentent de 1920 à 1925 une décroissance, de 1925 à 1930 une faible élévation qui seraient paradoxales dans ces années de prospérité, si on ne savait d'autre part que les investissements en valeurs mobilières, qui ont été alors la règle, ont absorbé une part

(1) Les montants des retraits ne sont pas publiés. Il ne nous a pas été possible d'obtenir communication des chiffres de 1928 et de 1930.

toujours plus grande des disponibilités de la nation. Survient la grande crise boursière d'octobre 1929 ; les pertes considérables subies sur les valeurs mobilières acheminent l'épargne effrayée vers son refuge traditionnel. Les dépôts s'enflent rapidement, et atteignent, en 1933, le chiffre très élevé de 1.166 millions de dollars. (1) En même temps, les retraits suivent, mais avec une progression moins grande, confirmant nos conjectures sur la nature de cette nouvelle épargne qui fuit désormais une Bourse dangereuse et des banques chancelantes.

Pendant ce temps, les déposants de l'*Italian Savings Bank* n'ont pas cessé de pratiquer une épargne dont la continuité exclut toute spéculation. N'ayant pas cédé pendant la période de prospérité à l'engouement général pour les valeurs mobilières, ils n'auront pas aux mauvais jours ce recours empressé à une forme traditionnelle d'investissement qui avait toujours gardé leur faveur.

On remarquera, enfin, que les montants *moyens* des dépôts spécifiquement italiens de l'*Italian Savings Bank* sont nettement plus élevés que ceux de la Caisse postale américaine, ce qui confirme l'idée que nous avons de la très grande puissance d'épargne des Italiens. Par contre, dans aucune des deux caisses américaines, on ne constate en 1925-26 l'élévation des montants moyens signalée à propos de la Caisse postale italienne et qui traduisait l'afflux des remises spéculatives.

Ainsi, préservée par son caractère « continental » des rudes épreuves que devait connaître ces dernières années l'épargne proprement américaine ; mise à l'abri, par la permanence de sa destination, des outrances à quoi le souci des remises spéculatives devait vouer les remises de trop d'Italiens, l'épargne des déposants de l'*Italian Savings Bank* a pu conserver sous d'autres cieux la calme et régulière allure de cet enrichissement modéré et progressif qui caractérise décidément l'histoire financière de tous les Européens moyens (2).

(1) Déjà en 1927, lors de l'avant-signe précurseur de la grande crise qui s'observa alors, les dépôts avaient marqué un léger progrès (103 millions de dollars contre 90 en 1926). Mais en 1928, la prospérité revenue avait ramené ce chiffre à 96 millions. On a ensuite (millions de dollars) :

1929 : 112,4	1930 : 159,9	1931 : 366,9	1932 : 860,1	1933 : 1.166
--------------	--------------	--------------	--------------	--------------

(2) A la fin de la guerre, un témoin évaluait devant la *Commissione reale*, etc., avec sans doute quelque exagération, les dépôts des Italiens aux U.S.A. à 100 millions de dollars, « dont 40 à New-York y compris les dépôts de la Caisse italienne ». (*Part. V fasc. II*, p. 65).

CHAPITRE IV

Les remises, l'économie péninsulaire et les règlements internationaux de l'Italie

§ 1.) *Eléments et essai d'une évaluation des remises pendant la période étudiée.* — § 2.) *Quelques effets des remises dans l'économie italienne.* — § 3.) *Physionomie particulière du poste des remises dans la balance des comptes.* — § 4.) *Historique de la fonction des remises dans la balance des comptes de l'Italie.* — § 5.) *Le passif de l'émigration : coût humain, etc.* — § 6.) *Les remises et le change.*

On a déjà pu avoir une idée des obstacles auxquels se heurte la détermination du total des remises. La sommation pure et simple des divers composants de ce total demanderait déjà de grandes précautions pour l'élimination des doubles emplois : elle n'est guère possible à cause de l'incertitude où nous sommes quant aux plus importants de ces éléments. C'est ici qu'on aura l'occasion de vérifier la décourageante vérité du mot qui veut que la statistique soit l'art de préciser ce qu'on ignore. Une fois passée en revue nos connaissances précises à propos de tel et tel chapitre, et mention faite de leur précarité, ou à tout le moins de leur insuffisance, force nous sera bien de procéder, non plus par assignation, mais par évaluation. La portée des remarques que nous serons amené à faire n'en sera guère atteinte, dans un domaine où il s'agit davantage de rapports dans le plus et le moins que de quantités brutes, de réalités économiques mouvantes et vivantes que de données numériques pures. Au seuil de cette tentative, prévenons qu'il nous faudra plus d'une fois nous libérer de la superstition du chiffre brut et d'un réalisme numérique exagérément scrupuleux. L'impossibilité d'aboutir à une vérité de laboratoire poussée à la n^o décimale ne saurait nous décourager. Aussi bien, s'il y a une éloquence des chiffres, on sait que c'est en dehors et au delà des chiffres qu'il faut la chercher.

§ 1. — a) *Banques ordinaires.* — C'est incontestablement le

mode d'envoi qui fournit la part la plus importante des remises. C'est aussi celui où les données statistiques sont les plus rares. Ce que nous savons des banchisti nous interdit d'espérer trouver, même dans les plus importants pays d'immigration, des renseignements précis sur les montants des sommes envoyées par les émigrants italiens. La considération du total des capitaux exportés à destination de l'Italie, si nous avions la chance de le connaître, ne nous serait cependant d'aucun usage, dans l'impossibilité où nous resterions de discriminer les sommes correspondant à des règlements commerciaux de celles envoyées par les émigrants.

Les rares données partielles que nous possédons pour les U.S.A., relativement à certains gros expéditeurs, nous permettent au moins de mesurer l'importance de ce mode d'envoi. *L'Immigration Commission* nommée par le Congrès américain en vertu d'un act du 20 février 1907 (1) évaluait, un peu largement, à notre sens, les sommes sorties des U.S.A. à destination de l'Italie, à 520 millions de lire en 1907 et à 333 millions en 1908. Ailleurs la Commission évaluait les sommes *expédiées* en 1907 à 85 millions de dollars, somme qui, mise en regard du chiffre précédent, permettrait d'évaluer (en comptant le dollar à la parité de 5,18 lire) à 78 millions de lire les sommes emportées avec eux par les émigrants. Sur la foi d'un témoin banquier, elle admettait en outre (2) que sur ces 85 millions de dollars, 52.081.000 avaient été expédiés par quatre grandes banques américaines de New-York, par une Express Company, une société de navigation et trois grandes banques italiennes parmi lesquelles le Banco di Napoli (3). Seuls les détails suivants étaient donnés :

(Dollars)	1907	1908
Banco di Napoli	4.600.000	4.000.000
Credito Italiano	20.000.000	17.000.000
Banca Commerciale ..	18.000.000	15.000.000
American Express C ^o ..	10.000.000	7.000.000

La part du Banco di Napoli apparaît dans ce tableau extrêmement modeste : c'est qu'il était alors dans les premières années de son fonctionnement. Remarquons cependant qu'en 1908, année de crise, la diminution des montants se fait dans des proportions à peu près semblables pour les trois grandes banques italiennes, et permet de mesurer la sûreté relativement grande des indications fournies par le Banco en tant qu'indice de la totalité des remises, toutes les fois que nous ne pouvons disposer d'autres données.

(1) V. *Relazione*, etc., 1909-1910, p. 391.

(2) V. *Boll. dell'emigr.* 1911, N^o 4, p. 75.

(3) Evaluation vraisemblable qui, ajoutée au montant des mandats-poste expédiés en 1907 des U.S.A. à destination de l'Italie (114.177.000 lire, soit approximativement 21.950.000 dollars) n'est séparée du total fourni plus haut (85 millions de dollars) que par une dizaine de millions de dollars environ, montant probable des remises directes des banchisti étrangers, des envois par lettre, etc.

Pour les pays autres que les U.S.A., notre ignorance est totale. Par contre, nous disposons, pour une période plus récente, de données plus complètes, de source italienne. Il faut regretter ici que les autorités italiennes n'aient pas exercé plus tôt sur les paiements des banques, à des fins statistiques, un droit de regard facilement justifiable en une matière dont l'intérêt national a été souvent proclamé.

Avant la guerre, des recherches avaient été faites par la Banca d'Italia, à l'instigation de son gouverneur, M. Stringher. Il en ressortait que les évaluations américaines avaient dû être surfaites, car selon les investigations de la Banca d'Italia, les remises faites par voie bancaire s'élevaient seulement, pour tous les pays, à 237 millions de lire, montant qu'un scrupule excessif dans la critique de l'origine avait peut-être eu pour résultat de rendre inférieur à la réalité... (1) Bien que la discrimination des remises propres des émigrants soit à certains égards plus malaisée à l'arrivée qu'au départ, nous pouvons disposer depuis 1924 de précieuses données sur les remises effectuées par l'intermédiaire des principaux établissements de crédit italiens (2).

(millions de lire)

1924 : 1.373,4	1927 : 1.258	1930 : 955
1925 : 1.532	1928 : 1.223,7	1931 : 689
1926 : 1.562,2	1929 : 1.223,8	1932 : 445

M. Borgatta a fourni (3), à partir de 1924, sous le titre « Banques et établissements divers » une évaluation sur la composition détaillée de laquelle il ne s'est pas expliqué, mais qui comprend sans doute les remises effectuées par l'intermédiaire des compagnies de navigation, des banques autres que les « principaux établissements de crédit », enfin, tous autres transferts bancaires sur lesquels M. Borgatta a pu recueillir des informations particulières :

(millions de lire)

1924 : 700	1927 : 370-400	1930 : 260-275
1925 : 750	1928 : 350-380	1931 : 190-200
1926 : 650-700	1929 : 360-380	1932 : 100-110

(1) V. Stringher : *Sur la bal. des paiem. entre l'Ital. et l'Etr.* Bull. de l'Inst. intern. de statist. XIX, 3. — Pour les U.S.A. seuls et seulement pendant le 1^{er} semestre de 1909, la Commission fédérale américaine évaluait les remises par voie bancaire à 37.400.000 dollars, soit environ 194.480.000 lire, vraisemblablement à la suite d'une insuffisante discrimination des paiement d'origine commerciale, sur laquelle on ne nous donne pas de détails.

(2) Chiffres publiés périodiquement par le Trésor, et publiés par M. Borgatta dans ses travaux sur la balance des comptes. Les « principaux établissements » auxquels se rapportent les chiffres publiés sont : le *Banco di Sicilia*, la *Banca Commerciale Italiana*, le *Credito Italiano*, la *Banca d'America e d'Italia*, le *Banco di Roma*, et, jusqu'en 1926 inclus, la *Banca Nazionale di Credito*.

(3) *Rassegna economica* du Banco di Napoli, juin-juillet 1933, art. cit.

b) *Banco di Napoli*. — Renouvelons, à propos du Banco di Napoli, les réserves déjà faites quant à son utilisation éventuelle comme un indice constant des remises totales. Dans les premières années de son fonctionnement, l'extension progressive mais régulières de ses services ne fausse pas l'allure générale des montants, qui reste assez bien représentative de la physionomie des remises totales, d'après ce que nous savons de l'émigration dans l'avant-guerre. Depuis la guerre, au contraire, la part prépondérante des remises en provenance des pays transocéaniques, en même temps qu'elle assigne au Banco, alors dans le plein de son développement, un pourcentage plus élevé dans le total des remises, multiplie d'autant les risques d'erreur qu'il y aurait à étendre au mouvement total des remises des variations dont les indications ne sont valables que pour un continent, et, de plus en plus, pour les seuls U.S.A. En particulier, la réorganisation des services étrangers du Banco, faite en 1929, a eu pour effet d'atténuer, en 1930, une diminution des remises plus fortement accusée dans les » principaux établissements de crédit », et de provoquer, dès 1931, alors que les chiffres des autres banques continuent de baisser considérablement, un relèvement notable dans ceux du Banco di Napoli, sans qu'on ait les moyens de préciser jusqu'à quel point ceci s'est fait au détriment de cela. Voici les montants des sommes transmises par l'intermédiaire du Banco di Napoli (milliers).

	Nombre	Montant (lire)		Nombre	Montant (lire)
1902	62	9.304	1918	416,9	236.781
1903	133,5	23.576	1919	467,5	494.386
1904	157,7	28.299	1920	625,8	980.756
1905	183,9	38.417	1921	417,5	711.548
1906	122	29.888	1922	378,7	525.687
1907	176,8	38.441	1923	392,3	559.790
1908	137,7	36.662	1924	359,1	551.237
1909	174,3	40.178	1925	340,2	679.815
1910	253,6	57.364	1926	305,1	646.890
1911	295,0	68.723	1927	261,3	419.011
1912	295,2	76.204	1928	242,0	345.349
1913	308,6	84.563	1929	186,9	313.262
1914	276,7	84.982	1930	151,9	243.153
1915	357,6	162.523	1931	158,5	322.919
1916	422,1	158.510	1932	165,8	307.723
1917	471,2	259.501	1933	153,8	256.746

c) *Mandats internationaux*. — Nous ne reviendrons pas sur les raisons que nous avons d'attribuer, et l'actif, et le solde positif des mandats internationaux aux remises des émigrants.

La difficulté commence avec la question de savoir s'il faut tenir compte des sommes expédiées en Italie à l'exclusion de tout mouvement inverse, ou seulement du solde positif du mouvement postal international, c'est-à-dire déduction faite des sommes expédiées

d'Italie à l'étranger (1). Les mêmes raisons nous font adopter sans hésitation la solution positive (2), sauf à retenir éventuellement les montants des mandats internationaux émis en Italie comme une indication sur les sommes envoyées à des émigrants en détresse, ou, bien que dans une mesure plus réduite, exportées à titre de fonds de valorisation d'une émigration non-salariée. Les mandats émis ne sauraient en aucune façon venir en déduction des mandats payés. Leur nature comme leur fonction sont radicalement différentes, et ceux-ci seraient-ils inférieurs à ceux-là, il ne faudrait pas moins les inscrire à l'actif de l'émigration, la détermination du solde net des mouvements postaux, qui peut avoir son intérêt pour la balance des comptes, n'affectant point le montant même des remises (3.)

Il faut aussi renoncer à l'adoption d'un pourcentage, quel qu'il soit, d'utilisation des mandats-poste par les émigrants. Ceux qu'on a parfois indiqués (4) n'auraient d'autre résultat que de diviser une approximation par une autre, et il serait à souhaiter que les autres moyens de transfert fussent affectés d'un coefficient d'erreur aussi faible et surtout aussi constant que celui-ci. En adoptant les chiffres totaux des mandats payés en Italie, on a au moins l'avantage de commettre une erreur sensiblement constante, dont la légère inflation qu'elle amène dans les évaluations totales est largement compensée par les lacunes plus importantes des autres postes (5).

(1) Ces montants ne sont guère élevés (millions de lire) :

1924 : 26	1927 : 79.5	1930 : 77.55
1925 : 44.88	1928 : 75.36	1931 : 74.55
1926 : 49.67	1929 : 75.17	1932 : 68

(2) C'est aussi celle de MM. Arena et Stringher. M. Borgatta comprend les mandats émis parmi les éléments à déduire des remises brutes pour obtenir les remises nettes (*Rassegna economica* du B. d. N.). MM. Jannaccone et Porri n'ont pas fait connaître leur sentiment sur la question, mais le premier, dans ses travaux sur la balance des comptes (*La Bilancia*, etc., p. 91) consacre aux « soldes postaux » un poste différent du poste « remises nettes des émigrants ».

(3) Par contre, il faudrait tenir compte ici des sommes correspondant à l'excédent des colis-postaux reçus en Italie sur les colis expédiés. Il est hors de doute qu'une proportion non assignable, mais vraisemblablement assez grande de ces colis constitue des remises en nature. Le reste correspond à des importations de marchandises. Une évaluation de la valeur de l'ensemble est comprise dans les chiffres des importations commerciales, alors que du point de vue de la balance des comptes, il s'agit de deux catégories à inscrire la première à l'actif, l'autre au passif.

(4) M. Arena indique comme probable, sans l'adopter toutefois dans ses calculs, celui de 90 %. M. Coletti (*op. cit.*, p. 214) compte pour 1907 les 2/3 des mandats au titre des remises.

(5) La déduction des mandats émis, injustifiable en raison, aurait l'excuse de constituer pratiquement une correction souhaitable des chiffres bruts des mandats payés. Elle doit cependant être écartée, car le coefficient d'erreur qu'elle consacre, sans rapport aucun avec l'émigration, a moins de justification encore qu'un rapport numérique, quel qu'il soit, du genre de ceux désignés dans la note précédente.

Mandats internationaux payés en Italie
(Milliers)

	Nombre	Montants		Nombre	Montants
1901	956,5	55.296	1918	734	58.665
1902	1.091,5	67.847	1919	693	82.039
1903	1.431,1	106.803	1920	644	134.506
1904	1.651,6	126.406	1921	589	170.581
1905	1.865,2	148.068	1922	725	202.005
1906	2.174,9	195.443	1923	875	222.766
1907	2.456,6	248.192	1924	938	241.481
1908	2.280,9	223.051	1925	936	253.861
1909	2.277,2	206.766	1926	602	161.539
1910	2.546,1	266.075	1927	529	129.222
1911	2.679,5	268.551	1928	634	162.437
1912	2.787,7	273.868	1929	815	219.708
1913	2.914,4	296.614	1930	1.090	310.194
1914	2.162	227.682	1931	1.146	318.570
1915	1.127	123.063	1932	980	240.552
1916	1.000	76.534	1933	967	199.121
1917	901	62.267			

d) *Lettres chargées, recommandées, etc.* — Les sommes envoyées par lettre atteignent certainement des montants assez élevés, surtout dans l'émigration temporaire. La détermination en est impossible. Le Commissariat de l'émigration, pourtant bien placé pour le faire, n'a jamais essayé de les évaluer. (1) Ici encore, nous sommes réduits à faire état de données partielles, qui nous permettront seulement de prendre une idée des montants de ces sortes d'envois dans le cas de l'émigration méridionale.

Des recherches minutieuses furent faites en Sicile pour les années 1907 et 1908, par le prof. Lorenzoni, délégué technique de la Commission d'enquête sur la condition des paysans méridionaux. (2) On distribua aux facteurs siciliens des imprimés où ils devaient consigner, au fur et à mesure de la distribution, celles des lettres recommandées et des lettres chargées que leur connaissance des destinataires pouvait leur faire attribuer sans doute possible à des émigrants. En 1907, les lettres chargées pour la Sicile furent au nombre de 163.654, pour une valeur déclarée de 33.536.796 lire, vraisemblablement inférieure à la valeur réelle. Des lettres recommandées, on ne connaissait avec certitude que le nombre (517.381). M. Lorenzoni songea d'abord à en fixer pour ses calculs le montant moyen à la somme que les Postes auraient remboursée en cas de perte, soit 25 lire. Mais il hésita à adopter le chiffre, voisin de 13 millions, ainsi obtenu, car diverses indices concordants lui faisaient penser que dans certaines régions (Caltanissetta) les mon-

(1) Pendant la guerre, il essaya pourtant d'utiliser à des fins statistiques les renseignements très complets de la censure, établie alors sur toute la correspondance. Mais il n'obtint pas les résultats désirés, ce qui s'explique sans peine par les conditions anormales de l'émigration pendant la période considérée.

(2) V. *Inch. parlam.* VII, t. I, p. 813 et sqq.

tants envoyés par lettres recommandées étaient bien supérieurs. (1). Il crut pouvoir adopter pour les lettres recommandées un chiffre égal à celui des lettres chargées. Le Banco di Napoli et les mandats internationaux avaient apporté un montant global de 21.532.761 lire. C'était donc un total de 88,6 millions de lire que l'émigration avait valu en 1907, à la Sicile, dont plus de 75,6 % par voie postale, à l'exclusion des mandats internationaux.

M. Lorenzoni ne songeait nullement à étendre cette proportion à l'Italie entière. Tout ce que nous savons des rapports entre les possibilités d'épargne des émigrants et la durée du séjour à l'étranger, les conditions des marchés d'immigration, etc., nous l'interdit. Admettre avec les membres de la Commission (2) que cette proportion ait pu être valable même pour tout le Midi de l'Italie, c'était encore accorder à M. Lorenzoni plus qu'il ne demandait. Il eût fallu pouvoir en effet établir pour chaque province des coefficients d'utilisation des mandats internationaux, du Banco di Napoli et des différents services postaux. Cette entreprise très délicate aurait en outre été partiellement inutile, puisque malgré l'apparente précision du procédé, on se serait réservé le droit de faire reposer en définitive les évaluations retenues sur des données très éloignées des chiffres bruts, comme on le voit par le traitement des lettres recommandées en Sicile.

M. Borgatta a fourni, de 1924 à 1932, une évaluation comprenant à la fois les sommes envoyées par lettres et celles apportées avec eux par les rapatriés (millions de lire) :

1924 :	400-450	1928 :	255-285.
1925 :	460-520	1929 :	290-310
1926 :	400-500	1931 :	160-171
1927 :	285-315	1932 :	90-95 (3)

e) *Sommes rapportées par les rapatriés et sommes emportées par les émigrants.* Ces sommes ont dû être importantes, principalement pour l'émigration saisonnière, dont la brève durée ne donnait pas lieu à de nombreux envois. L'émigration continentale, à côté des mandats internationaux, donnait lieu en fin de séjour à des transferts matériels non négligeables. Mais c'était l'émigration transocéanique qui accusait ici encore les montants unitaires les plus élevés. C'étaient surtout les émigrants dont le séjour n'avait pas été marqué par des remises pro-

(1) Il résulte d'une enquête partielle menée par M. Nicoletti (*L'emigr. del comune di Pergola*, etc., Boll dell'emigr., 1909, p. 150) que les offices postaux de Pergola et de Bellisio, « où elles étaient souvent ouvertes », assuraient que les lettres recommandées contenaient en moyenne 200 lire chacune.

(2) Une évaluation du même genre a été faite pour la province de Teramo, pour les exercices 1905-6 et 1906-7, avec moins de précautions, semble-t-il. Les résultats, guère plus convaincants, en sont encore moins utilisables. V. *Inch. parlam.* II, t. I-II.

(3) M. Borgatta ne nous donne pas de détails sur les données qui lui ont servi de base pour ce calcul, ni sur la ventilation qu'on pourrait établir entre les deux rubriques groupées sous le même poste, et qui varierait d'année en année avec les vicissitudes des retours. Nous adopterons les évaluations de M. Borgatta, bien qu'elles accusent une décroissance trop visiblement établie à l'image aggravée des

prement dites qui rentraient chez eux avec des sommes parfois considérables (1), mais de nombreux rapatriés hésitaient à emporter avec eux un pécule qui était souvent une véritable fortune : ils en opéraient alors le transfert par voie bancaire, et ces sommes figurent ainsi dans d'autres éléments de notre évaluation. Pour le reste, la défaillance de la statistique est ici complète (2). Un indice établi d'après le chiffre annuel des rapatriements ne ferait qu'affecter l'inconnu d'un coefficient d'erreur d'autant plus variable que la signification économique des retours est plus diverse, d'autant plus élevé, le plus souvent, que les nombreux rapatriements observés dans les années de crise terminent en général des séjours malheureux.

C'est cette incertitude où nous sommes quant à un poste important de l'actif de l'émigration qui nous empêche de tenir compte de l'élément passif correspondant, c'est-à-dire des sommes emportées par les émigrants à leur départ. L'intérêt théorique est fort grand de ces mouvements d'argent du pays d'origine au pays d'immigration, en sens inverse d'un retour qu'ils contribuent d'ailleurs à rendre peu probable, véritable transposition des remises d'une émigration qui n'en connaît point d'autres, transfert unique et définitif de la terre natale à la terre d'élection qui deviendra, pour beaucoup, la véritable patrie. Ils accompagnent en général l'émigration permanente, dont l'histoire est aussi la leur (3).

seuls retours, comme si, à partir de 1925, les variations conjuguées des sommes envoyées par lettres et des sommes rapportées par les rapatriés s'étaient régulièrement multipliées dans le sens de la baisse. Or, en 1931, par exemple, rien ne semble justifier la chute profonde accusée par les chiffres de M. Borgatta, à la fois parce que les rapatriements ont baissé cette année-là dans de bien moindres proportions et parce que cette baisse a été freinée par une légère augmentation dans le montant des mandats transmis (318,57 millions, contre 310,2 en 1930) suivie seulement en 1932 d'une baisse d'ailleurs modérée (241 millions). Nous adopterions plus volontiers, pour 1931, le chiffre de 200-220 millions, et pour 1932 celui de 140-160 millions.

Rapatriements (en milliers)		
1928 : 49,0	1930 : 82,4	1932 : 39,5
1929 : 72,4	1931 : 64,3	

(1) *L'Inch. parlam.* (III, vol. V, Chap. VII) contient de nombreux exemples de sommes apportées par les rapatriés. La durée du séjour et les conditions des émigrants sont trop variables pour qu'on puisse les citer utilement ici. Le Commissariat s'avance beaucoup en indiquant en 1910 (*Relazione, etc.*, 1909-1910, p. 46) des sommes variant de 1.000 à 5 et 10.000 lire pour les émigrants transocéaniques, et de 3 à 500 lire pour les émigrants continentaux. M. Stringher (*loc. cit.*) cite le chiffre de 250 lire par rapatrié. Le sénateur Faina indique 700 lire pour les rapatriés méridionaux (*Inch. parl.*, Concl., p. 53).

(2) Le Commissariat italien renonçait à toute évaluation globale, à la fois avant la guerre (*Relazione, etc.*, 1909-1910, p. 396) et après la guerre (*Relazione, etc.*, 1910-1923, t. I, p. 176). M. Mortara (*Rivista bancaria*, février 1924) évalue pour 1922 à 400-600 millions de lire les sommes apportées par les rapatriés. M. Coletti indiquait 140 millions pour 1907. M. Stringher 75 millions pour 1910. Le *Memo-randum* de la S.D.N. pour 1925-1927 indiquait les chiffres suivants, très hypothétiques, 1925 : 300-470. — 1926 : 335-397. — 1927 : 264-285 (millions de lire).

(3) Les autorités italiennes de l'émigration ne les ont jamais vus d'un œil favorable, et on n'est point surpris que n'ayant pas osé les interdire formellement, elles

Les éléments d'une détermination approximative sont ici moins rares. Malgré le silence à cet égard de la loi du 1^{er} février 1901, le Banco di Napoli, entendant de la façon la plus large la tâche qui lui avait été confiée, et voulant épargner aux émigrants les exactions dont ils étaient l'objet de la part des changeurs, surtout aux U.S.A., mettait en service, le 15 mars 1902, un service de mandats payables en monnaie étrangère auprès de ses correspondants à l'étranger, et ne comportant aucun droit de courtage de la part de l'émigrant. Bien qu'il ne soit publié chaque année que le nombre et le montant globaux, en lire, de ces mandats, sans indication des monnaies étrangères demandées, nous pouvons affirmer que plus des trois quarts des transactions effectuées de 1902 à 1932 (1.053.000 opérations pour un montant total de 235.318.631 lire (1) avaient pour fin l'achat de dollars.

Les chiffres américains des « sommes exhibées par les immigrants », établis sur de tout autres bases (2), ne sont pas comparables aux chiffres italiens. Leurs indications ne sont pas pour autant négligeables, car d'une part ils englobent la totalité de l'émigration italienne, et non pas seulement l'émigration méridionale comme les chiffres du Banco di Napoli ; d'autre part ils forment une série dont les termes sont davantage comparables entre eux que ceux des mandats du Banco di Napoli, soumis aux mêmes influences particulières que les remises (zèle du personnel, nombre des correspondants, etc.).

Ils sont publiés annuellement par exercices financiers dans les *Reports* du Commissaire général de l'immigration. De 1901 à 1931, les Italiens classés par les statistiques américaines sous la dénomination d'*immigrants* ont apporté aux U.S.A. :

1901-1910	28.744.844 dollars
1911-1920	9.313.091 »
1921-1930	10.742.349 »
	<hr/> 48.800.284 dollars (3)

aient du moins saisi toutes les occasions offertes en période de crise des changes par les dispositions restrictives du commerce des devises, pour les limiter. Une circulaire du Commissariat de l'émigration, N° 67, du 6 juillet 1926, rappelle que d'après les dispositions récentes, il est interdit d'exporter du Royaume, d'une manière ou d'une autre, une somme supérieure à 10.000 lire. « Les émigrants qui se rendent à l'Etranger pour y acquérir des terres doivent en tenir compte ». V. *Boll. dell'emigr.*, juillet 1926.

(1) Avec une interruption pour les années 1918 et 1927. — Voir le détail des mandats, année par année in *Annuario statistica della emigr. ital. dal 1876 al 1925* (p. 1.646) de 1902 à 1925, et, pour les années suivantes, dans les Rapports annuels du Conseil du Banco di Napoli.

(2) Ils distinguent les *immigrants* des *non-immigrants* selon le critère inverse de celui que nous avons vu à propos des *émigrants* et des *non-émigrants*, par conséquent avec tous les risques d'erreur attachés à une distinction établie d'après les déclarations des immigrants eux-mêmes sur la durée éventuelle de leur séjour, au moins avant 1921. En outre, les sommes déclarées sont loin de signifier les sommes réellement possédées.

(3) Le *Mémorandum* de la S.D.N. pour 1925-1927 a fourni une évaluation partielle des sommes emportées et apportées dont la précision ne doit pas faire illu-

Enfin, les sommes transférées par l'intermédiaire des Caisses d'épargne, des coopératives, etc., sont, du point de vue de la balance des comptes, absolument négligeables.

On ne dispose guère pour les premières années de l'avant-guerre d'évaluations détaillées tenant compte des indications apportées par les différents éléments constitutifs de l'ensemble des remises (1). Sauf celles de M. Coletti et de M. Stringher, se rapportant l'une à 1907, l'autre à 1910, les évaluations de cette période sont faites pour un temps généralement indéterminé (2). Et il ne s'agit pas seulement ici des évaluations fantaisistes, forcées ou réticentes selon les besoins de la cause, qui traînent dans l'immense littérature parlementaire et journalistique de l'époque consacrée à l'émigration. Par manque d'intérêt pour la question plutôt qu'en raison des difficultés du problème, les spécialistes de l'émigration croyaient en toute bonne foi pouvoir étendre l'imprécision forcée de leurs calculs relatifs à une année donnée au temps même pendant lequel ceux-ci avaient quelque chance d'être valables, comme si la détermination des chiffres bruts avait eu peu d'intérêt dans une économie heureuse où les remises augmentaient d'année en année. Il devait être réservé à la guerre et à l'après-guerre, en rendant plus vital le problème de la balance des comptes, d'amener, à défaut de plus de précision dans les calculs, une évaluation plus respectueuse des variations relatives des montants des remises d'une année à l'autre.

Nous disposons pour les années 1907-1914 d'une évaluation sérieuse due à M. Jannaccone (3). Faisant la somme des données

sion, et sur laquelle il serait hasardeux de faire fonds. M. Borgatta (*Rivista doganale* du 25 février 1929) donnait les chiffres suivants, sans préciser la façon dont il les avait obtenus : 1925 : 250-300. — 1926 : 480-550. — 1927 : 360-430. — Dans le *Trattato*, il les modifiait ainsi : 1925 : 300-320. — 1926 : 330-350. — 1927 : 240-300. — 1928 : 250. — 1929 : 200-230. — 1930 : 200. En 1922, M. Jannaccone indiquait 350 millions. M. Mortara (*Ibid.*) adoptant pour les émigrants transocéaniques une moyenne de 500 lire et de 200 lire pour les émigrants continentaux, arrivait la même année à un total de 100 millions.

(1) Les remises totales étaient évaluées en 1874 à 11 millions de lire et à plus de 20 millions en 1894. (V. Fr. Nitti : *L'emigr. ital.*, etc., p. 143).

(2) Le Commissariat de l'émigration imprime en 1910 que « le montant des remises de nos émigrants ne peut s'élever, dans des conditions normales, à un montant annuel inférieur à 500 millions ». (*Relazione*, etc., 1909-1910, p. 396).

(3) M. Jannaccone a pu disposer pour ses évaluations de facilités d'investigation qui n'ont été données à aucun autre auteur, car il fut chargé, en 1923, par M. de Stefani, alors ministre des Finances, de réunir la documentation nécessaire aux conversations italo-américaines qui allaient s'ouvrir à Washington sur les dettes de guerre et aboutir à la conclusion de l'accord du 14 novembre 1925. Un extrait de ses travaux a été publié par M. de Stefani sous le titre de *Documenti sulla condizione finanziaria ed economica dell'Italia*, communiqués au Parlement le 8 décembre 1923. Les chiffres cités dans le texte sont extraits de l'ouvrage où M. Jannaccone a repris ses évaluations : *La bilancia*, etc., p. 95.

qu'il a pu recueillir sur les établissements de crédit et les compagnies de navigation, de la part des mandats internationaux attribuable aux émigrants, des remises du Banco di Napoli et des chiffres probables des autres moyens de transmission, M. Jannaccone arrive aux évaluations suivantes :

	Lire	Dollars	(Millions)	Lire	Dollars
1907 :	729,4	140,8	1911 :	773,9	149,3
1908 :	638,3	123,3	1912 :	778,6	150,3
1909 :	600,2	115,9	1913 :	828,4	159,9
1910 :	734,3	141,8	1914 :	581,4	111,2

Regrettons que M. Jannaccone n'ait pas publié le détail de ses calculs. Nous savons cependant qu'il a utilisé les points de repère fournis par les statistiques de l'émigration (départs, retours, etc.) et ses chiffres doivent être préférés aux évaluations partielles faites pour une seule année, que leur luxe apparent de précautions condamne souvent à des estimations d'autant plus éloignées de la réalité (1).

On remarquera que le pourcentage du total formé par les remises du Banco di Napoli et les mandats internationaux est dans un rapport sensiblement constant avec les évaluations indiquées ci-dessus, sans qu'on puisse toutefois affirmer que M. Jannaccone n'a pas été guidé dans sa recherche par la référence préalable à ce parallélisme :

	Total Banco di Napoli et mand. intern. (Millions)	Rapport aux évaluat. tot. M. J. (%)		Total Banco di Napoli et mand. intern. (Millions)	Rapport aux évaluat. tot. M. J. (%)
1907	286.5	39.2	1911	337.2	43.5
1908	259.6	40.6	1912	350	44.9
1909	246.8	41.1	1913	381.1	46
1910	323.3	44	1914	312.5	53.7

(1) M. Coletti (*loc. cit.*, p. 243) évaluait, en 1907, à 465 millions les sommes provenant de l'émigration transocéanique et à 85 millions seulement celles de l'émigration continentale : soit au total 550 millions, dont il fallait déduire 45 millions (30 millions emportés avec eux par les émigrants et 15 millions de frêts payés par eux à l'Etranger), c'est-à-dire 505 millions net. Evaluation qu'un scrupule excessif a rendu trop prudente pour l'émigration européenne où manquaient les données de détail, en même temps qu'une trop grande confiance dans les données citées plus haut pour la Sicile, généreusement extrapolées à tout le Midi, lui faisait attribuer à l'émigration transocéanique des chiffres proportionnellement trop élevés. Le résultat semble être resté au-dessous de la réalité, et l'évaluation de M. Coletti pour 1907 se trouve être la même que l'évaluation du Commissariat pour 1909, qui ne comprend pas les sommes apportées avec eux par les rapatriés. Et nous savons qu'en 1909 les remises sont en baisse sensible par rapport aux années immédiatement précédentes. M. Stringher (*loc. cit.*) évaluant les remises totales de 1910, sauf les mandats-internationaux, arrivait au chiffre net de 450 millions (500 millions moins 30 millions emportés et 15 millions au passif des frêts). Il ajoutait à ces chiffres le solde net des mandats-internationaux, qui, pour la période allant de l'exercice 1906-1907 à l'exercice 1910-1911 est d'environ 200 millions de lire, et aboutissait à un total de 650 millions de lire, guère éloigné du chiffre de 667 millions, moyenne des années 1909-1910 selon les évaluations de M. Jannaccone. M. Borgatta évaluait à 780 millions la moyenne annuelle des remises pour la période 1900-1913 (*Barom. econom.*, 10 novembre 1932, p. 702).

Pendant la guerre, beaucoup d'Italiens venus défendre leur pays apportent des sommes parfois considérables, qui suppléent la carence des remises proprement dites. En même temps, les remises bien que réduites en nombre, accusent des montants de plus en plus élevés, en relation avec la hausse des salaires. Le total formé par les remises du Banco di Napoli et les mandats internationaux est en baisse jusqu'en 1915, puis s'élève, d'abord légèrement, à partir de 1916. Par contre, les dépôts à la Caisse d'épargne des émigrants se relèvent dès 1915. Les chiffres de M. Jannaccone sont les suivants:

	Lire (Millions)	Dollars
1914	581.4	111.2
1915	496.5	81.9
1916	575.2	88.1
1917	632.8	110.5
1918	872.8	110.9

Dès 1917, les niveaux de 1913 sont atteints si on considère les montants exprimés en lire, bien que leur valeur exprimée en dollars, et plus encore leur valeur-or soit restée notablement inférieure. Le rapport au total Banco di Napoli-Mandats s'abaisse, et tombe, pour les dernières années, au-dessous des chiffres les plus bas de la période précédente, mais bien moins que ne semblerait l'indiquer la disparition presque totale de l'émigration temporaire pendant la guerre, à cause de la substitution des sommes apportées par les Italiens de l'étranger dont les classes successives étaient appelées sous les drapeaux aux sommes autrefois apportées par les émigrants temporaires à leur retour(1) :

	Total Banco di Napoli et Mandats (Millions)	Rapport aux évaluations de M. Jannaccone %
1914	312.5	53.7
1915	228.7	46
1916	235.1	40.8
1917	323.7	38.8
1918	297.4	34

Dès 1919, hausse en flèche du montant des remises, à quoi contribuent tous les modes d'envoi. L'année 1920 marque le maxi-

(1) M. Borgatta (*Barometro econom.* du 10 nov. 1932) évalue à 5 milliards de lire le total des remises pendant les années 1915-1919. M. Mac Guirre (*loc. cit.*, p. 294) donne, pour la période 1915-1918, une moyenne annuelle de 625 millions, guère éloignée de la moyenne de 693 millions qui ressort des chiffres de M. Jannaccone. M. Porri (qui évalue à 450 millions les remises de 1914) donne pour la même période la moyenne annuelle de 340 millions, manifestement inférieure à la réalité (V. Porri : *Congettura intorno alla bilancia dei debiti e dei crediti*, in *Rivista ital. di statist.*, mars 1932, p. 77).

mum des envois, qui décroissent ensuite progressivement selon les évaluations les plus probables jusqu'en 1914. On peut accepter sans réserves les chiffres de M. Jannaccone (1) :

	Remises Totales		Total Banco di Napoli et Mandats (Millions)	Rapport aux évaluations de M. Jannaccone %
	Lire (Millions)	Dollars		
1919	2.713	248.6	577.1	21.2
1920	4.253,4	201.2	1.115.3	26.2
1921	3.372.1	142.0	880.2	26.1
1922	3.053,9	144.2	723.7	23.6
1923	3.521,2	115.2	781.7	22.1

Le pourcentage du total des remises du Banco di Napoli et des mandats a considérablement baissé par rapport à l'avant-guerre. Il faut y voir l'effet de la part prépondérante prise par l'émigration transocéanique où les mandats sont peu en usage, et de la tendance du Banco di Napoli à vivre sur l'acquis, sans chercher à accroître sa clientèle.

A partir de 1924, nous connaissons les remises faites par l'intermédiaire des « principaux établissements de crédit ». M. Borgatta fournit les chiffres bruts suivants (2) :

(Millions de lire)

1924	3.829-3.879	1929	2.648 -2.688
1925	4.504-4.564	1930	2.291,4-2.326,4
1926	4.096-4.247	1931	1.998,6-2.020
1927	2.639-2.700	1932	1.412,8-1.427,8
1924	3.829-3.879		

(1) Dans les *Documenti*, etc., cités plus haut, les remises n'étaient évaluées que pour 1921 et 1922, respectivement à 4.500 et 3.400 millions, « différence entre les sommes importées et les sommes exportées » (p. 10). Il était tenu compte, dans ces montants, des remboursements effectués à l'Etranger sur des livres de la Caisse d'épargne des émigrants, mais non du solde actif des mandats-internationaux. Il n'est pas injurieux de supposer que ces évaluations avaient été forcées au moment où des négociations délicates, qui n'ont d'ailleurs pas abouti, étaient engagées avec les U.S.A. pour l'atténuation de la législation restrictive de 1921 (*V. Relazione*, etc., 1910, 1923, t. II, p. 156-161) et où il y avait intérêt à mettre en évidence la nécessité des remises des émigrants pour l'équilibre de la balance des comptes de l'Italie. — En 1922, M. Mac Guirre évalue les remises à 2,5 milliards nets ; M. Mazzucchelli (*Credito Italiano*) à 3,6 milliards ; M. Mortara à 1,9-2,5 milliards. M. Meynial, dans son ouvrage sur la *balance des comptes*, met au « crédit » des remises la somme de 4.783,4 millions en 1921 et de 3.674,7 millions en 1922 ; et, au « passif », 225,6 millions en 1922. Mais il ajoute que d'après ses sources mêmes « l'excédent de la balance en 1921 et le déficit en 1922 ne proviendraient que des erreurs probables des estimations des dépenses des touristes et des remises des émigrants ». (P. 247, n. 1). M. G. dall'Oglio, dans son rapport au II^e Congrès de la Chambre de commerce internationale (Rome, 18-25 mars 1923) évaluait les remises des émigrants et les dépenses des étrangers en Italie, en 1921 et 1922, « approximativement à une moyenne annuelle de 4 à 5 milliards de lire ». M. Mitzakis (*op. cit.*, p. 160-161) donne les chiffres suivants, 1920 : 4 milliards. — 1921 : 3. — 1922 : 2,5. — 1923 : 2,5 milliards.

(2) Art. de la *Rassegna economica* du Banco di Napoli, juin-juillet 1933.

Ces chiffres comprennent les remises faites par les « principaux établissements de crédit », le Banco di Napoli, les « autres banques », les dépôts faits à la Caisse postale des émigrants, les mandats internationaux payés en Italie et le poste « lettres et sommes portées avec eux par les rapatriés. » (1)

Pour obtenir le chiffre net des remises, il faut selon M. Borgatta, déduire du total brut les remises du Banco di Napoli destinées à la Caisse postale d'épargne, qui figurent déjà dans le total des dépôts à cette Caisse, les remboursements à destination de l'étranger effectués par la Caisse postale (2) et le montant des mandats émis en Italie. Nous nous sommes déjà expliqué sur l'impossibilité, à notre sens, de déduire valablement du montant des mandats internationaux émis à l'étranger le montant des mandats émis en Italie, et malgré l'autorité de M. Borgatta, nous persistons à croire qu'il faut compter au poste « mandats-internationaux » l'intégralité des parties actives, toute déduction exclue. Pas davantage ne nous est-il possible de suivre l'éminent professeur quand il compte dans le total des remises le montant des dépôts à la Caisse postale d'épargne, car ces sommes figurent déjà dans les autres postes, comme il le reconnaît implicitement en déduisant des remises du Banco di Napoli, les sommes destinées à la Caisse postale. Avec ces corrections, c'est-à-dire après avoir exclu de l'actif les dépôts à la Caisse postale, et du passif les mandats internationaux émis en Italie, nous arrivons aux chiffres suivants :

(Millions de lire)

1924	3.929 -3.879	1929	2.406,7-2.446,7
1925	3.710,5-3.770,5	1930	2.068,3-2.103,3
1926	3.491 -3.641	1931	1.720,4-1.750,4
1927	2.461 -2.521	1932	1.233,8-1.263,8
1928	2.336,4-2.396,4		

Ces chiffres sont peu différents de ceux auxquels on aboutirait en faisant sur ses évaluations brutes les déductions indiquées par M. Bor-

(1) M. Mitzakis donne les chiffres suivants, 1924 : 2,4 milliards. — 1925 : 3,2. — 1926 : 3,1. — 1927 : 2. — 1928 : 1,85. — M. Porri indique le chiffre de 2,4 milliards, moyenne annuelle de la période 1919-1927, et, pour les années suivantes, un solde actif de 2 milliards en 1928 ; 1,75 en 1929 ; 1,5 en 1930 ; 0, 523 en 1931. — M. Mariotti, cité par M. R. Benini (*Elem. di statist.*, p. 386) donne pour 1924 le chiffre de 2.370 millions. Le *Mémorandum* de la S.D.N. (1931, p. 43) donne les évaluations suivantes, 1924 : 103,3. — 1925 : 138,5. — 1926 : 118,8. — 1927 : 98,9 (en millions de dollars).

(2) Auxquels il faudrait ajouter, en bonne logique, les remboursements effectués à l'étranger par la Caisse d'épargne du Banco di Napoli, mais que les statistiques ne distinguent pas des remboursements à l'intérieur du Royaume, et qui sont au surplus d'un montant peu élevé.

gatta (1), mais ils ne comprennent pas à la différence des chiffres donnés pour les années précédentes, les sommes apportées par les rapatriés (2). Le sens général du mouvement est le même, sauf la pointe qui figurait en 1925 dans les chiffres de M. Borgatta, et qui a disparu dans les nôtres, remplacée par une exhaustion des années 1924-1926 par rapport aux niveaux antérieur et postérieur. En absorbant ainsi ce relèvement apparent, dû, nous croyons l'avoir montré, à un accroissement des investissements d'épargne qui, loin de signifier une augmentation des remises proprement dites, n'en constitue en réalité qu'un aménagement exceptionnel, il se trouve que nos chiffres rétablissent d'eux-mêmes la véritable physionomie des remises pendant ces temps monétaires troublés.

§ 2. — L'émigration a eu bien des conséquences économiques indépendantes de l'afflux des remises, dont la principale a été l'élévation du taux des salaires due à la diminution de l'excédent de main-d'œuvres qui encombrait le marché du travail. (3) Il faut, par

(1) Ils deviendraient alors (millions de lire) :

1924 : 3.638,2-3.688,2 (190,85)	1928 : 2.343,8-2.403,8 (209,23)
1925 : 4.261,4-4.321,4 (242,68)	1929 : 2.446,4-2.486,4 (201,67)
1926 : 3.863 -4.014 (233,03)	1930 : 2.083,4-2.118,4 (208,06)
1927 : 2.376 -2.437 (263,05)	1931 : 1.742,7-1.764,1 (255,96)

Les chiffres entre parenthèses indiquent le montant des déductions à faire sur les chiffres bruts.

(2) Ils ne tiennent pas compte non plus des sommes emportées avec eux par les émigrants. M. Borgatta n'avait pas tenté de les évaluer dans son article de la *Rassegna*, etc. (juin-juillet 1933). Dans le *Trattato*, etc. (novembre 1933) au cours de ses évaluations, que nous citons plus loin, des principaux postes de la balance des comptes, il met au passif des remises les montants suivants (millions de lire) :

1925 : 300-320	1928 : 250-
1926 : 330-350	1929 : 200-300
1927 : 240-300	1930 : 200-

On ne peut que conjecturer si, dans la pensée de M. Borgatta, ces chiffres s'appliquent aux seules sommes emportées par les émigrants, auquel cas ils seraient singulièrement élevés, ou s'ils comprennent aussi les éléments à déduire de l'actif brut, tels qu'ils figurent dans la note précédente. Cependant, dans la *Rivista doganale* du 25 février 1929, M. Borgatta évaluait les remises des émigrants à 3.755-3.815 millions en 1925 ; 3.500-3.700 en 1926 ; 2.300-2.360 en 1927 ; et les fonds transférés à l'Etranger par les émigrants, respectivement à 250-300 ; 480-550 ; et 360-430 millions, ce qui laissait un solde actif de 3.455-3.565 millions, 2.950-3.220 et 1.870-2.000 millions. L'apport net des émigrants, tel qu'il résulte des chiffres publiés par M. Borgatta dans le *Trattato* et tels que nous les reprenons dans les pages qui suivent sur la balance des comptes, est le suivant (millions de lire) :

1923 : 2.500	1928 : 2.000-2.090
1924 : 2.500-2.600	1929 : 2.100-2.120 (?)
1925 : 3.400-3.580 (?)	1930 : 1.770-1.820 (?)
1926 : 3.000-3.150 (?)	1931 : 1.550-
1927 : 2.000-2.070	1932 : 900-

(3) V. Enquête instituée auprès des maires et des préfets par la circulaire du 10 juillet 1881, in *Statist. gen. della emigr. ital.* 1886 et 1888. — Fr. Nitti : *L'emigr. ital. e i suoi avversari*, p. 78-79. — Scalise : *L'emigr. nella Calabria*, p. 46 et *Inch. parlam.* V, t. II, p. 283 ; VIII, p. 34 ; II, t. I, p. 762. Quand, en 1908, l'émigration subit un temps d'arrêt, les salaires ont rebaisé.

contre, attribuer plus précisément aux remises des émigrants l'amélioration du niveau de vie, la diminution de l'endettement, l'achat de propriétés foncières avec les conséquences qu'il eut sur le prix et sur la distribution de terres, enfin l'accroissement du capital circulant qu'on peut constater dans le premier quart du XX^e siècle dans les régions d'émigration à un degré plus élevé que dans le reste de l'Italie.

a) La part des remises réservée à l'alimentation de la famille de l'émigrant variait à la fois avec la région d'origine et le pays de destination. Dans l'Italie septentrionale, la presque totalité des gains relativement faibles de l'émigration hivernale de certaines régions de la vallée du Pô, comme la Basse-Lombardie et l'Emilie, y était consacrée. Par contre, l'émigration continentale, et plus spécialement printanière de régions comme la Haute-Italie, la Toscane, l'Umbrie, provoquait des envois plus abondants et laissait une marge plus grande aux autres emplois. Enfin, dans l'émigration transocéanique non permanente, méridionale comme septentrionale, l'alimentation de la famille était loin d'absorber l'intégralité des envois, et permettait des modes durables d'utilisation de l'épargne des émigrants. L'unanimité des témoins signale l'amélioration du niveau de vie dans toutes les régions et pour toutes les espèces d'émigrations, sans toujours à vrai dire distinguer la part propre des remises de causes plus générales, telles que l'évolution des prix, des salaires, des besoins, etc...

b) C'est un fait, par contre, qu'immédiatement après l'alimentation de sa famille, le premier souci de l'émigrant était de se libérer de ses dettes, à l'origine desquelles étaient parfois les frais du voyage qui lui avait permis de partir. (1) Dans plusieurs provinces méridionales comme le Basilicate et la Calabre, sièges d'une importante émigration transocéanique, les dettes hypothécaires étaient en diminution sensible. (2) Là même où leur montant n'avait guère diminué, la signification en était devenue tout autre. Les dettes contractées dans les dernières années du XIX^e siècle l'avaient été, spécialement par les infortunés paysans des régions les plus pauvres du Mezzogiorno, à des conditions usuraires, et trop souvent, selon des témoignages concordants, pour se « désaffamer ». (3) Les dettes qui accompagnaient et suivirent le plein de l'émigration avaient, au contraire, leur origine dans des constructions nouvelles ou dans des acquisitions trop ambitieuses, qui obligeaient parfois l'acquéreur, pour les

(1) V. *Relazione*, etc., 1910-1923, t. I, p. 183.

(2) M. Foerster (*op. cit.* p. 421, n. 1) signale que dans le Midi, de nombreux mariages civils étaient célébrés avant le départ de l'émigrant, pour assurer à celui-ci le douaire qui lui permettrait de payer les frais du voyage. Au retour était célébré le mariage religieux, et le ménage s'établissait avec les économies faites pendant le séjour du mari à l'Etranger.

(3) V. *Relazione*, etc., 1910-1923, t. I, p. 183 et *Inch. parlam.* V, t. II, p. 283.

acquitter, à s'expatrier de nouveau : elles correspondaient dans la plupart des cas, à une amélioration de leur situation patrimoniale (1).

c) Mais c'étaient les acquisitions immobilières qui restaient l'effet le plus visible de l'enrichissement des émigrants. Fort naturelles chez des populations qui venaient de la terre et qui y étaient restées attachées, elles se distribuaient, fort inégalement selon les régions, entre des fonds ruraux susceptibles d'exploitation et des constructions immobilières faites parfois *ad ostentationem* : villas et pavillons chargés de proclamer l'élévation sociale de l'émigrant qui avait réussi spécialement du plus riche et du plus glorieux de tous, l'*americano*... Le fait était passé à l'état d'expression proverbiale : *Chi passa il mare compra la casa* (2) : Mais alors que ces dernières acquisitions étaient observées dans toute l'Italie parce qu'elles répondaient au désir commun de tous les émigrants, la possession d'une maison qui leur appartint en propre, les achats de terres étaient proportionnellement moins fréquents, et presque nuls dans certaines provinces peu favorisées de la nature (3). Là où ils restaient la règle, c'est-à-dire à la vérité dans la plupart des régions d'émigration, ils eurent une double conséquence, la hausse du prix des terres et l'accroissement de la petite propriété.

Dans le Nord de l'Italie où la terre, très fertile, avait été de tout temps très chère, les émigrants, si heureuse qu'eût été leur expatriation, pouvaient espérer seulement, dans la très grande majorité des cas, devenir d'ouvriers agricoles, métayers ou fermiers. (4) Dans le Midi, au contraire, la demande des rapatriés munis d'argent et décidés à acheter, détermina une hausse des terres qui balança, et de loin, la baisse observée lors des liquidations de Biens qui accompagnaient les départs. (5) Des marchands de biens achetaient de grandes propriétés et les fractionnaient pour les vendre aux rapatriés. Ils spéculaient aussi sur la préférence qui faisait rechercher par ceux-ci, et à tout prix, les terres très proches des

(1) On a signalé par contre que dans des régions telles que le Basilicate, et nettement circonscrites, il est vrai, certains émigrants ne retournaient dans leur pays avec leur pécule que pour se livrer avec profit à l'usure qui les en avait chassés, amenant ainsi au bout de peu de temps leurs concitoyens endettés à émigrer à leur tour (V. l'art. de Pietro Lacava in *Nuova antologia* du 1^{er} mars 1907, p. 116). *L'Inch. parlam.* signale des émigrants de retour qui prêtent à 15 % à des propriétaires (III, V, Ch. VII, p. 107 et p. 233).

(2) Celui qui traverse la mer achète sa maison, *Inch. parlam.* III, V, Ch. VII, p. 96.

(3) Par exemple le Basilicate. V. *Relazione. etc.*, 1909-1910, p. 49.

(4) Ou, comme dans le Frioul, d'ouvriers, entrepreneurs. V. Coletti : *Cinquanta anni, etc.*, *op. cit.* p. 245. — *L'Inch. parl.* signale le cas d'un muletier, vraisemblablement à gages, qui émigre pendant 20 mois à New-York et « en rapporte de quoi acheter un mulet » (III, V, Ch. VII, p. 92).

(5) Selon M. Nitti (*L'emigr. ital. etc.*, p. 78) cette baisse des terres résultant des départs d'émigrants avait été chez les auteurs de la loi de 1888 à l'origine de l'esprit restrictif de ce premier texte italien sur l'émigration. Remarquons qu'il n'avait pu se développer qu'à propos d'une émigration sans remises.

villages, à l'exclusion des autres. (1) Si bien que peu d'années après leur retour, de nombreux émigrants avaient épuisé leurs ressources et repartaient à l'aventure, sans nul bénéfice pour le pays. Ces inconvénients devinrent si sensibles que pendant les années qui précédèrent la guerre, la presse fut agitée à plusieurs reprises de projets d'*Instituts fonciers pour les émigrants*, dont certains prévoyaient même l'affectation directe d'envois d'argent échelonnés sur plusieurs années à l'achat d'un fonds dont les émigrants auraient pris possession dès leur retour. (2) En 1912, le baron Francchetti songea à acheter un *latifondo* en Basilicate pour l'aménager, le lotir et le vendre à des familles d'émigrants de retour. Le Commissariat, dont la participation était sollicitée sous la forme d'un prêt, aurait vraisemblablement accordé son concours. Devant l'opposition du Conseil supérieur de l'émigration, le projet n'eut pas de suite, non que l'initiative eût été jugée inopportune, mais pour des raisons de forme (3).

On fut sérieusement amené à envisager l'octroi aux émigrants de retour d'un droit de préemption sur les fonds ruraux et urbains mis en vente par l'Etat et les collectivités locales. Tandis que d'autres (4) demandaient la création « d'un établissement analogue à la Renten Bank prussienne », pour faciliter les achats des émigrants, ou de tout autre Institut qui facilitât l'emploi des épargnes en Italie.

En même temps, ces achats avaient, sous le rapport de la petite propriété, des effets qui furent, selon les époques, très diversement appréciés. En 1888, les rédacteurs de l'enquête Jacini ne songeaient qu'à se féliciter du maintien de la petite propriété, dû aux achats des émigrants de retour (5). Plus tard, les enquêteurs de l'*Inchiesta parlamentare* constataient le phénomène sans l'apprécier (6). Dans les années qui précédèrent la guerre, c'est généralement à l'actif de l'émigration qu'on met les nombreux achats de terres faits par ceux qui n'en avaient été d'abord que les colons partiaires. La portée sociale de cette transformation qui remplaçait une bourgeoisie absentéiste par une masse de petits propriétaires cultivant leurs terres en faire-valoir direct, était importante. En contre-partie, on assistait parfois à la formation de ce qui a été appelé la « petite bourgeoisie américaine », et dont les effets économiques ne furent

(1) *Inch. parl.* III, V, p. 234.

(2) V. *Inch. parl.* eod. loc. et D. Taruffi, L. de Nobili et C. Lori : *La questione agraria e l'emigrazione in Calabria* (Florence, 1908) et F. Sulpizi (*op. cit.*, p. 30-32).

(3) L'utilisation du Fonds de l'émigration était soumise à des règles étroites qui plus d'une fois bridèrent les initiatives. Un sort identique devait être réservé, après la guerre, aux projets de « colonisation subsidiée » de MM. Nathan et Pantano. V. G. Prato : *L'ultima incarnazione dello Stato banchiere*. *Rivista bancaria*, 20 mars 1925. Par contre, les gouvernements ne se faisaient aucun scrupule de charger le Fonds de dépenses qui auraient plus logiquement figuré au budget général.

(4) V. *Commissione Reale*, fasc. III, p. 43 et fasc. II, p. 59.

(5) *Inchiesta agraria*, dite Jacini (XV, p. 88).

(6) *Inch. parlam.*, VI, I, p. 395.

pas toujours heureux. Des émigrants qui retournaient avec une rente journalière de 3 à 4 lire ne travaillaient plus (1). Il faut ajouter que, trop souvent, spécialement dans le Mezzogiorno, l'exiguité des fonds achetés par les émigrants de retour fut une des causes de la mauvaise exploitation des terres. Jointe à la rareté de la main-d'œuvre, elle amena en plus d'une région cette transformation du labourage en pâturage qui, cause de l'émigration dans l'Angleterre de Thomas More, en fut la conséquence en Italie.

Mais la petite propriété s'accompagne généralement (2) de la diminution des naissances corrélative à tous les accroissements du bien-être individuel. Et le fascisme tient trop à la « force du nombre » pour regretter le développement d'une petite propriété contre laquelle M. Mussolini a plus d'une fois fulminé (3). Il a plutôt cherché à fixer au sol natal une population exubérante et trop volontiers errante, par la constitution d'une petite industrie importante, dont on n'a pas à examiner ici si ses caractéristiques sociales sont véritablement différentes de celles de la petite propriété (4).

Il faut aussi mettre à l'actif de l'émigration l'amélioration de la technique agricole signalée dans de nombreuses provinces (5), alors que dans quelques régions, on avait parfois à déplorer que l'émigrant retournât chez lui « pour reprendre la charrue de Columelle et la bêche de Triptolème » (6).

d) On hésite à attribuer, à la suite de Luigi Luzzatti, ministre

(1) *Ibid.* III, V, Ch. VII, p. 105.

(2) Dans l'Angleterre du XIX^e siècle, par exemple, la diminution du nombre des petits propriétaires a été un grand stimulant à la procréation. V. Nitti : *Population et système social*, p. 209-210.

(3) Notamment dans son discours dit de l'Ascension, du 26 mai 1927.

(4) Cette petite industrie doit d'ailleurs être largement entendue, au sens où M. Mussolini, par exemple, déclarait : « Je ne veux en Italie qu'une industrie saine, celle de l'agriculture et de la mer ». — Le fascisme a cherché à obtenir les heureux effets que pouvait avoir la constitution d'une petite propriété agricole comme facteur de stabilité sociale, par des aménagements intérieurs dont on aura un aperçu dans l'art. de M. A. Nicolas : *L'Italie fasciste à la recherche de l'équilibre social*. Revue pol. et parlem. du 10 avril 1933. V. aussi *l'Inchiesta sulla piccola proprietà coltivatrice formatasi nel dopoguerra*, publiée par l'Istituto Nazionale di economia agraria, et notamment le vol. *Lombardia*, de M. R. Rossi, p. 46. — Sur les tentatives faites pour fixer au sol les braccianti, si nombreux dans la région du Pô, sur les tendances à faire des métayers des sortes de co-propriétaires et à élargir les droits des fermiers sur la terre, v. *Il lavoro fascista* du 28 sept. 1932. — Dès avant la guerre, les émigrants de retour avaient donné, en particulier dans les Abruzzes, une nouvelle vie à l'emphytéose. V. *Relazione, etc.*, 1910-1923, t. II, p. 186.

(5) *Inch. parl.* II, t. II, p. 257. M. Jossa (*Boll. emigr.* 1907, N° 10) cite des chiffres qui semblent montrer que l'usage des engrais chimiques s'est développé dans le Molise parallèlement à l'émigration. Un témoin déclare : « Les seules terres qu'on cultive encore sont celles des américains qui envoient de l'argent pour les cultiver... » (*Inch. parlam.* III, V, Ch. VII, p. 101. Ailleurs les émigrants de retour ont reconstitué des vignobles détruits par le phylloxéra (*Ibid.* p. III). Ce sont eux qui, parfois, ont introduit les machines agricoles (p. 105).

(6) de Nobili, cité par Foerster, *op. cit.* p. 453, n. 3.

des Finances de l'époque (1), le succès de la conversion de la rente italienne, faite en 1906, aux facilités monétaires introduites en Italie à la suite des remises des émigrants. Reconnaissons-leur plus modestement des effets locaux qui ne furent pas pour autant négligeables. D'abord à la réunion des provinces méridionales, puis lors de la sécularisation des biens ecclésiastiques, la rareté des capitaux avait été une des principales causes de l'aggravation croissante de la situation du Mezzogiorno. L'abondance des dépôts des émigrants dans les instituts d'épargne permit l'octroi de prêts aux collectivités locales, en même temps qu'on observait dans les régions de forte émigration (2), la diminution du nombre des dévolutions de biens immobiliers à l'Etat à la suite de saisies opérées par le fisc, la diminution des exécutions immobilières, l'élévation de l'annuité successorale, etc... La fonction des remises dans les règlements internationaux était autrement importante.

§ 3. — Depuis Bastable qui, le premier, semble l'avoir introduit dans la balance des comptes (3), le poste des « remises des émigrants » s'est constitué peu à peu une physionomie propre, distincte des transferts de profits commerciaux dans lesquels on l'avait confondu avant lui. C'est vraisemblablement de cette origine qu'il a gardé les traits si caractéristiques que nous lui connaissons aujourd'hui, et sur lesquels il va falloir nous arrêter pour les éclaircir.

A strictement parler, les remises des émigrants ne devraient pas figurer dans la balance des comptes, d'où les exclut leur caractère spécial de libéralité ne constituant ni une créance au profit du pays destinataire ni une dette équivalente du pays d'origine, comme aussi leur caractéristique d'être immédiatement soldées, constituant ainsi un règlement proprement dit, un paiement type. On les y admet cependant comme transmissions unilatérales devenues si habituelles qu'elles constituent pour le pays qui en est le bénéficiaire un appoint sur lequel il est presque en droit de pouvoir compter, l'attente comptabilisée d'un crédit virtuel, paradoxalement suivie d'un règlement immédiat (4).

(1) Cité par M. Coletti (op. et loc. cit. p. 247).

(2) Pour la Calabre, v. Scalise, op. cit. M. Nitti (*Ricchezza dell'Italia* 1904, p. 195) signale qu'on constatait parfois aux échéances des impôts fonciers un accroissement des mandats-internationaux en provenance des pays d'immigration.

(3) Ou plus exactement dans les « diverses parties du compte créditeur et débiteur d'un pays », parmi lesquelles il énumère : « ...5° les gains des marchands indigènes vivant à l'Etranger et les profits d'étrangers vivant dans le pays d'origine. — 6° Il est peut-être à peine nécessaire de séparer notre 6° cas du précédent. Il se présente lorsque des étrangers envoient de la monnaie à un pays dans le but de bienfaisance ou dans le cas inverse d'un pays envoyant des dons au dehors. C'est ainsi que les sommes envoyées annuellement au Royaume-Uni par le grand nombre d'Irlandais qui sont naturalisés aux Etats-Unis s'élèvent à un total considérable ». Bastable : *La théorie du commerce international*. Trad. Sauvaire-Jourdan, Paris, 1900, p. 101-102.

(4) Les rédacteurs de l'Introduction au *Mémoire* de la S.D.N. pour 1926-1928 ont rencontré cette difficulté dans leur exposition des principes adoptés pour

Elles devraient donc en rigueur figurer seulement dans la balance des paiements. Mais c'est alors leur composition qui rend difficile l'assignation aux remises d'un poste distinct. Les remises par voie bancaire, par exemple, n'y figureraient pas pour leur montant, mais seulement au solde, positif ou négatif, des mouvements de capitaux. Les soldes postaux, qui ne nous renseignent pas sur le montant de l'actif des mandats internationaux, comprennent en outre, à côté des opérations d'argent proprement dites, la résolution monétaire de bien d'autres opérations postales. (1) Les sommes expédiées par lettres ou apportées (et emportées) par les émigrants y figureraient confondues avec les autres disponibilités de change, etc...

Surtout, les différents types de balances des comptes ou de balances des paiements, étant soit des coupes faites à travers l'organisme économique à un moment donné, soit des résumés d'opérations faites pendant une période donnée, ne sauraient en aucun cas apporter d'indications sur la part des remises qui correspond à un revenu destiné à être consommé dans le pays destinataire, qu'il y a un intérêt théorique et pratique considérable à distinguer de celle qui, spécialement pour les dépôts auprès des caisses d'épargne, a le caractère dominant d'un investissement d'épargne susceptible de faire l'objet d'un rappel plus ou moins prochain et plus ou moins total. Ces précieuses données ne seraient fournies que par une balance de la situation patrimoniale, et un tel document qui, à certains égards, se rapprocherait d'un inventaire, apparaît comme le complément indispensable des deux balances ordinaires (2). On y trouverait, par exemple, dans la mesure où ces

la répartition des comptes internationaux à travers les diverses rubriques du schéma adopté Il s'agissait de savoir si les remises et les articles analogues devaient être inscrits sous la rubrique « articles courants » (devenue dans les éditions suivantes : « marchandises, services et or ») ou sous celle des « mouvements de capitaux ». On sait que cette division adoptée dans les *Mémoires* réunit ce que nous appelons balance des comptes et balance des paiements sous le nom unique de « balance des paiements », qu'il faut prendre avec cette acceptation élargie dans les lignes suivantes : « Les transferts de propriété d'un pays à l'autre résultant de dons ou d'héritages, etc... ou effectués par des émigrants rentrant dans leur patrie, étant donné qu'ils n'appliquent pas de transaction réciproque, n'affectent pas directement la balance des paiements, qu'il s'agisse de capitaux à long terme (comme par exemple de valeurs ou de biens immobiliers) ou de capitaux à court terme (comme les billets de banque, chèques, etc.). C'est évidemment l'utilisation immédiate de ces titres d'engagement à court terme par le pays bénéficiaire pour des paiements à l'Etranger qui justifie leur inscription dans le compte. Logiquement, cette utilisation (de même que la vente de valeurs à long terme) appartient au compte des mouvements de capitaux, mais, conformément à la pratique générale, les sommes en question qui, de par leur nature, sont destinées à des fins de consommation, ont été comprises dans le compte des articles courants ». (Vol. II, p. 11). — Sur tout ce qui suit, v. Jannaccone (*op. cit.* p. 8, 14 et 15) et Borgatta : *Trattato*, etc., p. 11, 12 et 63.

(1) V. les publications annuelles du Bureau international de l'Union postale universelle, sous le titre de *Statistique générale du service postal* (Berne).

(2) Ce que de Foville souhaitait sous le nom de « balance économique », dans le *Bull. de l'Inst. intern. de statist.* (Vol. XV, 2^e, p. 73 et 195).

éléments ne défient pas toute évaluation, le montant des titres dont la balance des comptes n'accuse que le mouvement des revenus, le total des sommes déposées dans les banques étrangères par les nationaux dont les variations annuelles seules figurent à la balance des paiements, et aussi, pour ces deux éléments essentiels, la proportion attribuable aux émigrants *stricto sensu*, avec toutes les précautions qu'exige une discrimination si délicate. Ainsi seulement pourrait-on apprécier la composition des « comptes internationaux d'un marché, comment il se transforme, et surtout si, au bout d'une période déterminée, le solde se traduit par une variation positive ou négative de la situation du capital. » (1) L'établissement régulier, fût-il approximatif, de tels documents, est bien improbable. Il faudrait pourtant le souhaiter, ne fût-ce que parce qu'il obligerait les auteurs de balances des comptes à réfléchir davantage sur une des principales difficultés de la matière, à savoir la part qu'il convient de faire à l'équilibre du passif et de l'actif.

On admet couramment que le déséquilibre de la balance des comptes doit trouver sa résolution dans l'équilibre correcteur de la balance des paiements. Mais c'est peut-être déjà trop que de parler de déséquilibre de la balance des comptes par référence à un équilibre supposé dont l'exigence est purement théorique et « ne pourrait se déterminer qu'en considérant l'ensemble des rapports réciproques des divers marchés » (2). Faute de pouvoir confirmer cette exigence logique d'équilibre par l'impossible constatation statistique de l'égalité entre les éléments actifs et passifs des deux balances, on est conduit à déterminer tel poste sacrifié, comme les remises, en fonction de cette fin préétablie. La nature des remises des émigrants devrait pourtant l'interdire absolument. Aurions-nous passé condamnation, à propos du chiffre total des remises, sur la tendance, fréquente bien qu'inavouée, à en confondre par déduction le montant avec l'excédent du passif sur l'ensemble des éléments déterminables de l'actif, il nous faudrait encore ici nous élever contre le fait de faire entrer les remises dans un ensemble au terme duquel on se flatte de trouver l'équilibre assuré. Les remises sont un poste *sui generis*, unilatéral, comparable dans une certaine mesure à ces postes (dons, subventions, cadeaux, marchandises non payées par le débiteur) qui devraient en rigueur s'exclure d'une balance à propos de laquelle subsisterait l'exigence d'équilibre final.

Il ne resterait plus, après avoir refusé aux remises à la fois la dignité logique d'élément constitutif de la balance des comptes et le droit à un poste séparé dans la balance des paiements, qu'à les faire figurer dans ce que M. Borgatta appelle une « balance de tous les rapports économiques internationaux » et qu'on ne peut confondre avec la balance des paiements qu'à la faveur de la confusion trop souvent établie, à propos des éléments de cette dernière balance, qui comprend parfois, plutôt que des transferts effectifs,

(1) G. Borgatta, in *Europe nouvelle* (1^{er} octobre 1927).

(2) *Ibid.*

les opérations donnant naissance à ces transferts. (1) Seule une telle balance refléterait fidèlement la physionomie des échanges internationaux et permettrait en particulier une vue exacte sur le mode d'enrichissement ou d'appauvrissement patrimonial d'une nation. Mais dans cette mesure même, elle ne serait pas nécessairement en équilibre.

Nous laisserons donc la question ouverte. Il y a possession d'état, et, à la faveur de la confusion inverse qui comprend dans la balance des comptes de véritables moyens de paiement, nous adopterons selon les errements communément suivis en la matière, un type de balance qui comprenne les remises des émigrants parmi les postes les plus valablement assumables sous le titre de balance des comptes. Sans nous priver pour autant, toutes les fois qu'il sera utile, des considérations que nous inspirera le mouvement des remises considérées plus spécialement comme un mode de transfert effectif. Sans nous interdire davantage, à l'occasion, toute incursion sur le terrain patrimonial. (2)

§ 4. — On est loin d'avoir fait leur place aux remises dans la balance des comptes quand on a mis leur montant présumable en regard du déficit de la balance commerciale, bien qu'il soit essentiel de remarquer, au seuil de ces pages, que ce déficit est, pour ainsi dire, un élément constitutif de la balance des comptes italienne, dont il forme le poste passif le plus élevé. Il est, par contre, inutile, croyons-nous, de calculer, année par année, le pourcentage du déficit commercial couvert par les remises des émigrants, dont on aura l'occasion de vérifier, chemin faisant, qu'elles forment de leur côté le principal élément actif de la balance des comptes (3).

(1) M. Borgatta cite les créances correspondant aux exportations et aux importations faites pendant un temps donné, alors que le règlement n'en est pas immédiat, et les emprunts émis dans un pays qui devra plus tard en transférer la valeur (*Barometro economico* du 10 mai 1932).

(2) Si l'on admet avec ces réserves que les remises des émigrants doivent figurer à la balance des comptes, il faut de toute nécessité exclure de cette balance les sommes reçues ou envoyées par mandats-internationaux qui, correspondant à des paiements de marchandises, éteignent un crédit ou une dette qui y figurent déjà par ailleurs. Seule, la partie des mandats qui correspond à des remises peut figurer dans la balance des comptes comme poste séparé, à l'actif pour les mandats payés dans le pays, au passif pour les mandats émis. Mettre au passif de la balance les sommes correspondant au règlement d'une importation, aurait pour résultat de faire apparaître un montant double, au passif, du montant requis. Ces sommes devront figurer seulement dans la balance des paiements, mais affectées du signe inverse. C'est pourtant ce résultat qu'on obtiendrait en déduisant le passif de l'actif des mandats-internationaux. Comme la part des mandats reçus en Italie et qui correspond à des importations de marchandises est faible, comme d'autre part la part des mandats émis en Italie qui correspond à des remises d'émigrants étrangers est pratiquement nulle, ce nous est une raison de plus de ne pas tenir compte du passif des mandats, qui devra figurer seulement dans la balance des paiements, mais affecté du signe inverse.

(3) M. Arena a fait ce calcul pour la période 1903-1922 (art. des *Problemi italiani* du 15 novembre 1923). Les chiffres qu'il a publiés sont empruntés aux statis-

Une telle confrontation n'aurait sans doute même pas le mérite, par ailleurs accessoire, de nous permettre de chiffrer valablement la part des remises dans l'équilibre éventuel de la balance des comptes. En revanche, le rôle compensateur qui semblerait devoir être attribué aux remises en face du déficit permanent des échanges commerciaux, risquerait, à être interprété trop étroitement, de devenir fallacieux. Le déficit du commerce extérieur est en effet le seul poste de la balance des comptes dont l'apport renouvelé des remises, par l'élévation qu'elles ont provoqué du niveau de vie italien, amenant un accroissement de la consommation, contribue à expliquer, au moins en partie, l'allure croissante pendant certaines périodes. De 1907 à 1913, l'accroissement continu du déficit commercial, loin de trouver sa compensation dans l'accroissement parallèle des remises, y prenait sa source, et cette aggravation apparente dans les échanges commerciaux italiens était au contraire le témoignage et la manifestation même de l'enrichissement général. Cet enrichissement permettait, en outre, un renforcement de la situation monétaire, une amélioration de la situation patrimoniale, avec un change d'année en année plus favorable, et une augmentation continue des réserves d'or du pays.

M. Jannaccone donne les chiffres annuels moyens suivants pour la période 1909-1914 (1) :

	S O L D E	
	PASSIF	ACTIF
	(Millions de lire)	
Excédent des importations	1.166	
Excédent des frêts	15	
Solde des intérêts payés à l'étranger	68	
Bénéfices d'entreprises (2)	45	
Remises nettes des émigrants		470
Dépenses des étrangers en Italie		450
Soldes postaux		200
Exportations nettes d'or		17
Divers		157
	1.294	1.294

tiques officielles, seules connues au moment où il écrivait. Récemment, l'Institut central de Statistique italien a apporté une série de corrections aux valeurs officielles relevées par les commissions douanières depuis 1914 (pour les importations, seulement depuis 1920), et les derniers volumes de l'*Annuario statistico* italien publient, à côté des chiffres anciens, des « chiffres corrigés ». Ce sont toujours ces derniers chiffres que nous publions à partir de 1914. (Sur les principes qui ont inspiré cette révision, v. Borgatta : *Trattato*, etc., p. 43). Les différences sont parfois considérables. Ainsi, en 1920, le déficit commercial accusé par les statistiques originelles est de 15.048 millions de lire. Il n'est plus que de 9.363 millions dans les chiffres corrigés. Le plus généralement, les chiffres corrigés sont inférieurs aux chiffres non corrigés.

(1) P. Jannaccone : *La bilancia*, etc., p. 88.

(2) Différence entre les bénéfices des entreprises étrangères en Italie et ceux des entreprises italiennes à l'étranger.

Il semble bien, en effet, que dans les dernières années de l'avant-guerre, la balance des comptes, déficitaire dans les premières années du XX^e siècle, ait atteint son équilibre. Les remises des émigrants (séparées, dans les tableau ci-dessus, des soldes postaux), y contribuaient largement, venant en tête des postes dont le solde actif assurait l'équilibre de la balance des comptes. En réalité, on était déjà au-delà de l'équilibre, et, selon l'opinion la plus généralement admise (1), une faible exportation de capitaux était possible, à concurrence d'une cinquantaine de millions de lire. (2)

Les remises des émigrants permirent en outre, dès les dernières années du XIX^e siècle, le rachat des fonds d'Etat italiens émis à l'étranger. On constate en effet que le montant des intérêts de la dette publique payés à l'étranger ne cesse de décroître jusqu'en 1909 :

(Millions de lire)

1889-1890	189,2	1906-1907	60,7
1899-1900	115	1907-1908	55,9
1900-1901	107	1908-1909	56,7
1901-1902	101,9	1909-1910	59,8
1902-1903	82,6	1910-1911	69,6
1903-1904	73,4	1911-1912	72,5
1904-1905	68,3	1912-1913	98,2
1905-1906	66,7		

A partir de cette, et sans qu'on puisse affirmer que le rachat diminue d'autant (3), l'excédent actif est employé préférentiellement à la constitution d'un portefeuille de titres étrangers. Les témoi-

(1) Mais non partagée par M. Mac Guirre, qui admet un excédent actif pour la seule période 1901-1906 (320 millions par an) et passif de 1906 à la veille de la guerre (moyenne annuelle : 125 millions en 1906-1910 et 185 millions en 1910-1914). M. Jannaccone a relevé que les évaluations de M. Mac Guirre étaient trop basses et que les dettes commerciales, qui, selon l'auteur américain, ont servi à couvrir le déficit, « représentent des ajustements transitoires qui n'enlèvent pas à la balance économique italienne son caractère général de balance en équilibre économique » (op. cit., p. 16, n. 2).

(2) Chiffre adopté par M. Jannaccone (op. cit., p. 92), d'après une évaluation du *Credito Italiano* pour 1913 où ce solde est mis en évidence (millions de lire) :

	Débit	Crédit
I. — Revenu	1.214	1.270
II. — Capitaux	50	
	1.264	1.270

(3) Pour apprécier la portée de l'accroissement observé à partir de 1909, il faut tenir compte du rôle de la spéculation que nous signalons plus loin, à propos du change (V. *infra*, § 6).

gnages sont concordants à cet égard (1) et ce portefeuille évalué en 1911 à une valeur nominale de 450 millions, dont 250 acquis avant 1910, atteignait 808 millions à la veille de la guerre (2).

Ne négligeons pas, enfin, de mettre à l'actif de l'émigration au moins une part de l'augmentation des stocks métalliques pendant cette période, qui les porta de 729,09 millions en 1902 à 1.943,1 millions en 1913, avec, il est vrai, un ralentissement notable dans le rythme d'accroissement des dernières années, dû précisément aux exportations de capitaux concomitantes.

II. — Pendant la guerre, le déficit commercial atteint un montant considérable qui, joint à la déficience des postes actifs, rend la balance des comptes lourdement déficitaire. L'évaluation la plus vraisemblable pour la période 1915-1919 est celle de M. Borgatta (3) :

ACTIF	(Millions de lire)	PASSIF	
Export. de marchandises .	20	Import. de marchandises	59,7
Remises des émigrés	5	Frêts passifs	3,5
Frêts actifs	5	Intérêts passifs	1,3
Touristes	1	Divers	1
Divers	2,3	Mouvements de capitaux .	2
Crédits alliés	27,5		
			66-68
	60,5-61,5		

Les remises ont baissé dans de fortes proportions, ainsi que les dépenses des touristes (4). Par contre, les frêts, de passifs qu'ils étaient, sont devenus actifs. L'ensemble des postes de l'actif ne couvre le passif qu'à concurrence d'environ la moitié. Le reste est soldé à l'aide des crédits alliés, et l'endettement correspondant.

(1) M. Stringher, alors gouverneur de la Banca d'Italia, écrit : « En même temps que l'Italie reprenait encore à l'Etranger les titres qu'elle y avait abondamment émis dans le passé, elle participait avec ses capitaux, dans une mesure non négligeable, aux émissions d'autres pays, à des conditions plus lucratives que les siennes ». *Relaz. del Direttore gen. della Banca d'Italia alla adunanza gen. degli azionisti sulle operaz. fatte dalla Banca nell'anno 1912*. Rome, 1913, p. 9.

(2) Chiffre de M. Stringher. *Relaz., etc., nell'anno 1916*. Rome 1917. — Augmentation considérable, dont le montant est confirmé par la considération des montants annuels des titres étrangers présentés à l'enregistrement pour la perception du droit de timbre institué par la loi du 25 juillet 1909. De 1909 à 1918, les titres présentés atteignirent le montant nominal total de 437 millions de lire, qui, loin d'exprimer le total des achats, ne constitue, dans les conditions d'application de la loi, qu'un lointain minimum.

(3) *Barometro economico* du 10 novembre 1932.

(4) Les profits touristiques n'ont pas baissé dans la proportion qu'on aurait pu craindre, les nombreux visiteurs que l'Italie recut pendant la guerre, pour un tourisme un peu différent, il est vrai, que celui d'avant la guerre (missions militaires, combattants étrangers, etc.), ayant compensé les pertes du tourisme normal.

exprimé ici en lire-papier, alors encore peu différentes des lire-or (1), pèsera lourdement sur l'économie italienne dans les années à venir. Si pendant toute cette période les remises proprement dites ont été exceptionnellement réduites, les émigrants ont contribué d'autre façon à alimenter l'actif de la balance des comptes :

a) Le poste « mouvements de capitaux » est attribuable en majeure partie au paiement des titres italiens rapatriés en grand nombre pendant la guerre. Le montant des intérêts payés à l'étranger du fait de la dette publique le confirme, qui tombe de 65,3 millions en 1913-1914 à un minimum de 7,7 millions en 1917-1918, pour remonter ensuite, à un rythme accéléré, à partir de 1918-1919 (21,5 millions) à la suite des nouveaux emprunts contractés à l'étranger.

b) Les Italiens de l'étranger ont aussi largement souscrit aux quatrième et cinquième Emprunts intérieurs italiens, pour un total de 683,4 millions de lire en valeur nominale, ramenés à 600 environ en valeur réelle (2), sans parler de la part imprécisable qui doit leur être attribuée dans les emprunts extérieurs italiens émis dans les pays où ils étaient nombreux (emprunt brésilien de 10,8 millions de contos ; emprunt canadien de 6 millions de dollars, etc...).

III. — Les années 1920 et 1921 sont parmi les plus mauvaises de l'après-guerre pour la balance des comptes de l'Italie. Les crédits alliés sont supprimés, et c'est avec les parties courantes, qui se rétablissent lentement, que l'Italie doit faire face à une situation internationale extrêmement défavorable. Le déficit commercial, qui est de 9.363 millions en 1920, s'améliore en 1921 à 7.927 millions par une réduction des importations parallèle à une augmentation des exportations (exportations : 48,2 % des importations en 1920, 53,9 % en 1921), soit un total de 17,3 milliards de passif pour les seules marchandises. A quoi il faut ajouter 1,5-1,7 milliards d'intérêts, dépenses de l'Etat, et divers. En face de ce passif, avec les dépenses des étrangers (3.5-4 milliards), les frêts maritimes (1,4-1,8 milliards net) et diverses parties actives

(1) Cours moyens du dollar en lire (parité : 5.18).

1915 : 6.18	1917 : 7.41	1919 : 9.79
1916 : 6.57	1918 : 7.85	

(2) Chiffre de M. Borgatta (*Trattato*, etc., p. 78). — De 1915 à 1918, le seul Banco di Napoli a placé à l'étranger des emprunts intérieurs italiens pour un montant de 86.790.200 lire, plus 36 millions de lire en consolidé 5 % 1920, soit un total de 119.790.200 lire, chiffre à mettre en regard du total des souscriptions recueillies par le Banco pour ces mêmes emprunts en Italie, pour un montant de 1.516.678.900 lire. « Il faut y ajouter la vente par l'agence de New-York, en collaboration avec les établissements locaux, et avec l'agence de Chicago, de Consolidé 5 % pour un nominal de 172 millions de lire, de Bons du Trésor pour un nominal de 140 millions de lire, et aussi le placement de Bons du Trésor 6 1/2 % pour un capital nominal de 9.966.800 dollars ». (B. di Napoli. *Relazione al Consiglio gener. e rendiconto* 1920. Naples, 1921, p. 65).

1-1,5 milliards), ce sont les remises des émigrants qui fournissent le principal poste de l'actif, avec 8 milliards pour les deux années. (1) Parallèlement, les mouvements de capitaux jouent un rôle important. D'une part, c'est le moment d'une première et grave crise des changes : le dollar accuse en 1920 un cours moyen de 21,14 lire, avec un maximum de 28,56 en décembre ; et, en 1921, un cours moyen de 23,59 lire. D'autre part, à la suite de mesures jugées menaçantes pour la fortune mobilière (impôt sur le patrimoine, nominativité obligatoire des titres), on assiste à de notables exportations de capitaux italiens, dont le retour, quelques années plus tard, contribuera à assurer le règlement des dettes commerciales ; ces exportations n'étant compensées que dans une faible mesure par l'afflux des remises « spéculatives », dont inversement le reflux pèsera sur les parties passives à partir de 1921. Toutes ces raisons, jointes à la suppression des crédits alliés, sont à l'origine d'un endettement bancaire sur le montant duquel on a à cette date peu de détails, mais dont nous aurons l'occasion dans les années suivantes de préciser les variations ; selon M. Borgatta, il n'a pas été inférieur dès le temps qui nous occupe à 2 milliards de lire (2).

De 1921 à 1924, le principal poste du passif, le déficit commercial, est en amélioration constante (millions de lire) :

	<i>Import.</i>	<i>Export.</i>	<i>Déficit</i>
1921	17.227	9.300	7.927
1922	15.765	10.698	5.067
1923	17.189	12.757	4.432
1924	19.381	16.529	2.852

Il semble que, dès 1922, l'équilibre économique de la balance soit de nouveau atteint. En face des 6 milliards de passif formés par le déficit commercial, les intérêts payés à l'étranger, les dépenses de l'Etat à l'étranger, et les autres postes mineurs, on trouve à l'actif 3.05 milliards de remises, 2-2,5 milliards de dépenses des étrangers et plus d'un demi-milliard au titre de solde net des frêts.

Les remises viennent encore en tête en 1923 (2,5 milliards) (3), concurremment avec les dépenses des étrangers (2 milliards), et

(1) Evaluation de M. Borgatta (*Trattato*, etc., p. 80), que nous suivons de près dans ces pages sur la balance des comptes dans l'après-guerre, et de qui nous conservons les évaluations des remises, nettes du passif toutes les fois qu'elles ne l'indiquent pas séparément. Pour 1920-1921, les chiffres de M. Jannaccone cités plus haut n'indiquent qu'un total de 7.625,5 millions.

(2) M. Jannaccone indique 2.5 milliards; M. Niceforo, 2; M. Mortara, 1.6-2.6; M. Avancini, 2.1 milliards.

(3) Chiffre retenu par M. Borgatta (*Trattato*, p. 82). M. Jannaccone a indiqué, nous l'avons vu, le chiffre de 3.521,2 millions, et adopte (*La bilancia*, etc.) pour les 3 années 1922-1924 le chiffre global de 7.400 millions de lire.

les frêts maritimes (600-700 millions), en face d'un déficit commercial de 4,43 milliards, à quoi viennent s'ajouter 100 à 200 millions d'intérêts, dividendes et autres parties mineures. En même temps, la politique financière du fascisme a rassuré les possédants. Un des premiers actes du nouveau régime a été la suppression des mesures qui instituaient la nominativité obligatoire des titres (décret du 19 novembre 1922). Pour attirer les capitaux étrangers, un décret du 23 octobre 1923 dispense du droit de timbre tous les titres étrangers appartenant ou non à des citoyens italiens, à la seule condition qu'ils soient déposés dans une banque italienne. Le change reste stable (cours moyen du dollar 21,76). La situation patrimoniale s'améliore, en raison à la fois du rapatriement partiel des capitaux précédemment exportés et d'un nouvel aménagement de la dette extérieure (1) : le solde négatif des crédits bancaires accuse une amélioration voisine d'un demi-milliard de lire. (2)

En 1924, le déficit commercial est exceptionnellement bas : 2.852 millions. Avec les 200-300 millions d'intérêts, dividendes, etc., le total du passif ne dépasse guère 3 milliards, presque entièrement couvert par les seules remises (2,5 milliards). Les autres postes actifs dépenses des étrangers (2,4 milliards), frêts maritimes (800 millions), laissent au total un solde positif notable, consacré à l'amélioration de la situation patrimoniale. Si on ne possède pas de données précises sur le montant, en 1924, des remboursements de Bons du Trésor, et des sommes consacrées à la liquidation des dettes commerciales antérieures, on peut évaluer, par contre, le rapatriement des titres italiens à l'étranger à 200-300 millions, et la souscription en Italie de titres étrangers à un montant nominal de 650 millions (3), avec, il est vrai, une contre-partie partielle dans l'aggravation du solde négatif des crédits bancaires, pour 350 millions.

On peut affirmer, avec le recul du temps, que 1924 a été une des années les plus favorables de la balance des comptes italienne. L'année 1925 s'annonça tout de suite comme une année climatérique, par l'obligation qui s'imposa alors, à la suite de la nouvelle crise du change, de recourir à ces importants emprunts à l'étranger, caractéristiques de la période 1925-1928.

Les parties courantes sont cependant encore en équilibre. D'un côté, en effet, le déficit commercial, aggravé par la subite augmentation des importations, est porté à 5.185 millions, à quoi il faut ajouter, au titre des intérêts et dividendes, un solde négatif maintenu à 200-300 millions (l'apport des revenus des titres étrangers

(1) En face d'un accroissement de 475,2 millions de titres étrangers accusé par les statistiques de l'enregistrement, il faut signaler, en 1923, l'émission en Italie de l'emprunt polonais (400 millions de lire).

(2) M. Borgatta (*Trattato*, p. 83). M. Jannaccone indique 580 millions.

(3) Auxquels il faut ajouter 154,8 millions de titres étrangers accusés par les statistiques de l'enregistrement.

acquis dans les années précédentes ayant été compensé par l'apparition de la première annualité payée aux Etats-Unis : 127,4 millions de lire prélevés sur les fonds de l'emprunt Morgan) et un passif net de 100-300 millions pour divers autres postes mineurs. Mais, parallèlement, et en sens inverse, les parties actives ont marqué cette même année un relèvement notable. Les remises, gonflées par des apports spéculatifs, viennent toujours en tête avec 3-3,6 milliards ; les dépenses des étrangers dépassent 3 milliards (1) et les frêts 1 milliard.

Les mouvements de capitaux prennent une importance exceptionnelle. Les crédits du Trésor et des instituts d'émission sur l'étranger passent de 386,6 millions de lire-or (au 31 déc. 1924) à 983,2 millions (au 31 déc. 1925). Ils traduisent l'utilisation de la plus grande partie des nouveaux emprunts contractés à l'étranger. (2) En décembre, 1.600.000 actions de la S.N.I.A. sont introduites à Londres et à New-York. En même temps, l'Etat italien rembourse le Dollar Loan (250 millions de lire), l'Albanie émet en Italie un emprunt équivalent (258 millions). Les paiements du Trésor à l'étranger, qui passent de 44,8 millions pour l'exercice 1924-1925 à 74,5 millions en 1925-1926 accusent des achats par l'étranger de fonds publics italiens pour un montant d'environ un demi-milliard. Tandis que diminuent les titres étrangers détenus par les Italiens (les titres assujettis à l'enregistrement tombent de 155 millions en 1924-1925 à 81,2 en 1925-1926) et que le capital des sociétés étrangères employé en Italie passe de 652,8 à 679,1 millions. Par contre, l'endettement bancaire (3,2 milliards en janvier ; cours du dollar : 23,98), après avoir augmenté avec le cours du dollar (3,9 milliards en juin ; cours du dollar 26,10), tombe avec lui vers la fin de l'année (2,2 milliards ; cours du dollar : 24,81), accusant ainsi une diminution d'un milliard. Il est difficile d'affirmer que ces mouvements en sens divers traduisent bien la physiologie complète de cette année féconde en emplois, remboursements, suivis d'emprunts nouveaux, déplacements d'un poste à l'autre, etc... M. Borgatta croit cependant pouvoir affirmer que « l'année s'est terminée par une amélioration de la situation patrimoniale non inférieure à 1 milliard » (3), auquel l'apport des remises spéculatives n'a pas peu contribué.

Les postes courants de la balance des comptes pour 1926 et 1927 ont été les suivants (millions de lire) (4) :

(1) Dépenses des étrangers en Italie : 3.595 millions. Dépenses des Italiens à l'Etranger : 420 millions. Ce relèvement exceptionnel est dû à ce que 1925 fut la première des fructueuses « années saintes » de l'après-guerre.

(2) Cependant, le plus important de ces emprunts, d'un montant de 110 millions de dollars, a été contracté vers la fin de 1925 et n'a été appliqué que pour une faible partie aux paiements de l'année.

(3) *Trattato*, p. 85.

(4) *Ibid.*, p. 88.

(Millions de lire)

P A S S I F

	1926	1927
Marchandises	25.879	20.375
Intérêts et autres revenus (solde net)	800-950	900-980
Frêts	615-760	490-550
Tourisme	425	335
Remises des émigrants	330-350	240-300
Réparations en devises	—	—
Dépenses de l'Etat	350	300
Divers	300	120-150
Or	71	1

A C T I F

Marchandises	21.175	15.634
Intérêts et autres	—	—
Revenus (solde net)	—	—
Frêts	2.100-2.160	1.550-1.600
Tourisme	3.170	2.250
Remises des émigrants	3.350-3.500	2.240-2.370
Réparations en devises	36	108
Dépenses de l'Etat	150	—
Divers	100-150	300-350
Or	1	3,6

L'équilibre est approximativement atteint. Les remises, bien que décroissantes, continuent à jouer un rôle utile de premier plan. Mais l'intérêt se déplace et se porte sur le sort de la lira qui commande les importants mouvements de capitaux auxquels on assiste alors. Le cours maximum du dollar est atteint en août 1926 (30,35), après quoi se développe le processus de réévaluation de la lira, qui se voit assigner une nouvelle parité par le décret-loi du 21 décembre 1927. (1) A cette date, le montant des crédits du Trésor et des instituts d'émission sur l'étranger s'élève à 1.636 millions de lire-or, soit environ 6 milliards de lire à la nouvelle parité. Ces crédits ont absorbé la plus grosse partie des sommes fournies par les emprunts contractés à l'étranger, dont voici le détail (millions de lire) (2) :

1925	2.090	1929	232,5
1926	1.350,8	1930	356,8
1927	3.088,3	1931	223,9
1928	738,1		
		Total	8.080,4 millions

(1) Décret-loi N° 2325 « sur la cessation du cours forcé et la convertibilité en or des billets de la Banca d'Italia ». (Gaz. Uff. du 21 décembre 1927). La nouvelle parité de la lira correspond à un poids de 7,919 grammes d'or fin pour 100 lire (art. I). — Un décret-loi N° 253, du 26 février 1928, « sur la fixation des limites des points d'or » (Gaz. Uff. du 29 février 1928) établit le nouveau point de sortie du dollar à 19,10 lire, et le point d'entrée à 18,90 lire (art. I).

(2) *Movimento economico dell'Italia*, 1931. Milan, 1932, p. 104.

En 1926, il faut signaler de nouvelles ventes de titres à l'étranger, évaluées à 217 millions (1). Les paiements du Trésor à l'étranger sont toutefois ramenés en 1927 à 52,7 millions. Ils accuseront une légère remontée en 1928, puis décroîtront de nouveau :

	Intérêts	Total		Intérêts	Total
1927	52,7	70,32	1930	40,2	41,8
1928	60,78	62,79	1931	43,7	45,17
1929	54,76	56,27	1932	,	34,48

Les dettes bancaires subissent une diminution de 265 millions. Au 31 décembre 1927, l'ensemble des disponibilités sur l'étranger appartenant au Trésor et aux instituts d'émission s'élève à 2.023,2 millions de lire-or. L'utilisation de ces réserves, à partir de 1928, permet dans les années suivantes une importation accrue de matières premières qui se traduit dans les chiffres, de nouveau très élevés, du déficit commercial (2). On a pour les années suivantes (3) :

(Millions de lire)

P A S S I F

	1918	1929	1930
Marchandises	22.313	21.665	17.346
Intérêts et autres revenus (solde)	950-1.000	950-1.050	950-1.000
Frêts	440-510	480-555	420-480
Tourisme	336	316	270
Remises des émigrants	250	200-230	200
Réparations en devises ...	—	—	—
Dépenses de l'Etat	210	200	180
Divers	—	—	—
Or	66,6	242,3	107,1

A C T I F

	1918	1929	1930
Marchandises	14.999	15.236	12.119
Intérêts et autres revenus	—	—	—
Solde	—	—	—
Frêts	1.500-1.540	1.660-1.690	1.420-1.475
Tourisme	2.600	2.418	2.100-2.200
Remises des émigrants	2.250-2.340	2.300-2.350	1.970-2.020
Réparations en devises ...	226	231	525
Dépenses de l'Etat Divers	450	420	400
Or	7,2	10	8,3

(1) Evaluation de M. Federici, cité par M. Borgatta (*Ibid.*, p. 89).

(2) 1928 : 7.314. — 1929 : 6.428. — 1930 : 5.227 millions.

(3) Tableau emprunté à M. Borgatta (*Trattato*, p. 92).

Les remises en décroissance, les frêts et les dépenses des étrangers stationnaires n'arrivent pas à couvrir l'augmentation des parties passives due au déficit commercial et au solde passif des intérêts payés à l'étranger, ce dernier poste désormais très important. Le déficit des parties courantes pour 1928 se tient entre 2 et 2,5 milliards. M. Borgatta estime qu'il a été couvert pour un montant égal à 1,1 milliard par de nouveaux emprunts et pour 825 millions environ par une réduction des réserves de la Banca d'Italia, telle qu'elle apparaît déduction faite des sommes consacrées à des achats d'or, et compte tenu des variations dans d'autres crédits sur l'étranger :

	Diminution des disponi- bilités sur l'étranger de la Banca d'Italia	Sommes em- ployées à des achats d'or (1)	Augmentation (+) ou dimi- nution (-) d'autres cré- dits sur l'é- tranger de la Banca d'Italia et du Trésor
	(Millions de lire)		
1928	1.539,9	492,7	+ 225,0
1929	867,7	115,1	+ 43,4
1930	823,7	77,9	— 108,6
1931	2.157,3	310,3	— 144,5
1932	865,7	213,2 (2)	+ 5,6

L'amélioration de 1929, bien que notable, laisse encore un déficit supérieur à 1 milliard.

En 1930, la crise mondiale commence à marquer ses traces sur les principaux postes de la balance des comptes italienne. La valeur des importations, en baisse notable, est relativement plus importante que celle des exportations. Le déficit commercial atténué tombe à 5.227,4 millions. Malgré la réduction des remises et des autres postes actifs (tourisme, frêts), on s'approche, sans l'atteindre encore, d'un équilibre établi sur de nouvelles bases. M. Borgatta a cru pouvoir montrer (3) que la réduction des réserves de la Banca d'Italia, considérable pendant les années 1930-1931, n'a pas été provoquée par la nécessité de solder le déficit de la balance des comptes, mais a correspondu à un aménagement qui, à certains égards, était une amélioration de la situation patrimoniale internationale.

(1) Les sommes portées dans cette colonne sont distinctes des entrées d'or portées au passif des tableaux annuels, et dont le montant est révélé par les statistiques douanières à l'importation.

(2) L'or acquis en 1932 provient exclusivement du marché intérieur.

(3) En un long développement (*Trattato*, p. 93-97) que nous ne pouvons songer à reproduire, où il étudie en détail l'influence désormais sensible des rachats de titres de la part d'Italiens, sur le montant de l'endettement, les paiements du Trésor à l'Etranger au titre de la dette publique et au titre des annuités interalliées, etc. — V. aussi sur la question, le *Movimento economico dell'Italia*, publié par la Banca Commerciale pour 1931 (Milan, 1932), p. 104-107 et les recherches entreprises par la *Direzione Generale del Tesoro* sur les sommes versées entre 1925 et 1931 à l'Etranger au titre d'intérêts et d'amortissement, dont les résultats sont rapportés par M. Borgatta, *loc. cit.*, p. 94.

En 1931, le déficit commercial accuse une nouvelle et considérable diminution (1.433,6 millions). Le groupe « intérêts, etc... » est soumis à des influences contradictoires (moratoire Hoover ; sommes croissantes correspondant à des titres rachetés par les Italiens et évaluées de 1/6 à 1/7 du total ; intérêts des titres étrangers appartenant à des Italiens, dont le transfert pour certains pays, commence à connaître des obstacles ; paiements accrus du Trésor à l'étranger ; diminution parallèle et agissant en sens contraire, du rendement, diminué à cause de la crise industrielle, des capitaux étrangers employés en Italie et des capitaux italiens employés à l'étranger, etc...). Le solde négatif de ce poste est ramené, en définitive, à un montant non supérieur à 900 millions. A ces allègements correspondent aussi des diminutions dans les principaux postes actifs : remises, 1,55 milliards ; dépenses des étrangers, 1,18 milliards ; frêts, 650-700 millions ; divers, 200 millions, tous ces chiffres nets. Le solde positif des parties courantes, disparu depuis 1928, réapparaît, évaluable à 1,2-1,3 milliards. Ici encore, la réduction des réserves de devises de la Banca d'Italia apparaît paradoxale : presque 2 milliards ont été mis à la disposition du marché. (1) Selon M. Borgatta, les mêmes raisons qu'en 1930 valent ici pour nous faire conclure à l'affectation indirecte de ces moyens de paiement à l'amélioration de la situation patrimoniale du marché italien, aggravée partiellement, d'un autre côté, par cette partie des crédits sur l'étranger qui correspond à des exportations non payées, ou à paiement retardé. (2) La contrepartie peut, d'ailleurs, en être retrouvée dans l'allègement de l'endettement bancaire international de l'Italie, à concurrence de 1.066 millions dans le rapatriement, pour une valeur nominale de 200-300 millions (3), des fonds publics italiens émis à l'étranger, et dans l'excédent, évalué à 56 millions, des remboursements sur les nouvelles émissions de titres italiens à l'étranger, sans parler des devises laissées à l'étranger par les exportateurs italiens. Nous sommes ici à un tournant de la politique financière italienne. L'attention se détourne des remises dont l'apport est jugé trop précaire, ainsi que des autres postes actifs de la balance, qui accusent un amenuisement continu. L'effort tend maintenant directement vers l'amélioration décisive du principal poste passif, c'est-à-dire du déficit commercial. Aussi M. Borgatta a-t-il pu écrire que « la réduction des réserves était une manifestation, en même

(1) Exactement 1.991,3 millions, obtenus en déduisant de la diminution totale de 2.157,3 millions, les 310,3 millions employés à des achats d'or, soit 1.847 millions auxquels il faut ajouter 144,5 millions, montant de la réduction des autres crédits de la Banca d'Italia et du Trésor sur l'Etranger.

(2) A la fin de 1932, les crédits commerciaux italiens sur l'Etranger, contractés pendant les trois années précédentes, étaient évalués par le ministre des Finances à 1,7 milliards, dont 900 millions seulement partiellement garantis par l'Etat (V. Borgatta, *loc. cit.*, p. 102, n. 20).

(3) Indiqué par le total (intérêts et primes) des sommes versées à ce titre à l'Etranger, qui passe de 45,17 millions en 1931 à 34,48 millions en 1932.

temps qu'une conséquence, de la politique monétaire adoptée en Italie en face de la dépression progressive des prix mondiaux », en relation directe avec la réduction de la circulation et des crédits à court terme accordés par la Banca d'Italia ». (1) Ainsi a été possible en Italie, à la différence de ce qui s'est passé dans d'autres pays, restés comme elle fidèles à l'étalon-or, un abaissement des prix intérieurs exprimés en or, qui a réduit considérablement le déficit commercial, en permettant un accroissement parallèle des soldes positifs d'autres postes de la balance (frêts, dépenses des étrangers). L'indice des prix de gros (2) accusant en 1933, pour le prix des produits exportés, un niveau relatif inférieur à la fois à l'indice des produits importés et à l'indice général, traduit le plein succès de cette nouvelle orientation :

Moyennes annuelles	Indice général (1928 : 100)	Produits nationaux	Produits importés	Produits exportés
1929	96,46	93,78	100,08	92,06
1930	82,97	79,44	89,91	72,88
1931	71,14	68,66	77,14	63,53
1932	65,79	64,47	70,02	55,03
1933	60,55	58,12	68,24	48,12
1934 (avril)	59,16	57,16	66,41	47,23

L'année 1932 assure l'établissement de la balance des comptes italienne sur cette nouvelle assiette. Le déficit commercial ne dépasse pas 1.446,2 millions, à quoi il faut ajouter 75,4 millions au titre des importations de métaux précieux (3), et 400-500 millions pour le solde négatif net du poste « intérêts et divers ». En regard, nous trouvons (chiffres nets) les remises (900 millions) (4), les dépenses des étrangers (830 millions), les frêts (500 millions) et diverses parties mineures (100-200 millions). M. Borgatta croit pouvoir affirmer l'existence, dès 1932, d'un solde positif de la balance des comptes « de quelques centaines de millions ». La diminution de 865,7 millions marquée par les réserves en devises de la Banca d'Italia trouve sa contre-partie dans un arriéré de créances commerciales à recouvrer, dans la non récupération par

(1) *Trattato*, p. 102.

(2) Indices établis par le Prof. Bacchi, et publiés dans la *Rassegna economica* de la Banca Commerciale (mars-juin 1934) qui, à partir de 1933, a remplacé les volumes annuels du *Movimento economico*. Les indices cités par M. Borgatta (*loc. cit.*, p. 103), établis par le Conseil provincial de l'économie corporative de Milan, conduisent aux mêmes constatations. Arrêtés à juillet 1933, ils indiquent des niveaux respectifs de 43,28 ; 43,70 ; 43,82 et 34,91 (base 100 en 1926).

(3) Importations, 90,3 millions. Exportations : 14,9 millions. Les 213,2 millions signalés plus haut proviennent entièrement, nous l'avons déjà signalé, d'achats effectués sur le marché intérieur, à l'exclusion de toute conversion des réserves de devises, maintenant fort amenuisées.

(4) Dans son article déjà cité de la *Rassegna economica* du Banco di Napoli, M. Borgatta évaluait les remises brutes à 1.412,8-1.427,8 milliards.

les exportateurs italiens des devises laissées par eux à l'étranger, et dans le rapatriement de titres italiens émis à l'étranger.

L'année 1933, bien qu'elle ait vu une certaine reprise de l'activité économique intérieure, a été marquée par une contraction sensible du commerce extérieur italien. La valeur des exportations a diminué de 870 millions de lire, soit de 13 % sur celle de 1932 ; la valeur totale des échanges s'est réduite de 15,1 à 13,3 milliards de lire ; toutefois, le déficit de la balance commerciale est réduit à 1,4 milliards. Les remises des émigrants sont ramenées vraisemblablement au-dessous du milliard, pour la première fois depuis 1918. (1) L'apport du tourisme a été important. (2) Les réserves de la Banca d'Italia sont en nouvelle décroissance de 983,3 millions (1^{er} semestre), compensés par l'entrée de 927,1 millions d'or. L'équilibre des parties courantes a peut-être encore été atteint, mais les mouvements de capitaux constituent pour l'avenir de l'Italie une menace renaissante. Le rôle historique des remises semble terminé.

§ 5. — Mais avons-nous tenu un compte suffisant, en face de l'actif représenté par les remises, du *passif* de l'émigration ? Est-on quitte quand on a inscrit à ce passif les sommes peu importantes emportées par les émigrants à leur départ ? Ne faut-il pas faire intervenir leur valeur économique propre, le coût humain de l'émigration ? L'idée en a été souvent mise en avant : « Une institution qui prendrait les enfants dès leur naissance, les nourrirait, les soignerait, les instruirait jusqu'à 16 ans et n'entendrait plus parler d'eux après cet âge, se ruinerait infailliblement. » (4)

A ce compte, tous les calculs relatifs au bénéfice retiré par l'Italie des envois de ses émigrants seraient à refaire, et il n'y aurait à garder que le sens de nos évaluations, après les avoir affectées d'un signe inverse. Les années de forte émigration, au lieu de se réjouir naïvement d'un afflux important de remises, il aurait fallu bien plutôt se lamenter de la perte de capital subie. Par contre, la contribution amoindrie de remises faiblissantes à

(1) Nous ne connaissons pas encore les montants transférés par les « principaux établissements de crédit », vraisemblablement en décroissance comme l'indiquent les dépôts à la Caisse postale d'épargne, tombés de 229 millions en 1932 à 147,1 millions. Les autres postes sont en régression. Banco di Napoli : 256.746.000 lire.

Mandats-internationaux : 199.121.715 lire.

(2) Favorisé par l'Exposition du 10^e anniversaire de la Révolution fasciste.

(3) En 1934, on procède à l'estampillage des valeurs étrangères. Pour mettre fin aux rumeurs qui provoquent des fuites de capitaux à l'étranger, M. Mussolini annonce que la nominativité des titres, « qui serait la fin des titres », ne sera pas établie. (Discours à la Chambre des députés du 26 mai 1934). En même temps, d'importantes mesures sont prises pour limiter les exportations de capitaux. Il est question d'un échange forcé des titres italiens émis à l'étranger depuis la guerre et détenus par des nationaux contre de nouveaux titres (V. *Journal des Débats* du 25 juin 1934, et P. Nesteroff : *La politique italienne en matière de taxation des capitaux*. Revue d'économie polit., janvier-février 1928).

(4) Combes de Lestrade, *Rev. écon. internat.*, août 1907.

l'actif d'une balance des comptes en difficultés n'aurait eu qu'une portée restreinte en face de la déperdition de substance autrement importante qu'eût impliqué, à degré égal de permanence, l'émigration plus forte des années précédentes.

Déjà, dans l'Italie d'avant l'unification, et dès 1855, le vieil économiste Francesco Ferrara, critiquant Mac-Cullosh, observait que si l'homme doit être considéré comme une accumulation de capitaux, l'émigration n'était, en effet, pas autre chose qu'une grande perte... Mais c'était pour ajouter : « Ce que l'émigrant emporte de son pays, c'est précisément cette portion de capital qui, pour une raison quelconque, ne rendait pas ou rendait si peu qu'elle ne valait pas son temps ni son travail. » (1)

Les départs massifs des dernières années du XIX^e siècle attirèrent de nouveau l'attention sur la question en Italie (2) en même temps que certains pays d'immigration, les mêmes qui devaient plus tard répugner davantage aux remises, faisaient preuve, au sujet des immigrants qu'ils recevaient, d'un optimisme aussi indûment quantifié. (3).

(1) Préface à J.-B. Say (Biblioteca dell'economista, vol. VII, sér. I, p. XCI.

(2) L'évaluation du coût de production des émigrants prenait une certaine valeur pratique, qu'on ne peut pas négliger, à la lecture de l'*Inchiesta parlamentare (passim)* et d'un spécialiste comme Colajanni (cité par Beneduce in *Giornale degli Economisti*, juillet 1905, p. 40), d'accord pour signaler que dans certaines régions de la Sicile, comme les provinces de Girgenti et de Caltanissetta, l'éducation des enfants était presque devenue une industrie, la viriculture... Au même moment, de Molinari signalait (*Princ. d'écon. polit.*, Paris, 1905, p. 8) le commerce, particulièrement florissant dans les provinces méridionales de l'Italie, de jeunes garçons de 10 à 15 ans, littéralement vendus pour quelques centaines de francs à des spéculateurs qui les introduisaient en France, où les attendait le travail épuisant des verreries. Ces pratiques justifiaient le mot de Mme de Créquy (cité par Mathorez : *Les étrangers en France*, Paris 1919) selon lequel « Joseph vendu par ses frères a été le premier exemple et le modèle de toutes les transactions commerciales » (t. I, p. 97).

(3) Au temps où les U.S.A. favorisaient encore l'immigration, ils se félicitaient de l'apport de capitaux que représentait l'arrivée des immigrants européens, avant de songer à se plaindre, quand ils eurent moins besoin d'eux, des sommes emportées ou envoyées à l'Etranger par ces mêmes immigrants. Frédéric Kapp, commissaire de l'immigration pour l'Etat de New-York en 1870, évaluait à 1.125 dollars la valeur moyenne d'un immigrant adulte (*Immigr. and the commis. of Emigr. New-York*, 1870, p. 142 et sq.). Edward Young, chef du Bureau de la Statistique à Washington, l'estimait 800 dollars seulement, mais sans distinction d'âge ni de sexe. Henry George (cité par C. Stamenkovitch : *L'émigr. yougoslave*) estimait que chaque immigrant augmentait la valeur du territoire des U.S.A. de 400 dollars. L'évaluation de Kapp reprenait la méthode d'Engel (V. *infra*). Celle de Young mérite qu'on s'y arrête davantage. C'est en capitalisant à 5 % le bénéfice net ajouté à la richesse du pays par l'immigrant que Young arrivait à ce chiffre. Il évaluait cet accroissement de richesse à 160 dollars pour une famille de 4 personnes dont le revenu aurait été de 400 dollars, et, par voie d'extension, à 40 dollars par immigrant, qui, capitalisés, donnaient 800 dollars. Il est à peine besoin de faire remarquer qu'on ne peut remonter de la mesure du salaire à la valeur du travail. Le recours au salaire capitalisé pris comme mesure de la valeur économique de l'homme à mesurer, prend comme déjà établi le rapport de distribution cherché. — La valeur du travail, capitalisée, n'aura jamais avec la valeur économique de l'homme qu'un rapport extrinsèque. M. Mauco (*op. cit.*, p. 463) met en avant le chiffre de 20.000

La question avait été reprise, lors des premières années de fortes remises, d'abord par les élégiaques de l'émigration, puis par des économistes aventureux. M. Beneduce, reprenant en les corrigeant les procédés appliqués par Engel à la Prusse (1), avait cru pouvoir établir en 1904 que la « valeur économique de la vie humaine » d'un enfant de douze ans, né dans un milieu agricole, et calculée d'après les dépenses occasionnées par son éducation, devait s'évaluer à 1.389 lire, et à 2.933 lire pour un enfant de quinze ans de la classe ouvrière. (2) De 12 et 15 ans à 22 ans, les gains du travailleur faisaient augmenter son « coût » dans de moindres proportions. A 22 ans, moment où sa valeur commençait à décroître, un agriculteur « valait » 2.157 lire, un ouvrier 5.148. Un barème compliqué était établi pour les émigrants âgés de 22 à 50 ans, âge au-dessus duquel M. Beneduce n'en donnait plus un liard.

Appliquant ces données aux 230.841 émigrants présumés permanents de 1903, et compte tenu de leur distribution dans l'agriculture et dans l'industrie, M. Beneduce obtenait une valeur de 380 millions, qui, ajoutée aux 34 millions emportés avec eux par l'ensemble des émigrants, donnait un passif total de 414 millions. Il fallait retrancher de ce passif la « valeur humaine » des rapatriés (37 % environ) et dont un calcul correct avait dû déjà tenir compte de la perte qu'ils avaient infligée à l'économie italienne l'année de leur départ. Le « coût » de l'émigration se trouvait ainsi ramené à 287 millions, lesquels, mis en regard des remises faites en 1903, que le pessimisme de M. Beneduce sous-évaluait en les estimant à 200 millions de lire, laissaient en définitive, cette année-là, au compte de l'émigration italienne, un passif de 87 millions (3).

Cette évaluation ne doit pas emprunter à la précision apparente du calcul une légitimité dont le bien-fondé est au premier

francs, coût d'un homme pour la collectivité. « C'est, écrit-il, avec les 2 millions de travailleurs étrangers actuellement en France, un capital formidable de 40 milliards — et un capital éminemment productif — que l'immigration a procuré au pays ». (op. cit., p. 463).

(1) Engel : *Der Preis der Arbeit*, in Sammlung gemeinverständlicher Vorträge. Berlin, 1866. Sér. I, fasc. 20-21. — Le *Giornale degli economisti* publia sur la question une série d'articles de MM. Beneduce (décembre 1904 et juillet 1905) ; Coletti (avril 1904 et mars 1905) et Vilfredo Pareto (mars 1905). — Engel évaluait pour la Prusse de 1866 le coût de l'éducation d'un enfant de 15 ans, issu d'une famille ouvrière, à 750-1.170 thalers. De Foville (*L'économiste français* du 4 décembre 1875) avait trouvé exagérées les évaluations d'Engel, et exposait qu'au termes des siennes « un garçon de 14 ans reviendrait, intérêts compris, à 1.400 francs ».

(2) Engel, ne voulant rien laisser au hasard, l'évaluait intrépidement à 100 thalers au moment même de la naissance.

(3) Pareto avait exprimé des réserves sur la méthode d'Engel (*Cours d'économie politique*. Vol. II, § 950), mais dans le même ouvrage, et sans donner de détails sur la méthode employée, avait évalué à 400-5000 millions de lire « la somme soustraite annuellement au pays par l'immigration » (Vol. I, § 253-155).

examen refusé par la raison. Du point de vue de la balance des comptes, la thèse est insoutenable, car les dépenses que l'éducation comporte à l'intérieur d'une famille ne peuvent pour autant être mises au passif de l'économie nationale, dont les richesses n'ont pas été entamées. En outre, la naissance des enfants provoque généralement dans une famille un accroissement du travail des parents qui doivent nourrir de nouvelles bouches, et ce stimulant va souvent bien au-delà de ce qui serait strictement indispensable. Qui oserait affirmer que toutes les dépenses dont une famille est l'occasion seraient devenues, dans d'autres circonstances, une épargne équivalente ? L'assignation du coût de production à la valeur économique de l'homme a en outre cet effet paradoxal d'attribuer à l'émigration une perte d'autant plus grande que l'émigrant produisait peu dans son pays, et d'autant plus petite qu'il concourait davantage à l'enrichissement du pays. Enfin, valable pour la production des capitaux matériels, ce calcul ne l'est pas pour la multiplication de l'espèce humaine, qui n'appartient qu'*a posteriori* aux catégories économiques, et pourrait tout au plus s'appliquer à une entreprise esclavagiste : encore dans ce cas ne serait-il valable, dans le cas d'une offre inférieure à la demande, que pour l'esclave-limite, et dans le cas d'une offre supérieure à la demande, qui est celui des pays d'émigration, il ne saurait s'appliquer à l'ensemble de ce qu'on n'ose se résoudre à appeler la production, puisque l'entreprise, n'étant pas profitable, changerait d'objet. (1)

C'est pour échapper à cette objection que d'autres statisticiens (2) calculaient la valeur économique des émigrants, non plus à partir des frais présumés de leur éducation, comme on ferait pour des capitaux matériels où la considération du coût est primordiale, mais en évaluant ce que, chez l'homme, on peut mettre avec plus de légitimité en regard du rendement des capitaux matériels, la valeur de son travail ou, plus exactement, des services qu'il est susceptible de rendre. Ici, la valeur d'un individu ne serait plus représentée par ce qu'il a coûté pour être amené à l'âge d'homme, mais par la valeur de l'excédent de sa production présumée sur sa consommation probable. Il faudrait donc, après

(1) V. Coletti, *loc. cit.*, mars 1905. — Alors que celui qui épargne pour former des capitaux matériels le fait selon des critères économiques, celui qui met des enfants au monde, pour employer les expressions de M. Coletti, « le fait généralement pour les raisons persuasives que le serpent biblique doit avoir murmuré aux oreilles d'Adam et d'Eve » (*Ibid.*, p. 184). Les tenants du coût humain de l'émigration s'expriment toujours en termes tout au plus valables pour l'élevage des bestiaux. De Molinari n'hésite pas à écrire : « Si la France avait reçu gratis des pays avoisinants un million de bœufs destinés à pourvoir à l'insuffisance de sa production herbagère, elle aurait bénéficié de toute la dépense faite en Belgique, en Suisse, etc., pour les élever et les amener à l'état production » (cité par Mesnard de Saint-Paul : *De l'immigr. étrang. en France*. Paris, 1900, p. 65).

(2) Becker (cité par Von Philippovich : art. in *Revue d'écon. polit.*, 1890, p. 366 et sqq.), et Marshall, qui donnait même une formule pour le calcul de la valeur économique de l'homme (*Principles of economics*, note XXIV).

avoir escompté la valeur probable de tous les services futurs que l'émigrant aurait pu rendre, en faire la somme, puis en déduire la somme des valeurs escomptées de tous les biens et de tous les services indirects qu'il aurait consommés, compte tenu des richesses communes (terres disponibles, revenus publics, etc.) dont son départ aurait augmenté la part revenant à ses compatriotes. C'est une gageure, et si difficile à tenir que les statisticiens qui ont prôné ce mode de calcul sont toujours arrivés dans la pratique à des chiffres voisins des chiffres obtenus par le calcul direct du coût de production, non sans avoir pris parfois la précaution de marquer que les deux méthodes, bien conduites, devaient donner les mêmes résultats. (1)

Ce nouveau mode de calcul aboutit également au paradoxe de refuser toute valeur économique à un ouvrier temporairement désoccupé, et *pro tempore* de son chômage involontaire. Mais outre que la différence production-consommation ne traduit que très imparfaitement les possibilités qu'un individu donné peut offrir à la société à laquelle il appartient par son commerce d'échange, la vraie question reste de savoir si la situation de ceux qui n'émigrent pas est améliorée ou empirée par le départ des émigrants. Les calculs les plus pertinents ne donneront jamais au surplus que l'excédent de production qu'auraient provoqué les émigrants s'ils n'étaient pas partis. Or, la valeur éventuelle de leur travail ne peut être considérée abstraitement, mais seulement dans son efficience et sa productivité concrètes, telles qu'elles se manifestent réellement, c'est-à-dire associées à d'autres biens et relativement à toute la production nationale. De même que le gain du pays d'immigration ne peut être mesuré que par l'augmentation de valeur et de rendement provoquée par les nouvelles combinaisons productives amenées par l'arrivée des immigrants, la perte du pays d'émigration ne peut être, d'abord affirmée, puis éventuellement évaluée, qu'après un minutieux examen de la nouvelle situation créée par le départ des émigrants : changements apportés à la pression démographique, à l'état du marché du travail, etc...

L'un et l'autre mode de calcul ne faisaient en réalité que ressusciter, aggravée d'un appareil fausement scientifique, la très ancienne notion de la population considérée comme une richesse absolue. Valable, en effet, en des temps et dans la mesure où la guerre, étant le principal exercice de la souveraineté, incline les souverains à augmenter absolument les ressources humaines de leurs états, cette idée prend chez les économistes dont nous avons cité les computations un vêtement chrématistique dont on aurait scandalisé ses promoteurs en y dénonçant la défroque d'un mercantilisme honteux et dévoyé. Et bien qu'à plusieurs reprises, il lui eût été répondu, elle renaissait avec les conditions anciennes, ou plus simplement toutes les fois qu'il s'agissait d'appuyer par

(1) Marshall, cité par Beneduce, *Giornale degli econ.*, juillet 1905, p. 36.

des arguments frappants des restrictions à l'émigration. (1) En des temps plus récents, M. Mussolini, lui-même, n'a pas hésité à la reprendre à son compte : « Pour chaque émigrant qui sort de l'Italie, en compensation du peu d'or qui lui arrive de l'étranger, le pays perd économiquement tout ce qu'il a dépensé pour le nourrir, pour l'élever, pour le mettre en état de produire ; il perd militairement un soldat, démographiquement un élément jeune et fort qui fécondera des terres étrangères et donnera des enfants à des pays étrangers » (2).

Cette énumération même prouve que le problème n'est pas simple, et qu'une balance exacte de l'actif et du passif de l'émigration devrait tenir compte d'éléments encore moins facilement chiffrables que la valeur économique des émigrants : proportion élevée des conscrits défailants au moment du recrutement (3).

(1) Sur l'usage et l'abus qui furent faits en Italie de ces considérations sur le coût humain de l'émigration, voir de très nombreuses références in Pertile, *op. cit.*, p. 81. — De nos jours, la question a eu un regain de nouveauté avec L.-I. Dublin et A.-J. Lokta : *The money value of a man*. New-York, 1931, et Ros Jimeno : *Valor economico del Hombre*. XX^e Session de l'Inst. intern. de statist., Madrid, 1931. En Italie même, les positions des économistes ont changé. V. G. Ferrari : *Il costo monetario dell'uomo* (Rome, 1932) et G. Pietra : *A proposito di alcuni appunti*, etc., *Giornale degli economisti*, mars 1933. — M. Borgatta (*Rassegna economica* du B. d. Napoli, juin-juillet 1933) admet la nécessité de « calculer la valeur économique des pertes et des récupérations des facteurs humains de production déterminés par le mouvement migratoire », sans donner d'autre indication sur le détail de l'opération. — Le point de vue de M. Beneduce semble être trop facilement admis, sans discussion, par M. Woog (*op. cit.*, p. 65). — *Le Lavoro fascista* du 13 décembre 1931 écrit : « Combien de milliards le travail italien n'a-t-il pas donné à la France ? »

(2) Discours du 26 mai 1927.

(3) La proportion des conscrits défailants au moment de l'appel de leur classe était très élevée, spécialement avant la guerre^e : en moyenne 6 % des appelés pour l'Italie septentrionale, 12 % dans le Midi, avec des chiffres dépassant 20 % dans certaines régions de forte émigration comme la Calabre. (V. *L'emigr. e la sua influenza sul reclutamento*. Boll. dell'emigr., 1908, N^o 23, p. 57-64). C'est certainement là une des raisons qui ont inspiré la politique restrictive du fascisme. La perte du pays d'émigration n'est pourtant pas, il s'en faut suivie d'un gain égal au profit du pays d'immigration. En France, pendant les années 1921, 1922 et 1923, le nombre de fils d'étrangers nés en France, de la classe, fut respectivement de 30.500, 31.118, 30.560. Seulement 316, 568 et 534 étrangers optèrent pour la nationalité française et firent leur service. (V. *Economiste français* du 22 janvier 1924). Certains pays ont établi une taxe de remplacement des obligations militaires des émigrants, comme pour souligner l'aspect économique de ce qu'on a justement désigné sous le nom d'« impôt du sang ». En Espagne (règlement militaire du 27 février 1927, ch. XX, et décret-loi du 24 mars 1926), l'émigrant non libéré de ses obligations militaires doit verser une caution proportionnelle au prix du voyage pour le pays de destination, et variable selon la proximité de l'époque du service. (*Règl. des migr.* Vol. I, p. 44). — En Suisse, une loi du 27 mars 1877 instituait une taxe d'exemption du service militaire visant même les étrangers. Elle fut rejetée par referendum du 21 octobre de la même année. — La Grèce possède à ce sujet la loi du 24 juillet 1926. — L'Italie n'a rien d'analogue. La compétition des pays d'émigration et d'immigration s'est exercée sur ce terrain comme sur celui des remises. La France, plus libérale que les U.S.A. pour les sorties de numéraire, a été plus sensible à cet aspect du problème. On y a proposé à maintes reprises une taxe compensatrice, dite taxe militaire, qui frapperait les étrangers nés en France : propositions de loi Prado (2 février 1888), Castelin (21 novembre 1889), de Mulfort (15 novembre 1898), etc...

mortalité et état sanitaire discutés des masses migratrices (1), modifications apportées à la moralité (2), etc... Ces questions dépassent notre objet : revenons aux remises, et voyons, après leur place dans la balance des comptes, leur relation avec le change.

§ 6. — Si, comme nous l'avons vu, le cours du change peut exceptionnellement provoquer des remises spéculatives, les remises constituent normalement un des facteurs permanents les plus importants du niveau du change. L'opinion des économistes qui, de près ou de loin, ont eu à s'occuper de la question, est unanime sur ce point, sans que jamais, à notre connaissance, ont ait tenté de discrimination précise qui eût permis de saisir de façon incontestable la marque de leur influence.

Alors que si l'on en croit Goschen (3), les dépenses des grands ducs russes en voyage en Europe avaient leur influence sur la mauvaise tenue du rouble, il n'est pas possible de saisir dans les mouvements du change italien la trace des remises des émigrants. C'est parce que la demande de change italien, se faisant sur toutes les places du monde par ce moyen, est moins sensible que la demande de change étranger par voie de traite s'effectuant sur un unique marché national, surtout si les transactions s'effectuaient, comme dans le cas du rouble, sur une monnaie peu demandée. Et si le change portugais a pu être, à certaines périodes, très sensible aux variations du change brésilien, c'est que l'émigration portugaise ne donnait pratiquement lieu à d'autres remises que celles des émigrants établis au Brésil (4), alors que les émi-

(1) La mortalité des émigrants était incontestablement plus forte que celle des Italiens du Royaume. — La morbidité était plus controversée. En 1909 furent publiés des chiffres d'après lesquels 23 % des Italiens qui mouraient à New-York étaient atteints de tuberculose. Et ce pourcentage aurait été certainement plus élevé si l'on avait pu tenir compte des malades atteints à l'Etranger et qui avaient eu la force de venir mourir au gîte, faussant du même coup les statistiques intérieures italiennes. Il faudrait toutefois, selon Dauzat (*L'Expansion italienne*, p. 54), mettre à l'actif de l'émigration une amélioration indéniable de l'état sanitaire de certaines régions, comme les vallées d'Aoste, de Suse, etc., où on compte de moins en moins de crétins et de goitreux depuis que les voyages diminuent les croisements entre déficients. Par contre, selon des textes cités par M. Woog (*op. cit.*, p. 21), le paludisme dont on aurait pu espérer la disparition relative par l'émigration des individus les plus menacés, joue plutôt comme un frein à l'expatriation.

(2) On a signalé (Coletti : *Cinquanta anni*, etc., p. 230-231) une diminution des naissances illégitimes dans les régions de forte émigration, mais aussi une recrudescence des adultères et des délits contre les bonnes mœurs. « L'Amérique nous a faits riches, mais elle nous a faits aussi cornards », constate un témoin devant la Commission de l'*Inchiesta parlamentare* (Cité par M. Bonnefon-Craponne : *L'Italie au travail*, Paris, 1916, p. 254).

(3) *Théorie des changes étrangers*, p. 95.

(4) « Le facteur décisif de l'amélioration du change portugais, c'est le relèvement même du change brésilien... (ces) émigrants avaient suspendus toutes leurs remises dans la mère-patrie pendant la période de très grande dépression du change brésilien : ils les ont reprises, au contraire, au fur et à mesure que le change brésilien se relevait ». (P. Leroy-Beaulieu, in *Economiste français* du 17 mars 1906, p. 354). — Quelques mois après l'article de P. Leroy-Beaulieu, une loi brésilienne

grants italiens essaimaient dans toutes les parties du monde. Sur-tout la coexistence des différentes formes d'émigration italienne, avec leurs degrés variés de permanence ou de périodicité, l'alternance des saisons dans les deux hémisphères, émoussant les pointes qui auraient pu résulter du transfert des épargnes des saisonniers, comme aussi la succession ininterrompue des départs et des retours, jointe au morcellement caractéristique des remises, font que le marché de la lira se prêterait moins que tout autre à des investigations dont l'objet serait de déceler des interactions décisives.

Le pourcentage des remises totales dans l'ensemble des transactions internationales s'effectuant en lire ne traduirait qu'imparfaitement la véritable place de ces opérations dans la tenue du change italien. Seuls les services des changes des grands établissements de crédit italien, grâce aux relations suivies qu'ils entretiennent avec leurs correspondants sur les principales places, pourraient peut-être fournir d'intéressantes données sur le montant proportionnel des opérations de change manuel par rapport au volume des opérations totales, sur la physionomie et les variations de leurs comptes *nostro* et *loro* (1), etc., dans la mesure où les uns et les autres de ces éléments sont affectés par le mouvement des remises.

Faute de pouvoir la constater, nous pouvons valablement penser que l'influence des remises des émigrants sur le change a été dominante, car elles avaient pour effet incontestable de hausser le niveau de la demande de change italien, et leur appoint fut particulièrement précieux dans cette avant-guerre où les monnaies faibles et capricieuses pouvaient se compromettre sans se voir aussitôt vouées par l'indulgent concert monétaire de cette époque heureuse à la déchéance de l'infamante dévaluation... L'Italie a connu le cours forcé de 1905 à 1911, mais pendant toute cette période, son change avec la France s'est maintenu entre 100.66 lire au plus bas, et 99.94 au plus haut (2). Opérés en or ou en monnaie appréciée dans les pays d'immigration, payés en papier aux particuliers à l'intérieur du Royaume, les envois des émigrants ont alors largement contribué à la stabilité relative du change. Ils s'accompagnaient de rapatriements en numéraire, dont l'abondance a évité,

du 6 décembre 1906 institutait une caisse de conversion et assignait au *milreis* une nouvelle parité. — A l'inverse. M. Damiris (*Le système monétaire grec et le change*, Paris, 1920) qui signale pourtant qu'avant 1910 « les remises des émigrés grecs constituent peut-être le facteur principal de l'amélioration du change » (t. I p. 93, n. 1), voit ensuite dans le régime monétaire établi par la loi grecque du 19 mars 1910, qui institue une variété du *gold exchange standard*, « l'unique facteur de l'amélioration de la situation de la Grèce » (d° p. 217) sans tenir un compte suffisant des facilités que l'émigration continuait d'apporter à l'approvisionnement en devises.

(1) Il est significatif que l'usage international ait adopté ces termes italiens nés de la rencontre du génie financier des banquiers italiens des premiers siècles du capitalisme bancaire et de la nécessité d'effectuer des règlements en monnaies différentes entre les nombreux Etats souverains de l'ancienne Italie.

(2) Les *gold points* s'établissaient comme pour la France. Il y avait cependant lieu de tenir compte, dans la pratique, de la prime à payer sur l'or et même sur la pièce de 5 francs.

au moins pendant les années 1900-1909, alors que la balance des comptes n'était pas en équilibre, bien des exportations d'or. Les statistiques douanières des importations et des exportations de métaux monétaires indiquent un excédent global d'importations de 675 millions de lire entre 1902 et 1908, contre un excédent d'importations de 141 millions pour la période 1909-1913. Mais l'apport des émigrants n'a pas cessé durant toute la période et les fonds métalliques du Trésor et des instituts d'émission réunis n'ont pas cessé de croître (millions de lire) :

31 décembre 1902	729,09
— 1908	1.749,48
— 1910	1.813,8
— 1913	1.943,1

A vrai dire, cette amélioration du change n'avait pas seulement des conséquences heureuses. Elle avait sa contre-partie — et aussi, en raison des réactions provoquées, son frein — dans le rapatriement, d'une part importante de la dette extérieure italienne qui se fit à la faveur d'une spéculation sur les coupons où les émigrants eurent certainement leur part, et qui ne fut que dans une faible mesure l'indice d'une diminution parallèle de l'endettement. Le 3 % italien était payable, au choix du porteur, en monnaie italienne ou étrangère, sur la base d'un change fixe. (1) Lorsque le change était favorable à l'Italie, les détenteurs de coupons les présentaient à l'encaissement en Italie, et s'assuraient ainsi un bénéfice égal à la prime de la lira sur le franc, par exemple, si l'opération était dénouée en France. Quand le change, au contraire, était défavorable, c'étaient les banquiers italiens qui envoyaient leurs coupons à Paris pour réaliser le profit de la prime du franc par rapport à la lira. Les sommes payées à l'étranger par le Trésor italien qui étaient pour l'exercice 1891-1892 de 220 millions de lire, tombent à 56 millions (minimum de la période d'avant-guerre) en 1907-1908, dernière année pendant laquelle le change est encore favorable à l'Italie, pour remonter ensuite jusqu'à la guerre, où l'endettement prend de tout autres proportions.

Enfin, c'est le change qui est responsable, au moins pour partie, du mauvais fonctionnement des conventions de 1906 sur les transferts entre caisses d'épargne. Les déposants qui retiraient leurs dépôts avant de regagner l'Italie pouvaient en France exiger de l'or : s'ils les faisaient transférer en Italie, ils étaient payés en papier. En ne profitant pas des « facilités 4 de la convention, ils réalisaient le bénéfice que leur assurait la prime sur l'or. (2)

(1) V. J. Décamps, *op. cit.*, p. 202 et sqq.

(2) V. Henry Dor : *Rapport, etc.*, *loc. cit.*, p. 430.

CHAPITRE V

La nouvelle politique financière de l'émigration

§ 1) *Insuffisance d'une économie de remises.* — § 2) *Emigration et commerce international.* — § 3) *Emigration et matières premières.* — § 4) *L'I.N.C.I.L.E.* — § 5) *L'I.C.L.E.*

§ 1. — Une économie de remises, on vient de le voir, devra toujours à la précarité de ses origines le caprice de sa destinée. Les remises de l'émigration temporaire ont sans doute un caractère alimentaire plus accusé que celles de l'émigration permanente. Mais les unes et les autres voient de plus en plus varier leur rythme, leur régularité et leur ampleur, selon les hasards d'une comparaison des avantages respectifs de différents marchés de placement également possibles.

Instituée dans l'esprit de milliers d'émigrants, cette comparaison de tous les instants, effectuée selon des critères strictement économiques, s'alimente de toutes les nouvelles et de toutes les rumeurs sur la situation économique du pays d'origine. Avec un instinct très sûr, qui, même chez des gens généralement incultes, ne doit pas surprendre si l'on songe à l'antique réalisme terrien qui, au-delà des fantaisies monétaires et des subits mouvements de prix, les amarre solidement aux réalités sans mirage de leur équilibre économique individuel, — ils se détournent bien vite d'un pays qui a été le leur, mais dont l'avenir économique leur paraît momentanément menacé. C'est au moment où l'Italie a eu le plus besoin des remises de ses émigrants que celles-ci lui ont fait défaut. Après la crise de 1920, comme pendant la crise actuelle, parce que la situation des marchés d'immigration amputait gravement les revenus des émigrants ; pendant la crise politique de 1922-23 comme en 1926-28 pendant les années critiques des vicissitudes monétaires pour arracher une épargne péniblement amassée au sort catastrophique à quoi les apparences semblaient alors vouer un pays qui sut trouver en lui-même des forces pour surmonter tous les dangers. Avec, dans ce dernier cas, cette aggravation que les remises proprement

dites n'étaient pas seulement taries, mais que les remboursements se multipliaient, et, avec eux, les raisons de craindre davantage. Il devenait évident, au cours de ces années troubles, que les encouragements à l'épargne, comme aussi les efforts gouvernementaux pour la protection des salaires des émigrants profiteraient en définitive, non pas à l'Italie même, mais plutôt aux pays d'immigration. Les Italiens, de plus en plus nombreux, refusaient de trouver dans l'afflux des remises une compensation suffisante en regard de l'énorme passif de l'émigration. Les fameux *rivoli d'oro* avaient fourni très tôt au formulaire des hommes politiques dépourvus d'imagination, une expression frappante et commode. Adoptée par les optimistes de l'émigration, elle était rapidement devenue dans leur bouche et sous leur plume une métaphore obligée, à côté de la métaphore organiciste du « crédit, sang vivifiant de l'organisme économique », cette expression tenace du vocabulaire économique universel. Elle satisfaisait, en outre, les régions les moins éclairées de l'instinct d'acquisition. Surtout, elle faisait image. Mais une véritable politique financière de l'émigration devait voir plus loin et plus haut.

Puisque de la trinité classique terre-capital-travail, l'Italie possédait surtout ce dernier élément, elle devait l'utiliser au mieux de ses intérêts. Les pays qui faisaient appel à sa force de travail ne devaient pas s'estimer quittes envers elle quand ils avaient bien voulu permettre à leurs immigrés l'envoi sacrificiel et parcimonieux de ces sommes que la vive et naturelle susceptibilité italienne serait toujours tentée de regarder comme des subsides, dédaigneusement envoyés à un parent pauvre, mais fier. Il n'y avait là, en réalité, qu'une apparence de compensation, et dans une économie comme l'économie moderne, où la forme la plus fréquente de l'expansion est l'expansion commerciale, cet échange d'une indispensable masse humaine contre quelques centaines de millions se faisait paradoxalement en dehors des grands courants commerciaux mondiaux, auxquels l'Italie continuait de rester étrangère. Elle assistait comme du dehors au développement ininterrompu de la production et de la consommation d'une richesse qui s'obstinait à la fuir. Mais alors qu'elle donnait chaque année à la production des autres pays la chair de sa chair, elle n'était partie prenante à la consommation que par cette charité de ceux de ses fils qui lui apportaient des miettes du festin...

Cette pensée était un aiguillon pour les Italiens désireux de valoriser intégralement une émigration qui était en somme la principale richesse de leur pays. Le commerce extérieur italien était peu important : on pouvait le développer en s'adressant à cette masse unique de consommateurs que font des millions de nationaux répandus dans le monde. Objecterait-on qu'une des raisons de la faiblesse de son commerce extérieur est que l'Italie manque de matières premières ? il lui fallait alors utiliser ses masses migratrices comme un instrument d'échange à opposer dans les négociations internationales aux pays mieux pourvus, qui sont aussi les plus avides. Les remises

étaient dans la balance des comptes un élément précaire et capricieux : il fallait les remplacer par des institutions financières plus organiques et plus évoluées qui iraient chercher l'argent là où il est, au lieu de l'attendre du hasard des choses et du caprice des hommes. En un mot, il fallait substituer une économie d'échange à une économie de don.

§ 2. — Ces idées étaient rarement formulées avant la guerre en corps de doctrine. Pendant longtemps, ce furent les intérêts commerciaux, par nature très agissants, qui seuls songèrent à lier les destinées du commerce italien à celles de l'émigration. Les Congrès des Italiens à l'étranger firent beaucoup, parce qu'ils comprenaient de nombreux commerçants, pour le développement de l'industrie et du commerce italiens. Parallèlement, dans le Royaume, d'autres associations commerciales mettaient en œuvre cette ardeur revendicatrice si caractéristique des groupements d'intérêts et que toutes les latitudes voient naître du sein de commerçants assemblés.

On a pourtant songé (1) à mettre en regard l'émigration des hommes et l'exportation des marchandises. L'écueil, en une telle matière, consiste, après s'être hypnotisé sur de simples coïncidences, à fonder des espoirs sur de vagues possibilités. Certes, il arrive qu'un courant notable d'exportation s'observe là où existe en même temps une forte immigration italienne, comme en Argentine et au Brésil. A l'intérieur même de ce dernier pays, l'exportation des produits italiens s'est longtemps faite principalement à destination des Etats où les Italiens étaient le plus nombreux, alors qu'elle est plus réduite là où ils sont plus rares. (2) Enfin, il est remarquable, en effet, que pour certaines périodes (3), le commerce avec ceux des pays de l'Amérique du Sud où les émigrants sont en nombre insignifiant, soit resté pendant longtemps à des chiffres peu élevés.

Mais la chose n'a pas de quoi surprendre : le développement de la richesse dans les pays neufs s'est toujours accompagné de grosses importations, spécialement manufacturées, en même temps que ces pays devaient, faute de bras, faire appel à une immigration consi-

(1) Fontana-Russo : *Emigrazione di uomini ed esportazione di merci*, Rivista Coloniale, septembre 1906.

(2) M. Fontana-Russo (*art. cit.*, p. 31) attribuait à l'émigration italienne en Tunisie le fait que la moyenne des importations dans la Régence n'eut pas baissé comme on pouvait l'attendre après le tarif du 2 mars 1898, établi en faveur des produits français, et ne fût tombée que de 5 millions pour la période 1894-1897 à 4.7 millions en 1898-1903. Ajoutons, ce qu'il négligeait de faire, que pendant les périodes considérées, la moyenne annuelle de l'émigration italienne à destination de la Tunisie est passée de 860 à 3.578, et la population italienne en Tunisie de 55.572 (recensement de 1896), à 71.600 (recensement de 1901). Par contre, les exportations italiennes en Tunisie passent d'une valeur moyenne de 4.7 millions en 1898-1903 à 10 millions pour la période 1909-1913, alors que pendant ce temps la population italienne en Tunisie ne s'est accrue que proportionnellement bien moins, passant de 71.600 en 1901 à 88.082 en 1911, et que la moyenne annuelle de l'émigration italienne vers la Régence est tombée de 3.758, moyenne de la période 1898-1903, à 2.564 en 1909-1913.

(3) V. Francesco Nitti : *L'emigrazione italiana e i suoi avversari*, 1887, p. 84.

dérable. Il n'est pas surprenant non plus que des pays dont les ressources sont peu importantes, ou dont la mise en valeur est encore à faire, soient de mauvais clients pour des pays exportateurs qu'ils seraient en peine de pouvoir payer. Enfin, il est des produits italiens qui doivent à la proximité du marché, ou à certaines conditions privilégiées de leur production (vin, soufre, etc.), une sorte de prime qui les fera plus facilement accueillir, malgré un dispositif douanier insuffisant ou mal au point, par des pays voisins (1).

En gros, et bien que nul n'ait songé à attribuer au ralentissement de l'émigration la diminution des exportations italiennes, les chiffres de l'émigration et le pourcentage de la valeur du commerce italien (importations et exportations réunies) par rapport au commerce mondial, accusent bien depuis quelques années un même affaiblissement progressif, et traduisent de semblables difficultés rencontrées dans leur commune volonté d'expansion. Ce pourcentage, qui était de 3,14 % pour la période 1900-1913, n'est plus que de 2,82 % en 1925, et se retrouve à 2,80 % en 1931, après avoir atteint en 1928 son maximum avec 2,91 %. Mais en gros aussi, le déficit du commerce extérieur italien avec les pays d'Amérique, qui était en moyenne, pendant la période 1909-1913, où l'émigration transocéanique a atteint son maximum, de 11 % du déficit total, doit aux circonstances exceptionnelles de la guerre d'avoir atteint, en 1915-1918, le taux de 73 %, pour se maintenir ensuite, pendant la période 1928-1930, à 47,27 % du déficit total, alors que l'émigration transocéanique était devenue presque nulle. Et, dans le détail, quand on a fait aux importations, sans cesse croissantes, la part assurément très grande qui leur est attribuable dans le montant de ce déficit, on constate que les exportations, considérées à part, n'ont pas davantage suivi les indications qu'on chercherait dans les mouvements de l'émigration.

Les exportations italiennes aux U.S.A. passent (en lire-or) d'une moyenne de 265 millions pour la période 1909-1913 à 250 millions en 1922, pour monter à 440 millions en 1927, 415 millions en 1928, et pour se maintenir à une moyenne de 368 millions pendant la période 1929-1931. Or, pendant ce temps, on l'a vu, l'immigration italienne aux U.S.A. suit un mouvement à peu près inverse.

Les exportations italiennes pour l'Allemagne passent (en lire-or) de 315 millions, moyenne de la période 1909-1913, à 240 millions en 1922, pour monter à 590 en 1927, 505 en 1928, et conserver, pour la période 1929-1931, un montant moyen de 398 millions. Ici encore l'émigration italienne marque des variations de sens contraire, avec une moyenne de 65.780 partants pour la période 1909-1913, en face d'un total de 10.564 émigrants pour la période 1922-1931.

(1) Pour expliquer qu'aux U.S.A., qui sont depuis longtemps le pays où résident le plus d'Italiens, les exportations italiennes ne soient pas proportionnellement aussi développées, M. Fontana-Russo ne reste pas à court, mais estime que sans ces immigrants, « il serait incroyable que l'Italie (pût) exporter ses produits fabriqués dans un pays industriel comme les U.S.A. » (p. 30). C'est pourtant ce qu'un examen plus attentif des statistiques douanières lui eût révélé se vérifier pour de nombreux pays, moins favorisés que l'Italie sous le rapport de l'émigration.

Le commerce avec la France indique, de prime abord, des variations de même sens. A des variations dans les exportations qui conduisent de 215 millions de lire-or en 1909-1913 à 335 en 1922, 340 et 370 respectivement en 1927 et 1928, et 327 millions, moyenne de la période 1929-1931, correspond un mouvement migratoire sensiblement de même sens dans les débuts, mais dont la correspondance n'est plus du tout aussi significative, si on l'examine de près :

	Export ital. en France (millions de lire- or)	Emigrants italiens en en France (millier s)
1927	340	56,7
1928	370	49,3
1929	352,1	51
1930	333,5	167,1
1931	302,1	74

Pour l'Argentine, la moyenne des exportations italiennes ne cesse de monter (en lire-or) de 167 millions en 1909-1913 à 240 millions en 1927, 270 en 1928, pour se maintenir ensuite à 243 millions, moyenne de la période 1929-1931. Alors que l'émigration italienne pour ce pays, la plus capricieuse de toutes, suit en gros un mouvement inverse, avec une moyenne de 81.200 partants en 1909-1913, contre 32.400 seulement en 1927-1931.

Il serait inutile de multiplier les exemples. Tous indiquent un mouvement commercial indépendant, dont il faut chercher l'impulsion directrice ailleurs que dans l'émigration correspondante. La pression démographique, sans cesse croissante en Italie, si elle a longtemps développé l'émigration à destination des U.S.A. et de l'Argentine, n'a peut-être pas été étrangère, par le développement industriel qu'elle a permis à l'intérieur de l'Italie, quand l'émigration transocéanique fut rendue difficile, à l'accroissement des exportations italiennes vers ces deux pays. Par là, mais par là seulement, il serait permis de voir un lien entre les deux phénomènes, mais avec cette correction capitale que ce rapport deviendrait un lien de corrélation inverse, puisqu'il ne met plus en jeu l'émigration proprement dite, mais bien plutôt toutes les conditions de l'émigration réunies plus cette émigration contrariée.

Il faut donc renoncer à jamais trouver dans le détail des exportations italiennes des raisons suffisantes d'attribuer le marché d'un produit donné à une immigration parallèle, sans pouvoir non plus se flatter davantage d'excuser une insuffisance de développement par l'absence concomitante du facteur humain. (1) Et cela pour de mul-

(1) Cette dissociation avait sa contre-partie, heureuse ici, pour les importations italiennes. A la *Commissione Reale*, qui s'inquiétait (fasc. III, ques. 6^e question IX) de connaître « l'influence de l'émigration sur les importations dans le Royaume », il fut fait des réponses consolantes qui montraient que beaucoup d'émigrants retournaient sans avoir rien appris ni rien oublié. A peine lui fut-il signalé (p. 87 et sqq.) l'achat accru « d'articles de Paris, de liqueurs, d'horlogerie », et l'introduction, dans la province de Bergame, « de moulins à main pour broyer le maïs en famille » (p. 97).

tiples raisons. D'abord, les émigrés ne sont pas les consommateurs indiqués des principaux articles italiens d'exportation, dont beaucoup sont des articles de luxe, comme la soie, les automobiles, etc., ou des produits agricoles dont le marché est limité à certaines régions d'Europe (vins, huiles, fruits, etc.). Au plus seraient-ils des acheteurs éventuels de certains produits alimentaires, sans que jamais le développement de ces exportations puisse atteindre des chiffres importants. (1) Mais là encore, les émigrés italiens ont montré qu'ils ne concevaient pas la solidarité avec leurs concitoyens comme ceux-ci auraient pu l'attendre, et il fut souvent signalé (2) que les exportateurs italiens n'avaient pas de concurrents plus farouches que les émigrés qui avaient apporté ou établi dans le pays d'immigration des industries similaires. Il n'était pas rare de voir, surtout pour les pâtes alimentaires (3) d'importantes et persistantes contrefaçons se donner libre cours, et pas seulement dans ces pays neufs où une législation insuffisante ne protège pas encore les marques étrangères. Mais il y avait un comble, qui était la protection douanière que ces émigrés italiens, à peine naturalisés, réclamaient à grands cris à leur nouvelle patrie, et qu'ils obtinrent plus d'une fois. Les industriels italiens, volontiers protectionnistes chez eux, mais enclins à attendre le libéralisme des autres pays, accusaient le coup, et ceux qui le pouvaient émigraient à leur tour.

En somme, il y avait peu d'espoir qu'un peuple dont les colonies à l'étranger n'avaient pour leurs produits nationaux ni la préférence ni le particularisme si caractéristiques des colonies britanniques, pût trouver davantage avant longtemps parmi elles les cadres d'une expansion commerciale à l'allemande, unissant étroitement l'émigration des hommes et l'exportation des marchandises : car l'exportation ne suit l'émigration que tout autant que celle-ci est accompagnée de capitaux (4).

(1) Les exportations de pâtes alimentaires ont figuré, pour la période 1929-1931, pour une valeur moyenne de 35.3 millions de lire. On est loin, on le voit, de l'enthousiasme de M. Roberto Michels, proclamant sans rire que « la marche triomphale du macaroni italien est sur le point d'envahir même les milieux indigènes ». (*L'imperialismo italiano*, p. 71).

(2) V. L. Rossi : Rapport au 1^{er} Cong. Intern. de l'Épargne, p. 484. — Voici par contre un bel exemple de collaboration où c'est l'émigration qui est promotrice. La *Russian American Industrial Corporation* créée dans le but d'aider les travailleurs russes, relate dans son rapport du Comité exécutif : « Quand la faim décima la « Russie, l'Union équipa un navire pour envoyer de la nourriture aux affamés ; « quand l'équipement des industries russes se révéla insuffisant, l'Union envoya des « outils et des machines ; quand il fut nécessaire de montrer au peuple américain « que le gouvernement des Soviets était à la fois stable et compétent, l'Union organisa la R.A.I.C., leva des fonds par souscription publique, et investit plus de « 300.000 \$. dans l'industrie russe de l'habillement. Quand cette dernière fut trustifiée, un accord fut conclu entre le Conseil suprême de l'économie publique et la « R.A.I.C. par lequel cette dernière fournissait les capitaux (1 million de \$) et participait à la direction du trust. » A. Philipp : *Le problème ouvrier aux U.S.A.*, « p. 511. »

(3) V. L. Rossi et R. Michels, *op. et loc. cit.*

(4) Le III^e Reich a su combiner curieusement émigration, exportations de capitaux et exportations de marchandises lors des nombreux départs d'israélites allemands

§ 3. Il fallut attendre la guerre pour assister aux premières réalisations de cette volonté de valorisation intégrale de l'émigration qui ne s'était manifestée jusqu'alors que par des velléités (1). Comme tout ce qui compte dans l'histoire des vingt-cinq dernières années de l'émigration italienne, elles furent l'œuvre de M. de Michelis, qui déploya dans ces pourparlers difficiles de telles qualités de négociateur que ces accords, qui se situent à l'extrême pointe des concessions que peut obtenir un pays d'émigration, n'ont jamais depuis trouvé d'équivalent dans le droit international de l'émigration d'aucun pays. A propos de deux produits dont l'Italie est également dépourvue, la houille et les phosphates, M. de Michelis réussit à faire admettre un lien contractuel entre l'octroi d'une main-d'œuvre déterminée et la fourniture de quantités variables et proportionnelles de matières premières. De notre point de vue, c'est bien là la remise-type, débarrassée de son truchement monétaire.

Un procès-verbal rédigé à Paris le 9 août 1916, à la suite des conversations de M. de Michelis chargé de mission du Gouvernement italien, et d'Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat aux armements, enregistrait un important succès italien, souvent signalé, à propos de la « prime de dépaysement » (2). L'esprit qui avait présidé à ces entretiens devait survivre aux circonstances qui l'avaient vu naître, et se manifester bien au-delà des concessions de 1916 dont le profit, limité aux seuls émigrants, se traduisait en définitive par une légère augmentation de salaire. En réalité, la voie était ouverte à des accords de portée plus large, où pourrait mieux se marquer la volonté italienne de valoriser le coefficient humain dans l'échange des facteurs concourant à la production. D'une simple relation de droit privé ne mettant en présence que des employeurs

qui suivirent l'avènement du régime hitlérien. Une réglementation récente des devises avait limité en Allemagne les sommes emportées par les émigrants à 10.000 puis à 2.000 marks. D'un autre côté, les milieux sionistes avaient tendance à n'admettre plus en Palestine qu'une immigration dite « à titre capitaliste », pour laquelle était exigée la possession d'un minimum de 1.000 liv. sterl. L'exportation de capitaux par les israélites allemands fut alors soustraite à toute limitation, mais subordonnée à l'exportation de marchandises allemandes pour un montant équivalent. Avec l'autorisation de l'Office de contrôle des devises, les émigrants éventuels pour la Palestine font à un compte spécial ouvert à la Reichsbank des versements correspondant aux sommes qu'ils désirent emporter. La contre-valeur des sommes ainsi versées, employées exclusivement à payer des marchandises allemandes importées en Palestine, est ensuite mise, en devises, à la disposition des intéressés auprès de l'Office Fiduciaire de transfert Haavara Ltd à Tel-Aviv. Les textes officiels allemands sur la question se trouvent in *Reichsgesetzblatt* : 1932, I (231, 238), 1933, I (107, 201, 278, 349, 531, 678, 1112). V. aussi *Inform. soc.* du 5 mars 1934, p. 366 et le journal *Le Temps*, du 13 août 1934.

(1) Ceux qui, comme M. Coletti (*op. cit.*, p. 256), osaient suggérer de coordonner les traités de commerce et d'émigration, et d'utiliser davantage, dans la négociation de nouveaux traités, « l'envoi de toutes ces machines vivantes que l'Italie prodigue à l'Etranger » (le Consul général d'Italie à Marseille : communication à la *Commission reale*, etc., fasc. IV, p. 79) parurent longtemps très hardis et éprouvaient le besoin de s'excuser « d'une aussi répugnante assimilation. » (Coletti).

(2) V. Notamment E. Lémonon : *L'après-guerre et la main-d'œuvre italienne*, Paris, 1920.

et des ouvriers de nationalité différente, sous l'égide de leurs gouvernements respectifs, la cession de main-d'œuvre allait devenir un élément essentiel d'échange entre les divers facteurs de la production moderne. La protection due à l'émigrant n'était plus l'objet principal d'une négociation dont l'aboutissement ne restait qu'en apparence la conclusion d'un contrat de travail. Le bénéfice de l'accord, par delà les personnes juridiques des contractants, devait profiter aux intérêts économiques, largement entendus, du pays d'origine.

a) La première réalisation d'une prestation de main-d'œuvre ainsi conçue se place à la fin de février 1920, dans un accord où M. de Michelis, commissaire général de l'émigration, subordonnait l'autorisation de recrutement de main-d'œuvre italienne pour le compte du Comité français des houillères — à la livraison, par le Gouvernement français, de 6 tonnes de charbon, aux prix français, par ouvrier italien présent à la mine pendant 25 jours.

b) Cet accord devait être suivi, à peu de distance, d'un accord plus important relatif à « l'attribution d'un contingent de phosphates algéro-tunisiens à l'Italie pour l'année 1921 ». Le titre même de cet important document indique quelle a été la préoccupation essentielle qui l'a dicté. L'exportation des phosphates algéro-tunisiens était alors contingentée. L'Italie, pour assurer ses besoins, devait traiter directement avec le Gouvernement français. L'accord, en regard de l'autorisation de recruter en Italie 800 ouvriers (1), stipulait (art. 1) que pour des disponibilités des mines algéro-tunisiennes ne dépassant pas 2 millions de tonnes, l'Italie recevrait un contingent ne dépassant pas 325.000 tonnes de phosphates. Ce contingent s'augmenterait (art. 2) de 50 % de la production comprise entre 2.000.000 et 2.300.000 tonnes, et de 30 % de la quantité produite au-delà de 2.300.000 tonnes.

Un grand pas a été fait depuis les accords de 1916. En 1920 comme en 1916, c'est le Gouvernement italien qui fournit la main-d'œuvre, mais, cette fois, en échange d'une prestation dont le bénéficiaire est une compagnie privée, c'est encore un gouvernement qui met en jeu sa propre souveraineté et s'engage à accorder des autorisations d'exportation pour un tonnage déterminé. L'occasion de l'accord a bien été une banale prestation de main-d'œuvre. La négociation a porté plus haut, et le marchandage s'est fait entre les deux gouvernements, comme l'accuse curieusement la contrepartie que se firent octroyer les négociateurs français (art. 1, § 2, 2^e) portant sur une exportation italienne correspondante de 60.000 tonnes de pyrites de Montecatini, et exprimant, à ne pas s'y tromper, le rachat d'une concession autant que la rançon d'un repentir.

(1) L'accord proprement dit engageait les gouvernements français et italien. Il était accompagné d'une convention stipulée entre la Compagnie minière de Gafsa et le Commissariat général de l'émigration, où s'étaient réglées directement les questions ayant trait à la protection des ouvriers recrutés (égalité de traitement, de salaires, accidents du travail, etc.). L'accord a été publié, sans indication de date ni d'origine, in *Relazione, etc.*, 1910-23, t. I, p. 868.

Sans modèle dans l'histoire de l'émigration (1), ces deux accords sont restés sans exemple. On comprend que leur auteur ait pu, avec une légitime fierté, en souligner l'importance décisive, et remarquer que « mettant fin aux rapports privés entre l'émigrant et l'employeur, ils donnent un premier exemple de la possibilité de coopération de toutes les forces nationales dans la production moderne ». (2) Malheureusement, ils n'ont pas survécu aux circonstances spéciales qui avaient permis leur naissance, dans une période troublée où presque toutes les matières premières étaient contingentées à l'exportation — et si depuis, l'Italie a souvent agité dans les conférences internationales la question de la répartition des matières premières, elle n'a jamais réussi à faire admettre ses besoins avec autant d'adresse et de bonheur que dans ces deux accords, où pas une fois le mot n'est prononcé. Saluons, appliquée à l'émigration, cette réussite de grand style, bien dans la tradition de la plus surprenante, la plus ancienne et la meilleure diplomatie italienne.

§ 4. — Parallèlement, l'année 1920 avait vu la création, sous l'impulsion de M. de Michelis, d'un Institut National pour la colonisation et les entreprises de travaux à l'étranger (3). Etabli sous la forme d'une société anonyme au modeste capital de 2.250.000 lire, auquel avaient souscrit, à côté du Commissariat, de nombreuses compagnies de navigation, plusieurs banques et des groupements financiers dont l'activité se rattachait de près ou de loin à l'émigration, — cet établissement n'était dans la pensée de ses promoteurs qu'un organisme d'études et d'attente, qui devait ouvrir la voie aux destinées plus ambitieuses réservées à l'émigration italienne. N'opérant pas comme exécuteur direct d'entreprises de colonisation ou de travaux à l'étranger, mais étudiant les possibilités, préparant les projets, à la façon des syndicats d'initiative, pour confier ensuite le soin et le souci de l'exécution matérielle à des organismes constitués, ou dont il aurait aidé à l'occasion à promouvoir la constitution, son œuvre ne fut cependant pas négligeable.

Il assura des débouchés à de nombreuses entreprises où la main-d'œuvre italienne entrait en concours avec des capitaux italiens ou étrangers, spécialement en France, dans les travaux ferroviaires, et en Belgique, dans les entreprises de construction et de travaux

(1) Signalons toutefois le rôle important joué dans le ravitaillement de l'ancienne Athènes, par ses *clérouchies*, alimentées, comme hier l'émigration italienne, par des cultivateurs endettés qui vendaient leurs terres et par les éléments dont la situation économique était mauvaise dans l'Archipel. Ce sont les clérouchies de la Chersonèse qui protègent la *sitopompia* ou convoi du blé. Les clérouques assurent en outre un débouché important aux productions de l'Attique. « Non seulement ils veillent sur le transport du blé scythe vers le Pirée, mais font, comme leurs prédécesseurs du V^e siècle, un copieux usage de la céramique attique. » P. Cloché : *La civilisation athénienne* (Paris, 1927), p. 142.

(2) Article de M. de Michelis dans la *Rassegna italiana* (Numéro spécial de 1920 à l'occasion du jubilé royal).

(3) *Istituto Nazionale per la colonizzazione e la impresa di lavori all'estero*, ou I.N.C.I.L.E., abréviation sous laquelle nous le désignerons désormais.

minières. Mais l'exiguité de ses moyens l'empêcha d'entreprendre des travaux importants qui lui étaient proposés de divers côtés : construction de chemins de fer en Bolivie, travaux portuaires au Portugal, etc... Dans le champ colonial, l'I.N.C.I.L.E. vit, au contraire, s'adresser à lui de trop nombreuses initiatives à la recherche de moyens, entre lesquelles il n'avait qu'à choisir. Mais là était la difficulté : il devait être très circonspect pour ne pas donner son aval à des entreprises trop téméraires ou insuffisamment rémunératrices, présentées sous le couvert de l'intérêt national. En Argentine, il présida à la constitution d'une entreprise au capital de 2 millions de pesos, dont le développement fut heureux. Au Mexique, par contre, il encouragea dans l'Etat de Jalisco, une coopérative d'ouvriers agricoles qui, au bout de peu de temps, dut abandonner son œuvre, faute de capitaux suffisants. Et la même raison jointe à la désertion de nombreux colons italiens venus au Mexique dans le seul espoir de franchir la frontière des U.S.A. interrompit l'activité d'une assez importante société anonyme de l'Etat de Sinaloa. L'I.N.C.I.L.E. songea un moment à utiliser les vastes possibilités qu'offrait la Russie, et que les Soviets, pensait-on, étaient assez disposés à ménager aux initiatives italiennes. Mais une mission, envoyée sur place, jugea insuffisantes les concessions offertes par les autorités soviétiques, trop minces les facilités d'adaptation, et non encourageants les espoirs de rendement. De même en Perse, où on sentit bien la déficience des formes habituelles de l'expansion italienne, et la nécessité d'un instrument au caractère commercial et financier plus accusé, en un pays dont la législation interdit aux étrangers de devenir propriétaires du sol. Au Canada, au Brésil, en Uruguay, là où parfois un avenir plus brillant s'offrait à la colonisation italienne, les moyens de l'I.N.C.I.L.E. s'avéraient de bien loin insuffisants.

Aussi, après une courte existence, n'entendit-on plus parler de lui. Cet organisme d'études, qui avait eu la vie modeste et peu agissante, mais en définitive assez heureuse de tant de savants qui font de la politique, mourait de sa belle mort. Il cédait la place à une forme plus courageuse de la politique financière de l'émigration, qui devait voir le jour en 1924. Mais l'I.C.L.E., désignation courante de *l'Istituto Nazionale di Credito per il lavoro italiano all'estero* (1), s'il prenait la place et, sauf l'accent qu'il mettait sur le mot crédit, jusqu'au nom de l'I.N.C.I.L.E., voulait d'abord être autre chose, et surtout davantage.

§ 5. — Il est inexact, même en matière d'émigration et de colonisation, de parler, comme on le fait souvent, de la carence des capitaux privés. C'est au contraire dans ces entreprises difficiles que l'initiative privée se déploie avec d'autant plus de bonheur qu'elle y rencontre plus de risques. Mais c'est aussi en pareille matière que la concurrence est ruineuse pour tous, et que la multiplicité des

(1) Créé par décret-loi N° 3148 du 15 décembre 1923, converti en loi N° 473 du 17 avril 1925.

entreprises est loin d'engendrer une égale puissance d'émulation. Les initiatives privées, que ne rebutent ni la difficulté de la tâche, ni le caractère aléatoire de l'entreprise, ni l'incertitude de la rémunération, font défaut toutes les fois que les services qu'on attend d'elles doivent à leur cachet national trop fortement marqué cette physionomie particulière qui leur imprime un caractère, très lourd à porter à l'étranger, de semi-utilité publique, lie le sort de l'entreprise à celui de l'Etat dont elle prend toujours plus ou moins figure de mandataire, et, sans exclure les possibilités de profit, leur donne, quand elles ont réussi à se manifester, un peu de l'allure incertaine et dangereuse d'une grâce d'état... Les capitaux privés fuient, surtout quand elles doivent s'exercer à l'étranger, les plus flatteuses délégations de souveraineté, qui sont aussi le plus souvent les plus onéreuses. Quelle banque privée aurait accepté le fardeau dont la loi de 1901 a chargé le Banco di Napoli ? Ainsi, la défaillance bien naturelle des capitaux italiens toutes les fois qu'un intérêt réellement et hautement national était en jeu, devait amener la haute conscience des responsabilités commissariales que nous avons déjà vue à l'œuvre chez M. de Michelis à mettre sur pied, soutenu par un régime qui a élevé le prestige à la hauteur d'un principe de gouvernement, une institution capable de réaliser les grandes visées assignées à l'émigration italienne.

Parmi les seize établissements de crédit que M. Federigo Danesi a dénombrés (1) dans cette curieuse floraison d'*enti parastatali* que le fascisme a multipliés, c'est sans doute à son parrain que l'I.C.L.E. doit de montrer la physionomie la plus vivante et l'activité la moins administrative. Le caractère « parastatal » de l'I.C.L.E. avait pourtant été contesté par le Commissariat général de l'émigration (2), et cette thèse, à défaut d'une certitude incontrôlable, atteste au moins l'atmosphère libérée dans quoi devait se mouvoir le jeune organisme, avec la franche allure de ces enfants qui témoignent leur première vitalité en battant leur nourriture...

Le nouvel institut se proposait :

a) De financer,, intégralement ou au moyen de participations, à

(1) Federigo Danesi : *Gli Istituti di credito parastatali in Italia*, 2^e édition, Bologne, 1933.

(2) *Relazione, etc.*, 1924-25 : « Non si tratta di un organo statale o parastatale... » (p. 280). — En sens contraire, cependant, v. *Relazione, etc.*, 1910-23 (t. II, p. 120) où est annoncée « l'istituzione di un Ente parastatale » qui devait être l'I.C.L.E. En plus des raisons de fond qui lui font attribuer à l'I.C.L.E. un caractère « parastatal », M. Danesi (*op. cit.*, p. 82) invoque le décret N° 1717, du 3 octobre 1929, qui le fait entrer dans le cadre des « instituts de crédit ayant un caractère d'utilité publique » analogue à celui des « enti parastatali » de droit, — expression qui se retrouve dans le rapport ministériel précédant le projet de conversion en loi du décret du 3 octobre 1929, ainsi que dans le rapport de la Commission générale du budget sur ledit projet (*Att. parl. legisl.* XXVIII C. N° 386 et 386 A). Mais de nombreux établissements d'utilité publique sont dépourvus du caractère « parastatal », d'ailleurs mal défini, et c'est très prudemment, à notre sens, que M. Danesi conclut en attribuant à l'I.C.L.E. le caractère d'institution « parastatale anormale ». On verra plus loin qu'il y a là autre chose et davantage qu'une question de mots.

l'étranger et dans les colonies, les entreprises de travaux ou de colonisation employant, au moins de façon prépondérante, de la main-d'œuvre italienne ;

b) de faire les avances nécessaires à toutes garanties de fournitures de matériel propres à favoriser l'activité des dites entreprises, aussi bien que des collectivités ou des entreprises coopératives de travailleurs nationaux, et même, exceptionnellement, de simples colons isolés ou de petits entrepreneurs à l'étranger ;

c) de recueillir des données et des informations sur les travaux et les entreprises de colonisation à accomplir à l'étranger ; d'en préparer, le cas échéant, les projets, et aussi de recueillir des informations sur le mouvement commercial et la situation des marchés en relation avec l'emploi éventuel de main-d'œuvre italienne ;

d) de promouvoir et d'intensifier l'épargne chez les Italiens à l'étranger.

L'intention d'utiliser, pour le financement de l'activité migratrice à l'étranger, toutes les forces financières créées par l'émigration, depuis le transport de l'émigrant hors des frontières jusqu'à l'envoi de ses épargnes, ce caractère totaliste établi en vue du plus grand profit de l'activité économique nationale, s'accuse plus nettement encore dans la lettre par où M. Mussolini chargeait le Commissaire général de Michelis de l'organisation de l'I.C.L.E. : « Le but de l'Institut est clair. Substituer à l'émigration chaotique une émigration qui se souvienne d'une tradition colonisatrice lointaine, mais encore vive, d'hommes orgueilleux de la force fécondante de leur propre travail ; accompagner ces humbles et forts pionniers d'Italie par des techniciens italiens et par des capitaux italiens, fournis en partie par l'épargne de l'émigrant lui-même ; faire que le fruit du travail italien n'aille pas seulement augmenter les revenus étrangers, mais devienne une force promotrice de la pacifique expansion morale et économique de la Patrie et soit pleinement garanti dans son épargne. »

Il était vain de songer à forcer les restrictions numériques, si cela ne coïncidait pas avec l'intérêt des pays d'immigration, et pour cela une seule voie s'offrait à l'émigration italienne : créer l'opportunité de l'exportation du travail italien. D'où la nécessité de donner à l'émigration une forme organique conçue pour les dures compétitions modernes, se substituant à la forme primitive de l'expatriation individuelle. Les mesures prises répondaient bien au but recherché : initiative de l'Etat, mais dont l'exercice était aussitôt et pour tout le temps confié à l'activité individuelle, capital privé, concours des industries intéressées à l'émigration, protection plus efficace et surtout meilleure utilisation de l'épargne des émigrants — le tout au bénéfice majeur de l'expansion économique italienne sur tous ces plans conjugués.

Mis sur pied en 1924 et 1925, au cours d'une gestion commissariale confiée à M. de Michelis, qui devait, par la suite, rester président de son Conseil d'administration, l'I.C.L.E. tint sa première assemblée générale le 11 mars 1925. Le capital-actions, d'un mon-

tant de 100 millions de lire, avait été très opportunément divisé, à l'exemple des actions d'une guinée qui ont fait la prospérité de tant d'entreprises maritimes anglaises, en 2 millions d'actions de 50 lire, pour mieux en assurer la diffusion en les rendant accessibles à toutes les bourses, et aussi pour populariser dans toutes les classes de la société l'intérêt porté aux questions de l'émigration sous cette nouvelle forme. Le mode de souscription de ces actions ne fut pas la moindre originalité de l'I.C.L.E. Le concours actif que lui prêtèrent tous les organismes qui, de près ou de loin, tiraient de leurs relations avec l'Etat un caractère officiel ou semi-officiel, devait, dans l'esprit des promoteurs, lui donner le caractère d'une souscription patriotique. En même temps que la garantie donnée par l'Etat à l'intérêt des actions (4,50 %) et des obligations (3,50 %, celles-ci prévues, mais non encore émises), en faisait un placement par lui-même attirant. Surtout, M. de Michelis, désireux de ne pas « payer » trop cher le capital, voulut se soustraire au mode habituel de lancement des sociétés par actions. Pas de consortium financier de souscription ou de garantie. On souscrivait partout où l'Etat avait un représentant. Tous les comptables publics, tous les bureaux de poste recevaient les souscriptions. En même temps que ce procédé évitait des commissions onéreuses (1), il permettait une propagande d'une autre ampleur, de caractère vraiment national, sur laquelle on comptait surtout pour recueillir les souscriptions des petits porteurs. A l'intérieur du Royaume comme à l'extérieur, les services publics mirent leurs moyens étendus de diffusion à la disposition de la nouvelle société, en même temps que leur influence morale, très grande surtout sur l'esprit des émigrants. En outre, de nombreuses réunions de propagande furent organisées dans tous les centres de quelque importance. Partout des comités locaux furent constitués, composés des représentants les plus autorisés de tous les organismes officiels : préfets, maires, opere pie (2) et Monts-de-Piété, auxquels se joignirent les meilleurs éléments des forces économiques, bancaires, industrielles et agricoles : chambres de commerce, caisses d'épargne, caisses rurales, banques populaires, etc...

Toute cette bonne volonté n'alla pas sans quelques mécomptes : en plus des difficultés d'ordre général, des obstacles tenaces, de caractère local, furent rencontrés « chez des collectivités et des personnes de qui il était permis d'attendre une tout autre attitude » (3). Certains intérêts particuliers, se craignant lésés, apportèrent à l'I.C.L.E. un concours sur la spontanéité duquel il n'y avait

(1) Bien mieux, les frais de l'émission furent mis à la charge des souscripteurs, et incorporés dans le prix de l'action, qui fut émise à 51 lire, sans aucun courtage.

(2) Œuvres de bienfaisance.

(3) Rapport de M. de Michelis à M. Mussolini en date du 11 mars 1926 (Rome, 1926). Il y eut aussi des abstentions remarquées, notamment de la part de « trois ou quatre caisses d'épargne importantes qui montrèrent qu'elles ne comprenaient pas la haute valeur de l'initiative » (*Ibid.*). — Sur l'opposition faite à l'I.C.L.E. aux U.S.A., v. A. de Biasi (*op. cit.*, p. 259).

aucune illusion à se faire, inspiré qu'il était par une prudence attentive, et par un cordial désir de profiter des premières fautes qui seraient commises... Enfin, les critiques ne manquèrent pas, ce qui ne doit pas étonner sous un régime où, sur certaines questions, il y a plus de franc-parler qu'on ne croit généralement (1). Nous retrouverons les plus sérieuses de ces objections en voyant l'I.C.L.E. à l'œuvre.

En juin 1925, la première série d'actions, d'un montant de 50 millions, réservée aux souscripteurs du Royaume, était souscrite, et le capital entièrement versé. On aimerait pouvoir publier le nombre des actions placées dans le public en regard du nombre de celles souscrites par les collectivités publiques ou semi-publiques et les sociétés industrielles et commerciales. Ces chiffres n'ont pas été publiés, mais, à côté des souscriptions de nombreuses communes (502), des principaux établissements de crédit, des riches « istituti parastatali », des compagnies de navigation, de la presque totalité des Caisses d'Épargne fédérées (99), de très nombreuses Banques coopératives et populaires (130), d'un grand nombre de Caisses rurales, d'*opere pie* et de Monts-de-Piété, enfin d'environ 200 sociétés diverses, — rien ne nous autorise à croire que les souscriptions des petits porteurs, et, parmi eux, des émigrants en quête de placements pour leurs épargnes, n'aient été, bien que de montant relativement moindre, assez nombreuses. La conjoncture était pourtant très défavorable à une émission de ce genre. La propagande orale, commencée en 1924 en un moment déjà particulièrement difficile, avait coïncidé, en janvier 1925, avec une période de tension particulière du marché des capitaux, qui s'était maintenue sans amélioration jusqu'à la fin de la souscription. De plus, alors que l'intérêt statutaire minimum de 4,50 % avait été fixé, au moment de la signature du décret du 15 décembre 1923, en relation et vraisemblablement à l'imitation de l'intérêt des Bons du Trésor, donnant à cette époque un intérêt égal, en 1925 l'égalité se trouva rompue en défaveur de l'I.C.L.E., dont les actions, destinées à rester, au moins pendant les premières années, des obligations véritables, perdaient une partie de leur attrait en face d'émissions gouvernementales assurant un intérêt de 6 %.

Cette difficulté se retrouva, accrue, pour l'émission de la tranche de 50 millions réservée à l'étranger. Commencée après la souscription de la tranche intérieure, à la fois parce qu'il était nécessaire de se présenter à l'étranger avec l'appui des résultats obtenus en Italie, et que la multiplicité des législations locales sur la négociation des titres étrangers, la longueur des communications et la

(1) V. notamment l'article très violent de M. Giuseppe Prato: *L'ultima incarnazione dello Stato banchiere* (Rivista bancaria, 20 mars 1915). M. Prato, parlant de la « sereine inconscience » avec laquelle on avait « fondé cet Institut sur la présomption », évoquait les « premières sociétés anonymes qui, aux XVII^e et XVIII^e siècles eurent tant de peine à vaincre l'indifférence du public » malgré « la souscription quasi-obligatoire du capital par invitation gracieuse du souverain à de grands marchands, etc. ».

diversité des monnaies étaient autant de causes particulières d'allongement des délais, là encore l'action fut rapide. Avec le concours des consuls, des fonctionnaires du Commissariat en résidence ou en mission à l'étranger, et parfois, des consortiums financiers auxquels il était impossible de ne pas avoir recours dans certains pays, la souscription était close à la fin de 1925, et une partie seulement du capital restait en cours de versement. Ici surtout, on aimerait connaître le nombre des souscripteurs et la valeur moyenne des souscriptions. Car la réussite était cette fois d'autant plus méritoire que faisaient défaut ces nombreux et importants souscripteurs dont le concours était assuré à l'intérieur du Royaume. Des pays où l'émigration italienne se dirigeait de longue date, ce fut surtout l'Europe occidentale qui répondit à l'appel : France, Belgique, Angleterre, Luxembourg. L'Amérique du Sud souscrivit le reste, dans de moindres proportions, semble-t-il : le capital y est plus rare, et c'est précisément là, nous le verrons, que l'I.C.L.E. adulte exercera le meilleur de son activité. Les U.S.A. avaient été volontairement négligés. On leur réservait une troisième émission de titres, que les colonies italiennes nord-américaines, dont on avait pu mesurer pendant la guerre le patriotisme et la puissance de contribution, auraient facilement souscrit, mais dont les circonstances n'ont pas encore permis le lancement. (1)

Le 11 mars 1926 marqua la fin de la gestion commissariale de l'I.C.L.E. et la réunion de la première assemblée générale. Disons tout de suite, avant de le voir à l'œuvre, qu'il négligea cette partie de son activité à quoi le décret du 15 décembre 1923, repris dans ses statuts, assignait « la promotion et l'intensification de l'épargne des Italiens à l'étranger ». En tout cas, les rapports du Conseil d'administration aux assemblées générales n'en font nulle mention. Mais il faudrait se garder de convertir la constatation toute négative de cette lacune en confession positive d'impuissance. Bien qu'à notre connaissance ils ne se soient jamais expliqués là-dessus, les dirigeants de l'I.C.L.E. ont eu depuis trop longtemps une trop grande part dans les destinées de l'émigration italienne pour qu'on puisse supposer qu'il y ait là de leur part omission ou négligence. Pas davantage le sort menacé puis affaibli de l'émigration italienne pendant ces dernières années n'est-il une explication valable. En 1926, on l'a vu, les remises étaient encore très importantes, même si on fait la part des envois spéculatifs. En réalité, nul n'a jamais songé à faire de l'I.C.L.E., si peu que ce soit, un nouvel organisme collecteur de remises, en concurrence ou même en collaboration avec les organismes existants, dont nous nous sommes déjà occupé longuement (2). Décret, de fondation et dispositions statutaires

(1) D'autant plus qu'au même moment (décembre 1925) l'Etat italien émettait à New-York un emprunt pour lequel il payait 7 % d'intérêt, au lieu de 4,50 % qu'eût offerts l'I.C.L.E.

(2) Ch. II. — Contrairement à ce qu'on lit dans F. Danesi (*op. cit.*, p. 85), l'I.C.L.E. n'a jamais été chargé de « recueillir » les remises des émigrants.

emploient à cet égard des termes d'une clarté et d'une précision définitives. L'épargne est une chose : la *collecte* de l'épargne de 10 millions d'émigrants répandus dans le monde entier, on l'a vu, est une tout autre entreprise, dont l'envergure dépasse trop les possibilités d'un organisme jeune, qui a encore des relations à se faire et des traditions à établir. Les promoteurs de l'I.C.L.E. l'ignoraient moins que personne. C'est donc bien plutôt à dessein, et sans doute aussi pour ne pas faire au Banco di Napoli, muni par la loi d'une investiture particulière, une concurrence trop directe, que l'I.C.L.E. a négligé les remises des émigrants, affirmant ainsi pour nous le sens d'une *expérience presque trentenaire*, et prenant délibérément la direction d'une nouvelle politique.

Son dessein était autre : il ne s'agissait plus d'attendre du bon vouloir des émigrants des remises auxquelles même les montants fabuleux de la grande époque n'avaient jamais pu enlever le caractère aléatoire et le stigmate un peu humiliant qu'exprime bien un certain sens du mot « *collecte* ». Il fallait maintenant valoriser l'émigration par une pénétration financière souple et bien armée, qui servît les intérêts majeurs de l'Italie moins par l'appel direct de fonds que par une sorte de noyautage financier, moins par le drainage de remises ayant leur origine dans une épargne déjà constituée, que par l'activité plus profitable qui viserait, en deçà du stade proprement monétaire de l'épargne *stricto sensu*, la constitution même de cette épargne plus largement entendue.

Le caractère totaliste de cette exigence était déjà une première difficulté. En outre, l'activité de l'I.C.L.E. devait, dès sa fondation, s'exercer dans des conditions particulièrement difficiles. A peine avait-il dépassé les hésitations des premières années, la crise éclatait et l'obligeait, pour ne pas courir de risques démesurés, à restreindre de lui-même, plus encore que les circonstances ne l'eussent exigé seules, le champ d'une activité où la défection des bonnes affaires était aggravée par la multiplication des besognes de sauvetage à quoi il ne pouvait se laisser entraîner... Le bilan indiquait au 31 décembre 1932 :

A C T I F

Caisse	34.529 10
Immeubles	7.578.318 50
Titres	15.456.237 26
Meubles	1 »
Comptes divers	6.371.359 79
Débiteurs (Prêts en vue de travaux et d'initiatives statutaires)	75.719.620 18
Participations	7.516.312 50
Société agraire coloniale	1.273.302 45
Divers	1.015.878 36
<i>Total de l'Actif</i>	114.965.559 14

Engagements :

Financements en vue d'initiatives statutaires :

Italie et Colonies	4.086.000 »
Argentine et autres pays ..	2.000.000 »
Brésil	1.000.000 »

7.086.000 »

Engagements de tiers : 1.490.000 »

8.576.000 »

Comptes d'ordre :

Effets en garantie	9.788.232 70
Titres et valeurs en garantie	5.844.602 »
Titres propriété de l'I.C.L.E.	12.608.605 05
Débiteurs (fidéjussions, hypothèques, avals)	76.302.750 »

124.544.189 75

Lire 248.085.748 89

PASSIF

Créditeurs :

Coupons des exercices anciens	2.278.501 25
Coupons du présent exercice ..	4.100.000 »

6.778.501 25

Créditeurs divers 6.178.341 14

Total du passif 12.956.842 39

Patrimoine social :

Capital social	100.000.000 »
Réserve ordinaire	370.919 17
Réserve extraordinaire	1.569.828 69

101.940.747 86

Bénéfices nets de l'exercice :

Bénéfices nets 4.567.968 89

Dividendes à distribuer :

Italie	2.422.786 50
Brésil	1.028.913 75
Argentine ...	1.048.299 75
	4.500.000 »

Reliquat 67.968 89

Engagements (contre-partie) 8.576.000 »

Comptes d'ordre :

Effets en garantie	29.788.232 70	
Dépôts de titres et valeurs en garantie	5.844.602 »	
Titres de l'I.C.L.E. déposés au- près de tiers	12.608.605 05	
Fidéljussions, hypothèques, etc...	76.302.750 »	
		124.544.189 75
Lire	248.085.748 89	

Le poste « Débiteurs, etc. » avait suivi une progression constante de 1925 à 1929, année où il dépassa 80 millions de lire. Les premiers effets de la crise furent de le ramener, en 1930 à 66 millions 815.575 lire, et en 1931 à 61.309.958 lire. La soudaine remontée constatée au 31 décembre 1932 traduit sans doute des rentrées difficiles plus qu'un accroissement du volume des affaires, que rien n'autorise par ailleurs à supposer. Il faut ajouter à ce poste les 1.273.302 lire affectées à la Société Agricole Coloniale et les 7 millions 516.312 lire de participations diverses pour obtenir le total des investissements statutaires, qui s'élève à 84.509.234 lire, soit environ 85 % du capital social. Ces investissements sont largement garantis, ainsi qu'il apparaît au bilan par le rapprochement des postes de l'actif « effets en garantie », « titres en garantie » et « hypothèques, fidéljussions, avals », dont le total s'élève à 108 millions 183 lire. La nature particulière de ces garanties, appelées en cas de réalisation à subir de fortes amputations, explique l'ampleur de la marge de sécurité assurée.

Les « engagements » méritent qu'on les examine de plus près. Ils sont, en 1932, à un niveau notablement bas, mais ils avaient atteint, en 1930 et 1931, des chiffres sensiblement supérieurs (milliers de lire) :

<i>Engagements au 31 décembre :</i>	1930	1931	1932
Italie et Colonies	24.000	3.136	4.086
Argentine et autres pays	14.000	5.500	2.000
Brésil	2.000	27.840	1.000
	40.000	36.476	7.086

Le rapide dégonflement d'un poste où devrait s'inscrire le plus clair de l'activité de l'I.C.L.E. en tant qu'organisme appelé à financer des entreprises italiennes à l'étranger doit retenir notre attention. Alors que la décroissance observée de 1930 à 1931 peut s'expliquer tout naturellement par la prudence recommandée par les circonstances, il semble que la soudaine chute qui conduit ce poste de 36.476.000 lire en 1931 à 7.086.000 lire en 1932 appelle une autre explication. Devant les difficultés croissantes de la situation économique internationale, l'I.C.L.E. a dû brusquement resserrer

le crédit accordé à ses clients. L'opération a dû s'accompagner de réalisations dont on ne peut que conjecturer jusqu'à quel point elles ont été forcées, et surtout de prises de garanties réelles et personnelles accusées par la soudaine apparition, aux comptes d'ordre du bilan au 31 décembre 1932, du poste pléthorique « Débiteurs pour fidéjussions, hypothèques, avals ». Ce poste ne figurait pas dans les bilans précédents, et le Conseil d'administration n'ayant pas cru devoir donner dans son rapport la moindre indication à ce sujet, il est très difficile d'en conjecturer l'exacte signification.

On remarquera, à l'actif, l'importance du poste « titres ». Il ne s'agit pas là de participations que l'I.C.L.E. se serait réservées dans les sociétés avec lesquelles il est en rapport, ou qui lui auraient été imposées par les circonstances, comme on serait tenté de le craindre d'après les chiffres très modestes avoués aux « participations ». Il faut mettre à l'actif des dirigeants de l'I.C.L.E. la prudence qu'ils ont montrée en une matière où on s'engage si facilement dans cette forme extrême et si dangereuse du soutien qu'est la participation. Il s'agit bien d'un véritable portefeuille, composé jusqu'en 1929 presque exclusivement de valeurs à revenu variable, mais jusqu'à cette date pour un montant moins élevé (2.426.544 lire au 31 décembre 1929). A partir de l'exercice 1930, la baisse des valeurs mobilières et l'incertitude des rendements ont amené le Conseil de l'I.C.L.E. à liquider les valeurs douteuses ou simplement incertaines, et à amortir en cours d'exercice les pertes en résultant. Parallèlement, les difficultés progressives qu'ils éprouvaient à trouver des investissements rentables les conduisaient à constituer avec les importantes disponibilités créées par la crise, spécialement dans les agences de l'étranger, un portefeuille de valeurs à revenu fixe pouvant contribuer à faire face à la nécessité impérieuse de la distribution de l'intérêt statutaire. Au 31 décembre 1930, le portefeuille s'élevait déjà à 18.244.444 lire, dont les principaux postes se décomposaient ainsi : 7.575.114 lire en consolidé 5 % et 8.331.380 en obligations, contre seulement 1.838.000 lire en actions. Au 31 décembre 1932, le montant était revenu à 15.456.237 lire, mais composé cette fois à peu près exclusivement de rentes italiennes et d'obligations de premier ordre.

Les « engagements » tels qu'ils figurent au bilan accusent une répartition territoriale où il faut se garder de voir une reproduction fidèle de la distribution géographique des champs d'activité de l'I.C.L.E. Si nous nous reportons à l'exercice 1930, le seul pour lequel le Conseil ait donné des précisions à cet égard, nous constatons que les engagements relatifs à des « initiatives statutaires » étaient alors répartis, entre l'Italie et l'étranger, de la façon suivante :

Italie et Colonies	24.400.000 lire
Argentine et autres pays	14.000.000 »
Brésil	2.000.000 »

Cette proportion aurait pu aussi bien ne traduire qu'une répartition administrative ou comptable entre les différentes agences d'un orga-

nisme très centralisé. Elle prenait tout son relief mise en regard de la « répartition territoriale du patrimoine social (capital social, réserves, etc.), effectivement investi et engagé ». (Au 31 déc. 1930.)

A l'intérieur du Royaume	27.900.000 lire
Colonies italiennes	7.873.000 »
Autres investissements	16.939.000 »
A l'Etranger :	
Amérique du Sud	45.535.000 lire
Belgique	8.000.000 »
Palestine	4.441.000 »
France	1.710.000 »
Dalmatie	1.446.000 »
Albanie	328.000 »
Tanganika	250.000 »
Total général	114.422.000 lire

Il semble qu'assez tôt, vraisemblablement dès 1928, les disponibilités de l'I.C.L.E. se soient investies de plus en plus en Italie même, suivant ainsi, dans le déplacement de leur champ d'application, les vicissitudes d'une politique migratoire impérieuse qui les utilisait à ces fins en d'utiles mais obscures tâches de soutien du petit crédit agricole, ou de concours au développement des travaux de *bonifica* et d'utilité publique. Soutien et concours qu'on ne peut, certes, pas soupçonner de tiédeur, mais qui, sans référence aux ambitions du début comme sans égard pour l'esprit statutaire, n'ont vraisemblablement dû être accordés qu'avec une nuance de regret (1), et après avoir été instamment « sollicités ». La portion de capital investi à l'étranger au 31 décembre 1930 n'atteignait pas tout à fait 54 % du total, ce qui est peu pour une entreprise dont l'activité devait s'exercer statutairement uniquement à l'étranger. Encore cette proportion, avec les effets croissants de la crise, a-t-elle dû baisser depuis. Car à mesure que la prudence imposait un ralentissement dans le financement des entreprises s'exerçant à l'étranger, la nature particulière du capital social interdisait ces « prises de position avantageuses pour le moment où la reprise ne manquerait pas de se produire » qui fleurissent, à la traduction près, dans la littérature universelle des conseils d'administration en temps de crise, mais qui, surtout dans une société adulte et résistante, expriment souvent davantage que la simple nécessité d'excuser, en langage d'actionnaire, des immobilisations forcées.

Aussi sent-on depuis plusieurs années, à travers la sérénité voulue

(1) D'autant plus justifié que la sécurité de ces sortes de placements s'est avérée n'être pas plus grande que celle offerte par des placements analogues à l'Etranger. L'exercice 1932 a dû supporter une perte de 1.238.400 lire, imputable à la déconfiture des *Bonifiche Ferraresi*. On sait que trop souvent le régime fasciste demande aux établissements financiers de se conduire comme des établissements de bienfaisance.

des rapports du Conseil de l'I.C.L.E., percer une certaine bouderie à l'égard de l'exigence statutaire de l'intérêt minimum annuel de 4,50 %. Alors qu'elle n'avait pas été indispensable à la décision des gros souscripteurs, cette concession à la mentalité obligataire des petits porteurs allait aujourd'hui à l'encontre de l'inspiration originelle de l'œuvre, qu'elle rapetissait aux proportions sans prestige et sans efficacité d'une de ces multiples « incarnations de l'Etat banquier », pour employer l'expression d'un de ses critiques de la première heure, à qui les circonstances seules, mais non l'esprit profond de l'œuvre, donnaient tristement raison. Et la répugnance du Conseil à recourir à la garantie de l'Etat — qu'on sent, à travers les lignes, faite de confiance, de scrupule et de prudence... — dont l'utilisation eût signifié la remise sans espoir des destinées de l'ICLE aux mains d'un protecteur trop puissant, cette répugnance n'était pas partagée par tous les actionnaires, dont certains, plus inquiets du sort de leurs capitaux que soucieux de l'intégrité et du prestige de l'œuvre, réclamaient au contraire, avec une reconnaissance formelle du caractère « parastatal » de l'I.C.L.E., la mise sous le boisseau des brillantes espérances qui avaient accompagné sa naissance.

A la discussion qui suivit la lecture du rapport du Conseil à l'Assemblée générale ordinaire du 15 mars 1931, les mêmes actionnaires qui demandaient, en relation avec le décret-loi N° 1717 du 3 octobre 1929, l'érection de l'I.C.L.E. en institution « parastatale » de droit (ce qui était déjà anticiper sur la législation, particulièrement imprécise à ce sujet), demandaient aussi la conversion des actions en obligations de même montant. Tandis qu'un autre actionnaire, évoquant les doutes qui pourraient naître, en particulier chez les porteurs de l'étranger, quant au sort du capital souscrit par eux dans l'enthousiasme, réclamait l'extension, par interprétation, de la garantie de l'Etat au capital social. Extension que le représentant du Ministère des Finances au Conseil de l'I.C.L.E. déclarait aussitôt ne ressortir en aucune façon des textes en vigueur. Il faut ajouter, pour comprendre ces craintes, que les actions de l'I.C.L.E., dont le Conseil n'a jamais demandé l'inscription à la cote, étaient à cette époque sur le marché libre l'objet d'offres continues, à des prix bien éloignés de ceux que la garantie de l'Etat quant aux intérêts, le récent passé de l'I.C.L.E., somme toute loin d'être décourageant, et le taux moyen des rendements sur le marché au même moment, auraient pu faire admettre. Le Conseil attribuait ces ventes à des actionnaires de l'étranger qui, ayant payé leurs titres avec une monnaie dont la prime sur la lira était considérable en 1925, les revendaient alors, même à des cours assez bas, avec un bénéfice appréciable. C'était, en somme, reporté cette fois au cœur du nouvel organisme, le danger, que nous connaissons bien, des remises spéculatives. Le Conseil y paraît au mieux en se faisant autoriser, par l'assemblée générale de mars 1931, à racheter les actions de l'I.C.L.E. qui se présenteraient sur le marché.

En mars 1932, il prenait les devants et, très prudemment, à la

fois pour ménager les liquidités de l'I.C.L.E. et pour recourir le plus tard possible à la garantie de l'Etat, obtenait de l'Assemblée générale que le paiement de l'intérêt statutaire fût effectué en actions rachetées (1), mais décomptées à leur valeur nominale. Il y eut des résistances chez les petits porteurs, dont les coupons ne leur donnaient droit à une nouvelle action qu'autant qu'ils atteignaient 50 lire ou un multiple de 50.

Ce premier triomphe sur la thèse obligataire fut suivi, à l'Assemblée de mars 1933, d'une proposition de suspension du dividende, en vue d'affecter les bénéfices de l'année au fonds de réserve, dont le montant atteignait à peine, après huit ans d'existence, 2 % du capital social. Mais des difficultés juridiques surgirent, au sujet de l'interprétation à donner à l'art. 7 du décret-loi du 5 décembre 1923, accordant à l'intérêt statutaire de 4,50 % la garantie de l'Etat. Une telle garantie aurait-elle pu être invoquée par les actionnaires pour empêcher l'affectation aux réserves des bénéfices nets de l'exercice, suffisants pour assurer le paiement de l'intérêt statutaire ? Pour cette année encore, on décida le paiement en actions de l'I.C.L.E. rachetées et toujours décomptées à leur valeur nominale.

L'I.C.L.E. est en de trop bonnes mains pour qu'on puisse être inquiet sur son sort. Mais même si l'émigration italienne venait à ne plus rencontrer le double obstacle des restrictions des pays d'immigration et de sa propre politique migratoire, dont les tendances profondes, malgré l'adoucissement libéral des dernières années, restent hostiles, pour les raisons que nous avons vues, à toute décompression démographique, l'I.C.L.E. aura beau développer une activité revigorée dans un monde économique assaini, le joint sera difficile à établir entre ces mouvements de masses que sont les migrations humaines et cette technique délicate de l'art bancaire, qui exige une matière et un milieu bien définis pour s'exercer utilement. Il semble que, de plus en plus, à la fois par la direction de

(1) Sur l'ampleur de ce mouvement, on ne possède que des données assez imprécises. Avant cette décision, le compte « Profits et Pertes » pour l'exercice 1930 affectait déjà, pour la répartition de l'intérêt statutaire, sur un total de 4.500.000 lire, 2.422.786,5 lire au siège social, contre seulement 2.077.213,5 lire aux agences de l'Etranger, ce qui semblerait indiquer qu'au moins 76.000 actions destinées à l'Etranger avaient été souscrites ou étaient passées en Italie. En 1932, les chiffres restent les mêmes, et ne traduisent vraisemblablement que la même fiction comptable, certainement très éloignée de la réalité économique. Il est en outre peu présumable que le bénéfice de l'indulgence fiscale de certains pays de l'Amérique du Sud, par exemple, où les revenus mobiliers sont peu ou point imposés, ait été négligé à proportions des rentrées d'actions en Italie, alors qu'il était possible de continuer à toucher les coupons à l'Etranger. Mais nous sommes ici dans un domaine où il est très naturel que les Conseils d'administration n'aident pas les curiosités indiscrètes à pénétrer. A ne considérer que le seul paiement de l'intérêt statutaire de 4,50 % effectué depuis 1932 en actions de l'I.C.L.E., 90.000 actions rachetées ont dû ainsi être absorbées chaque année. Le compte « Profits et Pertes » pour l'exercice 1932 accuse un bénéfice de 1.553.887 lire, résultant de la différence entre le prix de rachat des actions ayant servi à payer le dividende de l'exercice 1931 et de leur valeur nominale. La valeur moyenne de chaque action serait donc de 32,7 lire. En mars 1935, selon un actionnaire, des actions de l'I.C.L.E. étaient offertes à 18 lire à la Bourse de Milan.

son activité et par la concentration progressive des actions entre les mains de quelques gros actionnaires, l'I.C.L.E. devienne une banque d'affaires opérant surtout à l'étranger, en conservant certaines branches d'activité qui la rapprocheraient des banques coloniales. Et si par là il peut répondre victorieusement aux critiques qui ont été faites quant à son défaut de spécialisation, ce n'est qu'au prix d'une déviation dans le dessein originel qui avait inspiré sa fondation. Si l'I.C.L.E. ne s'est pas appelé « Banque de l'émigration » ou encore moins « Banque de l'émigrant », c'est sans doute d'abord pour cette raison psychologique qu'en règle générale, la confiance fuit les banques à qualificatifs. De même qu'il n'y a que de bonnes ou de mauvaises affaires, il n'y a sans doute pas de finances à adjectifs. Les banques courageuses qui se disent populaires » ou « coopératives » le savent si bien que si elles entrent en concurrence avec les banques tout court, c'est le plus souvent avec leurs propres armes, et sur leur propre terrain. Certes, la séparation de la gestion de l'épargne des émigrants des opérations actives proprement bancaires aurait posé de difficiles problèmes. Pourtant, au prix d'un moindre prestige, c'est dans cette direction que la politique financière italienne de l'émigration se fût engagée avec plus de profit. Il fallait utiliser davantage les institutions dites populaires, où le point d'application de l'effort à faire, comme des réussites à espérer, porte en définitive, non sur quelques entreprises même bien choisies, mais sur des masses, ou, pour employer un mot italien qui dans sa bonhomie est dépourvu de cet accent légèrement dépréciatif qu'il prend dans la traduction, sur le *popolino*, sur les « petites gens ». Caisses d'épargne, Caisses rurales, Banques populaires, Coopératives — rien de l'esprit de ces institutions n'était passé dans l'utilisation de ce capital qu'elles avaient été invitées à souscrire. Les remises continuaient à se placer à la Caisse d'épargne postale et dans les Caisses ordinaires, tout comme avant l'institution de l'I.C.L.E., et sans que l'appel à elles fait lors de l'émission des titres eût été suivi d'autres appels les associant, sous une forme ou sous une autre, à l'œuvre commune. Les institutions populaires de crédit agricole restaient de même sans lien avec une activité qui comportait bien, pour une large part, des opérations de crédit rural, mais qui ne se montrait pas pressée de les faire participer, dans la personne de leurs adhérents, à ces grandes opérations de crédit foncier en vue de quoi semblent avoir été prévues les émissions d'obligations de l'I.C.L.E., encore à effectuer.

Quant aux coopératives, en admettant que le cadre international suggéré par le Comité bancaire de l'Alliance coopérative internationale fût prématuré, et qu'il eût mal servi les nécessités particulières des intérêts italiens en une matière où la nouveauté et le caractère spécial de l'effort à faire imposeraient pendant longtemps une attitude de compétition — pour ne pas dire d'agressivité — plutôt que des dispositions effectives et réalisables de collaboration — il ne fallait pas pour autant négliger pour l'expansion extérieure

des institutions dont le régime, après les avoir bousculées parce qu'elles étaient pour la plupart d'inspiration ou de tendance socialiste, s'avisait de la puissance d'attraction sur l'esprit populaire, et qu'il cherchait en les réorganisant à utiliser à son profit. A cet égard, l'exemple est frappant de la colonisation juive en Palestine, dont le caractère presque exclusivement coopératif, si délibérément voulu, a été si décisivement heureux. (1)

Reniant des origines qu'on avait pourtant voulues populaires, l'I.C.L.E. perd de plus en plus son caractère d'instrument de la nouvelle politique migratoire italienne, sans devenir pour autant une véritable banque d'affaires, cette institution dont le type manque si fâcheusement en Italie, ou n'existe que très adultéré. Les Italiens n'auraient ici qu'à se souvenir du passé brillant qui fit des Lombards les premiers financiers de l'Europe, et sans doute voudraient-ils marcher sur les traces de ces banquiers florentins que le XVI^e siècle a vus si puissants à l'étranger. (2)

Les difficultés de l'heure, comme aussi la rareté des capitaux nationaux s'opposent à ce que l'Italie moderne joue de sitôt un rôle directeur dans le domaine bancaire international. Et les formes prises par l'émigration italienne du XX^e siècle rendront toujours difficiles le point de la finance italienne et des masses migratrices. car à la différence de la bourgeoisie anglaise et allemande, la bourgeoisie italienne n'a jamais émigré, ni avec elle les capitaux dont elle disposait. L'avenir seul pourra dire le sort qui attend la nouvelle politique financière italienne de l'émigration. Elle clot, du moins, l'ère historique d'une survivance attardée du mercantilisme des temps de la *flotte d'argent* que l'histoire devait condamner parce qu'il n'avait pas tenu compte des avertissements de Fajardo aux *conquistadores* : « En allant en Amérique à la chasse du signe de la richesse, vous abandonnez la richesse réelle, que vous possédez chez vous » (3).

(1) Sur les coopératives de crédit qui donnent un caractère si particulier à la colonisation sioniste, v. Harry Viteless : *The Jewish cooperative movement in Palestine*. (Bullet. of the Palest. Econom. society, juin 1929). La leçon à tirer du développement des coopératives palestiniennes semble devoir être une mise en garde contre une spécialisation trop hâtive des coopératives dans les pays neufs, et sans doute aussi contre toute forme purement financière de soutien d'une immigration agricole, qui semble devoir mieux s'accommoder de caisses assurant une double fonction de crédit et de vente, du type des Raiffeisen. V. E.-L. Witney : *Cooperative credit societies in America and in foreign countries*. Bullet. of the Bureau of Labor Statistics. N^o 314 et R.-F. Bergengren : *Les coopératives de crédit et leur adaptation aux besoins du travailleur aux U.S.A.* — Revue Intern. du Travail, mai 1927.

(2) V. A. Rouché : *Les Florentins à Lyon au XVI^e siècle* (Revue d'Histoire de Lyon, janvier 1912). H. Hauser : *Réflexions sur l'histoire des banques* (Annales d'histoire économique et sociale, juillet 1929). V. aussi G. Mauco (op. cit., p. 10), et P. Bonnassieux : *Les grandes compagnies de commerce* (Paris, 1892), p. 453 et sqq.

(3) Saavedra Fajardo : *Idea de un principio politico cristiano* (Munster, 1640). Cité par H. Berindoague : *Le mercantilisme en Espagne* (Paris 1929), p. 104.

CONCLUSION

§ 1.) *Les remises et l'équation alimentaire italienne.* — § 2.) *Emigration et industrialisation.* — § 3.) *Emigration, démographie et impérialisme.*

« La richesse réelle que vous possédez chez vous... » Il est bien vrai qu'en conclusion, la solution des problèmes posés par les remises des émigrants doit être cherchée par l'Italie, et, de plus en plus, en elle-même. La diminution des remises va-t-elle installer dans la balance des comptes un déficit permanent ? Pendant quelques années encore, l'Italie sera condamnée à trouver dans un aménagement de sa position internationale un équivalent à ce poste amoindri. Mais cette nécessité n'est indéniable que pour l'avenir immédiat. Rien ne nous autorise, en effet, à prendre un aspect historique de la nature et de la répartition des principaux postes de sa balance pour une nécessité organique avec laquelle il faudra toujours compter. Une réaction s'est déjà dessinée, et semble-t-il, avec bonheur. L'avenir de la balance des comptes italienne dépend d'un double facteur : l'établissement d'une nouvelle équation alimentaire, joint à l'accroissement de l'industrialisation du pays. Et ces deux données, qui conduisent en définitive à un nouvel aménagement de la population, sont elles-mêmes dominées par le facteur démographique, dont l'allure pendant les années à venir sera décisive pour l'avenir de l'économie italienne.

§ I. — Le ralentissement de l'émigration, faisant augmenter la population à l'intérieur, partant les besoins de la consommation, vient grever la balance des paiements, en même temps qu'il fait baisser l'appoint produit par les remises. Il s'agit donc d'établir une équation alimentaire où l'augmentation, forcément limitée, des rendements agricoles, correspond aux exigences toujours accrues de l'accroissement démographique. La physionomie historique de l'agriculture italienne offre un dépassement continu, et toujours croissant de ceci sur cela, avec des tentatives constantes pour libérer l'Italie de ces importations alimentaires qui pèsent si lourdement sur sa balance des comptes. Il faut maintenant « montrer au monde que l'Italie peut vivre par elle-même. » (1)

(1) Discours du ministre Martelli au Parlement, le 11 juin 1929.

Devant les nécessités de la situation, la volonté du régime a repris ces tentatives et leur a ménagé des possibilités de réalisation définitive. D'abord, par l'augmentation des rendements unitaires, cherchée et obtenue dans des campagnes d'enthousiasme dont certaines, comme la « bataille du blé », ont donné de très appréciables résultats. (1) Ensuite, et surtout, par de grands projets de bonification et d'utilisation intégrale de la terre italienne, auxquels il a attaché tant d'importance, s'il n'en a pas eu l'initiative (2). Nous n'avons pas ici à les passer en revue, même rapidement (3). Disons seulement qu'on peut attendre beaucoup de la mise en valeur de territoires dont les témoignages antiques nous ont appris la magnifique fertilité (4), et qui ont été inutilisés pendant toute l'ère moderne. Que cette mise en valeur, par les capitaux considérables qu'elle exige, ne soit pas toujours rentable, c'est là une objection courante, et à certains égards justifiée, bien qu'il ne faille pas oublier qu'il s'agit là de dépenses s'effectuant à l'intérieur d'un circuit fermé, et, pour une part, en vue de fins à la vérité extra-économiques, ou au minimum extra-financières. Qu'elle suffise en tout état de cause à assurer le plein des besoins de l'Italie, c'est un point controversé, et que nous ne nous chargeons pas de trancher. Marquons cependant, sans y insister davantage, un autre côté par où les travaux de bonification intéressent notre sujet. Ils s'accompagnent, dans l'esprit de leurs promoteurs, d'une émigration intérieure de grande envergure, considérée comme un substitut de l'émigration hors des frontières. Pas plus que la bonification, cette émigration intérieure n'est chose nouvelle en Italie. (5) Seul est nouveau le

(1) Les importations de céréales, qui étaient de 18 à 19 millions de quintaux avant la guerre, passent, entre 1924 et 1928, successivement à 25, 26 et 28 millions de quintaux, et tombent, en 1929, 1930 et 1931, respectivement à 17,6 ; 19,3^e ; 14,8 millions de quintaux. Malgré cela, alors que pour la période 1909-1913 le pourcentage moyen de la valeur des importations de « matières alimentaires et animaux vivants » par rapport au total des importations était de 20,3 %, il s'élève à 27,3 % pour la période 1921-1931.

(2) V. dans Fr. Nitti (*La ricchezza dell'Italia*, 1904) les références aux nombreux projets de *bonifica*, dont quelques-uns très anciens, en même temps qu'une critique anticipée des espoirs qu'on peut fonder sur « l'illusion des terres incultes » qui « n'absorberaient que l'émigration de quelques années » (p. 37). M. Nitti proposait que les remises des émigrants servissent à la colonisation interne, au lieu que celle-ci fût à la charge du budget (*L'emigr. ital. e i suoi avvers.*, p. 148). V. aussi Coletti (*Cinquant'anni*, etc., p. 190 et sqq.).

(3) V. *Rivista di politica economica*, août 1932. — *Chronique des migrations*, 1928, p. 464. *Informat. sociales*, 27 janvier 1933. *Revue internat. du travail*, vol. XVII, p. 713. — V. surtout *La legge della Bonifica integrale* (4 vol. parus) où M. Serpieri, sous-secrétaire d'Etat à la Bonifica, expose les conditions de réalisation de la loi Mussolini du 24 décembre 1928, qui prescrit l'inscription au budget de l'Etat, pour 39 exercices consécutifs, de sommes atteignant 9.705 millions de lire. — V. aussi l'art. de M. G. Costanzo dans la *Revue internationale d'agriculture* de mai 1934.

(4) Archiloque appelait la Calabre, aujourd'hui si pauvre, « le pays où on vit plus heureusement que dans le reste du monde », et Cicéron, désignant le Catanzaro moderne, écrivait : *Nihil Crotone salubri*. V. *Nuova antologia*, oct. 1905, p. 448.

(5) L'émigration interne de chaque province avait fait l'objet, dans l'*Inchiesta parlamentare* de la commission Faina, d'études fort précises. V. par ex. V, t. I, p. 85 pour la Basilicate, et V, t. II, p. 284 et sqq. pour la Calabre.

caractère systématique que lui imprime le régime, traduisant la nécessité pratique d'aménager le trop-plein de la population, et réalisant en même temps une application méthodique de sa décision théorique de conserver à l'Italie le bénéfice des forces vives qui s'écoulaient autrefois à l'étranger.

C'est à l'avenir de dire si l'Italie pourra un jour assurer son alimentation sans avoir recours à l'étranger. Même en prenant pour acquis le succès définitif de la politique de la bonifica, et pour assuré le placement de l'excédent annuel de la population à l'intérieur de l'Italie par l'aménagement rationnel des ressources péninsulaires — le problème n'est qu'en partie résolu. Il reste que, dans l'hypothèse la plus favorable et du point de vue des échanges internationaux, la question doit dès à présent être élargie. D'une part en effet, l'utilisation éventuelle du potentiel de production assuré par une population surabondante, d'autre part, l'existence d'un fort pourcentage d'importations non agricoles, posent en même temps la question de l'industrialisation croissante de l'Italie.

§ 2. — Il s'agit ici d'assurer par l'industrialisation de l'Italie, à l'encontre et en dépit de toutes les protestations théoriques d'anti-urbanisme, et des professions de foi rurales les plus sincères, un point d'équilibre qui assure la bonne fin des indispensables échanges internationaux. Une conséquence indirecte de cette industrialisation croissante serait de rendre l'émigration moins nécessaire, selon un mécanisme historique dans lequel il nous faut entrer maintenant.

On n'a pas assez remarqué que la période pendant laquelle l'émigration se fait jour en Italie au point de devenir rapidement un phénomène en apparence indissociable de l'état social italien, est aussi celle de l'avènement de l'Italie au rang de nation moderne industrialisée. Pareille coïncidence s'était déjà observée pour l'Angleterre, et, plus récemment, pour l'Allemagne. L'émigration anglaise dont les dernières grandes vagues avaient coïncidé avec la naissance du machinisme industriel, se trouve tarie dès la première moitié du XIX^e siècle devant la consécration du nouvel état de choses. L'Allemagne fournit le plein de son émigration entre 1860 et 1895 : dès que son équipement industriel la met en situation de jouer un rôle important dans la compétition mondiale, elle devient au contraire, et presque sans transition, un pays d'immigration. (1) C'est pareillement un fait que jusque vers 1880, l'Angleterre et l'Allemagne ont presque seules alimenté l'émigration européenne. Or, cette date, qui marque l'apparition des premiers courants migratoires importants dans les pays de l'Europe méridionale, est aussi le moment où, toutes proportions gardées, et avec de grandes différences dans le degré, ils entrent à leur tour dans l'ère industrielle.

(1) A vrai dire, l'immigration, en particulier agricole, s'observait déjà aux plus beaux jours de l'émigration allemande.

Qu'on soit ou non autorisé à attribuer avec Pertile (1) ce décalage dans le temps à l'inégale fertilité des terres — les pays du Nord, peu fertiles, étant contraints de s'industrialiser à un niveau de population relativement plus bas, — le phénomène n'en est pas moins incontestable.

Les causes en sont multiples, et, semble-t-il, assez évidentes. C'est dans les débuts de l'industrialisation que s'opère une transformation des éléments démographiques au terme de laquelle se trouve constitué, aux dépens de la classe agricole, un prolétariat industriel de jour en jour croissant. Certes, ce n'est pas toujours dans ce prolétariat urbain que prendront naissance les grands courants migratoires. Le plus souvent, ils s'alimenteront, tout comme lui, à l'inépuisable source rurale. Mais c'est l'urbanisation consécutive au développement industriel qui aura donné le branle, et la constatation d'une appréciable différence dans le niveau des salaires et dans le genre de vie aura suffi à activer dans les classes agricoles les possibilités d'émigration qui y sommeillaient. En outre, l'état industriel, par l'existence d'un prolétariat soumis à des conditions d'existence assez précaires, favorise un accroissement de population, qui, s'il ne trouve pas à s'employer dans une production dont le rythme d'accélération, est, en général, moins grand, n'aura d'autre ressource que l'émigration.

L'Italie s'est trouvée dans ces conditions de 1890 à 1914. La guerre a accéléré le rythme de l'équipement industriel. Depuis, et à travers excès, tassements et reprises, un état nouveau s'est fait jour, où l'émigration ne trouve plus les circonstances qui avaient provoqué sa naissance. Concomitante de la période de transition, l'émigration italienne va-t-elle, comme autrefois l'émigration allemande, devenir inutile avec l'avènement de l'ère industrielle ? Et la question des remises, devant l'accroissement des exportations, va-t-elle, du point de vue de la balance des comptes, devenir sans objet ?

Il ne faudrait pas oublier les difficultés que la situation internationale opposera, pendant de longues années encore, à une Italie exportatrice. C'est l'exemple du Japon qu'il faut invoquer ici. Les remises jouaient dans l'économie japonaise le même rôle que dans l'économie italienne. L'arrêt de l'émigration a obligé le Japon à s'industrialiser à outrance, mais ses exportations, bien que croissantes et facilitées par la dévaluation du yen, rencontrent de plus en plus dans le protectionnisme des autres pays des obstacles sérieux. L'Italie ne pourrait jamais réaliser les bas niveaux de salaires qui assurent à l'exportation japonaise ses conditions exceptionnelles de bon marché. Elle y tend, cependant, à la fois par les sacrifices énormes imposés à ses classes laborieuses (2) et par le désir d'ex-

(1) V. Pertile: *La Rivoluzione*, etc., p. 128.

(2) Adroitement rattachés à des vues générales pessimistes sur l'humanité: « Je crois qu'il faut chasser de son cerveau l'idée que les temps de la prospérité puissent revenir... Nous allons probablement vers une humanité nivelée sur un plan plus bas » (M. Mussolini, le 28 mai 1934 à la Chambre des députés).

porter à tout prix, même presque sans bénéfice, qui met ses industriels : conditions que le Japon réalise à un degré bien supérieur, mais qu'elle appelle chez lui « dumping », alors qu'elles ne sont en Italie que « discipline ».

§ 3. — Pour bien apprécier à sa juste valeur la nécessité, pour un pays comme l'Italie, de trouver dans l'émigration un remède à l'excédent de sa population, et dans les remises des émigrants un poste présumé indispensable au déficit de sa balance des comptes, il nous faut examiner si l'émigration a vraiment été, dans le cas de l'Italie, un phénomène commandé par la pression démographique. La chose est trop généralement acceptée comme telle, avant tout examen. Elle n'a pas pourtant toujours entraîné toutes les adhésions et il convient de l'examiner de plus près.

Certes, les grandes influences extérieures qui ont provoqué au cours du XIX^e siècle l'émigration européenne, n'ont pas atteint l'Italie. Ni l'indépendance de l'Amérique du Sud, ni la découverte des mines d'or de Californie et d'Australie (1848-1850), ni l'abolition de l'esclavage dans les colonies (1834-1848) n'y ont provoqué ces départs qu'on a pu constater ailleurs. Et nous avons vu au seuil de cette étude les raisons économiques qui peuvent être à l'origine de l'émigration italienne. De sorte que même si on tient compte de ce magnétisme migratoire qui se développe avec tant d'efficacité, l'excédent quantitatif de population n'est pas en lui-même une explication suffisante pour la naissance de l'émigration. Comment expliquerait-on alors que dans des pays de faible densité de population, comme l'Irlande, la Hongrie, l'Espagne, l'émigration soit proportionnellement plus grande que dans des pays à plus forte densité, et qu'en Italie même, elle soit comparativement plus grande dans l'Italie méridionale que dans certaines régions non industrialisées, mais très peuplées, de l'Italie septentrionale ? La considération de la fertilité de la terre elle-même n'est pas décisive. Dans une Russie fertile et peu peuplée comme celle d'avant-guerre, il y avait cependant émigration assez importante, parce que la population était trop importante relativement aux subsistances. Dans un pays industrialisé comme l'Allemagne, on peut constater une grande densité de population, et pas d'émigration, bien que les subsistances ne soient pas suffisantes. Ce qu'il importe de considérer, c'est l'importance de la population relativement à un état social et économique donné. C'est, en définitive, la *composition* de la population qui doit être prééminente. (1) L'émigration est l'effet, non de l'excès de population, ni de mauvaises conditions économiques seules, mais de la mauvaise distribution de cette popu-

(1) Comme l'indiquait un texte d'Adam Smith, dont l'oubli a pesé sur toute l'économie théorique moderne, et auquel il faudra revenir un jour. Selon Adam Smith, le revenu d'une nation est déterminé « first by the skill dexterity and judgement with which the labor is generally applied and secondly by the proportion between the number of those who are employed and of those who are not employed » (Introduction à la *Richesse des Nations*).

lation dans une situation économique donnée. Il nous faut d'autant plus renoncer à une vue fataliste de l'émigration (1), qu'il est permis au contraire, de penser que c'est l'émigration elle-même qui favorise le développement de la population. (2) N'est-il pas permis de croire qu'en Italie comme en Allemagne, l'émigration ne survivra pas à un aménagement de la situation économique ?

On assiste depuis longtemps, en Italie comme dans de nombreux pays d'Europe, à une diminution progressive des naissances et des décès, qui laisse un excédent annuel des naissances sur les décès sans cesse décroissant. On a pour l'Italie :

	Naissances	Décès	Excédent des naissances sur les décès
	(par 1.000 habitants)		
1881-1885 (3)	38,0	27,3	10,7
1886-1890	37,5	27,2	10,3
1891-1895	36,0	25,5	10,5
1896-1900	34,0	22,9	11,1
1901-1905	32,6	22,0	10,6
1906-1910	32,7	21,2	11,5
1911-1914	31,7	19,1	12,6
1915-1918	23,0	26,6	3,6
1919-1921 (4)	27,8	18,3	9,6
1922-1925	29,5	17,3	12,2
1926-1930	26,8	16,0	10,8
1924	29,0	17,1	11,9
1925	28,3	17,1	11,2
1926	27,7	17,2	10,5
1927	27,5	16,1	11,4
1928	26,7	16,1	10,6
1929	25,6	16,5	9,1
1930	26,7	14,1	12,6
1931	24,9	14,8	10,1
1932	23,8	14,6	9,2

(1) Qui s'exprime assez bien dans un passage de Malthus : « Les lois de la population ont été organisées par Dieu en vue de forcer l'homme à émigrer et à peupler progressivement la terre. » (Cité par Gonnard. *Rev. d'écon. polit.*, 1925, p. 1066). — Selon Ricardo, l'accroissement de la population, en rendant les cultures plus coûteuses, renchérit les produits, et comme le salaire croît proportionnellement moins, il en résulte la nécessité, pour les travailleurs, de s'expatrier pour des pays où salaires et capitaux augmentent dans une proportion moindre que la population. (*Principes*, etc.).

(2) Malthus lui-même avait déjà constaté (*Essai sur le principe de population*) que « l'habitude de l'émigration cause un rapport extraordinaire des naissances » (liv. II, Ch. IX) et ailleurs, avec plus de nuances, « qu'une émigration modérée favorise la population » (liv. II, Ch. XIII).

(3) Moyennes de la période indiquée.

(4) A partir de 1919, territoire des frontières actuelles.

A plusieurs reprises le fascisme s'est inquiété par la bouche de ses dirigeants de cette diminution des naissances, et tous ses efforts visent à l'augmentation de la population. Ne l'accusons pas de contradiction, puisqu'il poursuit sur un autre terrain la conciliation de ce qui pourrait sembler les contraires. Certes, il y a là un retour très net aux idées en honneur jusqu'au XVIII^e siècle, selon lesquelles un des devoirs de l'Etat était d'encourager la population et dont nous trouvons l'expression dans les écrits d'origines les plus diverses. (1) Au surplus, le son néo-malthusien du « contrôle démographique » a toujours rebellé un pays comme l'Italie. Luigi Bodio, qui fut un des promoteurs les plus actifs de l'émigration, n'y pourrait plus écrire aujourd'hui que « l'accroissement excessif de la population italienne est un produit de l'ignorance du peuple et de sa misère. » (2) Surtout, les efforts du régime pour redonner à l'Italie sa vigueur fécondante d'antan, qu'elle semble menacée de perdre, sont bien dans la ligne de toute sa politique intérieure, et on avait déjà vu les essais de colonisation interne s'accompagner de l'interdiction d'émigrer. (3)

Mais le problème de l'émigration n'étant qu'un cas particulier du problème général de l'équilibre économique, il n'est pas contradictoire de chercher dans un équilibre nouveau une solution aux difficultés que semblerait poser la coexistence d'encouragements officiels à la repopulation et de la difficulté d'émigrer rencontrée par les Italiens depuis quelques années. Le XIX^e siècle, en même temps qu'une période industrielle, a bien été une période de natalité désordonnée. Et le salariat, à la fois directement (4), et indirectement par la constitution de classes qui sont des obstacles à la capillarité sociale (5), est un encouragement à la population.

Le fascisme espère donc qu'il sera possible de concilier l'exigence politique et morale d'une population surabondante et la difficulté jusqu'ici éprouvée d'utiliser l'excédent annuel de la population autrement que par l'émigration — par l'aménagement rationnel et

(1) V. Rousseau (*Contrat social*, liv. III, Ch. IX), Mirabeau (*L'Ami des hommes*). Frédéric-le-Grand (*L'Anti-Machiavel*, Genève, 1759), écrit : « La puissance d'un Etat ne consiste pas dans l'élargissement de ses frontières, mais dans le nombre de ses habitants et dans la richesse qu'il possède. » (p. 46). V. P. Reynaud : *La théorie de la population en Italie du XVI^e au XVIII^e siècle* (Lyon, 1904).

(2) *Dell'emigrazione italiana*, p. 9.

(3) V. de nombreux précédents historiques in Vincenzo Grossi : *Polit. dell'emigr. e delle colonie* (Rome, 1902), p. 51 et sqq. Dans la Russie d'avant 1902, les projets de colonisation interne s'étaient également accompagnés de restrictions à l'émigration. Dans le cas de l'Italie, c'est l'interdiction d'émigrer, qui semble avoir été déterminante, selon les vues prophétiques exprimées dans un petit livre significativement dédié à Crispi : *L'emigrazione scongiurata dalla colonizzazione interna*, par Antonio Martignon (Trévise, 1890).

(4) « En détachant l'ouvrier de la propriété des moyens de production et en le faisant dépendre des décisions arbitraires des patrons, le salariat lui enlève tout sens de responsabilité et tout motif de réserve et de continence. » A. Loria : *Il salario*, p. 226, cité par Pertile (*op. cit.*, p. 52).

(5) V. F. Nitti : *La population et le système social* (p. 177-178).

l'utilisation intégrale de toutes les ressources italiennes, conjugués avec une industrialisation croissante de la péninsule. Mais une industrialisation poussée n'amènera-t-elle pas, par la nécessité d'exporter, le besoin d'une expansion hors des frontières ? Cette expansion abandonnant la forme de l'émigration proprement dite, affecterait plutôt celle de la revendication, puis de la poussée coloniale (1) ou de cet impérialisme économique qui, sans être nécessairement générateur de conflits, contribue si puissamment à en créer l'atmosphère. Ici encore, c'est au Japon qu'on pense invinciblement... L'Italie, obligée de renoncer au rêve de faire de l'émigration un facteur de puissance mondiale, ne va-t-elle pas poursuivre une autre forme d'expansion par le nombre ? (2) M. Belluzo, ancien ministre de l'Economie, et théoricien italien du *productivisme*, n'hésitait pas à faire découler de ses vues la nécessité d'une expansion hors des frontières. (3)

En définitive, le parti que le régime fasciste semble avoir pris de la disparition des remises, après de vaines tentatives pour les ranimer, comme son attitude devant le problème de l'émigration en général, sont commandés par des positions extra-économiques, qui les font sortir du cadre de notre appréciation. « Le fascisme est convaincu que la grandeur des nations civilisées est en raison directe de leur population », affirme M. Belluzo. (4) Parmi tous les sens que peut comporter le mot « grandeur », il en est un que rien n'interdit de prêter à l'orateur. Il désignerait cette sorte de perfection interne qui accompagne la réalisation par une nation d'un état économique *optimum*, et dont le type serait, par exemple, la Hollande ou l'Angleterre commerçantes des XVII^e et XVIII^e siècles. Mais ces exemples mêmes nous font voir à quel point une position économique dominante est inséparable d'une certaine hégémonie politique... Au reste, le régime n'a jamais caché qu'il visait ailleurs et plus haut qu'une solution technique du problème de l'émigration. L'avenir de l'aspect financier de l'émigration italienne, comme cette émigration elle-même, dépendent étroitement de l'évolution politique de la péninsule.

(1) « Ainsi les Romains détachaient dans la péninsule des groupes de citoyens qui allaient y défendre leur domination, et votaient un sénatus-consulte *de colonia-condenda* quand les revendications des non-propriétaires étaient trop impérieuses ou les soldats trop exigeants ». Marcel Dubois : *Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs* (Paris, 1895), p. 233. Récemment, reprenant les méthodes de l'antique colonisation romaine, le gouvernement italien a prévu la cession aux soldats de l'armée coloniale de terrains agricoles. V. *Le Temps* du 17 juillet 1934.

(2) « Le nombre comme force » : c'est le titre de la préface de M. Mussolini à l'ouvrage de Riccardo Korrer : *Dénatalité, mort des peuples...*

(3) V. Mitzakis (*op. cit.*, p. 16).

(4) Discours du 12 mars 1927 à la Chambre des Députés.

ANNEXE I

Mandats internationaux émis aux U.S.A. à destination de l'Italie (1)

(En dollars)

	Nombre	Montant	Moyenne
1900	39.041	1.140.455	28,1
1901	47.750	1.513.861	31,7
1902	70.521	2.462.500	34,9
1903	132.001	5.078.527	38,4
1904	216.569	8.526.366	39,3
1905	253.350	9.348.543	37
1906	344.962	13.443.484	38,9
1907	459.795	18.986.519	41,2
1908	488.564	21.292.938	43,5
1909	464.808	16.575.080	35,6
1910	619.382	23.060.612	37,1
1911	657.748	25.622.823	38,9
1912	565.143	21.499.085	38
1913	607.022	23.810.512	39,2
1914	600.599	22.124.768	36,8
1915	525.827	15.748.613	29,9
1916	433.522	9.924.812	22,8
1917	363.684	7.057.508	19,4
1918	272.483	5.400.923	19,6
1919	257.835	6.132.023	23,7
1920	132.153	3.291.844	24,9
1921	67.154	1.410.827	21
1922	72.318	1.353.931	18,7
1923	88.070	1.961.787	22,2
1924	98.780	1.855.476	18,7
1925	106.220	1.845.779	17,4
1926	111.270	1.780.700	16
1927	116.170	1.763.698	15,2
1928	114.590	1.805.058	15,7
1929	122.080	1.912.645	15,6
1930	123.760	1.852.648	14,9
1931	121.850	1.804.033	14,7
1932	136.850	2.387.368	17,4
1933	124.330	2.007.793	16,1

(1) Par années fiscales se terminant le 30 juin des années astronomiques indiquées.

ANNEXE II

Mandats internationaux émis en France à destination de l'Italie

		(Milliers de francs)	(Francs ¹)
	Nombre	Montant	Moyenne
1900	312.439	12.355,5	39,5
1901	322.172	12.702,6	39,4
1902	356.696	14.559,6	40,8
1903	416.867	19.306,8	46
1904	435.622	20.814,0	47,7
1905	468.537	23.211,6	49,5
1906	490.117	25.553,5	52,1
1907	498.243	27.480,5	55
1908	497.581	29.426,5	59,1
1909	500.998	29.610,0	59
1910	533.648	32.075,9	60,1
1911	565.896	34.843,0	61,5
1912	619.402	37.743,1	60,9
1913	671.854	40.685,1	60,5
1914	515.001	34.657,1	67,2
1915	331.399	19.200,4	57,9
1916	429.676	19.035,2	44,3
1917	385.918	12.279,6	31,8
1918	313.329	13.144,7	42,2
1919	306.830	25.882,8	84,3
1920	405.210	85.951,4	212,1
1921	371.387	86.089,2	231,8
1922	522.956	130.274,6	249
1923	633.414	143.776,3	226,9
1924	662.769	138.270,7	208,6
1925	588.381	131.954,3	224,2
1926	271.453	56.999,4	210
1927	197.524	49.352,7	249,8
1928	259.932	69.718,5	268,2
1929	351.688	108.566,6	308,7
1930	517.892	181.327,4	350,1
1931	564.127	196.925,7	349
1932	474.275	144.554,8	304,7
1933	431.314	122.842,3	284,8

ANNEXE III

Mandats internationaux émis en Suisse à destination de l'Italie

(Francs suisses)

	Nombre	Montant	Moyenne
1900	193.477	8.160.134	42,1
1901	196.034	8.223.779	41,9
1902	217.513	9.120.979	41,9
1903	219.125	11.599.648	44,7
1904	278.807	12.598.263	45,1
1905	316.000	14.585.280	46,1
1906	378.333	17.885.338	47,2
1907	433.373	21.863.999	50,4
1908	437.890	23.998.812	54,8
1909	408.953	21.930.668	53,4
1910	452.830	24.272.048	53,5
1911	524.726	28.174.874	53,6
1912	558.706	28.071.647	50,2
1913	493.891	24.803.363	50,2
1914	325.536	16.575.244	50,9
1915	152.409	5.548.852	36,4
1916	184.674	5.422.777	29,3
1917	218.397	5.189.175	23,7
1918	191.238	5.200.693	27,2
1919	99.344	3.930.320	39,5
1920	74.127	3.198.159	43,1
1921	55.759	1.908.568	34,2
1922	42.347	1.233.574	29,1
1923	40.766	1.261.187	30,9
1924	50.639	1.867.794	36,8
1925	61.681	2.347.248	38
1926	74.898	3.312.668	44,2
1927	70.102	3.676.917	52,4
1928	95.195	5.776.010	60,6
1929	140.101	10.291.538	73,4
1930	185.490	14.567.448	78,5
1931	207.303	15.865.516	76,5
1932	170.936	10.557.352	61,7
1933	146.054	7.601.506	52

BIBLIOGRAPHIE

(N. B. — Une bibliographie complète devrait comprendre tous les textes relatifs, de près ou de loin, à l'histoire économique de l'émigration italienne. On ne trouvera ici que ceux où une mention spéciale est faite des remises.)

I

- C. ARENA. — La tutela del risparmio degli Italiani all'estero. (*Problemi Italiani*, 15 nov. 1923.)
— Le rimesse degli emigranti. (*Bollet. dell'emigrazione*, août 1925.)
- L. BATTOCHIO ET F. LAMI. — Il risparmio degli Italiani all'estero. (Atti del IV^o Congresso delle Casse di Risparmio Italiano, Palermo, 1927.)
- G. BORGATTA. — La balance des paiements de l'Italie. (*Europe nouvelle*, 15 oct. 1928.)
— Le partite della bilancia dei pagamenti. (*Barometro economico*, 10 mai, 10 juin, 10 juillet et 10 août 1932.)
— La bilancia internazionale dell'Italia. (*Barometro economico*, 10 novembre 1932.)
— Rimesse degli emigranti e turismo. (*Rassegna economica del Banco di Napoli*, juin-juillet 1933.)
— Bilancia dei pagamenti. Cambio (in *Trattato elementare di statistica*, publié sous la direction de Corrado Gini, Milan, 1933.)
- F. COLETTI. — Dell'emigrazione italiana (in *Cinquant'anni di vita italiana*, publié par l'Accademia dei Lincei, Milan, 1911.)
- C.-E. FERRI. — La tutela del risparmio degli emigranti. (*Rivista bancaria*, 20 février 1915.)
- P. JANNACCONE. — La bilancia del dare e dell'avere internazionale con particolare riguardo all'Italia. (Milan, 1927.)
- P. MEYNIAL. — Créances et dettes internationales. (La balance des comptes.) (Paris, 1926.)
— La balance des comptes (dans le numéro spécial annuel de la *Revue d'économie politique* sur la « France économique ».)

- G. MONTEMARTINI. — I milioni degli emigranti. (*Giornale degli economisti*, mars 1904.)
- J. MORINI-COMBY. — Essai sur les conséquences économiques des migrations. (*Revue d'économie politique*, janv. févr. 1932.)
- G. MORTARA. — Il bilancio degli scambi economici fra l'Italia e l'estero. (*Rivista bancaria*, janvier 1924.)
- V. PORRI. — Congetture intorno alla bilancia dei debiti e dei crediti. (*Rivista italiana di statistica*, mars 1932.)
- G. PERTILE. — La rivoluzione nelle leggi dell'emigrazione. (Turin, 1924.)
- G. PRATO. — L'ultima incarnazione dello Stato banchiere. (*Rivista bancaria*, 20 mars 1925.)
- F. RAVIZZA. — Le livret international d'épargne. (Milan, 1933.)
- L. ROSSI. — La tutelle de l'épargne des émigrants. (Rapport au premier Congrès International de l'Épargne, Milan, 1924.)
- P.-V. ROSSI. — Gli Italiani negli Stati Uniti e loro risparmi. (*Bollet. dell'emigrazione*, 1925, N° 2.)
- B. STRINGHER. — Sur la balance des paiements entre l'Italie et l'étranger. (*Bullet. de l'Institut International de Statistique*, XIX 3.)

II

Bollettino dell'emigrazione, Giornale degli economisti, Rivista di politica economica, Echi e commenti, Rivista delle Casse di risparmio, Rivista coloniale, Problemi italiani, Barometro economico, Rivista di emigrazione, Bollettino mensile di statistica, Rivista italiana di statistica, etc...

Revue d'économie politique, Revue économique internationale, Journal des Economistes, Revue internationale du travail, Informations sociales, Chronique des migrations, Musée social, L'Épargne du Monde, The Annals, The Monthly Labor Review, etc...

Il movimento economico dell'Italia, publié par la Banca Commerciale Italiana, et devenu à partir de 1933 *La Rassegna trimestriale della B. C.* — *Rassegna economica del Banco di Napoli*. — *Relazioni al Consiglio generale del Banco di Napoli e Rendiconti*. — *Annuario statistico italiano*. — *Annuario statistico della emigrazione italiana dal 1876 al 1925* (Rome, 1926). — *Memoranda sur le commerce international et sur les balances des paiements* (Genève).

III

*Gazzetta Ufficiale ;
Atti parlamentari ;*

Bollettino dell'emigrazione (1) ;

Emigrazione e colonie. (Recueil de rapports consulaires et diplomatiques ayant paru avant 1914 sans périodicité fixe.)

Inchiesta parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia. (Rome, 1910.)

Immigrant-Banks report, publié par la Federal Immigration Commission. (Washington, 1911.)

Commissione reale per lo studio del regime doganale e dei trattati di commercio. (Rome, 1918-1920.)

Documenti sulla condizione finanziaria ed economica dell'Italia, comunicati al Parlamento il 8 dicembre 1923.

Annual Reports of the Commissioner general of Immigration. (Washington.)

The balance of international payments of the U.S.A. (Washington.)

(1) 1901-1928. Absorbé depuis cette date par le *Bollettino del Ministero degli Affari esteri*. Les *Relazioni* annuelles du Commissaire Général de l'émigration ont été publiées jusqu'en 1909-1910 dans les numéros courants du *Bollettino*. Les *Relazioni* 1910-1923 et 1923-1925 ont fait l'objet de publications spéciales (Rome).

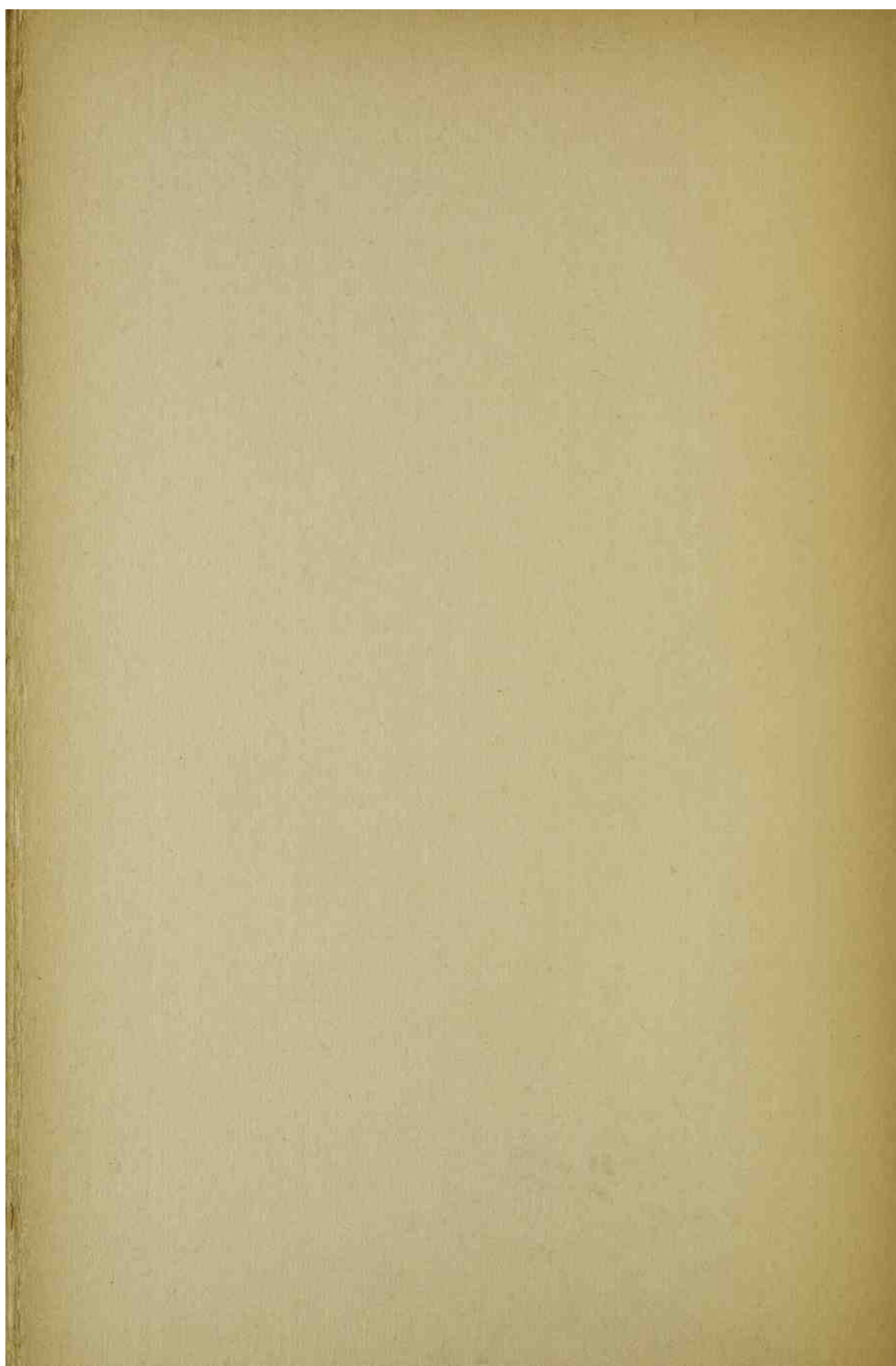


TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
--------------------	---

CHAPITRE I

LE PHÉNOMÈNE DES REMISES DANS L'ÉMIGRATION ITALIENNE	8
§ 1. Les remises en tant que moteur de l'émigration ..	8
§ 2. Les remises et la législation italienne de l'émigration	10
§ 3. L'émigration italienne, émigration-type de remises ..	17

CHAPITRE II

LES MOYENS DE TRANSFERT	23
§ 1. Les banques privées	23
§ 2. Le Banco di Napoli et le service organisé par la loi du 1 ^{er} février 1901	34
§ 3. Les mandats-poste internationaux	40
§ 4. Lettres chargées, recommandées, etc.	41
§ 5. Les conventions internationales sur les Caisses d'épargne	42
§ 6. Les coopératives	54

CHAPITRE III

LES PRINCIPAUX FACTEURS DES VARIATIONS QUANTITATIVES DES REMISES	59
§ 1. L'importance numérique de l'émigration	59
§ 2. Son degré de permanence	72
§ 3. Sa composition qualitative	84
§ 4. Les conditions économiques des pays d'immigration	93
§ 5. Le change	118
§ 6. Remises et épargne	122

CHAPITRE IV

LES REMISES, L'ÉCONOMIE PÉNINSULAIRE ET LES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX	140
§ 1. Éléments et essai d'une évaluation des remises pendant la période étudiée	140
§ 2. Quelques effets des remises dans l'économie italienne	154
§ 3. Physionomie particulière du poste des remises dans la balance des comptes	159
§ 4. Historique de la fonction des remises dans la balance des comptes de l'Italie	162
§ 5. Le passif de l'émigration : coût humain, etc.	175
§ 6. Les remises et le change	181

CHAPITRE V

LA NOUVELLE POLITIQUE FINANCIERE DE L'EMIGRATION ..	184
§ 1. Insuffisance d'une économie de remises	184
§ 2. Emigration et commerce international	186
§ 3. Emigration et matières premières	190
§ 4. L'IN.C.I.L.E.	192
§ 5. L'I.C.L.E.	193
CONCLUSION.....	208
§ 1. Les remises et l'équation alimentaire italienne	208
§ 2. Emigration et industrialisation	210
§ 3. Emigration, démographie et imperialism	212
Annexes	216
Bibliographie	219
Table des Matières	223

